
L'ITALIA IRREDENTA

I

L'unité de l'Italie, telle qu'elle est sortie, après une longue préparation, des quatre étapes qui, en moins d'une douzaine d'années, lui ont apporté la Lombardie, l'Italie du Centre et du Sud, la Vénétie, enfin Rome, a cependant laissé hors des frontières du jeune royaume certains territoires considérés comme italiens; c'est « l'Italie qui n'est pas encore rachetée. » Aussi, ces temps derniers, lorsque l'on a discuté, dans les chancelleries ou dans la presse, l'hypothèse d'une intervention de l'Italie dans la guerre actuelle, a-t-on fréquemment envisagé comme un des motifs possibles de son intervention la délivrance des 750 000 Italiens sujets de l'Autriche, et, comme prix d'une victoire, les provinces de l'Istrie et du Trentin.

L'Italie est une trop grande puissance, les Italiens sont des diplomates trop avisés pour avoir besoin de conseils. Il appartient à eux seuls de peser les risques et d'examiner les avantages de l'attitude qu'ils croiront devoir observer dans la crise que l'Europe traverse. Mais peut-être le lecteur français prendra-t-il quelque intérêt à jeter un coup d'œil, à titre purement objectif, sur cette *Italia irredenta* dont il entend si souvent parler.

S'il pouvait, au lieu de la regarder par métaphore, parcourir cette région à pied et le bâton à la main, il y découvrirait quelques-uns des plus admirables spectacles de la nature. Au voyageur qui, sortant des neiges de l'Ortler, descend la route du Stelvio et se rend, par Méran et Botzen, au pays des Dolomites, de grandes joies sont réservées. Parmi des prairies pleines de fleurs, au-dessus des sapins et des mélèzes, se dressent brusquement d'énormes chaînes de rochers aux couleurs d'ocre et de

sang. Plusieurs de ces montagnes, Marmolada, Monte Cristallo, Cima della Pala, Rosengarten, approchent ou dépassent trois mille mètres. Leurs sommets, aux formes de bastions, de dômes ou d'aiguilles, comme « les tours de Vajolet, » évoquent un décor d'opéra, l'embrasement de quelque fantastique Walhalla. A leurs pieds s'allongent des vallées étroites où s'abritent parfois de petits lacs aux eaux vertes, comme le Karersee, le Dürrensee et le lac de Misurina. Le massif montagneux, poussant au Sud ses contreforts jusqu'au lac de Garde, se prolonge à l'Est par les Alpes Juliennes, le pays du Titién, dont on peut découvrir le contour du haut des campaniles de Venise; il surplombe l'extrémité de l'Adriatique, dominant la rade de Trieste et les cyprès de Miramar. Puis il étend dans la mer ses derniers soulèvements par la presqu'île de l'Istrie. Tel est le domaine de l'*Italia irredenta*.

Je ne me permettrai pas de décider si, géographiquement, ce pays se rattache à l'Italie. La géographie est une personne bien complaisante pour les diplomates. A vrai dire, « les frontières naturelles » seront toujours discutables, car la nature ne s'est guère préoccupée de frontières. Entre le Tyrol allemand et le Tyrol italien ne s'élève pas une chaîne de montagnes unique pour les séparer ainsi qu'une barrière ininterrompue, mais une série de massifs et de vallées le plus souvent orientés du Nord au Sud et communiquant par des cols facilement accessibles. La ligne de démarcation que l'on tracerait de l'Est à l'Ouest, à mi-chemin de Botzen et de Trente, n'irait donc pas sans quelque arbitraire; cependant on ne saurait imaginer de limites d'États plus artificielles que celles qui existent actuellement entre le Trentin et l'Italie. Pour aller, par exemple, de Toblach à Misurina et Cortina, en suivant la même vallée, il faut franchir deux fois des postes douaniers, et, plus au Sud, au lac de Garde, la frontière qui en coupe la partie supérieure ne paraît pas établie moins arbitrairement.

Mais ce n'est pas seulement sur la géographie que se fondent les revendications des irrédentistes; ils invoquent aussi la « nationalité » et l'histoire. La *théorie des nationalités*, qui, succédant à la *théorie des frontières naturelles* de la Révolution, inspira l'évolution politique de l'Europe dans la seconde moitié du dernier siècle, n'a toutefois jamais réussi à définir les signes auxquels se reconnaissait une nation. Est-ce le langage, la foi, la forme du crâne ou le désir de vivre sous un même gouverne-

ment qui la constitue ? Sans doute, à elle seule, aucune de ces conditions ne suffit ; la nationalité consiste plutôt dans un composé de mille élémens divers que l'on sent plus qu'on ne peut les définir, et dont, pour nous Français, le premier demeure la volonté même d'un peuple. Nous verrons tout à l'heure comment les habitans du Trentin et de la côte autrichienne de l'Adriatique ont su conserver et défendre leur caractère d'« italianité. »

Certes, à première vue, le caractère italien de ces deux régions ne saurait échapper au moins observateur des touristes. Après Bolzen, — que l'on nomme aussi Bolzano, et que les irrédentistes ne revendiquent point, quoiqu'elle se pare déjà d'une douceur latine sous un ciel plus bleu, — tout le monde parle italien dans les petits villages du Trentin qui s'appellent Moena, Vigo di Fassa, Predazzo, Primiero, San Martino di Castrozza, Cortina d'Ampezzo, au pied des Dolomites. La capitale, Trente, construite sur l'Adige, paraît trop vaste pour ses vingt-cinq mille habitans ; avec ses façades à fresque, ses palais de marbre, ses églises, elle ressemble comme une sœur aux cités de la Haute-Vénétie. C'est aussi l'Italie qu'évoquent Rovereto, entourée de vignobles, Arco et ses jardins de grenadiers et de lauriers-roses, Riva, étendant au bord du lac de Garde ses villas dominées par le bastion en ruines d'un château des Scaliger de Vérone.

La grande cité de Trieste rappelle les autres métropoles maritimes de la Péninsule, Gênes, Livourne ou Naples. En débarquant, on s'aperçoit à peine qu'on a traversé l'Adriatique. L'animation des rues, la foule qui vous coudoie, les enseignes des boutiques, la vie des cafés et des *trattorie*, tout est encore italien. Cependant, dès qu'on arrive aux faubourgs, les Italiens disparaissent devant les Slovènes. Sur le Littoral, tandis que l'arrière-pays est slave, l'italien demeure la langue des négocians, des marins, des pêcheurs. Fiume compte une colonie de 22 000 Italiens. Les petits villages reflètent dans l'Adriatique des campagnes semblables à ceux des îles vénètes. Pola, dont les temples et les arcs de triomphe attestent la grandeur romaine, possède aussi maints vestiges de la domination vénitienne, et, si nous suivons la côte, c'est toujours l'empreinte de Venise qui est restée gravée sur les villes dalmates, comme, aux portes de leurs murailles, la griffe du lion sur l'Évangile de Saint-Marc. Zara est fière de ses puits de bronze, à l'instar de ceux du Palais

des Doges; Sebenico, Spalato, pleine du souvenir de Dioclétien, conservent des monumens de la Sérénissime République.

C'est que les provinces du littoral comme le Trentin furent à plusieurs reprises terre italienne; nous verrons même qu'un moment ils faillirent définitivement le redevenir.

Le Trentin semble prédestiné à servir de terrain de luttes entre les Italiens et les Allemands. De longues compétitions entre les Goths, les Lombards, les empereurs, les ducs de Bavière, remplissent le moyen âge. Le Tyrol fut acquis au ^{xiv}^e siècle par les Habsbourg. L'évêque de Trente fut membre du Saint-Empire, à côté des évêques de Brixen et de Coire. Sécularisé en 1803, le Trentin septentrional fut, à la paix de Presbourg, donné par Napoléon à la Bavière avec le Tyrol autrichien; la partie méridionale, incorporée à la Lombardie. Tandis que Brixen et Méran restaient à la Bavière, Botzen et Trente devenaient italiennes, cette dernière comme chef-lieu du département du Haut-Adige. — C'étaient les patriarches d'Aquilée, les Vénitiens, les ducs de Carinthie, les margraves d'Istrie qui se disputaient la possession de Trieste. Tour à tour pillée par ses voisins, la cité invoqua l'appui germanique, et par le traité de Gratz, en 1382, se mit sous la protection des ducs d'Autriche, dont elle fut désormais « la ville très fidèle. » Mais Trieste, au point de vue économique, restait tributaire de Venise. Les flottes de la République demeuraient maîtresses de l'Adriatique, *il golfo di Venezia*, établissaient comptoirs et colonies dans les villes dalmates, jusqu'à Corfou, et, de là, cinglaient vers l'Orient. Au ^{xviii}^e siècle seulement, alors que décline la prospérité de Venise, l'empereur Charles VI commence celle de Trieste en encourageant ses commerçans et ses armateurs. En 1805, Napoléon obligea l'Autriche à lui céder la côte de l'Adriatique, dont, à Campo-Formio, elle avait hérité de Venise. Ce fut le prix d'Austerlitz. En 1806, l'Istrie était proclamée ^X^e province du royaume d'Italie (1). Ainsi, à Trieste, de même qu'à Trente, nous voyons dans Napoléon un précurseur des revendications irrédentistes.

Le Congrès de Vienne devait restaurer la domination des Habsbourg à Trieste, tandis que l'empereur d'Autriche, « comte princier du Tyrol, prince de Trente et de Brixen, » succédait à

(1) En 1808, Napoléon créa Bessières « duc d'Istrie » pour ses services rendus en Espagne.

Trente aux évêques du Saint-Empire. Le Trentin continua donc à faire partie de la Confédération germanique, mais Trieste en resta exclue, et, lorsque le Cabinet de Vienne songea à l'y incorporer, ce fut le gouvernement français qui, dans un Mémoire très net du 5 mars 1851, fit observer que « ... adjoindre aux populations allemandes des populations slaves, hongroises, illyriennes, *italiennes*, au milieu desquelles elles seraient noyées, ce serait dénaturer la Confédération. » Comme le déclarait également l'ambassadeur de la Grande-Bretagne, il faudrait préalablement obtenir « le consentement et le concours formel de toutes les Puissances qui ont pris part au Traité général de Vienne du 9 juin 1815. »

Quand, avec l'aide des armes ou de la diplomatie de Napoléon III, le Piémont réussit à s'annexer les provinces italiennes de l'Autriche, peu s'en fallut que le Trentin et Trieste, après la Lombardie, ne fussent associés à la conquête de Venise.

Alors que le gouvernement de Victor-Emmanuel discutait, en avril 1866, sous les auspices de la France, les termes de l'alliance avec la Prusse destinée à lui donner la Vénétie, il eût voulu que la cession du Trentin fût également spécifiée. M. de Bismarck répondit « que, le Trentin faisant partie de la Confédération germanique, il lui était impossible de stipuler à l'avance cette session au profit de l'Italie, mais ce qui ne pourrait pas se faire avant la guerre pourrait parfaitement, disait-il, s'effectuer pendant ou après, surtout en adressant un appel aux populations. » Quoique les Italiens n'eussent pas été heureux dans leurs opérations militaires contre l'Autriche, Victor-Emmanuel télégraphiait à Napoléon III en vue des pourparlers d'une paix que Sadowa rendait probable : « Le territoire à réunir au Royaume devrait s'étendre aux frontières nécessaires à sa sécurité. Le Tyrol italien en ferait par conséquent partie. » (6 juillet.) Déjà, se hâtant d'occuper le pays avant l'ouverture des négociations, Garibaldi s'y avançait avec une armée de 38 000 hommes auxquels le général Khün ne pouvait en opposer que 15 000. Mais les Alpes du Trentin offraient de redoutables remparts à leurs défenseurs qui surent habilement les mettre à profit. Laissant des avant-postes aux extrêmes limites de la frontière, organisant des réserves tactiques pour les soutenir un peu en arrière sur les grandes routes qui, toutes, convergent vers Trente, le général Khün restait lui-même sous cette ville, conservant entre

ses mains une masse de manœuvre prête à se porter rapidement sur le point menacé. Par cette ingénieuse répartition de ses forces, le général Khün se trouvait en mesure d'opposer des effectifs suffisants aux Garibaldiens, partout où ils se présenteraient. En effet, ces derniers furent repoussés le 3 juillet à Monte-Suello et à Vezza, puis défaits de nouveau à Cimengo et à Condino (19 juillet) quand ils tentèrent de reprendre l'offensive. Le combat contesté de Bezzeca (21 juillet) n'apporta aucun résultat décisif. Désireux de contraindre l'Autriche à céder le Trentin et même la Côte Adriatique, l'Istrie au moins, le gouvernement italien se décidait à poursuivre en même temps les opérations sur mer. On sait qu'elles non plus ne furent pas heureuses.

Cependant, même après Sadowa, le Cabinet de Berlin, qui n'était pas encore assuré de la paix et se sentait sous la menace possible de complications européennes, se gardait bien de décourager son allié ; l'agent de la Prusse, Usedom, lui faisait savoir le 20 juillet : « ... Si l'Italie résiste à la pression de la France (en faveur de la paix), je suis, par mon gouvernement, autorisé confidentiellement et de façon précise à lui assurer : 1^o ... ; 2^o la Prusse soutiendra fermement l'Italie ; si la guerre continue, elle appuiera sa revendication du Tyrol du Sud. »

Enhardi par ces assurances, Visconti-Venosta déclarait au prince Napoléon « que la perspective d'une paix ou même d'un armistice, sans que la possession du Trentin fût assurée à l'Italie, était impossible. » Une nouvelle armée, commandée par le général Medici, s'avancait vers Trente, tandis que le corps de Cialdini devait, par Trieste, marcher sur Vienne. On s'abandonnait ainsi, dans l'entourage de Victor-Emmanuel, aux plus vastes espoirs, quand on y apprit soudain la signature entre la Prusse et l'Autriche des préliminaires de Nickolsbourg.

Le gouvernement de Vienne se résignait à une paix peu onéreuse que l'intelligence supérieure de M. de Bismarck sut imposer aux convoitises du roi Guillaume et de son état-major. L'intérêt de la Prusse n'était ni de rendre l'Autriche irréconciliable, ni de laisser à une intervention possible le temps de se produire. Sans doute, tant qu'il avait pu craindre la reprise des hostilités, M. de Bismarck encourageait les ardeurs italiennes. Mais il n'avait plus besoin maintenant d'assurer à son alliée la possession d'anciens territoires germaniques, et il songeait

encore moins à supprimer entre elle et l'Autriche une cause de rivalités futures, dont il se réservait, à l'occasion, de profiter. N'avait-il pas obtenu de l'Italie tout ce qu'il en pouvait attendre, la « neutralisation » d'une armée autrichienne et du meilleur général de l'Empire? Que lui importaient désormais les prétentions de Victor-Emmanuel? Il s'en désintéressait ouvertement. M. de Moltke, avant de libérer les officiers autrichiens prisonniers, avait exigé d'eux le serment de ne plus porter les armes contre la Prusse, sans rien spécifier en ce qui concerne l'Italie.

Les Italiens, peu habitués à traiter avec le Cabinet de Berlin, se montrèrent douloureusement surpris de cette attitude (1). Le roi Victor-Emmanuel se plaignit, menaça de continuer la guerre, et envoya le général Govone au camp prussien pour y porter ses doléances et ses revendications. Du moins, il exigeait l'armistice sur la base de l'*uti possidetis*, c'est-à-dire avec l'occupation du Trentin par les troupes de Garibaldi et de Medici. Mais M. de Bismarck ne laissait point ignorer qu'il ne soutiendrait pas ces prétentions, qu'il était résolu à s'en tenir à la lettre du traité d'alliance stipulant seulement la cession de la Vénétie. Se sentant libre désormais du côté de Berlin, le gouvernement autrichien opposa à l'Italie un refus formel. C'est en vain que l'inlassable générosité de Napoléon III intercédait à Vienne; M. de Gramont répondait par télégramme : « La résolution de l'Autriche de repousser l'*uti possidetis* est irrévocable. » Néanmoins, en face de l'attitude menaçante des armées impériales, la situation de Garibaldi devenait critique, et La Marmora prit sur lui de faire évacuer le Trentin.

Jusqu'à la fin des pourparlers, le Cabinet de Florence s'efforça encore d'obtenir satisfaction. Il télégraphiait le 29 juillet à son ambassadeur à Paris : « Le but peut-être le plus important de la négociation est une rectification des frontières de la Vénétie qui devraient être portées à l'Isonzo et à une ligne qui traverserait la vallée de l'Adige au Sud de Botzen et au Nord de Trente (2). » Le lendemain, Nigra remettait à notre ministre des

(1) « Condotta piu indigna di quella che tenne la Prussia verso di noi dalla battaglia di Sadowa sino alla conclusione della pace non si potrebbe pensare, » écrit Bonghi, *Alleanza Prussiana*, IV. Sur la déloyauté de la Prusse, négociant avec l'Autriche en dehors de son alliée, Cf. également Ricasoli, *Lettere et les Souvenirs de La Marmora*.

(2) Recueils de Documents diplomatiques présentés au Parlement italien le 21 décembre 1866, p. 753.

Affaires étrangères la note suivante : « La réunion du Trentin au royaume est essentielle pour l'Italie. Ce territoire appartient à la péninsule ethnographiquement, géographiquement, historiquement et militairement. L'Italie ne réclame même pas toute la partie du Tyrol italien qui fut annexée à l'ancien royaume d'Italie sous le nom de département du Haut-Adige. Ses demandes se bornent exclusivement aux populations italiennes... De la façon dont cette question sera résolue dépend en grande partie le rétablissement de rapports définitivement amicaux entre l'Italie et l'Autriche. »

Ces prétentions se heurtaient à un mauvais vouloir obstiné du gouvernement de François-Joseph. Celui-ci déclarait très haut qu'il préférerait continuer la guerre plutôt que de céder une partie du Tyrol et de l'Istrie où ses troupes n'avaient connu que des succès. Ne pouvant songer à affronter seule une nouvelle guerre avec l'Autriche, l'Italie dut s'incliner; le traité de paix (art. IV) stipula seulement que « la frontière du territoire cédé est déterminée par les confins administratifs actuels du royaume lombard-vénitien. » C'est aujourd'hui encore la frontière austro-italienne.

Ce traité fut accueilli par les Italiens sans enthousiasme. La guerre leur avait causé bien des déboires; la paix non plus n'apportait pas tout ce qu'on en attendait. Lorsque la ratification du traité fut soumise à la Chambre, le député Cairoli exprima sa véhémence protestation contre l'abandon des frères italiens du Trentin et de l'Istrie.

II

La déception paraissait cruelle. Après la Lombardie, la Toscane, les Romagnes, Naples, la conquête de la Vénétie que l'on venait de réaliser, celle de Rome qui suivait bientôt, l'unité du Royaume était inachevée, puisque des terres italiennes restaient hors de ses frontières. Comme Crispi le reconnut un jour à la tribune, « les manifestations en faveur de l'*Italia irredenta* sont un douloureux héritage de la guerre de 1866 et de la paix conclue avec peu de prudence, et je dirai même avec peu d'habileté (1). »

L'agitation irrédentiste voit ainsi survivre en elle, sous une

(1) Discours du 15 mars 1880.

forme atténuée, le mouvement vers l'unité nationale, né avec le *Risorgimento* aux environs de 1840 et qui se manifesta victorieusement en 1859, 1866 et 1870. Mais ce qu'on n'avait pas réussi en faveur de Milan et de Venise, « *fara da se*, » les reprendre de vive force et par ses propres forces à l'Autriche, pouvait-on songer à le tenter pour l'Istrie et le Trentin? Puisque seule l'Italie n'était pas en mesure de les délivrer, il fallait attendre une occasion.

A la veille de la guerre de 1870, l'occasion parut se présenter. Lorsque les Cabinets de Paris, de Vienne et de Florence discutaient l'hypothèse d'une Triple Alliance défensive contre la Prusse (1868-1870), on reparla (mission du général Türr) de la cession bénévole du Trentin par le gouvernement de François-Joseph. Mais celui-ci se montra peu disposé à céder gracieusement une partie de ses domaines héréditaires. Pour d'autres causes d'ailleurs, l'alliance envisagée ne fut pas conclue.

Quand, après la guerre russo-turque, les diplomates s'assemblèrent autour d'un tapis vert pour refaire une nouvelle carte d'Europe, beaucoup d'Italiens espérèrent que de cette distribution de territoires ils rapporteraient des terres « *irredente*, » au moins une rectification de frontières, peut-être le Trentin, abandonnés par l'Autriche comme compensation pour ses agrandissemens en Orient. Cette fois encore, ils furent déçus, et la diplomatie italienne ne joua au Congrès de Berlin qu'un rôle effacé.

De cette époque date, à vrai dire, l'agitation irrédentiste.

Le soir même du jour où le Congrès de Berlin décidait d'attribuer à titre de protectorat la Bosnie-Herzégovine à l'Autriche, commença la série des manifestations : à Venise, la foule, aux cris de : *Viva il Trentino! Viva Trieste! Viva l'Istria!* brisa les vitres du consulat austro-hongrois. Durant quelques mois, dans toute la Péninsule, se succédèrent réunions, discours, proclamations, formation de ligues et de comités en faveur de l'Istrie et du Trentin.

Aux récriminations de ceux qui prétendaient que l'Italie n'avait su ni profiter d'une occasion historique pour compléter son unité, ni même obtenir les avantages territoriaux qui lui étaient dus afin de maintenir l'équilibre de ses forces et de celles de l'empire voisin, Zanardelli refusait de répondre à la tribune de la Chambre et faisait dire par ses journaux que l'occupation

de la Bosnie-Herzégovine constituait une charge plutôt qu'un avantage.

Le 14 juillet 1878, la Société *l'Italia Irredenta* tint à Naples un grand meeting, sous la présidence du général Avezzana. On y lut des adresses venues de Trente et de Trieste et on acclama l'ordre du jour suivant : « Les intrigues ou les violences du Congrès de Berlin ne pouvant effacer les frontières tracées par la nature, l'Italie, forte de son droit et voulant sauvegarder sa dignité, proteste contre la politique extérieure du ministère et écrit sur les sommets des Alpes Rhétiques et Juliennes, sur les portes de Trieste et de Trente, la devise de l'audacieuse prudence latine : *Quod subreptum erit ejus rei æterna auctoritas esto.* »

Des réunions semblables eurent lieu à Milan, Gênes, Florence, Bologne, Ravenne. Au *meeting* de Rome, présidé par Menotti Garibaldi, on vota un ordre du jour « condamnant la violation du principe des nationalités par les plénipotentiaires de Berlin. »

Cependant, comme le déclarait un sénateur italien dans une étude sur le Congrès (1), « nul ne songeait à faire la guerre à l'Autriche pour le Trentin. » Mais cette agitation, tolérée par le gouvernement, et visant si directement le territoire d'un État voisin, risquait à elle seule de provoquer ce résultat. Déjà on affectait de croire à Vienne que le ministère Cairoli, reprenant la tradition de Cavour envers Naples et les États de l'Église, favorisait secrètement le mouvement irrédentiste, et l'Autriche massait des troupes sur la frontière. On semblait être à la veille d'une rupture.

Le prince de Bismarck, avec son habileté coutumière, sut admirablement tirer parti de cette situation. L'Autriche mise à sa merci par l'écrasement de la France, il avait réussi à lui faire oublier Sadowa et la perte de sa prépondérance en Allemagne par des conquêtes en Orient, l'opposant ainsi pour l'avenir comme rivale à la Russie, ce qui était un autre avantage. Après le Congrès de Berlin, les relations entre l'Autriche-Hongrie et l'empire allemand devinrent chaque jour plus intimes. En 1879, le prince se rendit à Vienne. Il avait préludé à cette visite par de longs entretiens à Gastein avec le nonce, calculés sans doute pour émouvoir le Quirinal. A Vienne, il alla voir tous les ambassadeurs, sauf un :

(1) *Un po di commenti* sul Trattato di Berlino*, par le sénateur Jacini, Roma, 1878.

« Le seul ambassadeur, écrit Rafaële Cappelli, auquel M. de Bismarck ne rendit pas visite fut le nôtre. Il y avait pis : le comte Andrassy, causant avec le prince, lui avait dit que l'Autriche, incommodée par l'agitation irrédentiste, pourrait bien finir par déclarer la guerre à l'Italie. Il demandait si, dans ce cas, l'Allemagne s'opposerait à ce que l'Autriche reprît possession d'une partie des provinces perdues en 1859 et en 1866. M. de Bismarck avait hésité un instant, puis répondu : Non, nous n'y mettrons pas d'obstacles, l'Italie n'est pas de nos amis (4). »

Le prince s'exprimait en des termes analogues devant l'ambassadeur de la République française, envers lequel il se montrait particulièrement aimable. L'ambassadeur lui ayant demandé s'il avait envisagé dans ses entretiens avec les ministres de François-Joseph l'éventualité d'une attaque de l'Autriche par l'Italie, voici, telle qu'elle est rapportée dans les souvenirs de M. de Chaudordy, la méprisante réponse que fit M. de Bismarck : « Si l'Italie était une puissance militaire redoutable, nous aurions eu peut-être à nous en préoccuper, mais j'aurais craint de blesser l'Autriche en lui offrant une protection contre une agression de son voisin subalpin. »

Les rapports entre l'Italie et l'empire austro-hongrois devenaient de plus en plus tendus. Cependant, les manifestations irrédentistes continuaient. Aux funérailles du général Avezzana, député, président de la Ligue *l'Italia irredenta*, des bannières de Trente et de Trieste, avec des inscriptions hostiles à l'Autriche furent arborées; l'irritation s'accrut à Vienne. Le gouvernement austro-hongrois massait de nouvelles troupes à la frontière italienne, et, interrogé, son ambassadeur se bornait à répondre : « L'Autriche prend ses précautions contre toutes les éventualités possibles. » Les journaux officiels de Vienne représentaient les premières manœuvres qui venaient d'avoir lieu dans le Tyrol comme « un avertissement. »

Ainsi l'Italie, isolée en Europe, — les relations avec le gouvernement français étaient alors peu cordiales, — se sentait exposée par l'agitation irrédentiste aux représailles autrichiennes. Le moment était venu où, la situation ne pouvant se prolonger, il fallait choisir entre des rapports corrects avec l'empire voisin ou l'hostilité déclarée. Au printemps de 1880,

(4) *La Politica estera del conte di Robilant*, par le marquis Rafaële Cappelli, ancien secrétaire de M. de Robilant. Rome, 1897.

de grands débats eurent lieu à la Chambre italienne, afin de décider quelle devait être désormais la politique extérieure du royaume.

« De bons rapports avec l'Autriche-Hongrie sont plus importants pour nous qu'une rectification de frontière, » constatait le député Marselli, et du reste, ajoutait-il, « aucun État ne voudra entretenir des relations d'amitié avec nous, si nous nous montrons peu fidèles aux traités et toujours assoiffés de nouvelles conquêtes. Nous risquons ainsi de compromettre, pour l'Italie non rachetée, l'Italie rachetée. » Visconti-Venosta précisait : « Qui veut la fin, veut les moyens. Le premier est de réprimer l'agitation irrédentiste, » inconciliable avec un rapprochement entre les deux États. Et, pour le démontrer, il lut à la tribune les statuts dans lesquels la Société *l'Italia irredenta* exposait son programme. Minghetti dénonçait aussi ces associations irresponsables, avec leurs comités secrets. Tolérer une semblable propagande, c'était la guerre. « Et la guerre avec l'Autriche, personne n'en veut, même parmi les membres de *l'Italia irredenta*, » reconnaissait le député de la gauche Bovio, « quoique d'autre part, ajoutait-il comme restriction, nous n'acceptons pas de renoncer à nos espérances d'avenir. »

Cependant, l'Italie hésitait. La Droite, la Cour, inclinaient vers une entente avec les deux empires de l'Europe centrale, maintenant alliés. Les partis de gauche, où se retrouvaient beaucoup de survivans des luttes de l'Indépendance, conservaient la haine des anciens oppresseurs. Au Parlement et dans la presse, on continuait à discuter la question des relations avec l'Autriche.

« Avant tout, écrivait M. Sonnino dans *la Rassegna Settimanale* du 29 mai 1881, il faut mettre avec résolution à l'écart la question de l'*Italia irredenta*. La possession de Trieste, dans la situation actuelle de l'empire austro-hongrois, est de la plus haute importance pour lui, et il lutterait à outrance plutôt que d'y renoncer. De plus, c'est le port le mieux situé pour tout le commerce germanique. Sa population est mixte, comme toute celle qui avoisine notre frontière orientale. Revendiquer Trieste comme un droit serait une exagération du principe des nationalités... Trente, au contraire, est sans conteste terre italienne et compléterait notre système défensif sans avoir pour l'Autriche l'importance de Trieste. Mais nos intérêts dans

le Trentin sont trop médiocres en comparaison de ceux que représente pour nous une amitié sincère avec l'Autriche (1). »

L'occupation de la Tunisie, en attirant sur la France l'irritation italienne, devait orienter définitivement la politique du Cabinet de Rome vers une entente avec les empires germaniques. Comme on l'a dit souvent, ne pouvant vivre en amis avec l'Autriche, les Italiens devinrent ses alliés, combinaison élégante, conforme à l'ingéniosité de la race, presque imposée d'ailleurs, comme nous l'avons vu, par les nécessités du moment, et que le génie du prince de Bismarck n'avait pas peu contribué à faire prévaloir.

Mais cette alliance devait être troublée par bien des orages auxquels nous retrouverons le plus souvent une origine irrédentiste.

Dès le lendemain de la conclusion de la Triple Alliance, un étudiant de Trieste, membre de la Société *l'Italia irredenta*, se sacrifia à la cause de l'irrédentisme en préparant contre la personne de l'empereur François-Joseph un attentat visiblement inspiré par le souvenir de celui d'Orsini. Arrêté, condamné, Oberdank rédigea, comme son modèle, un testament politique qui fut publié le jour de sa pendaison. « Au premier cri d'alarme, la jeunesse d'Italie accourra... pour chasser à jamais de Trieste et de Trente l'étranger haï, qui depuis longtemps nous menace et nous opprime. Oh! que mon acte puisse conduire l'Italie à la guerre contre l'ennemi!... Indépendans d'abord, libres ensuite, frères d'Italie, vengez Trieste et vengez-vous! » Ce langage, qui rappelait celui du *Risorgimento* et des libéraux de 1848, joint au côté dramatique d'une affaire bien faite pour frapper les imaginations, devait avoir en Italie un retentissement considérable. Oberdank y fut salué comme un martyr. Victor Hugo avait signé une supplique à François-Joseph pour obtenir sa grâce. Le poète Carducci écrivait :

« Guillaume Oberdank nous jette sa vie et nous crie : « Voici le gage, l'Istrie est à l'Italie. » Nous répondons : « Oberdank, nous acceptons, à la vie et à la mort. Nous reprîmes Rome au Pape. Nous reprendrons Trieste à l'Empereur, à cet Empereur des pendus. »

Défenseurs de la Triple Alliance, Depretis, puis Crispi, repri-

(1) Cité par Loiseau, *l'Équilibre adriatique* (1901), p. 32.

mèrent les manifestations irrédentistes; ils interdirent les cérémonies en l'honneur d'Oberdank, les comités pour Trente et Trieste furent dissous, le cri : *Evviva Trieste italiana!* puni par les tribunaux; à la revendication des terres italiennes possédées par l'Autriche, Crispi opposait, dans un discours à Florence, la théorie des *zones grises* qui doivent séparer les frontières des grands États, et même il fit révoquer son collègue, le ministre des Finances Seismit Doda, pour avoir, dans un banquet, écouté sans protester un toast irrédentiste.

III

Découragées par ces mesures, les manifestations se firent plus rares, puis, pendant une quinzaine d'années, cessèrent à peu près complètement. Ce fut dans les provinces « irredente » que le mouvement se continua. Car, pour qu'il disparût, il aurait fallu que l'administration austro-hongroise modifiât ses procédés de gouvernement et sa nature même. Au contraire, l'Autriche, désormais exclue de la péninsule, mais conservant encore sous sa domination les Italiens du Trentin et de l'Istrie, devait être naturellement peu disposée à la bienveillance envers une population qui lui avait causé, durant le dernier quart de siècle, tant de déboires. Or, ces élémens italiens, peu nombreux, par suite d'autant moins à ménager, se trouvaient en contact avec une nationalité rivale, allemande dans le Tyrol, slave sur la Côte adriatique. Les autorités impériales ne manquèrent pas de favoriser ces dernières aux dépens des Italiens. Ainsi le mouvement irrédentiste revêtit le caractère d'hostilités quotidiennes contre l'élément allemand dans le Trentin, contre l'élément slave en Istrie, et, dans chacune des deux provinces, d'une lutte contre l'administration autrichienne.

Le Tyrol compte un peu plus d'un million d'habitans, dont les deux cinquièmes, de langue italienne, sont localisés dans le Sud. La partie méridionale du Trentin, avec 360 000 Italiens environ, se trouve liée administrativement à la partie septentrionale, peuplée exclusivement d'Allemands. La première revendication des Italiens du Trentin ou *Tridentini* fut le droit de s'administrer eux-mêmes et de ne plus recevoir la loi d'une majorité étrangère. Ils demandèrent, à défaut d'une Diète locale, au moins une Chambre séparée à la Diète d'Innsbruck; leurs

députés se firent élire sur le programme de l' « autonomie ; » durant plusieurs années, ils s'abstinrent même systématiquement d'aller occuper leurs sièges à Innsbruck, refusant par avance de s'associer aux décisions d'une assemblée résolue, disaient-ils, à ne jamais prendre leurs intérêts en considération.

Les revendications politiques des « Tridentini » n'ont qu'un but : obtenir, par une autonomie plus ou moins large, les moyens de conserver intacts leurs caractères nationaux, leurs usages, leur langue, et de se défendre contre l'invasion d'éléments étrangers. Or, ce n'est pas seulement par les huit ou dix mille Allemands déjà établis dans le Trentin, ni même par les Allemands d'Innsbruck ou de Vienne, que les Italiens du Tyrol méridional se sentent menacés dans le maintien de leur nationalité propre. Ils sont exposés, eux aussi, à devenir les victimes de la poussée pangermaniste. Les professeurs des bords de l'Elbe ou de la Sprée, si experts à invoquer les textes historiques, se souviennent que Trente a fait partie du Saint-Empire et de la Confédération germanique. Durant ces vingt dernières années, les habitants du Trentin ont assisté dans leur pays à une progressive pénétration allemande. Allemands les grands hôtels qui se fondent dans les admirables paysages des Dolomites, allemands leur personnel comme leur architecture, allemands les refuges établis sur les sommets, allemandes les inscriptions qui indiquent les sentiers aux pentes des montagnes, — et placées là non seulement par le Club alpin de Vienne, mais par les Clubs de Leipzig ou de Dresde : — toute la population qui, chaque été, envahit le pays, est allemande. Les touristes aux complets vert-pomme et aux feutres surmontés de l'edelweiss paraissent échappés d'un album de Hansi. Cette invasion pacifique irrite d'autant plus les Italiens du Trentin que les Allemands y ajoutent, comme toujours, leur insolence et l'affectation d'une culture prétendue supérieure. Il y a quelques années, une bande de touristes teutons, sous la conduite d'un certain professeur Meyer, pangermaniste notoire, fut reçue dans un village à coups de pierre, et ses membres obligés de se réfugier à la gare la plus proche, couverts de sang et quelques-uns sérieusement blessés.

La propagande en faveur de la langue allemande inquiète surtout les habitants du Trentin, puisque la langue italienne demeure le symbole de leur nationalité. Le *Schulverein*, d'autres

sociétés de Berlin ou de Hambourg fondent des écoles, des asiles, et alors se produisent mille petits incidents, dont l'un, pris au hasard dans un grand journal de Trieste, suffira à donner l'exemple :

« Nous avons annoncé en son temps l'établissement imminent d'un asile allemand à San Sebastiano de Folgoria. Afin d'écarter cette menace, le curé de l'endroit, don Giovanni Cosser, a commencé à recueillir les souscriptions pour la construction d'un asile italien. Il est arrivé que la noble idée du digne prêtre — (le *Piccolo* ne s'exprimerait pas ainsi s'il s'agissait de certains religieux croates!) — a trouvé des ennemis dans quelques renégats de l'endroit, vendus aux pangermanistes de Botzen et d'Innsbruck, lesquels se sont livrés à de violentes manifestations aux cris de : « A bas les prêtres! Mort aux Italiens! A bas la *Ligue nationale*! »

La rivalité entre les deux nationalités est si ardente dans le Tyrol que les incidents se succèdent pour ainsi dire quotidiennement : arrestations ou destitutions de fonctionnaires trop favorables à la cause italienne, grèves générales pour des prétextes politiques à Trente et à Rovereto, défense signifiée aux habitants du Trentin de se rendre à des fêtes à Brescia, etc. L'année dernière, le *Corriere della Sera*, dont on connaît cependant la modération, fut interdit dans le Trentin pour avoir publié une enquête sur la situation des Italiens dans les provinces de l'Autriche.

A Trieste, la lutte pour la défense de l'« italianité » revêt le même caractère qu'à Trente. Comme les habitants du Trentin réclamaient leur autonomie, les Triestins exigent le maintien, sinon l'extension de leurs libertés municipales. Pour donner une idée de la nature, — et de la forme, — de leurs revendications, il suffira de citer les deux principaux épisodes où, en 1906 et en 1913, elles ont trouvé l'occasion de se manifester.

En 1906, un rescrit du gouvernement impérial ayant enlevé à la municipalité de Trieste, pour les remettre à l'administration autrichienne, les attributions qui lui avaient été conférées par le Statut civique de 1850 (préparation des listes électorales, surveillance des écoles, etc.), ces mesures eurent leur écho à la Chambre de Vienne. (Séance du 13 février 1906.) Voici comment le député Pitacco les commenta :

« Les causes qui ont déterminé la dernière décision du gou-

vernement résident dans sa constante hostilité envers nous, dans sa profonde aversion pour Trieste et pour tous les Italiens qui professent ouvertement leur sentiment national. » Et le député Mazorana s'écrie : « L'on traite Trieste comme un pays conquis ! » Le député de Capodistria, Bennati, s'efforça de tracer « un résumé de toute la longue histoire de douleur du peuple italien dans cet État. Pour le faire, ajouta-t-il, je devrais énumérer une série interminable d'injustices, de mesures iniques prises par le gouvernement en vue de notre ruine. Je pourrais démontrer que nos intérêts les plus vitaux ont été systématiquement négligés, que l'on a toujours brisé nos plus légitimes aspirations nationales... Vous avez tenté d'abord de nous germaniser ; mais l'expérience n'a pas réussi, et, après bien des années d'inutiles efforts, un gouverneur de Trieste, rapportant au gouvernement l'insuccès de la tentative, écrivait ceci : « Je me trouve dans un pays qui me semble absolument italien ; ce peuple finira par se persuader qu'il est italien, au plus grand dommage de l'État. » Et alors vous avez imaginé un autre système, la *slavizzazione* ; ne pouvant nous rendre Allemands, vous avez voulu nous faire Slaves... Nous avons donc des raisons justifiées pour expliquer le mécontentement qui croît chaque jour parmi nous envers un ordre de choses devenu désormais insupportable. C'est un cri de révolte qui s'échappe violemment de l'âme nationale contre des outrages répétés, contre les ignobles tentatives pour la faire souffrir : Trieste n'est plus la ville très fidèle. » Et Bennati continuait en montrant « aux 800 000 Italiens, menacés dans leur existence nationale, la mère patrie dont ils ont été séparés. » Il y eut un tumulte dans la salle quand le député Pitacco déclara que les tentatives pour détruire les libertés de Trieste et l'hostilité témoignée aux Italiens à Trente comme en Istrie signifiaient « que l'on prévoyait une mobilisation contre l'État qui est le plus voisin des cités dénommées, c'est-à-dire le royaume d'Italie. »

On voit avec quelle énergie et sur quel ton les Triestins défendent leurs privilèges politiques ou administratifs. L'an dernier, un décret du lieutenant général a soulevé une émotion analogue. Ce décret déclarait exclus de tout emploi public les étrangers n'ayant pas acquis la nationalité autrichienne. La mesure prise par M. de Hohenlohe frappait un grand nombre d'employés des services de la ville (eaux, gaz, etc.), qui se

trouvaient être exclusivement des Italiens non naturalisés. Mais comment les Triestins pourraient-ils faire triompher leurs réclamations? Ils demeurent désarmés en face de l'administration impériale, à moins que Rome n'intervienne en leur faveur. Sur ce terrain, la conversation est singulièrement délicate entre les deux Cabinets, et nous aurons bientôt à considérer l'influence que devaient exercer sur les rapports des gouvernements alliés les revendications des Italiens sujets de l'Autriche.

Comme leurs privilèges politiques, les Triestins entendent défendre leur culture nationale. A Trieste, les Italiens indigènes sont environ cent vingt mille, auxquels il faut ajouter une trentaine de mille Italiens immigrés inscrits au Consulat Royal, alors que les Slaves, Croates, Slovènes sont seulement vingt-cinq mille, habitant surtout la banlieue, et qu'on ne compte que douze mille Allemands (1). Les Italiens occupent les situations les plus importantes dans le commerce, les affaires, les professions libérales. Possédant avec le nombre la fortune et l'instruction, ils seraient volontiers enclins à considérer le petit peuple slave ainsi que les Hongrois regardent les Roumains, ou les Allemands les Tchèques, c'est-à-dire comme une race quelque peu inférieure et des sujets naturels.

Jusqu'à ces dernières années, l'italien et l'allemand étaient les seules langues en usage dans les administrations, les tribunaux, les services des postes. La suprématie de leur langue demeurant une des conditions du maintien de leur propre prépondérance, les Italiens de l'Istrie s'insurgèrent contre toute atteinte qui pourrait la menacer. Cependant l'instruction se répand parmi les Slaves. En vingt ans, le nombre de leurs écoles a doublé. Mais l'inauguration de chacune d'elles a été marquée par des manifestations hostiles faites aux cris de *Evviva Trieste italiana!* (Bagarres en 1897 à Capodistria, en 1899 lors de l'érection d'un collège croate à Pisino.) En 1895, l'administration autrichienne ayant admis la langue slave sur un pied d'égalité avec l'italien dans certains actes publics, nouvelles manifestations. En 1899, le Conseil municipal de Trieste vote à l'unanimité la pose solennelle, dans la salle des réunions, d'une plaque de marbre portant l'inscription suivante :

(1) Une statistique par nationalités est toujours difficile à établir. Celle-ci m'a été fournie à Trieste en 1906. Les chiffres donnés par M. Chéradame ou M. Loiseau diffèrent sensiblement.

« Le 13 janvier 1899, les Députés et les Maires de l'Istrie et du Frioul Oriental, réunis dans cette salle, ont affirmé, à l'encontre des récentes prétentions d'autres races, le caractère italien indélébile depuis mille ans de la région comprise entre les Alpes Juliennes et la mer. »

La même année, un congrès réuni à Trieste pour préconiser l'établissement dans cette ville d'une Université italienne protestait contre la création de nouvelles écoles slaves, du collège serbo-croate de Pisino, contre l'admission éventuelle du slovène dans les tribunaux, les administrations et les églises. Car la rivalité entre Italiens et Slaves revêtait même un caractère religieux. Les Italiens ne suffisant pas à assurer le recrutement du clergé, il fallait faire appel à des prêtres slaves du littoral, de Dalmatie ou de Carniole; ceux-ci considéraient les Italiens avec défiance, et favorisaient naturellement les Slaves à leurs dépens. Mais si les évêques intervenaient pour imposer la neutralité à leurs trop ardents subordonnés, les Slaves menaçaient de se faire orthodoxes (1). Et, comme dans toute l'Europe orientale, se posait encore la question de savoir quelle serait la langue liturgique, puisque le curé, avec l'approbation de son évêque, peut choisir pour prêcher l'italien ou le slovène.

Jusqu'à ces dernières années, le parti libéral, qui est en réalité le parti irrédentiste, demeurait assez fort et assez uni pour faire passer à Trieste tous ses candidats aux élections municipales. Dans la banlieue seulement l'élément slave réussissait à élire des représentans. Chose qui surprendra ceux qui ne connaissent pas les procédés de l'administration Impériale et Royale, le Gouvernement favorisait aux dépens des libéraux irrédentistes les socialistes et leur journal *Il Lavoratore* désavoué à plusieurs reprises par l'*Avanti* (2) et le parti socialiste italien. Toute division profite aux maîtres de Vienne; il semble qu'Italiens et Slaves aient fini par s'en rendre compte, car leurs relations sont aujourd'hui sensiblement plus cordiales, et même, à certaines occasions, on a vu se former une coalition italo-slave contre les Allemands.

Sur la côte de l'Adriatique, où les Italiens sont en minorité, ils ont dû également en venir à un accord avec les Slaves. Déjà la province de Goritz compte presque deux fois plus d'habi-

(1) Loiseau, *loc. cit.*, p. 54.

(2) *Avanti*! 15 février 1906.

tans slaves que d'Italiens; à mesure que l'on descend de Trieste vers Cattaro, la proportion devient plus faible encore, et dès que l'on s'enfonce à l'intérieur du pays, l'élément italien disparaît. D'une première croisière en Dalmatie, j'avais rapporté le souvenir de villes prospères et pleines de fleurs, favorisées par la nature et le commerce, où hôteliers, négocians, matelots, tout le monde parlait italien. Impression superficielle, car, deux ans plus tard, j'ai parcouru de nouveau la même côte, cette fois en automobile (1), et j'ai trouvé un pays pierreux et désolé, où nul des villageois, des paysans et des bergers rencontrés sur les routes ne comprenait un mot d'italien. Les irrédentistes le reconnaissent :

« Il ne faut pas se faire illusion, dit Pellegrini, sur la véritable situation de l'élément italien en Dalmatie : on trouve sur la côte et dans toutes les îles des oasis italiennes, mais l'intérieur du pays est slave. Slaves et Italiens doivent marcher d'accord, c'est la condition même de l'avenir de l'italianité, la langue italienne demeurant la langue de la culture, des affaires, du commerce. Mais il n'y a pas de place pour l'Allemand (2). »

Les sentimens italiens sont entretenus par plusieurs importants journaux comme l'*Indipendente* et surtout *Il Piccolo* de Trieste. Ces feuilles affectent de considérer comme étrangers les événemens qui, dans la double monarchie, ne les concernent pas directement; en fait de questions politiques, sociales, littéraires, elles semblent ne relever que de la Péninsule, donnent en première page les nouvelles de Rome, les comptes rendus des Chambres italiennes. Elles ont parfois maille à partir avec les autorités impériales qui les ont suspendues à plusieurs reprises. Les habitans de Trente et de Trieste s'intéressent de même aux événemens du royaume : ils prirent le deuil à l'occasion de la mort du roi Humbert, — la ville de Trieste télégraphia « à son Roi; » — lors des tremblemens de terre de Calabre, les municipalités votèrent des subventions aux victimes, etc.

Ainsi, dans le Sud-Tyrol comme le long du littoral, les

(1) Il n'est d'ailleurs guère possible de visiter le pays autrement, car, comme le notait un industriel autrichien, M. Neustadt, « l'Abyssinie même possède un réseau ferré plus perfectionné que la Dalmatie dont la capitale, Zara, résidence du Gouvernement, n'a encore jamais entendu le sifflet d'une locomotive. » Concentrant tous ses soins sur la région maritime, l'Autriche-Hongrie a complètement négligé de mettre en valeur l'arrière-pays.

(2) Pellegrini, *Verso la guerra*, p. 224.

revendications sont analogues : ce que demandent les Italiens sujets des Habsbourg, c'est le droit de conserver la situation prépondérante de leur culture et de leur langue. Ils luttent « pour la défense de l'italianité. » Ils veulent leur autonomie, des écoles, enfin, si c'est possible, une Université. Car aux articles essentiels du programme irrédentiste, — autonomie du Tyrol Méridional, libertés municipales de Trieste, défense contre le Germain ou le Slave, — est venue s'ajouter une nouvelle « question, » celle de la création d'une Université italienne à Trieste.

Lorsque l'Autriche possédait encore la Vénétie, ses sujets italiens désireux de poursuivre leurs études se rendaient à l'Université de Padoue. Depuis 1866, s'ils veulent compléter leur culture scientifique ou obtenir les diplômes nécessaires à l'exercice de certaines professions, ils doivent aller s'établir dans une ville étrangère et y suivre un enseignement dans une langue qui n'est pas la leur.

Il y a une dizaine d'années (1903-1904), las d'attendre la réalisation de vagues promesses, les étudiants italiens d'Innsbruck organisèrent des cours libres, mais le jour où M. de Gubernatis voulut prononcer sa leçon sur Pétrarque, il en fut violemment empêché par les étudiants allemands. Les rixes sanglantes se prolongèrent dans la rue. Les élèves des universités prussiennes ne manquèrent pas d'envoyer à leurs camarades autrichiens des adresses de félicitation exaltant le germanisme (1).

M. de Koerber, par mesure de conciliation, institua une Faculté de Droit italienne indépendante à Innsbruck. Elle fut saccagée par les Allemands le jour où elle s'ouvrit. Devant l'émeute, la mesure fut rapportée. Le gouvernement proposa alors de transférer la Faculté à Rovereto (mars 1905). Les députés italiens au Reichsrath adoptèrent la proposition et en réclamèrent la discussion immédiate. Mais, tandis que les Allemands désireux de germaniser le Tyrol du Sud étaient opposés au projet, les Italiens se montraient de leur côté peu satisfaits du choix de Rovereto, charmante petite ville mieux faite pour enchanter le séjour d'un amateur de la nature que d'un étudiant ; c'est Trieste, la grande cité italienne, métropole de

(1) *Per l'Università italiana à Trieste*. Enquête publiée par les soins du Cercle Trentin (éd. Trèves, Milan, 1904). Lire en particulier les réponses de Fogazzaro et Hortis.

leur nationalité dans l'Empire, qu'ils exigeaient comme siège de la future Faculté. Et même une Faculté de Droit paraissait bien peu de chose, alors qu'on demandait toute une Université, centre d'études et de propagande intellectuelle, — sinon politique, — précisément ce que le gouvernement de Vienne voulait éviter. Le 8 août 1905, les étudiants du Trentin votèrent une adresse, réclamant la création d'une Université italienne à Trieste et préconisant le « boycottage » de la Faculté de Droit de Rovereto, accompagnée d'un blâme aux députés italiens du Reichsrath. Ceux-ci s'inclinèrent ; le 18 septembre 1905, ils protestèrent solennellement contre le choix de Rovereto et prirent pour devise « Trieste ou rien. » Ce fut « rien, » car le gouvernement, aussi peu désireux d'aboutir à une solution que de prononcer un *non possumus* catégorique, a depuis près de dix ans admirablement réussi à égarer l'insoluble problème de l'Université italienne dans tous les méandres de la procédure parlementaire. En 1909, on reparlait officiellement de créer une Faculté de droit italienne. En février 1911, la Chambre autrichienne votait l'établissement provisoire d'une Faculté de droit à Vienne ; en février 1913, la Commission du budget adoptait une proposition du gouvernement en vue de créer une Faculté des Sciences politiques à Trieste.

En attendant la lointaine exécution de ces projets, — par lesquels le gouvernement manifestait son désir de donner une apparence de satisfaction aux vœux irrédentistes plutôt que sa ferme volonté de les réaliser, — les étudiants italiens du Trentin et de l'Istrie devaient continuer à fréquenter les Universités autrichiennes, et leurs rapports n'allaient pas sans difficultés avec leurs « camarades » allemands : discussions, rixes, coups, blessures et morts, arrestations et emprisonnements, aux chants de la *Wacht am Rhein*, à laquelle répondent la *Marche Royale* et l'*Hymne à Garibaldi*, telle fut leur histoire de 1904 à 1914, aussi bien aux Universités de Vienne ou de Graz qu'à Innsbruck.

Ainsi que le constatait dès 1905 à la Diète de Dalmatie le député Salvi, dans un discours contre la germanisation de l'enseignement :

« Notre nation a parlé dans ses réunions, dans ses journaux... Notre jeunesse a versé à notre cause les documents humains les plus typiques et les plus conformes au caractère de

l'État autrichien : le sang et la prison » et il concluait : « Toute la pesante érudition allemande nous est antipathique, nous pouvons l'absorber, non l'assimiler... Notre province lie indissolublement ses traditions en fait de culture au beau pays d'Italie... »

IV

Comment les Italiens de la Péninsule eussent-ils pu se désintéresser de la lutte que leurs frères du Trentin et de l'Istrie poursuivaient pour le maintien de leur existence nationale, la défense de leurs libertés politiques, de leur langue et de leur culture ?

Découragé, ainsi que nous l'avons vu, par les mesures énergiques qui, sous les ministères Depretis et Crispi, suivirent la conclusion de la Triple-Alliance, le mouvement irrédentiste sembla disparaître, — ou plutôt il se transforma. Abandonnant son caractère politique et les revendications territoriales, ainsi que les manifestations violentes, qui, tolérées de 1878 à 1882, avaient failli provoquer une rupture entre l'Italie et l'Autriche, l'irrédentisme limita désormais son programme au maintien et à l'extension de la civilisation italienne dans les provinces de la Double Monarchie. C'est à cette œuvre, qualifiée sous le terme vague et plastique de « défense de l'italianité, » que se consacrèrent plusieurs associations, d'abord la *Ligue nationale*, puis surtout la société *Dante Alighieri*. Cette dernière association, fondée sur le modèle de l'*Alliance Française*, du *Schulverein* allemand et des Sociétés slaves de Russie, reconnue en 1893 par le gouvernement italien, se propose de répandre dans le monde, du Levant à l'Amérique du Sud, la langue et la pensée italiennes. Mais avant d'apprendre l'italien à ceux qui l'ignorent, il importe d'empêcher que ceux qui le savent l'oublient, c'est-à-dire de défendre la culture italienne dans les provinces irrédentistes. « Afin, comme le déclare un des manifestes de la Société, qu'il n'arrive pas qu'un jour, au moment où retourneront à l'Italie les régions qui lui appartiennent au point de vue géographique et ethnographique, mais qui en sont aujourd'hui politiquement détachées, elles ne lui fassent retour moins italiennes que lorsqu'elles en furent séparées. »

Cependant les années passaient, et les Italiens étaient obligés de s'apercevoir qu'elles n'apportaient aucune des satisfactions qu'ils attendaient de la Triple Alliance. Non seulement,

comme nous l'avons vu, les *Tridentini* et les *Triestins* n'étaient pas traités par le gouvernement de Vienne avec plus d'égards, mais l'Autriche, libre désormais du côté de l'Italie, appuyée sur l'Allemagne, poursuivait, sans se soucier des intérêts italiens, son expansion par l'Adriatique vers l'Orient.

Entre les mains de l'empire austro-hongrois, Trieste devenait pour l'Europe centrale ce qu'est Hambourg pour l'Allemagne du Nord, le débouché d'une immense région industrielle, commerciale, agricole. Grâce au réseau ferré, amélioré sans cesse, qui l'unit à Vienne par le Semmering, à Munich par la ligne de la Tauern, Trieste attire à elle le commerce non seulement de l'Autriche-Hongrie, mais de la Bavière, de l'Allemagne du Sud, et de la Suisse, qui se dirigeait autrefois par le Brenner sur l'Italie. Elle ferait même concurrence, dit-on (1), par la ligne de l'Arlberg, au Gothard et au port de Gênes. Pour aller de Londres en Égypte, Trieste est aujourd'hui la voie la plus rapide et la plus confortable. Venise doit renoncer à lutter contre sa rivale. Les beaux paquebots du Lloyd ont remplacé les galères de la Sérénissime République sur la mer que l'on nommait jadis *il golfo di Venezia*.

« La politique que nous suivons dans l'Adriatique, dont nous nous sommes fait pour ainsi dire chasser, est-elle une politique nationale italienne (2) ? » se demandait déjà mélancoliquement le député Imbriani à la Chambre italienne le 25 mai 1896. Comme le constatait en 1901, dans ses études sur l'avenir maritime de Venise, M. Manfroni, le voyageur qui, du littoral méditerranéen de la Péninsule remonte par Tarente et Ancône la rive Adriatique, « se croirait transporté des rues populeuses d'une grande ville dans les allées sombres et désertes d'une nécropole (3). » Même au sujet de la Méditerranée, la Triple Alliance n'apportait à l'Italie, vis-à-vis de l'Angleterre ou de la France, aucune sécurité. « Cette Triple Alliance a-t-elle vraiment protégé les intérêts de l'équilibre dans la Méditerranée ? Quelles sont pour l'avenir les garanties que la Triplice nous donne en ce qui concerne cette mer où réside l'existence même

(1) Strini, *l'Arlberg e il porto di Genova*. — Loiseau, *l'Équilibre Adriatique*, p. 100.

(2) « Vi pare forse... che la politica che seguiamo nell'Adriatico dove si lasciamo conculcare giornalmente e donde ci siamo fatti quasi cacciare, sia una politica nazionale italiana ? »

(3) Cité par Loiseau, *loc. cit.*, p. 86.

de l'Italie? » demandait à la Chambre (13 décembre 1899) M. de Martino, ancien sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères. L'Italie s'apercevait de ce que lui avait coûté, financièrement et économiquement, l'association triplicienne. L'évolution de la politique européenne contribuait d'ailleurs, autant que le souci légitime de ses propres intérêts, à écarter insensiblement le Cabinet de Rome des deux Empires germaniques, — accords commerciaux avec la France, arrangements pour les affaires de Tunisie, mariage du prince héritier et d'une princesse monténégrine, rapprochement avec la Russie, caractérisé par l'échange de visites entre les souverains (1). La rivalité de l'Italie et de l'Autriche se précisait en Albanie (débats à la Chambre italienne, 1901). Mais à mesure que les relations entre les deux pays devenaient ainsi de plus en plus froides, on assistait peu à peu à une renaissance de l'agitation irrédentiste.

Dès 1899, acceptant la présidence de la « Ligue Nationale irrédentiste, » Ricciotti Garibaldi écrivait : « Non seulement j'accepte, mais je vous remercie. Vous me permettez de prendre ma part d'une œuvre sainte, abandonnée depuis si longtemps, à la honte du peuple italien ; j'entends par là que l'unité de notre patrie n'est pas encore terminée et qu'elle le sera seulement lorsque le drapeau italien flottera sur Trieste et sur Trente. »

En décembre 1900, le journaliste Borghetti, directeur du journal de Trente l'*Alto Adige*, ayant été expulsé par le gouvernement autrichien, l'affaire fut portée à la tribune de la Chambre italienne. A l'occasion d'un autre incident (inauguration du buste d'un poète italien interdite à Trente), un député apprécia en ces termes l'attitude des deux pays : « En face de la Puissance alliée, l'Italie ne doit pas se comporter comme le clown du cirque qui se confond sans cesse en courbettes et en révérences pour recevoir d'un autre clown des camoufflets et des gifles (2). » En 1901, le député Barzilai inter-

(1) Les journaux italiens firent remarquer que, lors du voyage de Victor-Emmanuel en Russie, le seul ambassadeur absent de Pétersbourg fut le représentant de l'Autriche : sur l'ordre de son gouvernement, le baron d'Erenthal était parti la veille de l'arrivée du souverain. (*Corriere della Sera*, 12 juillet 1902.) Les Italiens n'oublient pas non plus que l'empereur d'Autriche n'a jamais consenti à rendre à Rome la visite que leur roi avait faite jadis à Vienne.

(2) « *Cadiamo che, di fronte alla potenza alleata, l'Italia non si comporta come quel clown della pantomima che si sbraccia di continuo in inchini e riverenze per ricevere da un altro clown pizzicotti e ceffoni.* » (Interpellation du député Fradeletto.)

pella parce que le cri « Vive l'Italie ! » était puni comme séditieux à Trieste, et le député Campi, dans cette même séance, déclara : « Nous conservons toujours au fond du cœur le souvenir et l'amour des autres Italiens qui ne sont pas encore réunis à la Patrie. »

L'Irrédentisme, dominant la question de l'alliance austro-italienne, va continuer ainsi à se trouver mêlé à la politique générale de l'Europe.

C'était pour le gouvernement italien une tradition, imposée par sa situation géographique, consacrée par l'histoire, d'entretenir des rapports d'amitié avec la Grande-Bretagne. Or les relations de cette dernière Puissance avec l'Allemagne se refroidissaient ouvertement et on pouvait prévoir qu'un jour viendrait où il faudrait choisir entre Londres et Berlin. L'évolution qui entraînait l'Italie vers la France et l'Angleterre, réconciliées désormais (avril 1904), ne devait pas manquer de favoriser le renouveau de l'agitation irrédentiste. En 1904, au moment du voyage à Rome du Président Loubet, les parlementaires français recevaient un album avec des vues de Trieste et des villes de l'Istrie, et la dédicace suivante aux anciens alliés de 1859 : « Trieste, souffrant sous le joug de l'Autriche, vous envoie son salut italien, dans l'espérance inébranlable que pour elle aussi finira par resplendir de toute sa lumière le soleil victorieux des plaines lombardes. »

L'année suivante, nouvelle manifestation, tombée cette fois du siège même du Président de la Chambre. Le 30 juillet 1905, M. Marcora, prononçant l'éloge funèbre du député Ettore Socci, évoqua le souvenir des luttes qu'il « avait soutenues avec Garibaldi dans notre Trentin. » Ces derniers mots furent couverts d'applaudissemens. Du Tyrol, de l'Istrie, comme de toute la Péninsule, les irrédentistes adressèrent des télégrammes de remerciemens pour *Il Trentino nostro*. Plusieurs autres petits froissemens, provoqués par l'irrédentisme, viennent aigrir encore les relations entre les deux Puissances alliées, incidens de frontière dans le Trentin, au Mont Toraro (1904), à la Cima Dodiçi, au Mont Mandirolo un peu plus tard.

Les rapports devinrent si tendus que les gouvernemens commencèrent à prendre des précautions militaires : en 1903, eurent lieu d'importantes manœuvres autrichiennes en Istrie auxquelles répondirent les manœuvres des corps italiens d'Udine, de Tré-

visé et de Bellune. En 1905, le Cabinet de Rome demanda un premier crédit de 200 millions « pour fortifier la frontière Nord de l'Italie et pour protéger dans l'Adriatique les intérêts italiens ; » à partir de 1906, sous l'impulsion de l'amiral Bettolo, il organisa le front de mer et les défenses de Venise. De son côté, l'Autriche, profitant des défaites russes en Mandchourie, faisait passer ses régimens de Moravie dans le Pusterthal, concentrait des troupes dans le Tyrol et y créait même des formations nouvelles. La flotte autrichienne, vigoureusement entraînée, ne demeurait pas non plus inactive dans l'Adriatique ; n'alla-t-elle pas un jour où elle procédait, selon son habitude, à des exercices de tir en vue des côtes d'Italie, jusqu'à simuler une attaque de l'importante ligne ferrée Bologne-Ancône-Brindisi qui longe la mer, à la vive émotion des riverains ? De Vienne, les gazettes de l'État-major, *Revue du Cercle Militaire*, *Danzers Armee Zeitung*, annoncent qu'une explication avec l'Italie n'est plus qu'une question de temps ; la *Neue Freie Presse* déclare que « le haut commandement doit compter avec des complications du côté de l'Italie ou des Balkans plutôt que sur des opérations à la frontière russe. » (1906-1908.) Aussi lorsque B. Pellegrini, ancien secrétaire de Zanardelli, publia une étude sur les rapports austro-italiens, intitula-t-il son ouvrage *Verso la Guerra* ?

On se croirait presque reporté aux années orageuses de 1878-1882, quand, chaque jour, l'agitation irrédentiste menaçait de faire éclater la guerre entre les deux pays. Mais, hier comme alors, les gouvernemens, à Vienne cette fois autant qu'à Rome, demeurent opposés à une rupture. Le gouvernement italien, ne se jugeant pas en mesure d'affronter un conflit, se rend compte de l'impossibilité de conserver, en dehors de l'alliance, des rapports corrects avec son puissant voisin. L'alliée de Berlin, trop heureuse de jouer le rôle d'arbitre, est là d'ailleurs pour brandir à propos « le péril autrichien. » M. de Bülow, dans son discours au Reichstag de novembre 1906, lui montre « les dangers de faire sortir l'Italie du port paisible de la Triplice, » — elle qui vient de passer si difficilement les écueils d'Algésiras.

... « Si l'Italie et l'Autriche n'étaient pas alliées, ajoute-t-il, « leurs relations pourraient bien devenir tendues. » Le gouvernement italien le sait mieux que personne, aussi s'efforce-t-il de verser un peu de cordialité dans l'alliance. Entre les Cabinets

de Rome et de Vienne, les relations affectent d'être amicales; les ministres se visitent périodiquement au Semmering, à Desio, à Pise ou à Abbazia; à la suite de ces entrevues, un communiqué annonce au monde que les hommes d'État ont examiné dans une complète communauté d'esprit les différentes questions qui se posent en Europe, et que le plus parfait accord règne au sein de la Triple Alliance. Si l'on y fait une allusion à l'irrédentisme, c'est pour déclarer qu'il n'existe plus.

Mais, par un singulier hasard, les ministres ne se sont pas encore séparés que l'irrédentisme vient généralement leur rappeler son existence. Le 3 septembre 1908, au moment d'une nouvelle rencontre du comte d'Ermenthal et de M. Tittoni, les Slovènes de Trieste attaquent des Italiens et blessent le consul d'Italie à coups de pierre. Les autorités autrichiennes expulsent le comte Foscari pour avoir envoyé un télégramme entaché d'irrédentisme à Gabriele d'Annunzio lors de la représentation de *la Nave*, d'où vive émotion en Italie; nouvelles protestations parce qu'un officier de l'armée royale, le major Sutto, était puni par ses chefs pour avoir publié une carte où Trieste et Trente étaient qualifiés de « pays non encore restitués à l'Italie. » Sensation plus considérable lorsqu'on dut frapper un commandant de corps d'armée, le général Asinari, qui, à Brescia, remettant un drapeau à ses troupes, avait prononcé les paroles suivantes : « Tournez vos regards vers cette frontière de l'Est, au delà de laquelle il y a des frères italiens qui attendent impatiemment l'heure de la délivrance. De cette caserne se déploient à vos yeux les collines baignées du sang de nos martyrs et plus loin des terres italiennes *irredente* à libérer... » (1909.)

La même année, un professeur de l'Université de Bologne tenait aux étudiants rassemblés un discours aussi belliqueux que le général à ses soldats : « Vous devez vous préparer en silence à la guerre contre l'Autriche, comme le Japon s'est préparé à la guerre contre la Russie; le devoir d'honneur de la jeune génération italienne est de rendre à la mère patrie tous les territoires qui en sont séparés. »

Les journaux de Milan dénoncent les préparatifs militaires poursuivis secrètement par l'Autriche, les parcs d'artillerie lourde organisés à Trente, les bateaux démontables dissimulés à Riva. Et les incidents irrédentistes se succèdent. En 1909, une réunion a lieu à Vérone « pour conserver au lac de Garde son

caractère italien. » La Société autrichienne *Danubius* ayant projeté d'organiser sur le lac un nouveau service de bateaux à vapeur, les Italiens annoncent déjà que ces paquebots seront préparés pour recevoir des canons. Aux fêtes du Centenaire d'Andreas Hofer à Innsbruck, nouvelles rixes entre Allemands et étudiants italiens, avec leur accompagnement traditionnel *Die Wacht am Rhein* et l'*Hymne à Garibaldi*. En 1911, manifestations irrédentistes à la Chambre italienne, parce qu'une représentation théâtrale organisée par la Société *Trente et Trieste* a été interdite à Florence. A Trieste, les Slovènes manifestent devant le consulat d'Italie et crient : « A bas l'Italie ! Vive Trieste ! A bas les irrédentistes ! » (3 sept. 1909). Expulsion des ouvriers italiens du Lloyd (1909) des chantiers San Marco et de Monfalcone (1912). Sans parler de mille autres incidens venant quotidiennement mettre à une rude épreuve la bonne volonté réciproque des deux gouvernemens, et des manifestations qui, pour le moindre prétexte, se forment place Colonna devant le palais de l'ambassade d'Autriche, aux cris de : « Vive Trente et Trieste ! » aux accens de l'hymne célèbre : « Va-t'en d'Italie, étranger ! »

La tâche du ministre des Affaires étrangères de Victor-Emmanuel est singulièrement délicate : s'il désavoue les manifestations irrédentistes, ou s'il paraît se désintéresser du sort des Italiens molestés dans l'empire voisin, les députés, les journalistes d'opposition, qui, sans crainte des responsabilités, peuvent à bon compte faire montre de patriotisme, lui reprochent de sacrifier la dignité du pays. Sa situation est moins enviable encore quand il doit adresser à Vienne des explications, sinon des excuses, à la suite de quelque incident retentissant, comme l'affaire Marcora (1905) : « Il a avili le prestige de l'Italie à l'extérieur en reniant les aspirations nationales, » écrivait le *Secolo*, et les députés de la Gauche dénonçaient « cette politique de vasselage par laquelle on compromet irrémédiablement l'avenir de l'Italie. » Quand, en 1904, à la suite des événemens d'Innsbruck où tant d'étudiants italiens furent blessés et emprisonnés, M. Tittoni dit à la tribune : « Je déplore l'événement, » les nationalistes s'indignèrent, estimant la protestation insuffisante. La question de l'Université de Trieste, au sujet de laquelle il avait espéré que les Italiens obtiendraient satisfaction, faillit même amener la retraite du ministre quelques années plus tard.

On doit reconnaître que l'allié autrichien ne lui facilite guère son rôle. Sans doute, le ministre impérial des Affaires étrangères, responsable de la politique extérieure de la double monarchie, demeure sincèrement désireux de conserver de bonnes relations avec la nation voisine ; mais il est impuissant à imposer ses vues aux fonctionnaires locaux du Trentin ou de l'Istrie, presque tous hostiles à l'élément italien. A Vienne même, beaucoup parmi ceux qui rêvaient de grande politique dans l'entourage de l'archiduc héritier, croyaient faire la cour aux Slaves du Sud en brimant les Italiens. Les catholiques, le parti chrétien-social regardaient sans bienveillance vers le Quirinal. Dans les milieux de la Cour comme dans l'armée, on avait l'habitude de parler de l'Italie avec une hauteur méprisante, d'envisager comme possible, comme désirable, comme nécessairement victorieuse, une campagne contre les anciens vaincus de 1849 et de 1866. Un député italien, M. Barzilai, a produit à la tribune de la Chambre une brochure distribuée aux officiers de la nation alliée « pour qu'ils puissent se faire comprendre en Italie » et où l'on trouve des phrases comme celle-ci : « Halte-là, où sont les Italiens ? Dis la vérité ou tu seras fusillé. » L'amiral Montecuculli, commandant des flottes autrichiennes, ne manquait jamais une occasion d'évoquer dans de belliqueuses harangues le souvenir de la bataille de Lissa où les vieux navires de l'amiral Tegethoff réussirent à anéantir la flotte cuirassée de l'amiral Persano. L'attitude du généralissime des armées autrichiennes, Conrad von Hœtzendorf, qui préparait ouvertement une campagne contre l'Italie avec le consentement de l'archiduc François-Ferdinand, était si peu conciliable avec l'alliance que le comte d'Ærenthal dut faire momentanément disgracier cet officier.

Car les gouvernans responsables continuent à craindre une rupture. Après avoir visité la frontière qui les sépare et qui se hérise chaque jour de nouveaux canons (1), les chefs d'état-major, les généraux Saletta et von Beck, ne manquent pas de s'adresser des télégrammes de bienvenue et des vœux. Le général Caneva, qui vient de commander en chef l'armée de Libye, se rend à Vienne, où après l'échange habituel de congratula-

(1) Sur la couverture d'un journal satirique, deux officiers autrichiens causent : « Est-il vrai qu'on construise encore de nouvelles fortifications dans le Sud-Tyrol ? » demande l'un, et l'autre répond : — « Mais oui, c'est pour fortifier la Triplice ! »

tions et de décorations, il déclare solennellement que « l'agitation irrédentiste a cessé d'exister en Italie. » Mais l'irrédentisme vient, une fois encore, de rappeler qu'il est dangereux de l'enterrer prématurément. Le général quitte Vienne, et l'on annonce que les décrets Hohenlohe, qui ont soulevé tant de colères à Trieste, vont être étendus au Trentin :

« L'accueil courtois et les honneurs rendus au général Caneva durant sa visite à Vienne, les promesses du comte Berchtold au duc d'Avarna, tout cela, après cette nouvelle, ce sont des choses n'ayant pas plus de valeur que des petits pains chauds, » déclare le *Giornale d'Italia*, organe de M. Sonnino. *La Tribuna* constate que « la politique du comte Hohenlohe tend à annuler l'élément italien sur tout le littoral de l'Adriatique; les Italiens peuvent-ils encourager et fortifier cette politique par leur alliance? » — « Vaut-il la peine de conserver la Triplice dans le seul dessein d'exalter la nationalité allemande, d'opprimer l'Italie et de favoriser l'invasion des rivages de l'Adriatique par les Slaves et les Allemands? » se demandait déjà, sept ans plus tôt, le député Brunialti.

Les deux États ont sans doute des motifs de rivalité plus profonds que l'*Italia irredenta*. Tout les oppose et les divise, du lac de Garde jusqu'aux montagnes d'Albanie, le passé et le présent, la géographie et l'histoire. Mais le différend pour Trente et Trieste y ajoute un élément sentimental bien propre à émouvoir l'âme populaire; cause permanente de frictions, ainsi que le reconnaissait dans le *Neues Wiener Tagblatt* M. de Grabmayr (déc. 1910), « l'irrédentisme est le point faible de la Triplice. » Comme nous avons eu l'occasion de le constater, malgré la volonté des gouvernemens, il se charge de faire éclater par une foule d'incidens imprévus ce qu'il y a de paradoxal dans l'alliance de deux Puissances qui constituent bien, si jamais le terme a trouvé son application, des *ennemis héréditaires*. Car, sans même parler des terres « *irredente*, » peut-on évoquer un épisode de l'histoire du jeune royaume, célébrer un anniversaire, inaugurer un monument, sans qu'une allusion s'impose aux luttes soutenues contre l'Autriche et à leurs victimes? Et de l'autre côté des Alpes ou sur la rive opposée de la mer, si le vieil empire des Habsbourg veut se complaire aux images d'un des rares succès remportés au cours du dernier siècle, n'est-ce pas dans les souvenirs des guerres de la péninsule

qu'il doit les chercher nécessairement? Novare (1), Custozza, Lissa, Radetsky, Tegethoff...

Arrivé au terme de cette étude, nous pouvons essayer de porter un jugement d'ensemble sur l'histoire de l'irrégentisme.

Depuis 1866, à aucun moment, sans doute, l'Italie n'a songé à attaquer seule l'Autriche pour « racheter » le Trentin et l'Istrie. Il est trop évident qu'elle ne se sentait pas en mesure de le faire avec des chances de succès. Elle a d'abord espéré obtenir d'une occasion un règlement amiable; contre son attente, les deux derniers bouleversements de l'Europe, la crise franco-allemande de 1870 et la guerre russo-turque, auxquels elle avait assisté en spectatrice, ne le lui ont pas apporté. Presque contrainte de s'allier aux empires germaniques par les dangers auxquels l'exposait l'agitation irrédentiste, l'Italie a ensuite compté recevoir spontanément de l'Autriche alliée des concessions en faveur des sujets italiens de la Double Monarchie. Là encore elle a été déçue : autonomie du Trentin, libertés municipales de Trieste, maintien de la culture et de la langue, octroi d'une Université, sur aucun de ces points elle n'a jamais réussi à obtenir d'autres satisfactions que des promesses. Il n'est pas d'histoire plus décevante que celle des revendications irrédentistes de 1866 à 1914.

Et comment aurait-il pu en être autrement? L'Autriche peut-elle se résoudre, sans y être contrainte par la force, à faire droit aux revendications autonomistes de l'*Italia irredenta*? Il est trop évident que toute province autonome de la monarchie évoluera naturellement vers l'indépendance complète ou l'annexion aux États voisins, comme le firent, dans l'empire ottoman, les Principautés Moldo-Valaques, la Serbie, la Bulgarie, la Roumélie. On ne saurait reprocher à l'Autriche de ne pas consentir d'elle-même à devenir un nouvel Homme Malade. Si Vienne avait octroyé aux habitants du Trentin et de l'Istrie les libertés politiques, les garanties qu'ils demandaient pour leur culture et leur langue, aussitôt Tchèques, Roumains, Bosniaques, auraient exigé les mêmes privilèges; dès que les

(1) Le nom de cette défaite italienne, donné à un navire de la flotte alliée, souleva de vives protestations en Italie.

Italiens parlaient d'une Université italienne à Trieste, les Sloènes réclamaient déjà la leur à Laybach. L'Autriche peut-elle d'ailleurs accepter qu'il s'établisse à Trieste un centre d'études, sans doute, mais aussi, inévitablement, de propagande politique et d'agitation séparatiste ?

Après avoir sommairement parcouru l'histoire des revendications irrédentistes dans le passé, si nous essayons de prévoir l'avenir qui leur est réservé, nous sommes ainsi obligés de constater qu'elles n'ont à espérer de la bonne volonté autrichienne aucune espèce de satisfaction.

Quant à une cession territoriale de l'Istrie et du Trentin, nous avons vu que l'Autriche s'y est refusée à l'époque du Congrès de Berlin comme à la veille de la crise de 1870, et même antérieurement, en 1866, malgré ses défaites en Bohême. L'empereur-roi peut-il se résigner à abandonner bénévolement, sans l'avoir défendue par les armes, cette partie des domaines héréditaires de sa Maison ? Et d'ailleurs, il ne serait pas seul à en décider. Le Trentin a fait partie du Saint-Empire et de la Confédération germanique, dont le nouvel Empire d'Allemagne se considère comme le successeur et l'héritier éventuel. Le Parlement de Francfort ne proclamait-il pas jadis, dans un vote fameux, que « le peuple allemand frapperait de sa malédiction et des peines de haute trahison ceux qui compromettraient des territoires germaniques dans des négociations avec des Puissances étrangères ? » L'Allemagne unie, enivrée d'orgueil et de convoitises, ne se montrerait pas moins intransigeante.

Lorsque certains journaux annoncèrent que le prince de Bülow, se rendant à Rome, était chargé d'offrir le Trentin à l'Italie pour prix de sa neutralité, la *Gazette de Cologne* s'est empressée de démentir cette nouvelle dans un article officieux. Et si le Trentin devenait jamais, aux mains des empires germaniques, l'objet de quelque marchandage désespéré, on peut se demander ce que pèserait, après une victoire, le « chiffon de papier » arraché par les circonstances. En ce qui concerne Trieste, la situation est plus claire encore. Vers le Levant, la Mer-Noire, l'Égypte, le canal de Suez, les Indes et l'Extrême-Orient, cette ville est devenue le port naturel pour tout le trafic des Allemagnes : elles ne le laisseront pas volontairement échapper. Sans doute Trieste est italienne, mais les Allemands ne reconnaissent pas le droit des peuples et des nationalités ;

ils ne connaissent que la force. Quelle raison auraient-ils par suite de tenir compte des désirs de l'Italie, si celle-ci n'est pas en mesure de les imposer? Or, ils l'imaginent du moins : « L'Italie est trop pauvre, trop inhabile à la guerre, pour pouvoir entrer en concurrence avec nous. »

On ne conçoit donc point qu'aucune concession bénévole puisse être consentie jamais à l'Italie au sujet de l'*Italia irredenta*. Toute l'histoire que nous venons de parcourir le prouve bien. Et cependant cette histoire témoigne aussi du durable attachement des Italiens de l'empire austro-hongrois à leur culture, à leur « italianité, » comme l'étude des événemens, plus forts que la volonté des chefs d'États, démontre que, même si l'Italie pouvait toujours rester sourde à leurs plaintes et à leurs appels, sa situation géographique ne lui permettrait pas de se désintéresser de l'Istrie et du Trentin. Elle ne peut abandonner les colonies italiennes du littoral, installées dans des villes prospères, formant un absolu contraste avec les ports de la péninsule qui leur font face et qui sont si disgraciés par la nature. Elle se sent « chassée » de l'Adriatique, cette mer qui baigne pourtant la moitié de ses côtes. Enfin, la possession du Trentin entre les mains de l'Autriche crée pour elle un état d'insécurité insupportable.

Il suffit de jeter les yeux sur une carte pour constater que le Trentin pénètre entre la Lombardie et la Vénétie « comme un coin : » l'expression se retrouve invariablement chez tous les géographes ou écrivains militaires qui ont parlé de cette région. Ainsi que le remarquait l'un d'eux, la frontière italo-autrichienne ressemble à un S couché, dont la base repose aux sources de l'Adda, la boucle s'avance entre Milan et Vérone, et le sommet enveloppe le territoire de Venise. Maîtres du Trentin, il est aussi aisé aux Autrichiens d'envahir le territoire italien que difficile aux Italiens de pénétrer en Autriche. Plus de sept routes divergentes permettent de déboucher de ce bastion du Tyrol, dont le défenseur, comme le fit si habilement le général Khün en 1866, peut de Trente se porter tour à tour sur chacun des points menacés. D'autre part, la présence dans les montagnes du Trentin de forces ennemies intactes rendrait très dangereuse, sinon impossible, la marche d'une armée italienne, voulant, comme le fit Bonaparte en 1797, mais seulement après avoir écrasé Wurmser et Alvinzy, s'élever par la Vénétie et le

Frioul vers Vienne ; son flanc gauche serait exposé à être enfoncé, tandis qu'au contraire, protégées par des troupes gardant une expectative menaçante dans le Trentin, les masses autrichiennes peuvent, après avoir franchi l'Isonzo, s'avancer librement dans la large plaine d'alluvions entre les Alpes et la mer.

L'Autriche a su d'ailleurs rendre encore plus forte cette situation naturelle. « Entouré de forts cuirassés et de batteries casematées, Trente est devenu dans ces dernières années un camp retranché de premier ordre. » Les six forts Cevezzano, Bucco di Vela, Matarello, Romagnano, San Rocco, Sopramonte, constitueraient un obstacle sérieux, même pour une artillerie lourde qu'il serait d'ailleurs malaisé d'amener à pied d'œuvre. D'autres points du Trentin, — notamment Riva, — ont été solidement fortifiés, et de nombreuses lignes stratégiques viennent faciliter les mouvemens de troupes à l'intérieur du pays. Le tracé de la frontière actuelle, tel qu'il a été établi en 1866, est aussi désavantageux pour l'Italie à l'Est qu'au Nord ; il laisse à l'Autriche, avec les deux rives de l'Isonzo, le libre passage du fleuve. L'offensive autrichienne menace l'Italie par le Trentin, par le Frioul oriental et aussi par l'Adriatique, car de Venise au canal d'Otrante il n'y a pas un port de guerre, comme du lac de Garde à la mer on ne trouve pas une place pour la retarder : « Elle menace Milan comme Vérone, comme Venise, comme Ancône et jusqu'à Bari. »

On conçoit donc que les Italiens ne puissent assister en spectateurs indifférens à la crise que l'Europe traverse. S'ils admettent un instant l'hypothèse d'une Autriche victorieuse, beaucoup disent dans les couloirs du Parlement, écrivent dans les grands journaux de Rome, de Milan et de Naples, que c'en serait fait alors de leurs espérances anciennes ; installé à Trente et à Trieste pour n'en plus jamais sortir, l'Empire des Habsbourg y formerait l'avant-garde de la Germanie, de même qu'en Albanie ou dans le Balkan, sa prépondérance ne laisserait plus de place à l'activité italienne.

Mais une victoire des Slaves pourrait n'être pas non plus sans danger pour l'Italie, si celle-ci, n'ayant pas pris part au conflit, ne se trouvait pas consultée au moment du définitif règlement de compte. Sans envisager la disparition totale de l'Autriche, qui ne serait probablement dans l'intérêt de personne, on peut prévoir, à la suite de cette guerre, une refonte de sa

constitution, une redistribution de ses territoires, telles qu'on n'en a pas vu de plus considérables depuis les traités de Westphalie. De Cattaro à Raguse, jusqu'où s'étendra la grande Serbie de demain? Sur quelles bases s'établira le nouvel État slave du Sud? Quelle place laissera-t-il aux Italiens du littoral? Quel sera le sort de Trieste, enveloppée par les Slovènes?

Ainsi la question irrédentiste ne pouvait rester absente de la guerre actuelle. L'ambassadeur de Russie ne l'a-t-il pas officiellement indiqué en proposant de confier au gouvernement de Rome les Italiens faits prisonniers dans les régimens austro-hongrois? Les Italiens d'Autriche ne se laissent pas oublier. Hier, raconte le *Times* du 29 octobre dernier, cinq mille jeunes Triestins ont quitté Trieste pour le front. Ils ont été conduits à la gare sous une forte escorte de police, la foule suivait dans un silence funèbre. Mais lorsque le train s'ébranla, un même cri s'échappa de toutes les poitrines : « *Evviva Trieste Italiana!* » « Vive Trente et Trieste! » C'est aussi le cri qui a accueilli les déclarations de M. Salandra à la Chambre (1). Cette année, les fêtes en souvenir de la mort d'Oberdank ont été célébrées avec un éclat qu'on ne connaissait plus...

Quelques semaines après la déclaration de la guerre, le grand journal libéral de Milan, *il Secolo*, a publié un dessin bien caractéristique : sur les eaux de l'Adriatique vogue une petite barque, battue par les flots, où est assis le marquis di San Giuliano, en grand costume d'ambassadeur, avec deux béquilles sur les genoux; à la proue flotte un drapeau qui porte ce mot : *Neutralità*. Mais on voit à l'avant, dormant entre deux eaux, une énorme mine sur laquelle est écrit en grosses lettres : *Irredentismo*.

La souplesse sicilienne de l'éminent diplomate elle-même aurait-elle réussi à prolonger longtemps cette inquiétante navigation? C'est aux Italiens qu'il appartient, les yeux fixés sur leur seul intérêt, de tenir la barre à travers les obstacles sournois et en profitant des occasions fugitives... La mine fera-t-elle sauter le frêle esquif? Peut-être n'éclatera-t-elle jamais, mais il m'a semblé que le lecteur français pourrait trouver quelque profit à connaître l'existence de cet engin et l'histoire de sa fabrication.

JEAN POZZI.

(1) « L'Italie a le devoir de ne pas laisser passer le moment de revendiquer ses frontières naturelles. » (Ordre du jour voté par le Parti radical le 15 septembre dernier.)

LE

MYSTÈRE DES BÉATITUDES

PREMIÈRE PARTIE

Heureux les pauvres d'esprit
Heureux ceux qui sont doux
Heureux ceux qui pleurent
Heureux ceux qui ont faim et soif de
la justice
Heureux les miséricordieux
Heureux ceux qui ont le cœur pur
Heureux les pacifiques
Heureux ceux qui souffrent persécution pour la justice.

— Qu'est-ce que je vais servir à ces messieurs? demanda Constant, le garçon attiré du groupe qui venait d'arriver à la terrasse du Café de la Paix.

Et il passait, d'un air de sollicitude, sa serviette sur le guéridon blanc.

Augustin Muzard, le caissier du journal *la Poste*, d'un mouvement nerveux de la tête, compta la bande, interrogea chacun et dit d'un ton bref, sa barbiche rousse rejetée en avant, presque provocante :

— Cinq bocks.

Sa petite taille faisait ressortir la taille démesurée de son camarade Jean Solème, dont une grande mèche blonde, qu'il relevait sans cesse, patiemment, s'obstinait à cacher le front. Ce camarade était un reporter de *la Poste* qui avait trimé tout le jour à propos d'un assassinat commis aux Batignolles, et qui se laissa tomber devant la table, son regard gris voilé par le cristal du lorgnon. A côté d'eux s'assirent Lucien Gérard, le

dessinateur favori de *la Poste du Dimanche*, et sa femme Hugnette, qui le suivait partout. Au même instant, Jean Solème parut se réveiller et s'écria :

— Mais vous êtes très mal, monsieur Loche ; prenez donc ma place.

— Pas du tout, pas du tout, répondit le cinquième personnage.

Augustin Muzard toisa ce Cyprien Loche, auquel Solème prodiguait ses attentions. C'était un banquier, nouvellement établi rue Vivienne et que tous les collaborateurs de *la Poste* connaissaient. Digne et froid, le pardessus étroitement boutonné sur un long corps maigre, la tête petite, les cheveux gris en brosse courte, il posait à l'aristocrate. Muzard n'eut pas un geste d'aménité. Cyprien Loche lui tendit un cigare :

— Monsieur le caissier, faites-moi donc le plaisir d'accepter.

— Vous m'excuserez, monsieur, je ne fume que la pipe, et si madame Gérard le permet...

La gentille Hugnette Gérard permit d'un sourire.

Alors il se mit à bourrer une petite pipe de merisier, pendant que tous se taisaient, comme des hommes de travail qui viennent de finir leur journée.

Il était six heures et, par ce soir d'octobre tiède et beau, la place de l'Opéra prenait des aspects de féerie. Quatre torrens charriant impétueusement fiacres, camions, auto-taxis, autobus, s'y croisaient dans un tumulte de tonnerre, et par un jeu savant, à intervalles réguliers, les torrens s'immobilisaient pour laisser passer, dans le silence, le flot des piétons, s'élançant la tête en avant, comme à la charge. Se faisant face, les deux ouvertures des catacombes modernes, avec leurs galeries à balustres, vomissaient périodiquement une foule noire, pendant qu'une autre foule s'y engouffrait. On aurait dit les allées et venues affolées et stupides d'une fourmilière. De-ci, de-là, aux balcons, fulgurait l'éclair des affiches lumineuses. Et au fond, la façade géante de l'Opéra avec ses colonnades, ses entablemens, ses frontons, ses génies, apparaissait allégée et bleuâtre.

Hugnette Gérard décolletée, ses cheveux blonds dans le cou, une rose bleue sous son chapeau sombre, ne buvait pas, les yeux perdus dans le mouvement des voitures. Soudain, le geste d'un agent ayant arrêté net le torrent, plus de vingt autos de luxe, aux panneaux luisans, stationnèrent en trépidant devant

les consommateurs du café. La poitrine soulevée de désir, Huguette rompit le silence :

— Tout de même, dit-elle, si on avait de l'argent !

Cyprien Loche agita la tête d'une façon lente et rythmée et il souriait en même temps d'un sourire mystique, puis sa main fit un geste étrange, comme magique. Il semblait dire : « Jeune femme, venez-vous donc seulement de découvrir la vérité, à savoir qu'il n'y a que ce dieu au monde ? »

Le mot d'Huguette Gérard avait donné une commotion aux cerveaux ; c'avait été dans chacun comme le rappel de l'idée fixe. Son mari, dissimulant une amertume profonde sous une apparence de blague, dit :

— Évidemment, tant qu'Albert Blond, notre patron à tous, me paiera un louis mes dessins, je ne t'offrirai pas d'auto, ma pauvre chatte.

Augustin Muzard, imperturbablement, tira une bouffée de sa pipe. Mais Jean Solème, relevant sa longue mèche blonde, se pencha vers le banquier et à mi-voix :

— Alors, monsieur Loche, c'est donc tout à fait une affaire merveilleuse que votre Compagnie de Navigation soudanaise ?

Cyprien Loche eut de nouveau son pâle sourire, orné d'un de ces gestes qui en disent plus long que toutes les paroles. Puis, enfin, daignant se faire entendre :

— Bête comme chou, mon ami, bête comme chou. Quelques navires à acheter, et ils le sont à l'heure qu'il est, quelques cours d'eau à rendre navigables, quelques kilomètres de canaux par-ci par-là, et voici, avant quinze mois, les gros dividendes !

Puis, soudain, changeant de ton :

— Mais, d'ailleurs, jeunes gens, je me suis donné comme règle de ne jamais causer de cela avec vous. Eh ! mon Dieu, j'ai eu trente ans, moi aussi, et j'étais employé, et je gagnais trois cents francs par mois, et je sais bien que cela vous retourne de se dire : « Si j'avais cinq billets de mille francs à mettre dans cette affaire, j'aurais dans trois ans mathématiquement cinquante mille francs dans ma poche. »

— Ne vous gênez pas pour moi, à tout le moins, monsieur, dit sans broncher Augustin Muzard, car vous ne me retournez nullement.

Le banquier eut l'air de ne pas entendre.

— A partir de combien peut-on souscrire à votre machine, monsieur ? demanda Huguette, mélancolique.

Cyprien Loche se tut, comme par système. Ce fut Jean Solème qui répondit :

— Il y a des parts d'actions de cent vingt-cinq francs.

— Cent vingt-cinq francs ! répéta la jeune femme avec accablement.

Et elle trempa ses lèvres dans la mousse de son bock, comme pour y chercher l'oubli.

A ce moment, une voiture de courses mêla ses grelots aux gémissemens des autobus et s'arrêta devant la sortie du Métro. Plusieurs personnes sautèrent à terre et parmi elles un couple qui se fraya entre les voitures un chemin jusqu'au trottoir.

— Tiens ! les Nassal, s'écria Solème, avec un grand geste.

Ils entendirent leur nom, accoururent les mains tendues, les yeux fous. Jean Solème les présentait au banquier.

— Mon ami, Abel Nassal, sous-chef de bureau au ministère de l'Intérieur, Madame Nassal.

Mais celle-ci n'entendait rien, serrait au hasard les mains, disait : « Bonjour, Muzard, bonjour, Gérard, bonjour, Huguette, » puis ne se tenant plus :

— Vous savez, nous revenons de Vincennes ; nous avons joué *Ibaldi* qui nous avait mis dedans l'autre jour à Auteuil ; nous l'avons joué placé, Abel et moi, et il a rapporté soixante-huit francs. Imaginez-vous cela : cent trente-six francs à nous deux avec une seule bête, sans compter la veine que nous avons eue encore avec *Jonquille*, gagnant à treize francs. En voilà une journée !

C'était une jolie femme élégante, en tailleur noir, qui semblait avoir pour chacun une intention aimable. En réalité, elle se riait à elle-même ; elle riait aux pièces d'or, jetées en vrac dans sa sacoche, tout à l'heure, aux guichets du pari mutuel et qu'elle sentait peser lourdement sur sa hanche fine. Cette sorte d'impudeur des joueuses hallucinées qui n'ont pas conscience de leur folie, qui ne se savent même pas en dehors de la vie, elle l'avait, malgré son aspect correct. Elle n'aurait parlé que chevaux, performances, pédigrees, jockeys, écuries ou pistes, sans penser même que, pour ses amis, il pût y avoir d'autres sujets d'intérêt.

Augustin Muzard la disséquait du regard, curieusement, tout en fumant sa pipe en silence.

Le mari conservait plus de discrétion, au milieu des faveurs de la chance. Néanmoins, lui non plus, ne put tenir sa langue, et Muzard, maintenant, s'amusait à entendre ce gros garçon chauve, légèrement sourd et assez balourd, conter en s'asseyant à une table voisine les péripéties de la course de ce « sacré *Ibaldi*, » trottant d'abord cinquième, puis à chaque tournant rattrapant une distance. Et devant ses yeux bleus béats, on sentait s'étendre encore la grande pelouse infinie, cernée de sa piste; quelques arbres rares s'élevaient dans le lointain; au fond, le donjon de Vincennes se dorait au soleil couchant d'automne, cependant qu'une foule hurlante se mouvait doucement en rond, aimantée par quinze petites choses mécaniques aux taches multicolores, glissant au ras du sol, vertigineusement, là-bas.

Constant, le garçon, revint, et passant avec son éternelle sollicitude sa serviette sur la table :

— Qu'est-ce que je vais servir à Madame et Monsieur?

Ils étaient altérés par la fièvre d'une telle journée. Ils demandèrent de la bière. Alors Cyprien Loche, voyant tous les verres vides, sauf celui d'Huguette Gérard, commanda :

— Constant, six bocks!

— Ah! les courses, ça peut être intéressant, déclara Jean Solème; seulement, il ne faut pas être poursuivi par la guigne. Moi, j'ai toujours perdu.

Alors le banquier, gravement :

— Le jeu, cela existe, et j'en tiens compte. Mais c'est un moyen inférieur, et inférieur en tant que moyen parce que supérieur à nos forces. Nous ne le régissons pas. Beaucoup plus intelligente est la spéculation. Mais le plus malin, comme vous dites, jeunes gens, c'est la simplicité des bonnes affaires sûres, fécondes, terrain dans lequel le capital reproduit comme une graine semée dans du terreau.

— Encore faut-il avoir la graine! ricana Jean Solème, nerveusement.

De nouveau, les autobus, lancés furieusement, durent stopper avec une plainte de monstres blessés; une file de voitures, dont les chauffeurs restaient la main sur la direction, s'allongea comme tout à l'heure devant la terrasse. Huguette Gérard se pencha vers M^{me} Nassal :

— C'est la sortie d'une matinée à l'Opéra; regardez donc ces tiolettes.

En effet, au fond des voitures de maitres, sous les gerbes de fleurs de Nice, d'impassibles femmes, leur vêtement à demi ouvert sur des robes claires, semblaient indifférentes et lasses. Ça et là, un diamant scintillait. On voyait des coiffures savantes, avec des rubans d'or et des bijoux d'art moderne voilés par la mantille.

Soudain Jean Solème devint très attentif; il allongea la tête, fouilla des yeux chaque voiture. Il n'entendit même pas Huguette Gérard dire à son mari :

— Si tu voulais, on irait demain à Auteuil avec les Nassal; tu pourrais avoir des tuyaux sûrs par M. Solème, et on risquerait cent sous sur un bon cheval.

Solème semblait de plus en plus nerveux; maintenant, il se rejetait en arrière pour tâcher d'apercevoir les autos arrêtés plus haut, sur la place. Puis, tout se remit en mouvement. D'abord, une théorie de cinq autobus qui ronflaient là pesamment depuis une minute; puis près d'eux, les grands taxis aux panneaux rouges qui semblaient rouler d'une allure légère; ensuite une succession de voitures de luxe; et toute cette masse, lancée maintenant à folle allure, ressemblait à une armée roulante, chargeant pour quelque conquête monstrueuse, se précipitant à un assaut mystérieux.

Solème n'avait plus le temps, en ce moment, de distinguer aucun visage; ses yeux bougeaient perpétuellement, accrochés à l'éclair de chaque vitre qui passait. Augustin Muzard, qui ne laissait rien inaperçu, lui dit à l'oreille :

— Tu crois donc qu'elles sont là?

Solème répondit :

— C'est toujours possible qu'elles soient à l'Opéra quand on joue en matinée une machine de Wagner. Je sais qu'elles adorent cela.

Les yeux de Muzard eurent un pétillement d'ironie à peine visible, et il se retourna vers le banquier qui s'adressait paternellement aux deux jeunes femmes :

— Mais non, mais non; ne jouez donc pas. Il y a une folie, une absurdité dans le jeu. Vous, Madame, surtout, que le serpent de cette passion n'a pas encore mordue, ne vous laissez pas séduire !

— Ah ! vous êtes bon, vous, monsieur Loche ! Ne pas jouer, c'est très bien, mais si, moi, je meurs d'envie de vous acheter

une action, avec quoi vous la paierai-je ? Comptez : en calculant que nous ayons, dans un temps indéterminé, quatre fois la chance que nos amis Nassal ont eue aujourd'hui, et nous voici actionnaires de la « Société de Navigation soudanaise. » En somme, cela n'a rien d'énorme : quatre fois cette chance-là, en six mois, en un an, s'il le faut.

— Écoutez, Madame, dit Cyprien Loche, en homme raisonnable, vous l'aurez, votre part ; vous l'aurez. Que M. Gérard vienne me voir un jour et m'apporte des dessins, un petit album, quelque chose dont il soit content, et je lui paierai cela grassement ; vous aurez bien, pour parfaire la somme, quelques sous d'économie, et voilà votre rêve réalisé.

— Oh ! monsieur Loche, vraiment vous êtes trop bon !

— Monsieur Loche finira par se ruiner lui-même, prononça imperturbablement Augustin Muzard, en secouant sur son talon la cendre de sa pipe.

— Je n'en accepte pas l'augure, monsieur le caissier, répondit enfin Loche, poussé à bout.

Du boulevard des Italiens, du boulevard des Capucines, de l'avenue de l'Opéra, de la rue de la Paix, de la rue Auber et de la rue Halévy, les torrens arrivaient maintenant plus denses, plus furieux, comme les armées un soir de bataille. Mais où avait lieu l'assaut ?

Une demi-mondaine passa sur le trottoir ; elle aperçut Solème et Muzard dont elle était la bonne camarade et leur fit un signe imperceptible ; mais, voyant qu'il y avait deux femmes du monde en leur compagnie, avec la philosophie coutumière aux personnes de sa catégorie, elle alla s'asseoir solitaire un peu plus loin.

— Ninette sait vivre, dit Jean Solème à Nassal et à Gérard ; elle rend hommage à la vertu de vos compagnes en s'écartant humblement.

— Ah ! c'est la fameuse Ninette ? dirent ensemble Rosine et Huguette.

Et, du coin de l'œil, elles la dévisageaient curieusement.

— Mais c'est qu'elle a l'air très gentil, dit M^{me} Nassal. Pourquoi n'est-elle pas restée honnête, cette petite ?

— Elle était marquée pour le vice, déclara Cyprien Loche.

— Pourquoi elle n'est pas restée honnête, pourquoi ? dit Augustin Muzard ; vous en êtes encore à vous demander cela, vous tous ?

Il caressa de la main sa barbiche rousse ; dans son pâle visage, bilieux et maladif, ses yeux noirs, sans cesse changeans, tantôt moqueurs, tantôt inquisiteurs, tantôt emplis d'une mélancolie profonde, prirent une ardeur concentrée, et, cambré sur sa chaise, le regard fixé sur l'œuf électrique inondant de lumière la terrasse, il dit de sa voix métallique :

— Ninette est devenue ce que vous voyez, parce qu'elle a adoré l'idole que vous adorez tous. Vous vous traineriez à genoux, vous vous traineriez à plat ventre dans la poussière pour séduire l'Argent, pour attirer sur vous ses faveurs. Ninette a pris un chemin, vous en avez pris d'autres ; mais vous allez tous au même but qui vous fascine : l'Argent. Il a hypnotisé Nassal et sa femme, qui pouvaient vivre tranquillement d'une situation petite, mais sûre, et qui se précipitent de champ de course en champ de course, béans devant la potence où se lève automatiquement, à intervalles, en gros chiffres, le rapport d'un cheval au pari mutuel. L'or dont un coup de chance peut leur jeter l'aubaine, ils l'attendent tremblans, les mains sans cesse tendues, et ils ne sortent pas d'un état de transe au bout duquel les guette la folie. Et voici Huguette Gérard, dont la vie matérielle semble très douce entre ses trois beaux enfans et un mari qui se tire d'affaire à l'heure qu'il est. Toutes les choses nécessaires qui feraient envie à un pauvre diable, ils les possèdent. Mais que la Richesse, sous un aspect quelconque, s'offre en spectacle, voilà les désirs qui s'éveillent, et, puisque le droit chemin ne les mène pas à l'idole, frénétiquement ils en cherchent d'autres. Je les vois venir ; ils vont spéculer ; les usines ténébreuses, où l'Argent se reproduit tout seul, secrètement, les hantent ; ils commencent à tourner autour. Et M. Cyprien Loche est là, juste à point. Ah ! lui, c'est le véritable conquistador de la Fortune. Il vous parle de pays féériques et inconnus, où les millions vont s'engraisser. Sous des palmiers, le long des fleuves bleus, il passe des navires, et l'hélice de ces bateaux moule de l'or, et les millions reviendront plantureux, quadruplés. Mais, en attendant, ses yeux de financier les voient, ces millions qu'il ne tient pas encore, dans la poche de tous ; il les appelle, il les charme, il les attire et il les aura, car, dans la conquête que vous avez tous entreprise, vous n'êtes que des pygmées à côté de M. Cyprien Loche. Il la vaincra, l'idole, de même que Ninette Coquard saura se la rendre favo-

nable. Ce n'est pas Ninette qui a le moins soif, allez, dans la fièvre générale ! Elle aura l'auto, et l'appartement garni de meubles rares, et surtout les titres de rente, plein son portefeuille fleurant la verveine. Et il y a aussi mon ami Solème dont je ne veux rien dire, parce que sa passion, plus secrète, presque clandestine et sourdement effrayante, notre intimité seule me l'a révélée ; mais Solème ! Solème ! je te vois dévoré comme certains le sont par un grand amour.

Tous écoutaient Muzard avec un demi-sourire errant aux lèvres. C'était le plaisir de la bande quand ce garçon taciturne, à qui l'on permettait toutes ses boutades et qui parfois, de toute une soirée, ne desserrait les lèvres que pour vous lâcher en plein visage une vérité cinglante, s'emballait ainsi. Il avait tous les droits ; du moins il les prenait tous. Il vous fouillait l'âme, démasquait vos arrière-pensées, vous confersait publiquement. Sans cesse, il cherchait des affaires, les provoquait, en avait eu plusieurs et en avait tiré sa réputation d'escrimeur sans égal. Aucune appréhension ne bridait ses propos. Nul ne l'aurait fait taire ; c'était lui qui jugulait les autres.

Cette fois, le grand Solème, se redressant indolemment, allait répliquer. Mais Augustin Muzard, qui n'avait pas fini et s'était interrompu seulement pour boire une gorgée de bière, lui coupa la parole, sa main osseuse, petite et toute frémissante de pensée, tendue vers la place.

— Regardez ça, continua-t-il, regardez cette frénésie des moteurs, et ces hommes plus trépidans encore que leur machine, où tout cela se rue-t-il ? Vous savez bien que l'on peut le pronostiquer à coup sûr : pour les deux tiers, à tout le moins, cela va vers le gain, vers la fortune, car de sa naissance à sa mort, c'est en réalité ce que poursuit l'homme. Interrogez celui qui passe, lisez ses pensées, les combinaisons de son esprit ; est-ce qu'elles ne tendent pas toutes à l'argent ? Les grandes passions, l'amour, la haine, elles pâlisent, elles paraissent puérides à côté de celle-là. Quant à l'ambition, elle n'est qu'incluse dans le désir de l'argent, car vous n'ignorez pas que si, par exemple, les hautes charges n'étaient pas rétribuées, — et comment ! — il ne se trouverait personne pour les tenir. Eh bien ! quand je vois l'argent, chose vile en soi, chose qui devrait être inerte et morte, animée d'une telle puissance, se faire plus vie que la vie même, de moyen devenir but, et, en même temps que le

but, l'excitateur de tout le mouvement humain vers ce but, je dis avec Huysmans : « Ou l'argent qui est ainsi le maître des âmes est diabolique, ou il est impossible à expliquer. »

— Vous croyez donc au diable, Muzard ? fit Nassal avec sa grosse ironie.

— Ma foi, à force de me heurter à lui partout, à force de le rencontrer constamment, je commence à penser qu'il existe, dit le jeune homme, sans qu'on pût savoir au juste s'il plaisantait.

— Mais non, reprit enfin Solème, dont les idées, moins fulgurantes que celles de son ami, venaient au jour avec plus de lenteur, plus d'effort ; mais non, l'argent n'est pas diabolique, au sens même où tu l'entends ; c'est divin qu'il faut dire, au contraire, car sans lui, rien de grand, rien de bon, ne se serait fait. Imaginons une divinité bienfaisante en présence de l'apathie, de la lâcheté de la race humaine ; comment animera-t-elle cette masse, comment l'incitera-t-elle à tout entreprendre, comment la fera-t-elle progresser ? Le désir du confortable, l'appât du bien-être ne peut être que personnel et n'opère que si l'individu travaille pour lui. Il faut, pour que l'homme entreprenne ce dont il ne jouira pas, un mobile aussi puissant que l'intérêt propre. Alors, la divinité inventera l'argent qui socialisera l'effort, le répartira sur tous les besoins publics, le rémunérera individuellement. Mais cela est admirable, Muzard, cela est digne d'une divinité tutélaire ! Et plus il y a de puissance mystérieuse en l'argent, plus je trouve justifiée notre adoration.

Le banquier, soulevant sa petite tête, le cigare entre deux doigts, répéta gravement :

— Adoration, le mot n'est pas trop gros. Il est bon. Il faut adorer l'argent sans le comprendre, sans essayer d'en sonder le mystère. Constatons seulement et courbons la tête. Ses bienfaits sont partout et il n'y a de souffrance que là d'où il se retire. Voyez l'œuvre du capital : les pays défrichés, la distance abolie, la douceur de vivre, et, grâce aux échanges, l'existence ornée, la beauté produite, répandue partout. Ah ! l'argent ! l'argent !

Et il balançait la tête, lentement, comme un encensoir devant un dieu.

— Divin ? l'argent, divin ? reprit Muzard ; bienfaisant,

l'argent? ah! ah! Mais il est venimeux, il pourrit tout. Il suffit qu'il se glisse entre deux affections pour les gâter. Il est l'ennemi de l'amitié contre laquelle il lutte et qu'il terrasse toujours; il sert de ciment à la famille, dit-on, mais il la désagrége à la fin. Il tue éternellement ce qu'il y a de plus pur dans l'humanité, le désintéressement. Il corrompt les individus, il corrompt les familles, il corrompt les œuvres, il corrompt les institutions, il corrompt les races. Tout ce qui est fait avec son concours croule, car c'est un faux dieu, et tout ce qui a été fait de vraiment grand a été fait sans lui. Et si ce qui a été fait de grand pactise avec lui, c'est la dégénérescence, le poison, la ruine. Ainsi, quand j'entends des hommes dire en se rengorgeant : « La France est riche! » je pense : « Malheureux, au moins ne le criez pas si haut, car on sait bien ce que ça signifie, l'opulence d'un peuple! »

— Sacré farceur! dit Jean Solème, si demain tu héritais, je voudrais bien te voir!

— Si demain j'héritais, prononça Muzard, sourdement, je ferais comme les autres, je serais contaminé. Et l'homme relativement propre que je suis dans ma pauvreté connaîtrait les péchés qui me sont maintenant impossibles, tels que l'avarice, l'égoïsme cruel, la paresse et toutes les gourmandises. Ah! ce n'est jamais beau, un pauvre qui devient riche! Sa générosité naturelle, qui faisait que ce qu'il donnait était de sa propre substance, sera bientôt combattue par cet amour du pécule, cette tendresse ignoble qui s'éveille dans l'homme dès qu'il possède. Et ce pécule lui deviendra tellement sacré, tellement intangible, que tous les maux humains qu'il verra souffrir autour de lui et qu'il pourrait soulager en puisant dans le vif de son bien, lui deviendront indifférents. L'or engraisse l'égoïsme, boursofle l'orgueil, aveugle les yeux clairs. Et, comme je ne suis pas meilleur qu'un autre, je subirais les transformations fatales.

Le vacarme était devenu tel sur la place qu'on entendait à peine Muzard, dont la voix était sourde et voilée. Des bruits d'essieux, de freins, de moteurs, de cornes d'autos, traversés par les noms des journaux du soir, lancés à la course par les crieurs, formaient un unisson formidable, et de la cohue montait une vapeur lumineuse qui éclairait le faite des maisons et les frontons bleus de l'Opéra. Toute l'opulence de Paris semblait rouler ici : trafic, finance, aristocratie. On sentait la richesse

profonde, solide, indestructible, de la grande ville, affichée dans ce mouvement vertigineux des véhicules de haut prix, dans ce tourbillon de fête gigantesque. Soit que ce tumulte les eût comme assoupis, soit que les paroles du jeune homme leur eussent donné à réfléchir, les Gérard, les Nassal et même Jean Solème se taisaient. Le banquier appela Constant qui passait, mais le garçon expliqua que Muzard avait tout réglé : personne n'avait rien vu. Sans doute avait-il payé sournoisement, tout à l'heure, pendant qu'on l'écoutait. D'ailleurs, c'était toujours ainsi. Alors, ayant un moment laissé lui aussi ses yeux errer sur la charge des passans qui se précipitaient d'un trottoir à l'autre, il recommença :

— A cette heure, dans Paris, il y a un saint...

— Comment ? interrogea le gros Nassal qui, d'oreille un peu dure, n'avait pas entendu.

Sa femme répéta pour lui :

— M. Muzard dit qu'en ce moment-ci, il y a un saint à Paris.

— Ah ! et où le voit-on ?

Il demandait cela ingénument, comme s'il se fût agi d'une attraction de cirque ou de music hall.

Discrètement, Cyprien Loche regarda l'heure, toujours talonné par le temps. Jean Solème prononça :

— Oui, nous connaissons... L'abbé Naïm, hein ?

— L'abbé Naïm, en effet, acquiesça Muzard.

Mais les deux femmes, que la vie parisienne avait pourtant rendues depuis leur enfance fort indifférentes à toute idée religieuse, avaient eu, à ce mot de saint, le même tressaillement de curiosité.

— Un vrai saint ? demanda M^{me} Nassal.

— Un vieux curé à cheveux blancs ? interrogea Huguette Gérard.

— Non, fit Muzard, un jeune prêtre à barbe noire.

— Est-ce qu'il fait des miracles ? questionna encore Huguette.

Mais, agacé, Muzard négligea de répondre. Au bout de quelques minutes seulement, il répondit :

— C'est lui qui, sans discours, sans théories, sans paroles, par le seul spectacle de sa vie, m'a appris tout ce que je viens de vous dire, et bien d'autres choses encore. J'ignore toujours

s'il y a un bon Dieu, si le monde s'est fait tout seul, si l'au-delà existe. Mais j'ai vu un homme lumineux, dont tous les actes sont une leçon, dont tous les gestes répandent du bonheur, dont tous les regards sont de la bonté vivante. J'ai vu un homme qui devine, qui sait, qui comprend, qui pardonne; j'ai vu un homme qui aime et j'ai eu la vision de ce qu'eût été la vie terrestre, si l'humanité avait entendu la Voix qui proclamait, il y a deux mille ans, les Béatitudes sur la Montagne.

— Monsieur le caissier, dit Cyprien Loche, qui se leva et tendit la main à Muzard, je vous dis à un de ces jours.

— Est-ce que, par hasard, je vous aurais jeté de l'eau bénite, monsieur Loche? demanda le jeune homme d'un air déférent dont tout le monde sourit.

A leur tour, les Nassal prirent congé, et le sous-chef de bureau dit à Muzard en le quittant :

— Mon vieux, quand votre saint aura changé un timbre de deux sous en un billet de mille, je croirai en lui.

— Et si le diable faisait d'un gros homme un porte-monnaie, qu'est-ce que vous diriez? demanda Muzard terriblement.

Les Gérard s'effarèrent quand ils virent l'heure. « Comment, déjà si tard! Et leurs petits enfans qui n'avaient pas encore diné! » Ils demeuraient fort loin, du côté de l'Observatoire. Dans le premier autobus qui s'arrêta, ils sautèrent, tout à fait ressaisis par les préoccupations familiales. Alors Ninette, voyant que Muzard et Solème étaient demeurés seuls, déplaça quelques chaises pour se rapprocher d'eux.

— Dis donc, Muzard, demanda-t-elle d'un ton de confiance, j'ai besoin de te parler. Tu ne voudrais pas que j'aie te voir un dimanche matin?

— Dis donc, Ninette, répliqua le jeune homme de son ton cinglant, ne t'ai-je pas déjà signifié que je ne voulais pas de femmes chez moi?

— Penses-tu que j'irai pour te faire la cour, mon vieux! Tu sais bien que je suis sérieuse, voyons. D'abord, il s'agit de ma famille. Je te conteraï bien mon affaire ici, mais, d'une minute à l'autre, Butterfly peut arriver, et c'est une sale rosse, curieuse comme une chatte; puis elle est de la bourgeoisie, elle; elle n'a pas besoin d'apprendre que je suis d'une famille de crève-la-faim, n'est-ce pas?

— D'autant qu'on te croirait plutôt née chez des princes, Ninette, ajouta le grand Solème.

— Je comprends, répondit-elle de bonne foi.

— Écoute, Ninette, dit Muzard, viens demain matin entre onze heures et midi, mais n'en prends pas l'habitude, et surtout que ta visite ne traîne pas, car j'ai à faire.

Puis se tournant vers son ami :

— Viens-tu ? Solème. Je rentre à pied.

Il habitait rue de Seine, Solème, boulevard Saint-Germain.

Une dernière fois avant de s'engager dans la rue de la Paix, ils se retournèrent vers la place un peu calmée, à cette heure, assagie, parcourue seulement par les premières voitures roulant vers les théâtres du boulevard, et par le passage moins fréquent des autobus. Un silence relatif régnait ; les fourmis en plus grand nombre entraient dans les fourmilières du Métro et en sortaient de leur même mouvement stupide. La fumée rousse s'étendait maintenant sur toute la ville, comme un nuage lumineux rasant les toits. Et la façade de l'Opéra ressemblait à un palais de songe éclairé par un clair de lune fantastique. Muzard pensait des choses qu'il ne disait plus. Il devait penser au ruissellement nocturne de l'argent qui allait maintenant commencer, à cette apothéose de la richesse qui éclairait les nuits parisiennes et qui fait la puissance fascinatrice de l'Idole. Solème le ramena aux contingences :

— Pourquoi as-tu pris en grippe cette malheureuse Ninette, qui est bonne fille au fond ?

— Je ne l'ai pas prise en grippe, dit Muzard, mais je me méfie d'elle comme je me méfiera de Loche, si j'avais un capital à sauvegarder. Je ne possède qu'une chose, moi, et j'y tiens. C'est la paix, ma paix de vieux garçon qui ne veut pas introduire de femme dans sa vie. As-tu remarqué qu'elle tourne plus autour de moi que de toi ? Pourtant, tu es un beau gars, tu as le type et la douceur séduisante des Scandinaves, chose très prisée. Moi, je déplais aux femmes. Mais une ironie de la vie a fait, de l'imaginaire que je suis, un aligneur de chiffres, et du pauvre diable contempteur de l'Argent, un caissier entre les mains de qui l'argent coule sans cesse. Et c'est ma caisse qui me donne un prestige secret près de Ninette. Songez donc, ce serait si commode, un ami qui manie l'or à pleins doigts, à qui l'on pourrait faire, en toute honnêteté d'intention, s'entend,

dé petits emprunts ! Je suis une puissance, moi, pour Ninette. Alors, alors, est-ce qu'on sait ? est-ce qu'on peut répondre de soi ? imagines-tu ce comble que moi, qui n'ai jamais aimé une femme, qui me suis méfié même de celles dont on dit le plus de bien, à qui l'on prête le plus de noblesse, celles qui font, soi-disant, les grandes épouses, j'en vienne à me laisser rouler par une Ninette Coquard ? Et cela s'est vu. Ma force apparente me met en état d'infériorité. Je suis très seul. Parfois je m'embête. Je serais capable de la prendre au sérieux... Non, non, pas même une liaison de huit jours !

Et il saisissait à pleines mains sa barbiche rousse qu'il tordait, ce qui était son geste dans les instans où il s'approuvait lui-même complètement et à coup sûr.

— Tu n'as que vingt-neuf ans, dit Jean Solème avec mélancolie ; tu seras bien pincé, toi aussi, un jour ou l'autre.

— Allons donc ! répliqua le jeune homme, j'ai cent ans !

Et il regardait son ami de ses yeux dilatés, comme chargés d'une vie déjà longue, des yeux qui avaient vu trop de pays, trop d'hommes, trop de choses.

— Je ne voudrais pas te le souhaiter, poursuivit Jean Solème ; pourtant quoique ça ne soit pas drôle, il n'y a vraiment que ça qui vaille la peine de vivre.

— Tu te montes l'imagination, mon cher, car en mettant les choses au point, c'est d'une dot que tu es amoureux.

Le grand Solème eut un haut-le-corps dont Muzard s'aperçut, car il reprit :

— Je n'habille jamais la Vérité, pour un ami.

— Eh bien ! mon cher, aujourd'hui, tu la déguises. La première fois que j'ai vu Yvonne avec sa cousine de Chastenac, au mariage du patron et qu'on m'a dit le chiffre de sa fortune, c'est vrai que j'ai été presque ébloui et que la tête m'a tourné, et que j'ai entrevu ce que pourrait être une vie de luxe auprès de cette jolie petite. Peut-être, sans doute même, mon désir de l'épouser m'est-il venu du désir de sa richesse. Après tout, ma convoitise est excusable. J'étais né pour être millionnaire, moi. J'ai tout un atavisme de besoins de luxe au fond de mon être. Tous mes grands-parens depuis des générations ont vécu dans les meubles rares, les tapisseries anciennes, les bibelots d'art, avec équipages et terres dans le Berry à la clef. Moi-même, étant gosse, j'ai dormi dans des berceaux de Valenciennes. Et

si mon père n'avait pas été un viveur, est-ce que je baltrais la dèche à l'heure qu'il est?... Oui, tout ce qui dort en moi d'héréditaire, s'est réveillé à l'aspect de cette dot. Et puis, quoi? c'était mon droit : je ne salissais aucun sentiment, puisque aucun sentiment n'était encore né chez moi pour cette petite. Mais aujourd'hui, aujourd'hui c'est autre chose ! Je la prendrais sans le sou, je la prendrais habillée de loques... Et si on me disait à bon escient, là, à cette minute précise, que c'est fini, qu'elle ne veut pas, que je ne l'aurai jamais, tiens, sans hésiter, j'enjamberais ce parapet.

Ils traversaient à ce moment le pont du Carrousel. Ils s'accoudèrent pour contempler l'eau : un fleuve d'encre de Chine, avec des moires d'argent qui fuyaient sans cesse et un alignement de vers luisans se tordant follement sous les ponts.

— Oh ! dit Muzard, se noyer pour une femme !

— Tu peux blaguer ça, tu avoues bien que tu ne t'amuses pas tous les jours dans ton coin de la rue de Seine.

— Bah ! on s'arrange. Chez un homme, l'amitié peut suffisamment occuper les besoins affectifs.

Solème comprit qu'il pensait à son ami, le prêtre.

— A propos, lui demanda-t-il en désignant Notre-Dame, dont les tours et la flèche s'estompaient dans une masse noire là-bas, est-il toujours vicairé là, ton abbé Naïm ?

Alors en se remettant en marche vers la brasserie de la rive gauche où ils avaient coutume de dîner ensemble, Muzard dit à Solème le changement de fonctions du jeune prêtre. Il ne pouvait rester à Notre-Dame. Il y avait dans la véhémence de sa sainteté, dans son doux entêtement de pauvreté, dans sa déconcertante simplicité, quelque chose de trop fort pour la débilité spirituelle des paroissiens bourgeois. Oui, oui, il scandalisait. Et l'archevêché où lui, Muzard, sentait fort bien qu'on admirait secrètement Naïm, qu'on le vénérât, l'avait vite compris. Ce clergé, il connaissait son cœur humain comme pas un psychologue ! Et il savait aussi que sur les petites gens, sur les misérables, sur la populace, dans un monde où l'on ne compte plus avec les conventions, un homme comme Naïm pourrait déployer largement ses grandes ailes sans blesser personne. C'est pourquoi l'archevêque l'avait nommé curé de cette paroisse de planches bâtie là-bas, à la porte de Montreuil, pour cette population singulière, hétéroclite et terrible des zoniers, qui fait, le

long des fortifications, à la ville d'opulence, une ceinture de misère.

— C'est dommage qu'il ait quitté la Cité, dit Solème. C'était intéressant qu'il fût là. Une légende commençait à s'établir sur son compte. Sans rire, de divers côtés on m'en avait parlé; on disait qu'il guérissait des malades. Maintenant, qu'il est enterré dans ce quartier de barrière, personne n'en parlera plus.

— Qu'importe que les imbéciles en parlent ! Moi je te réponds qu'on pourrait jeter des pelletées de terre sur cette flamme sans l'éteindre.

Comme ils avalaient leur potage dans la brasserie, attablés à un couvert où il y avait un huilier ébréché et de la simili argenterie noirâtre, et qu'autour d'eux, une bande de jeunes dactylographes, assommées par leur journée de travail, mangeaient en silence, Solème releva sa mèche blonde en deux ou trois coups, puis se décida :

— Élisabeth de Chastenac, la cousine d'Yvonne, le connaît, l'abbé Naïm; c'est elle qui m'en a parlé, l'autre jour, à la vente de charité.

— Ah ! Madame Élisabeth...

Muzard qui avait vu « ces dames, » appelait ainsi cette jeune veuve au pâle visage, aux yeux meurtris, qui, avec sa sérénité douloureuse et son bonnet sévère de deuil, rappelait les estampes de Madame Élisabeth, au Temple. Elle avait, racontait-on, adoré son mari et s'occupait uniquement aujourd'hui de bonnes œuvres, dont la première consistait à se charger de sa jeune parente orpheline, qui paraissait insatiable de plaisir et fort coquette. On les rencontrait toujours ensemble, soit à pied, soit dans leur auto, soit aux réunions de charité, soit aux grands sermons, soit au théâtre, soit aux concerts mondains, soit aux thés intimes, soit aux conférences, soit à la Sorbonne. Un jour même, elles étaient venues à *la Poste* verser leurs cotisations pour une souscription de bienfaisance. A son petit guichet du second étage, Augustin Muzard les avait reçues. Et il avait dit ensuite crûment au malheureux amoureux de la jeune fille :

— Ces deux femmes n'ont qu'une cervelle pour elles deux, et tu choisis justement celle qui n'apportera pas en dot cette propriété indivise.

Solème avait été secrètement fort affecté d'une telle phrase, car les jugemens de Muzard l'impressionnaient toujours. Il lui

en avait gardé rancune. Il aurait pu même, là-dessus, rompre avec lui, si ce singulier Muzard n'avait possédé une force entraînant ses amis autour de lui comme des satellites.

— Oui, M^{me} de Chastenac m'en a dit beaucoup de bien, de ton abbé. Elle visite des pauvres là-bas, dans la Cité, elle l'a rencontré chez des miséreux. Elle prétend qu'elle a vu un miracle... Elle en est très entichée... Et j'avais pensé que tu pourrais me présenter à lui... qu'il aurait pu préparer ma candidature à la main d'Yvonne.

— Naïm ne fait pas de mariages, dit sèchement Muzard.

Puis aussitôt, comme s'il y eût eu au fond de lui-même un autre être meilleur que l'être apparent :

— On ira le voir ensemble un jour, si tu veux.

On leur servit de la tête de veau à la vinaigrette, puis des pieds à la Sainte-Menehould, produits venus de chez le voisin, marchand d'abats de seconde qualité. Derrière eux, un petit comptable de boutique fumait un cigare d'un sou dont la fumée leur venait aux narines, avec le relent d'un hareng grillé que se partageaient deux dactylographes. Devant la guipure de la vitre, entre deux potiches à fausses fleurs défraîchies, était un aquarium où dormaient des poissons rouges. A la première table, trois maçons cossus fumaient leur pipe.

Solème excédé de ces repas, déclara ne plus vouloir manger que de la salade. Avec autant de dégoût et plus de stoïcisme, Augustin Muzard souriait de cette chère misérable. Il voulait que son ami vint boire chez lui le café qu'il faisait toujours lui-même, sur une lampe à alcool. Mais Solème refusa. Il s'était procuré ce soir un billet pour le Français où l'on donnait *le Monde où l'on s'ennuie*. Et « ces dames » avaient une loge au Français. A neuf heures et demie, rien ne put le retenir.

Muzard monta seul dans sa chambre, au quatrième. Un petit lit de cuivre faisait face à la fenêtre. Un fauteuil léger, mais profond, en sparterie, était disposé devant une table longue, un peu basse, étrangère aux modèles connus, et qu'on sentait fabriquée sur les plans de son propriétaire. Deux chaises de paille colorée, une vaste armoire de bois blanc tenaient contre la muraille toute la place qui n'était pas occupée par des rayonnages pleins de livres. Et il y avait aussi une cheminée de marbre blanc où posait le buste de Dante aux deux tiers entouré d'un encombrement de pipes, de boîtes d'allumettes et de journaux.

Un feu de bois était dressé dans l'âtre. Muzard, qui avait eu un frisson en arrivant, y mit une allumette avant même d'ôter son chapeau. Puis il jeta son pardessus sur le lit, alla prendre dans un placard le moulin à café et tous ces gestes automatiques avaient l'aspect méthodique, religieux, de ce qu'on fait dans le silence de l'absolue solitude.

Il posa le moulin sur la table et, pendant que l'eau chauffait sur le réchaud, il se mit à tourner la manivelle.

Alors, comme il arrivait toujours, le ronronnement bruyant de la petite meule de fonte se mit à réveiller en sa mémoire des images endormies. Il ferma les yeux, revit la garnison de Nancy, son père jeune sous-lieutenant, le cours de la vieille demoiselle qui lui avait appris à lire, puis sa première vision de la mort, son père avec sa fine moustache blonde étendu tout blanc sous le drap blanc. Et le mouvement de sa main s'alanguissait avec ses souvenirs qui tournoyaient plus confus : le petit appartement de Paris, sa jeune mère cousant des lingeres, le lycée Charlemagne où il était boursier, l'arrivée de Paul Naïm dans la classe de cinquième, sa surprise en présence de ce nom levantin, de ce visage ambré aux longs yeux noirs si calmes, si impassibles, ce type extraordinaire d'enfant juif. Une hostilité était née en lui sur-le-champ. Six mois après, gamin solitaire et hargneux, comme il insultait incisivement Naïm sur sa figure, sur sa race ! Puis quelle révélation, quand là-dessus Naïm, impétueux et fier, batailleur à l'extrême sous l'apparence de sa douceur orientale, s'était jeté sur lui, l'avait roulé dans la poussière ! Et après, malgré les tentatives de leurs maîtres, aucune réconciliation possible, une rancune farouche, un souverain dédain. Oui, mais au fond, quelle admiration secrète, quelle estime ! Muzard se le rappelait aujourd'hui ; il analysait alors Naïm et tout chez le jeune homme, jusqu'à sa piété ardente de néophyte chrétien, — si l'on pouvait donner ce nom à un enfant dont la famille était convertie au catholicisme depuis deux générations déjà, — lui était sujet de s'émerveiller, si sceptique et raisonneur qu'il fût à quinze ans. Et à cet endroit, se plaçant un souvenir plus vif : celui d'un chahut mémorable fait en étude à un surveillant détesté. Une menace de retenue générale avait fait le silence ; seuls Naïm et Muzard continuaient leurs cris féroce-ment ; alors, ce dernier, se sentant lâché par les autres, s'était tourné vers la classe entière, et il se revoyait, les coudes pliés,

les poings en avant, provoquant tous les camarades, leur criant :

« Vous êtes tous des pleutres ici, sauf Naïm ! »

Et il avait évité de regarder Naïm, redoutant l'entente qui allait sûrement naître, d'un coup d'œil, entre eux deux. Il avait encore fallu plusieurs semaines pour que l'amitié naquit enfin et naquit d'une discussion. A cette époque, une guerre européenne était menaçante. Muzard, batailleur, hanté par le désir des aventures, tout vibrant de son intrépidité et du besoin de la mettre en jeu, aimait et louait la guerre. Mais le fils du grand rêveur humanitaire qu'avait été le docteur Naïm, tout imprégné des utopies paternelles, réclamait l'abolition des armées. Là-dessus, les deux collégiens disputèrent follement et pendant des récréations entières; et ils compensaient la chaleur des termes par une attitude de froideur. La pudeur, la timidité de leurs seize ans voilaient l'ardeur secrète de leurs âmes.

Aujourd'hui que l'amitié consolidée par tous les accidens de la vie était devenue consciente, pleine et parfaite, Muzard ne pouvait évoquer ces faits enfantins sans qu'un sourire de douceur ne détendit ses traits durs et tristes. Maintenant, dans un petit filtre de terre, l'eau s'égouttait avec un bruit de pluie; un parfum pur de café moulu se répandait. Muzard accoté à la cheminée, immobile, voyait défilér d'autres scènes : des vacances passées au bord de la mer chez le docteur Naïm si doux et si bon, et ses larmes puériles d'enfant pauvre et orgueilleux, que l'impossibilité de rendre pareille politesse à cette famille riche humiliait sans cesse. Plus tard, survenait le chagrin atroce de son échec au baccalauréat. A quel âge allait-il donc commencer d'éviter à sa mère, si délicate et si fluette, ses pénibles journées de lingère? Et c'était son départ du lycée résolu, les adieux douloureux à son unique ami, puis cette sorte de fuite vers Saint-Louis du Sénégal où un emploi lui était promis, chez Camériér, le grand exportateur. Alors les souvenirs tourbillonnaient plus colorés et plus violens, comme éclairés par cette lumière crue des grands voyages africains : d'abord le port de Bordeaux, des odeurs de salaisons, de saurisséries et d'ail, puis d'oranges, de fumée et de goudron; le grand vieux vapeur *Atlantida*, repeint à neuf au blanc de céruse, des figures de matelots, jusqu'au sifflet rauque, interminable du départ, qui vous faisait vibrer jusqu'aux entrailles de l'angoisse, du désespoir des adieux. Et il se retrouvait enfant de dix-sept ans, fer-

vent, précoce, pressentant toute la vie, mais n'en connaissant rien, dans la promiscuité de cette foule hétéroclite et louche des passagers de pont. Quelle brutalité de révélations ! quels aperçus tragiques sur l'humanité ! Le cuisinier du bord avait fait la traite, rêvait de la reprendre, cherchait un associé et convoitait cet adolescent énergique, prêt à toutes les audaces. Il y avait un grand mulâtre sinistre, démesurément long et maigre, qui de toute la traversée ne devait pas plus desserrer les lèvres que s'il eût été muet ; de tous, il était le plus tragique, respirant le vice, effrayant à regarder : et c'était encore le toréador espagnol de troisième ordre, estropié dans une *corrida* et qui allait, so-disant, vendre de la pacotille là-bas. Muzard l'entendait encore lui dire, dans l'entrepont : « Zé vous fèrai oune situation, mon pétit zoune homme. »

Et cette écume humaine de l'Aventure qui, éternellement, à mesure que les civilisations se déplaceront, courra les mers tentatrices, il la retrouvait aux colonies entre les madras rouges des négresses et les perroquets criards des buvettes de matelots. Visages basanés d'Anglais qui ont été jockeys, chercheurs d'or, tenanciers de maisons de jeu ; visages ambrés de Brésiliens ou d'Espagnols dont le métier demeure secret ; visages cendrés d'Indiens ; visages jaunes de la mystérieuse Asie ; visages blancs de Parisiens qui ont fumé l'opium à Java, planté de la canne à sucre aux Antilles, poignardé un usurier juif à Alger, vendu des femmes à Tombouctou, pillé des fermes au Transvaal, et qui, sans le sou, grelottant de fièvre, viennent fonder des comptoirs sur la côte. Oui, en ce moment, Muzard, en fermant les yeux, voyait défiler ces courtisans de la Fortune-fantôme, qu'il avait côtoyés douze années, éperdus, frénétiques, intrépides, forçant le danger et la mort, criminels, de mœurs effrayantes, cyniques, mais braves toujours, semblables au temps de Carthage, au temps des contes de Voltaire ou de nos jours. Et il se rappelait la douceur qu'avait été, au temps qu'il fréquentait cette tourbe, à Saint-Louis, à Nouméa où il avait servi dans l'infanterie coloniale, à Tananarive où il avait trouvé un nouvel emploi après le service militaire, la correspondance si fidèle et si noble que Naïm et lui n'avaient jamais cessé d'entretenir.

A ce moment, Muzard prit une grande tasse, y mesura méticuleusement le sucre à la grosseur des morceaux, et, avec

une lenteur calculée, versa le café qui sentait bon. Puis il s'assit, allongea ses jambes vers le feu et bourra sa pipe.

« J'ai été un idiot, le jour où je les ai brûlées, ces lettres. Elles faisaient un sacré document sur la psychologie de Naïm, et ç'aurait été amusant de les relire aujourd'hui : celles qu'il m'écrivait du régiment, celles qu'il m'écrivait en suivant les cours à l'École des Hautes-Études, celles qui précéderent son entrée au séminaire. Sans doute qu'aujourd'hui, j'y noterais les transformations insensibles qui ont précipité insidieusement vers la soutane ce garçon fait comme nul autre pour les luttes politiques. Ces transformations, moi, naïf, je les ai laissées passer inaperçues, sans quoi, j'aurais pu les combattre. Il aurait été si beau à la tribune, cet avocat de l'humanité ! Ah ! son programme de vie qu'il m'envoyait un jour, quelle pièce à mettre sous le nez des élus du peuple, en leur demandant ce qu'ils font de leur vie, eux ! Je donnerais gros pour ne l'avoir pas détruite, cette lettre-là, comme toutes celles où son mysticisme se révélait. Quel être particulier qui semble posséder des sens invisibles, l'usage d'une vie inconnue et supérieure ! Chose bizarre, l'existence mystique et la terrestre n'entraient nullement en lutte chez lui ; au contraire, elles se nourrissaient mutuellement, concourant à l'unité, à l'harmonie de sa personnalité singulière. Familier du monde surnaturel, il n'était pas indifférent au plus petit rouage de la machine sociale. Dans la même page où il m'écrivait : « Cette nuit, véritablement, j'ai vu Dieu, » il établissait un système de réforme électorale pour le jour où il serait au pouvoir. Est-ce que ces histoires-là peuvent se mêler ? »

Muzard n'avait pas touché à son café, et il s'aperçut que sa pipe était éteinte.

« Pas d'allumettes, continua-t-il. Une braise ardente au bout de la pincette, c'est meilleur, cela égalise le feu dans le fourneau et raffine la fumée. On a des devoirs envers sa pipe. Ce sont des goujats, ceux qui ne savent pas faire jouer au palais et au cerveau la gamme des sensations que peuvent produire les fumées diverses. Ainsi, on ne me dira pas que, du tabac humide au tabac sec, il n'y ait un monde de saveurs étagées. Je crois que quelque part dans l'occiput, se trouve une sorte de plaque sensible destinée uniquement à enregistrer ces nuances. »

Gravement, il se tapotait, du bout des doigts, le crâne. « Ici,

environ, à l'endroit de la tonsure des curés... Ah! le coup que j'ai reçu le jour où Naïm m'a annoncé cela : « J'entre au séminaire. » Ce pasteur d'hommes, ce chef dont j'avais entrevu la carrière, qui aurait pu devenir le sauveur, ce lion se faisant chien de berger! Est-ce que je ne me suis pas révolté? Non, pas tout d'abord. Tout d'abord, j'ai ressenti une peine profonde, j'ai pleuré. Oui, oui, je me souviens; c'est dans le bureau de la place que je lisais sa lettre; il y avait un palmier qui balançait devant la baie ouverte les lanières vertes de ses feuilles, très doucement. Les caporaux lisaient aussi des lettres de France, et j'ai dit bêtement pour excuser mes larmes : « C'est ma mère qui est mourante. » J'étais enragé contre Naïm. Au fond, j'avais honte pour lui de cette soutane qui symbolisait la servitude où s'engageait ce fier esprit. Je me sentais le perdre. Ça ne l'a pas empêché pourtant, quand je suis rentré à Paris, ma mère morte, de me faire trouver une place par sa famille. Pauvre vieux! »

Muzard se renversa en arrière, et caressant du pouce le fourneau brûlant de sa pipe :

« Ma vie est stupide; pourtant, j'y ai deux excellentes choses : ma pipe et Naïm. Ma pipe d'abord, parce qu'elle est la servante de ma volonté, et que l'autre appartient à sa destinée avant de m'appartenir. C'est juste, il est plus grand que moi. Et cela fait qu'au fond, je n'ai que ça. »

Il souffla dans le tuyau, le fourneau rougeoya, une fumée bleue épaisse en sortit et Muzard aspira une large bouffée.

« Est-elle assez dénuée de sens, ma vie, est-elle assez vide! Un labeur mécanique toute la journée, et puis le soir, le travail de la pensée dans un cerveau borné; l'écureuil tournant une roue dans sa cage. Le Moi est détestable, pourtant, je n'agis que pour lui; pas un de mes efforts qui ne tende à lui. Ainsi, tant de soins pour préparer à mon palais cette tasse de café... Imbécile, tu ne l'auras pas! »

Muzard saisit d'un mouvement vif l'anse délicate et, dans le même instant, le liquide jeté sur les bûches en soulevait un nuage de cendres et de vapeur. Et d'un air de colère méchante et triomphante :

« Je puis me passer d'un ami, je puis me passer d'une femme et d'une famille; je puis me passer de tout. »

II

— Mon vieux, dit Ninette Coquard en s'asseyant au coin du feu, en face de Muzard, voilà ce qui m'amène. Il y a Désiré, mon frère, qui est valet de chambre chez Madame la baronne Avignon. Ce pauvre gosse, il n'a que dix-sept ans et il n'est pas heureux dans sa boîte. Sa dame est un vieux rat qui tondrait un œuf, quoique riche à millions; elle ne nourrit pas les domestiques et s'imaginer tout le temps qu'on la vole. Or, tu sais, Désiré est honnête. Ça le vexe d'être soupçonné. Et il a une idée, ce gosse. Il voudrait servir chez un curé. Ça te semble cocasse, hein? Il dit que là on est tranquille, que ce sont de braves gens, et qu'on est bien nourri. Et puis enfin, c'est son idée. Alors comme tu as un ami là dedans, j'avais pensé que tu pourrais me donner un coup de main pour le placer.

— Tu m'embêtes avec ton frère, fit Muzard. Est-ce que je tiens un bureau de placement? D'abord, je ne connais qu'un prêtre et c'est une femme de ménage qui le sert.

— Ça ne fait rien, mon vieux, tu pourrais toujours lui recommander Désiré et il en parlerait à ses camarades, tu comprends. Je peux y compter, hein, mon petit Muzard? Tu diras que c'est un garçon très gentil.

— Si j'y pense, oui.

Ninette alors parcourut des yeux la chambre qu'elle n'avait pas encore regardée et où sa présence répandait une atmosphère inaccoutumée.

— Il y en a des livres chez toi!

Ce fut tout le compliment qu'elle trouva, déconcertée devant l'austérité de ce logis. Elle avait, dans la pâleur de sa poudre, une bouche toute petite et d'un rouge violent, des yeux noirs dont la peinture dénaturait l'expression, mais qui eussent pu être vifs et beaux. Comme Muzard la considérait sans lui répondre, elle ajouta :

— Dire que tu ne m'offrirais seulement pas une cigarette!

— Ma petite, je n'en ai pas une ici, je te jure.

Elle soupira, contempla la pointe de son soulier verni sur lequel un nœud de ruban faisait une touffe énorme, ce qui accentuait la finesse de la cheville, dans le bas à jour. Puis, d'un air grave :

— C'est drôle, mon vieux, je n'ai jamais vu un homme qui te ressemble. Tu as beau être dur avec moi comme pas un, je sens que tu vaux à toi seul plus que tous ensemble. Tiens, pour ne citer que les amis : ce grand nigaud de Solème, ce paquet de Nassal, cet abruti de Gérard, qui n'a jamais été fichu de faire mon portrait, et Loche, cette ficelle de Loche, et Albert Blond, ton patron, qui a pourtant de la branche, non, non, ne me parle d'aucun de ceux-là. Et d'autres que tu ne connais pas, des nobles, et des sacs, et des situations qui n'étaient pas de la petite bière, je t'assure, — pourtant, dans le tas, il y en a que j'ai bien aimés, tu comprends, — eh bien ! aucun ne te venait au coude, mon vieux. Je ne sais pas bien dire ce qu'il y a en toi ; tu inspires la confiance, voilà ; tu as l'air du monsieur qui ne se trompe ni ne vous trompe jamais.

— Oh ! oh ! cela, c'est beaucoup dire, Ninette. Néanmoins, tu me croiras donc lorsque je t'aurai assuré qu'il est onze heures et demie, et que je dois descendre déjeuner dans une minute, ayant à faire d'ici deux heures.

— Tu me mets à la porte. Je suis trop fine pour ne pas m'en apercevoir, mon vieux. Mais tu m'es tellement sympathique, vois-tu, que je ne t'en veux pas.

Elle resta debout quelques instans, silencieuse. Une larme perla au coin de son œil peint. Elle l'épongea vivement du bout de son petit mouchoir.

— Je n'aurai jamais eu de chance, commença-t-elle enfin.

Mais Muzard, entr'ouvrant la porte devant elle :

— Mademoiselle Coquard, je vous présente mes hommages. Dans l'escalier, elle lui criait encore :

— Monsieur Muzard, je compte sur vous pour mon petit valet de chambre...

Quand il eut refermé la porte et qu'il se vit seul dans la pièce, Muzard renifla fortement et un peu comiquement, ainsi que s'il agissait pour des spectateurs ; puis, d'un mouvement brusque ouvrant la fenêtre :

« Elle a empoisonné l'air avec ses sacrés parfums. Mauvais apéritif. Et quel petit animal jacassant ! Je suis sûr qu'elles sont toutes les mêmes. Et quand on se tue à travailler pour elles, pour les nourrir, pour les parer, on se donne l'illusion qu'on s'est voué à une grande cause. Autant travailler pour son Moi, — bien que ce soit assez répugnant. »

Il enfila son pardessus, calcula qu'il pouvait rencontrer Solème, déjeuner avec lui en un quart d'heure, et filer ensuite en sa compagnie chez l'abbé Naïm, à la porte de Montreuil, avant de rentrer à son bureau. Mais sa pensée revint à Ninette.

« Je n'avais qu'à ouvrir la bouche. Ce soir, le silence de ma chambre ne m'aurait plus bourdonné aux oreilles. Le ronron de ses paroles, deux tasses de café, et l'effort, l'effort de toute la journée de labeur pour un autre être que soi-même. Oui, mais aussi le plaisir niais de s'asservir à une créature inférieure. La solitude vaut mieux que cela. »

Mais il se rappela cette petite larme qu'il avait vue aux yeux de la jeune femme. Ses paupières battirent. Il sortit.

En descendant ses cinq étages, il se demanda s'il tenait à la vie, véritablement. Et il conclut :

« On me dirait que la fin de tout m'attend en bas, à la dernière marche, certainement je hâterais le pas. »

Quand la gaité d'une matinée d'octobre ensoleillée le surprit, dans la rue, il pensa qu'avant une heure il allait voir l'abbé Naïm, et ses idées changèrent de tour. Il y eut en lui comme une fête. L'état d'âme de sa dix-septième année renaquit. Et il songeait aux propos qu'ils allaient tenir. Ils en échangeaient parfois de profonds, de troublans, sur les problèmes ténébreux de la vie, parfois de puérils et de gais, comme ceux des lycéens.

— Tu sais, dit-il à Jean Solème qui prenait l'apéritif à la brasserie, en l'attendant, tu sais, nous déjeunons en quatre, et si tu veux, je t'emmène chez Naïm.

— Aujourd'hui, tu vas me présenter? demanda Solème, interloqué à l'annonce de cette chance trop brusque.

Déjà, le nez sur la carte, Muzard combinait un menu de cervelles frites et de poisson en mayonnaise, et houspillait la servante qui ne s'occupait que de la table voisine. A la fin, il s'emporta contre elle, l'interpella par son nom de famille qu'il connaissait :

— Eh bien! Marie Pichet, est-ce que vous vous fichez de nous? Voilà une heure que nous attendons.

— N'est-il pas d'origine arménienne? interrogea Solème, qui suivait son idée.

— Oui, le père Youssouf Naïm, qui, en mil huit cent quarante, vendait de vieux ivoires rue Saint-Honoré, arrivait tout

droit d'Erzeroum. Lui est mort dans la religion d'Abraham ; mais c'est sa femme, la grand'mère de Naïm, qui vit encore d'ailleurs et doit bien avoir quelque chose comme cent ans, c'est elle qui, par sa conversion, devait amener au catholicisme sa tribu. Ce fut une conversion romantico-mystique, et il faut l'entendre, la vieille prophétesse Sarah, lorsqu'elle raconte le miracle initial qui l'a éclairée. A seize ans, plus mécréant encore que je ne le suis aujourd'hui, j'avais la chair de poule à l'écouter. Une maîtresse femme d'ailleurs, la fille d'un petit brocanteur de la rue de l'Ancienne-Comédie, et qui a fait la fortune de sa famille en imaginant d'aller elle-même à Dieppe acheter des ivoires neufs pour les mêler à son commerce de vieux.

— Dites donc, patron, elle est pourrie, votre cervelle !

Et Muzard, du bout de sa fourchette, soulevait en l'air une chose molle, rissolée au beurre noir. Le patron, assis à son comptoir, fit la sourde oreille ; mais Marie Pichet, avec son diadème de mousseline empesée, son tablier à bavette, ses fausses manches de calicot, accourut empressée, et, penchée sur l'assiette de Muzard avec une nuance d'intérêt :

— Que Monsieur se rassure, cette cervelle est très bien. C'est l'humidité qui cause ce que Monsieur croit.

— Enlevez, dit Muzard, et l'addition !

Solème avait encore faim, mais il n'y prit même pas garde, tel était son contentement de joindre au plus tôt l'ami de M^{me} Élisabeth.

— Tu peux lui dire tout, expliquait-il à Muzard dans l'escalier du Métro, et je voudrais que tu le presses de transmettre ma demande officielle à ces dames, car cette incertitude, je ne puis plus y tenir.

— Oh ! oh ! mon bon, cela, nous verrons.

— Ce n'est pas une vie..., continua Solème.

Le train arrivait. Ils s'y engouffrèrent avec une foule qui les y porta. Une forte odeur d'humanité emplissait l'air des wagons mêlée à des senteurs de coaltar. Tout le monde avait l'air vulgaire. Les deux jeunes gens, debout, entre deux lourds personnages, oscillaient à chacune des courbes de la ligne. Muzard reprit :

— La vieille avait deux enfans, Joël et Rachel. Rachel exploite maintenant avec son mari le fonds de commerce de

la rue Saint-Honoré. Quant à son frère, c'est le docteur Naïm, le père de l'abbé, ce médecin que tout Paris connaît pour l'avoir entendu prêcher la solidarité dans quelque meeting populaire. Vois-tu, dans cette famille, la perfection s'est mise en marche en somme chez l'ancêtre, la vieille Sarah; elle a cheminé en passant par le docteur Naïm, que j'ai longtemps cru le type accompli de la beauté morale, le dernier mot du parachèvement humain; mais, en réalité, elle ne s'est épanouie tout à fait que dans le prêtre que nous allons voir, devant lequel il faudrait que les foules fussent à genoux.

— Les théologiens diraient que c'est la progression de la Grâce, dit Solème.

— Mais non, puisque le docteur Naïm, élevé par la vieille Mathusalem dans la dévotion la plus excessive, ayant été, même jusqu'à vingt-cinq ans, jusqu'à l'année de la guerre où il prit part à la Commune, l'enfant, le jeune homme le plus mystique, entraîné par les esprits libres de l'époque, versa dans l'irréligion et fit le désespoir de sa mère, de sa femme et de Paul. C'est le spécimen de la bonté laïque, du croyant à l'Humanité qui se passe de dogme. Donc la Grâce a rencontré là un gouffre qu'elle aurait franchi pour sauter de l'aïeule au petit-fils.

— Mais les théologiens, reprit Solème, disent aussi qu'il n'y a pas de charité véritable sans Grâce, et que la Grâce a des opérations cachées, inconnues parfois même de ceux en qui elle travaille, et qui l'ignorent ou la nient.

— En tout cas, le docteur Naïm qui a enchanté ma jeunesse fut un homme, est encore un vieillard exquis, et que son mysticisme humanitaire, si doux, si sain, ne rend jamais insupportable. Ah! cette élégance arabe qu'il a gardée, assouplie par tout ce qu'il s'est assimilé de français! En voilà un qui ne sent plus le ghetto!

Un arrêt du Métro les déposa sur le quai d'une station voisine de la barrière du Trône. Ils enfilèrent en tramway la rue d'Avron qui s'allongeait populeuse et boueuse. Muzard, qui orientait machinalement Solème, poursuivit :

— Et M^{me} Naïm aussi est une femme effacée, mais excellente. Elle joue ce rôle discret des saintes femmes dont on parle à peine et qui ont entouré les grands êtres, mères de prophètes, épouses de savans. Elle a un goût, mon cher, qui dénote une fameuse aristocratie d'âme. Tu vas voir l'appartement charmant

qu'elle a préparé elle-même à l'abbé. Je crois bien qu'il avait bazaré tous ses bibelots de la rue du Cloître Notre-Dame, quand il était vicaire à la cathédrale. J'ai vaguement compris une histoire de ce genre. Elle a tout racheté. Et le docteur, toujours désolé de voir son fils en soutane, ne lui en a pas moins constitué une admirable bibliothèque. Et ce qui te dépeindra mieux que tout l'étonnante sérénité de cet esprit, c'est qu'il y a réuni, avec une parfaite impartialité, tous les bouquins théologiques à la série complète des manuels socialistes. Il y a là des éditions introuvables; des reliures d'art épatantes.

— Ce qui me gêne, dit Solème en descendant du tramway, c'est que je n'ai jamais fréquenté beaucoup les curés et que j'ignore comment on parle à ces gens-là. J'ai peur malgré moi de me faire patelin.

Ils se trouvaient arrêtés à la barrière de Montreuil avec une théorie de voitures de bois et de paille que des employés de l'octroi s'affairaient à cuber au moyen de longues perches. Les buttes des fortifications simulaient une chaîne de petites montagnes verdoyantes, et derrière des palissades vertes qui, à droite et à gauche, bordaient le passage, on voyait se presser, habitations d'une ville volante, les roulottes des zoniers sur le terrain neutre qui surplombe la tranchée verte. Le ciel était d'un bleu voilé. La lumière légère, le gazon, ce vaste espace dégarni qui fuyait circulairement autour de Paris donnaient une courte illusion de campagne. Du côté de Montreuil, sur un terre-plein formé par la corne de deux rues, apparaissait une chapelle de planches. Un campanile dressé au-dessus du portique, à la mode italienne, laissait voir une cloche, et la croix qui le surmontait était le seul signe religieux de l'édicule, avec l'inscription peinte en lettres noires sur la façade blanche et qui indiquait que l'église était dédiée au *Christ Consolateur*.

Les deux compagnons regardèrent ensemble cette pauvre architecture et n'échangèrent pas une réflexion. Muzard obliqua vers une grande maison neuve, dominant de trois étages les autres vieilles constructions du faubourg garnies d'hôtels borgnes.

— C'est là, au troisième, dit-il. Et ne t'embarrasse pas; devant Naïm, on est soi-même, tout simplement et quoi qu'on fasse, qu'on le veuille ou non. Ah! c'était un type extraordinaire de pasteur d'hommes. Jadis, il fréquentait assidûment le Café

de la Paix. Constant, le garçon, l'a bien connu et s'en souvient encore. Il te raconterait que lorsque M. Naïm parlait, il y avait toujours un cercle de huit à dix messieurs qui l'entourait et qu'aux tables voisines, on faisait silence. Cet être-là empaumait tout le monde!

Ils avaient gravi les trois étages de l'escalier sans tapis. Ils sonnèrent à la porte de droite.

— Chic! dit Solème en tirant sa montre, il n'est que midi et demi.

Une vieille femme en caraco sordide, le front garni de mèches blanches lamentables, vint leur ouvrir, eut l'air désappointé en les voyant :

— Je croyais que c'était M. le Curé. C'est qu'il n'a pas encore mangé! Le fricot est brûlé. Pour moi, il faut que je m'en aille sans l'attendre. J'ai un autre ménage à faire dans Montreuil; je devrais y être déjà. Tant pis, je vais mettre la clef sous la porte.

— Vous ne savez pas où est M. le Curé? demanda Muzard.

— Ça, non. Peut-être bien à faire des visites dans la zone; peut-être bien dans la rue de Paris; oui, ça doit être dans la rue de Paris que je l'ai vu s'enfiler. Vous pourriez y aller voir; à moins que vous ne préfériez l'attendre ici...

Muzard consulta Solème d'un regard et décida d'aller au petit bonheur chercher le prêtre.

— Car, expliquait-il en redescendant l'escalier, je connais Naïm; l'heure de son repas n'existe pas pour lui. C'est l'homme qui suit son rêve perpétuellement, ou plutôt qui l'accomplit et ignore le reste.

La rue de Paris commençait précisément à la chapelle de planches. Elle était peuplée de débitans. De-ci, de-là, sous le chambranle d'une porte, bouillait dans une bassine la graisse de friture pour les pommes de terre. Dans les usines, le travail ayant repris et, d'autre part, l'activité de l'après-midi n'ayant pas commencé encore, la rue était à peu près déserte, bien que ce fût la grande artère de Montreuil à Paris. Quelques camions passaient. Le long des façades, on voyait partout la pancarte des hôtels meublés. Des filles en cheveux qui se levaient s'en allaient le filet à la main, traînant leurs bottines sur le pavé du trottoir. Elles regardaient Solème qui était joli garçon. Après les débits, ce furent les magasins de victuailles qui abondaient. Des bou-

cherries, des charcuteries, des boulangeries et des épiceries dont les salaisons : lard fumé, saucissons, harengs saurs, ou les herbes cuites : oseille, épinards en masses vertes, les œufs rouges, ou les légumes en bottes : carottes, poireaux, navets envahissaient, jusqu'au ruisseau, le passage. On sentait qu'un peuple de travailleurs affamés vivait là, dont les premiers et terribles besoins étaient ceux de la bouche et que les marchands affriolaient ici le chaland avec la nourriture, comme dans d'autres quartiers avec l'élégance. Des fillettes sautaient à la corde en attendant l'ouverture de l'école; d'autres, portant des marmots trop lourds, les contemplaient d'un œil d'envie.

Soudain Muzard et Solème aperçurent, à cent mètres devant eux, un attroupement qui grouillait devant une boutique. Des cris en venaient. Les deux amis crurent à une rixe entre ivrognes et la curiosité hâta leurs pas. Bientôt ils distinguèrent la devanture d'une charcuterie avec ses linges blancs et un porc au ventre béant, la tête pendante, de chaque côté de la porte. Sur le seuil, se tenait menaçant le charcutier, un colosse au tablier maculé de sang, qui invectivait quelqu'un, furieusement. Au milieu de la foule et la dominant, foule d'apprentis, de gamins, d'ouvrières, était un jeune prêtre osseux et de grande taille au profil arabe, à la barbe noire. C'était lui qu'on injurait; toutes les femmes criaient après lui; impassible, il considérait l'homme qui l'insultait et ne répondait pas.

En le voyant, Muzard et Solème s'arrêtèrent net, s'entre-regardèrent; ils n'échangèrent pas un mot. Solème avait compris. En même temps, Muzard, qui était devenu blême, s'élançait. Il fendit la masse qui entourait le prêtre. Les yeux de celui-ci virent Muzard et leur expression de paix parfaite se mua aussitôt en un regard d'inexorable autorité; puis sa main se leva pour arrêter son ami.

— Est-ce que je m'en vais chez vous, moi, monsieur le calotin, criait toujours le gros homme; est-ce que je m'en vais dans votre sacristie pour empêcher les dévotes de vous payer vos messes? Est-ce que vous ne nous ficherez pas la paix, à la fin, tous tant que vous êtes. Chacun son métier. Le mien n'en est pas un de « feignant » comme le vôtre. J'ai le droit de me faire payer après tout !

— A bas le raticchon ! criaient les enfans.

Les femmes poussaient, en s'efforçant, des éclats de rire

aigus. Muzard, tremblant de rage, eut un sursaut. Et, comme il fonçait de nouveau, les poings en avant, le bras de l'abbé Naïm s'abattit sur son épaule et le cloua sur place.

— Je ne veux pas, Augustin !

Comme malgré lui, Muzard se soumit. Mais le charcutier, sous le regard terrible que lui lançait ce jeune homme dont il avait entrevu les poings nerveux, tourna les talons et rentra dans sa boutique.

— A bas la calotte ! continuaient les gamins.

Solème, qui était demeuré un peu à l'écart, déconcerté, en aperçut un qui ramassait une petite pierre ; il l'arrêta au moment où l'enfant visait le prêtre. Mais déjà celui-ci ayant pris le bras de Muzard l'entraînait. D'un geste tranquille, il écarta les groupes qui lui barraient la route en l'insultant toujours.

— Laissez-moi passer, mes petits.

Les enfants se turent et le laissèrent passer. Les femmes le regardaient s'éloigner ; elles ne cessaient de rire de toutes leurs forces en se tenant les côtes et en échangeant des propos grossiers sur sa figure. Il s'en allait sous les huées décroissantes, avec sa soutane tachée de boue, ridiculisé par l'injure, humilié par ces moqueries de femmes qui le suivaient jusqu'ici.

Pourtant Solème, saisi d'une timidité inconnue, n'osait l'aborder. Un peu en arrière, il réglait son pas sur celui des deux amis et observait l'abbé Naïm. Il ne se le figurait pas ainsi. En entendant Muzard tout à l'heure, il avait imaginé un jeune prêtre aristocratique, tout frais sorti des mains d'une mère élégante, ayant cette aisance que confère une fortune héréditaire et ce brio que possèdent les ecclésiastiques très écoutés. Et voici que marchait devant lui un homme plus vieux que son âge : sa lourde barbe noire lui faisait paraître dix ans de plus que Muzard, un prêtre à qui le drap noir usagé de son habit donnait un aspect de pauvreté, un être effacé, à l'allure silencieuse.

« Qu'a-t-il donc d'étrange en lui ? » se demandait Solème.

Et il se mit à étudier sa démarche, son port de tête. Était-ce donc cela qui avait rendu muets les enfans tout à l'heure ? qui avait désagrégé leur masse ? qui avait immobilisé Muzard prêt à se battre ?

Juste à ce moment, l'abbé Naïm se retourna :

— Tu m'avais amené quelqu'un, dit-il à Muzard.

Alors Solème en s'avançant vit, fixés sur lui, des yeux noirs clairs comme des yeux d'enfant, et d'une bonté si puissante que ce Parisien sceptique, un peu troublé déjà par le spectacle dont il venait d'être témoin, en reçut une commotion.

Pendant que Muzard le présentait, il aurait voulu exprimer au prêtre son indignation pour les insultes de tout à l'heure; mais devant cette sérénité souveraine, il sentit sa pitié petite et déplacée et se tut. Muzard, lui, nerveux à l'excès, tremblait encore de colère, la voix altérée, cherchant ses mots. Ce fut l'abbé Naïm qui dit :

— Puis-je vous être utile en quelque chose, monsieur?

— Monsieur l'abbé, répondit Solème, vous pouvez l'être en effet, et infiniment. Si vous vouliez bien nous recevoir, notre ami Muzard vous expliquerait ce que je demande de vous.

Il pensait à Yvonne de Chastenac; il se croyait dans un monde nouveau; il s'attendrissait et s'exaltait.

— Eh bien! nous allons nous dépêcher de rentrer pour causer à la maison, dit le prêtre.

— Tu n'as pas déjeuné, Paul? fit Muzard.

— Mais si, mais si, dit l'abbé Naïm.

Comme ils passaient devant la chapelle de planches :

— Tu as vu mon église? demanda-t-il à Muzard.

Et il la regardait amoureusement.

En montant les étages de sa maison, il expliquait :

— Ce charcutier est un pauvre homme qui ne pouvait pas me traiter autrement qu'il ne l'a fait. J'ai cru devoir lui parler un peu sévèrement. Plusieurs familles viennent d'arriver dans la zone. Il leur a d'abord vendu à crédit, et maintenant, comme ces gens ne peuvent le payer, il les fait poursuivre. Il n'y a guère que la charcuterie, le pâté de foie, si bon marché, le boudin, et les bas morceaux comme l'oreille de porc, qui puissent permettre à ces pauvres gens de ne pas manger leur pain sec. Ils travaillent et paieront sûrement ce marchand. Je sais bien qu'économiquement, le crédit est une chose déplorable. Mais allez donc appliquer des théories économiques lorsque des êtres meurent de faim! La loi d'amour, d'ailleurs, est suffisante pour tout et annule toutes les autres. Je lui ai dit la misère de ces familles et le crime qu'était le sien. De l'indignation, je suis allé à l'irritation, — chose, hélas! trop facile. — Il m'a chassé, vous

avez vu comment. J'aurais dû employer plus de douceur. Je comprends bien ma faute maintenant.

— Ta faute ? dit Muzard tout frémissant. Vas-tu t'excuser maintenant, quand un individu pareil a osé insulter un homme tel que toi ?

Ils étaient arrivés. L'abbé Naïm prit la clef sous le paillasson, introduisit les visiteurs dans une grande pièce toute garnie de planches vides : et dans cette chambre, qui paraissait démenagée, demeuraient encore un bureau Empire aux quatre lourds pieds d'acajou, aux chimères dorées, un fauteuil de même style, des chaises appareillées, une bibliothèque à rideaux verts. Sur la cheminée, un *Ecce Homo* en bronze, impressionnant.

— Le plus étrange, continuait l'abbé Naïm en riant, c'est que ces enfans, ces apprentis, ces ouvriers pour lesquels en somme j'étais venu plaider...

— ... Tiens ! fit Muzard l'interrompant, où sont tes livres ?

L'abbé Naïm eut un sursaut, un regard apeuré, comme un enfant pris en flagrant délit. Ses paupières battirent.

— Mes livres, hésita-t-il une seconde. Ils sont ailleurs, — voilà !

— Tu les as vendus ! dit Muzard. Il t'a encore fallu faire de l'argent. Avoue donc, misérable !

— Es-tu donc venu pour m'espionner ! s'écria le jeune prêtre.

Et plaisamment, il simula un coup de poing lancé à son ami. Puis, aussitôt, ce fut un éclat de rire bruyant qui découvrait ses dents encadrées de sa barbe noire. Enfin, redevenant grave :

— Le prêtre d'une paroisse où tous ses frères meurent de faim n'a pas besoin de livres. Tous les livres sont superflus ; il n'y en a qu'un. Et dans celui-là il n'y a qu'une ligne. Et dans cette ligne-là qu'un mot : Aimer !

Il ne souriait plus. Ce qu'il exprimait là formait si véritablement l'essence même de son âme qu'il semblait en vibrer tout entier : ses yeux agrandis s'embuèrent ; il dut les baisser pour dérober son exaltation intérieure.

— Tout le reste est jeu de l'esprit, passe-temps ou vanité. Et à tous les problèmes posés par les livres, il n'y a qu'une solution, celle que le mot très saint leur donne. Ah ! un pauvre prêtre qui ne saurait rien, qui ne saurait même pas lire, qui ne saurait qu'aimer ses frères comme Jésus nous a aimés, et qui répéterait sans cesse le mot de vie, croyez-vous qu'il ne retour-

nerait pas les masses comme la charrue retourne la terre?

Muzard et Solème l'écoutaient en silence. Solème surtout était dévoré de curiosité. Cet homme qui, en plein vingtième siècle, semblait sortir vivant des bollandistes, était pour le boulevardier le sujet d'un étonnement sans mesure. Il ne pouvait tirer les yeux de ce visage maigre où la flamme du regard s'enfonçait sous la voûte du front, de toute cette figure qui, par la ligne des traits, par la majesté de la structure, des attitudes, évoquait l'idée d'un pasteur de troupeaux dans les déserts de l'Arabie.

— Un prêtre qui ne saurait rien, qui ne posséderait rien non plus, poursuivait l'abbé Naïm, car l'argent, c'est l'obstacle; l'esprit de possession nourrit l'égoïsme; c'est lui qui, sans cesse, nous fournit des argumens perfides contre la charité.

Jean Solème, relevant sa mèche blonde, regarda Muzard. Il avait trouvé la source des théories de celui-ci.

— Mais, monsieur, reprit l'abbé Naïm s'adressant à Solème, je n'oublie pas que vous avez bien voulu me choisir pour réclamer de moi un service.

— Vous connaissez M^{me} de Chastenac, monsieur l'abbé?

Alors Muzard prenant soudain la parole :

— Figure-toi que mon ami Solème a rencontré M^{me} de Chastenac et qu'il l'aime, mais qu'il l'aime tout à fait, n'est-ce pas, Solème?

Le journaliste n'eut pas à répondre; l'abbé Naïm avait posé sur lui le regard calme, pur et terrible de ses larges prunelles noires, et ce regard le forait, comme on fore un terrain dont on veut reconnaître les ressources secrètes; il allait, en la conscience du jeune homme, jusqu'à des régions inconnues de l'indolent et superficiel Solème lui-même. Puis il posa cette seule question :

— Vous aimez cette jeune fille, monsieur?

Alors, comme en dépit de lui-même, Solème fut pris d'un tel scrupule de sincérité, qu'il hésita une seconde, se demandant s'il aimait véritablement Yvonne, s'il n'avait pas pris un désir transitoire, l'avidité de sa richesse, une admiration, pour l'amour. Puis un monde d'idées tourbillonna en lui : qu'était-ce au juste que l'amour? Le besoin de mourir pour ce qu'on aime peut-être. En effet, il avait ressenti plusieurs fois ce besoin. Mais il ne pouvait plus soutenir le regard de l'abbé Naïm, ses paupières

battirent. Il revit la charmante Yvonne, sa petite tête, ses yeux malicieux, ses mains exquisement fines. Un élan de tendresse gonfla son cœur. Du fond de son être, un cri jaillit :

— Oui, je l'aime!

Mais l'abbé Naïm le scrutait toujours, avec une persistante inquiétude qui apparaissait sous la tranquillité des prunelles limpides. Solème crut à un doute qui le peina :

— Je ne vous ai pas trompé, monsieur l'abbé, dit-il, sans dissimuler son chagrin.

— L'amour est aussi austère que doux, vous le savez? demanda l'abbé Naïm. Il comporte autant de devoirs que de joies. Vous le savez?

Jean Solème, pressé comme un coupable, repartit :

— Je sais que je chéris Yvonne autant qu'on peut chérir une femme, voilà tout.

Le prêtre paraissait angoissé.

Il garda de nouveau le silence. Une fois encore Jean Solème se sentit interrogé, pénétré et fouillé jusqu'aux plus secrètes parties de son âme par les yeux implacables; enfin, l'abbé Naïm prononça :

— Allez donc voir tout simplement M^{me} de Chastenac. J'annoncerai votre visite; c'est tout ce que je puis, monsieur.

Muzard, impassible, les contemplait tous deux, notait l'inquiétude du prêtre, l'embarras du journaliste. Il entendit celui-ci, acculé à la franchise absolue, confesser :

— Je suis pauvre, monsieur l'abbé. La fortune de ces dames rend ma démarche très difficile...

— Ah! dit l'abbé Naïm, l'argent rend tout difficile, monsieur.

Solème, qui pensait tout le contraire, ne put cacher un sourire.

— Si M^{me} de Chastenac était pauvre, elle aussi, comme tout serait simple et pur! reprit l'abbé Naïm.

Il soupira, puis se hâta d'ajouter :

— M^{me} de Chastenac dans son opulence est pauvre elle-même; elle a tué dans son cœur l'esprit de propriété; elle est aussi nette qu'une de ses servantes.

Solème comprit que, pour cet homme inspiré, l'argent était une tache, une rouille s'incrustant sur l'âme. Une telle conception lui faisait juger le prêtre comme un phénomène, mais il était

trop dilettante pour ne pas s'intéresser d'autant plus au personnage que celui-ci paraissait plus énigmatique.

— M^{me} de Chastenac lira votre sincérité, monsieur, continua l'abbé Naïm; elle vous recevra avec sa bonté coutumière et vous vous sentirez en confiance. Elle seule devra discerner si l'enfant à qui elle sert de mère doit vous être donnée.

— Il y a cependant, objecta Solème, des choses que je ne puis dire moi-même. La fortune d'une de mes tantes, la baronne Avignon, doit me...

— Comment! s'écria Muzard, l'interrompant, tu es le neveu de la baronne Avignon? Tu ne t'en étais jamais vanté.

— Oh! cette vieille Harpagonne n'est pas une de ces parentes dont on se vante, dit Solème. Mais tu la connais donc?

Alors Muzard dut à son tour dire ce qui l'amenait, et il raconta l'histoire de Ninette, la lubie qu'avait eue le jeune valet de chambre de servir un prêtre, ses plaintes contre la baronne.

— Tu devrais le prendre, Paul, conclut-il. Je suis indigné de la façon dont tu es soigné. Cette femme de ménage qui, au hasard de ses heures de travail, vient te cuisiner à la diable un repas que tu ne mangeras peut-être jamais, est inadmissible.

— Un domestique, au service exclusif de ma personnel s'exclama l'abbé Naïm comme terrifié.

Au même instant, l'on sonna. Le prêtre sortit en hâte pour aller ouvrir la porte. On entendit une voix de femme chevrotante, un bruit de canne.

— Déveine! prononça Muzard avec un geste d'humeur, c'est la vieille Mathusalem!

Au bout d'une seconde, l'abbé Naïm introduisit une petite masse noire qui lui venait à la ceinture, qui s'avavançait lentement, scandant chaque pas du bruit de sa canne sur le parquet. D'une grande cape de satin noir qui, sur ce pauvre être tordu par un siècle de vie, affectait la forme d'une cloche, sortait un long visage blanc comme la cire, desséché, sous lequel on ne sentait plus couler une goutte de sang. Mais des yeux de braise, des yeux comme précipités par des coups cruels au fond de deux cavités meurtries, allaient curieusement de l'un à l'autre des visiteurs.

— Entrez, grand'mère, disait l'abbé Naïm, penchant sa haute taille, adoucissant sa voix; entrez, vous allez reconnaître mon ami Muzard, qui m'amène un autre ami.

Si elle avait été belle, on ne pouvait plus le savoir, mais ardente, pleine de vie, une vie que quatre-vingt-treize années n'avaient pu éteindre, c'était indiscutable. Et elle joignait à la puissance de cette vitalité la majesté de son âge, l'autorité de son caractère; et, ainsi diminuée par les ans, exténuée par les trois étages, informe, elle était, comme avait dit Muzard, la prophétesse écoutée et respectée de la tribu. Avec mille soins tendres, l'abbé Naïm approcha d'elle un fauteuil bas; le fauteuil se trouvait encore trop élevé pour son corps réduit; il lui fallut un tabouret pour s'y asseoir. Son petit-fils l'y porta presque.

— Mon fils, dit-elle, tu demeures bien haut!

Et à la façon dont, en disant ces mots, elle regardait le prêtre, dévotement, extatiquement, Muzard étranglé par une secrète émotion comprit qu'elle songeait, elle la souche qui avait porté ce rejeton de sainteté, aux régions où planait l'âme de son descendant.

— Grand'mère, dit l'abbé Naïm, quand vous venez me voir, je suis confus. C'est moi qui devrais...

— L'apôtre n'est pas fait pour sa famille, mon fils.

En tremblotant, et s'y reprenant à plusieurs fois, elle leva la tête; son profil israélite apparut, magnifique de hardiesse et de dureté. Elle vit les rayons dénudés. Un réveil de sa race la fit frémir :

— Où sont tes livres? interrogea-t-elle, sèchement.

L'abbé Naïm se tut, se contentant de l'implorer du regard.

Elle commanda :

— Ouvre la bibliothèque.

Le prêtre docile se leva, ouvrit les deux battans, aux gril-lages voilés d'une serge verte. Les étagères étaient vides. Pas une brochure n'était restée, pas une revue, pas un journal.

Après un instant de silence orageux, la vieille femme demanda, sa frêle voix se gonflant légèrement :

— La *Cité de Dieu* de saint Augustin dans l'édition de dix-sept cent soixante, et que ton père avait payée deux cent cinquante francs, partie aussi?

L'abbé Naïm, sans lever les yeux, fit signe que oui.

— Le *Château de l'âme*, de sainte Thérèse, avec la reliure elzévir, partie aussi?

L'abbé Naïm répéta son signe de tête.

— Et ton *Tertullien* en dix volumes qui portait l'estampille

de Port-Royal des Champs, et le *Bossuet* complet que je t'avais donné pour ton ordination. Plus rien? non?

Le prêtre fit signe que non.

Un cri échappa aux lèvres de la vieille Sarah Bloch.

— Si encore tout cela, tu ne l'avais pas revendu à pertel

L'abbé Naïm, mortifié par la désapprobation terrible de l'ancêtre, essaya de se défendre.

— Grand'mère, dit-il, avec une humilité qui lui faisait paiser le ton, il y a des circonstances où la voix de Notre-Seigneur se fait entendre si puissamment, qu'on ne doute pas un instant de ses ordres. Un homme venait de mourir dans une roulotte de la zone, laissant une femme et sept jeunes enfans. La femme était Roumaine, elle ne savait pas un mot de français; et ces huit personnes allaient périr aussi, étant même incapables de se faire secourir, à cause des formalités françaises. Le même jour, dans une roulotte voisine, une Russe, abandonnée de son compagnon avec ses deux enfans, en mettait au monde un troisième. Et j'avais encore trois pères de famille ouvriers du bâtiment qui ne pouvaient trouver de travail. En tout, sans compter d'affreuses misères, trente et une personnes souffrant de la faim, menacées de mort, et qui me racontaient, les unes avec des mots, les autres avec des plaintes qui sont les mêmes dans toutes les langues, d'autres avec leur simple regard, le mal dont elles souffraient. Et moi, prêtre de Jésus, qui vois tous mes besoins assouvis, qui n'ai rien à souffrir pour mon Maître, moi dont la vie est molle, est facile, j'aurais eu le droit de garder ces objets de jouissance pour les yeux et l'esprit? Je ne m'y complaisais que trop. La vue des fers dans un beau chagrin, la douceur d'un cuir fauve, d'un papier translucide, sont de ces délectations auxquelles le raffinement de l'éducation des riches ne prédispose qu'avec excès. Quant à la substance même du livre, l'esprit s'en fait une nécessité factice. Mais à quoi aura servi de tout lire, le jour où le Maître nous demandera : Qu'as-tu fait de ton frère? Mes frères se mouraient, mes brebis se mouraient, et moi, leur berger, j'aurais continué de me délecter en des jouissances artificielles! Oh! je n'ai pas pu différer. J'ai fait venir Mancereau, le libraire du quai Voltaire, et il m'a tout pris en vrac, et j'ai eu six mille francs!

Muzard et Solème, les yeux attachés aux lèvres de l'abbé Naïm, arrachés à la vie coutumière, à leurs préoccupations

mesquines de chaque jour et emportés dans un air céleste, ne pensèrent même pas à regarder l'aieule, qui, sur ce chiffre, éclata :

— Six mille francs, le tiers de ce qu'avait payé ton père ! Et tu n'as pas, je suppose, donné tout cela d'un coup, inconsiderément.

— Oh ! alors, il faut que je vous dise...

Et l'abbé Naim ployant le dos, la tête entre ses mains, avec la confusion d'un coupable, se mit à se confesser lentement, dominant un reste d'amour-propre qui lui faisait sentir la honte de son humanité indestructible.

— Alors il s'est produit quelque chose. Lorsqu'on m'eut versé entre les mains ces six billets de mille francs, et que j'eus employé le premier à assurer pour un mois la vie de mes pauvres brebis, je ramassai les autres. Je les ramassai ici, dans ce tiroir de bureau que vous voyez. Oui, il faut que vous sachiez tout, et ce qu'est l'argent, et ce qu'est une pauvre âme humaine. L'argent était là, moi j'étais ici. Bientôt je m'aperçus qu'entre lui et moi il y avait un lien, et que celui qui dominait l'autre ce n'était pas moi. Quand j'entrais ici, j'avais pour ma cachette un regard de servitude et de crainte. Je redoutais une demande, une prière de pauvre qui m'eût forcé d'y attenter. Ces demandes vinrent. Pour ne pas réduire en monnaie un billet, pour laisser là dans leur intégrité ces papiers qui me dominaient, je fis à mes frères une offrande indigne. Enfin je fus éclairé. On me montra mon abaissement. Ce jour-là, j'ai parcouru ma paroisse tout entière, des pièces d'or plein mes poches, et j'entrai partout et je distribuai tout, non pas pour donner, non pas poussé par la moindre charité, mais pour me débarrasser du danger, tant j'étais terrifié de ma faiblesse, et de la force de cette Force...

Les deux jeunes gens attendaient ici la vieille Sarah, croyant à un nouvel éclat, à une apostrophe véhémence contre une telle dilapidation ; mais cette fois elle se taisait, dépassée par cette folie divine, écrasée sous le poids de cette perfection, réduite au silence par l'autorité du Saint. Ce fut Muzard qui osa dire, en contemplant son ami les yeux humides :

— Mais tes sermons, comment les prépareras-tu désormais, à présent que tu as bazardé tous tes Pères de l'Eglise ?

— Mes sermons ? dit l'abbé Naim, surpris d'une telle ques-

tion ; mais tu ne réfléchis pas, Augustin, que c'est chez les Béotiens que je suis ici ; saint Jérôme, saint Ambroise, saint Thomas, Bossuet seraient bien fâchés que je récite leurs gloses à mes pauvres brebis dont l'esprit travaille si peu, et à qui j'ai bien assez de répéter sans cesse : « Portez votre croix, aimez-vous les uns les autres. » Quand j'aurai fini de leur dire ces deux choses, alors je leur prêcherai les Pères.

Et le rire enfantin du prêtre jaillit, sonore, dans la pièce.

La vieille Sarah, lançant à Muzard, qu'elle connaissait depuis quinze ans, un regard de complicité :

— Il faut le laisser faire. Ce n'est pas à nous à lui enseigner les voies de Dieu.

A ce moment, Solème qui se sentait, entre ces trois personnes unies par des liens mystérieux et anciens, comme un intrus, prétexta un reportage au fort de Vincennes, si voisin, et prit congé. L'abbé Naïm, en le reconduisant, le scrutait encore. En revenant dans le parloir, il confia tout bas à Muzard :

— Son amour n'est pas pur.

— Il n'a pas non plus l'intention d'épouser un ange, lança Muzard.

— Tu te méprends ; la passion sensuelle entache moins l'amour que l'avarice qui s'y mêle parfois si étroitement.

— Avare ? lui, Solème ? ne put s'empêcher de protester Muzard.

— Tu sais bien que j'appelle ainsi le goût de l'argent, quelque forme que prenne ce goût.

— Alors tu crains que ce ne soit la dot de la petite de Chastenac... Non, vrai ; Solème est un grand paresseux plein de désirs de luxe, mais sa délicatesse est certaine. Et puis, au fait, je n'ose te contredire, tu es un Voyant, toi.

Ces phrases à mi-voix avaient été en quelques secondes échangées entre les deux amis, pendant que l'aïeule, absorbée dans cette rumination mentale chère aux vieilles gens, repassait en son esprit les choses qu'elle venait d'entendre. A cette minute, reprenant la parole :

— J'ai aperçu... j'ai aperçu ton couvert intact dans la salle à manger. Tu n'as donc pas déjeuné ?

L'abbé Naïm, tout d'abord, essaya d'échapper aux questions dont sa grand'mère et son ami se mettaient à le presser. Puis il dut avouer qu'il était à jeun depuis le matin.

— Venez, Muzard, dit alors la vieille en se mettant péniblement debout, allons à la cuisine voir ce qui l'attend.

Elle prit le bras du jeune homme et l'entraîna toute tremblante à travers le corridor obscur, puis la salle à manger où de clairs meubles anglais entouraient la table, garnie d'une assiette, d'un verre et d'un couteau. Enfin ils ouvrirent la porte de la cuisine. Cette cuisine était fort sale. Des torchons gras-seux y traînaient sur les chaises, une bassine de cuivre tachetée de vert-de-gris était accrochée à la muraille entre deux ou trois casseroles enfumées. Et ce qui en complétait le désagrément, c'était une insupportable odeur de brûlé qui régnait encore dans l'atmosphère épaisse et sombre. Sur le fourneau, un ragoût calciné achevait de se dessécher.

L'abbé Naïm, qui les avait suivis, rougit jusque sous les ondes épaisses de ses cheveux, jusque sous la masse de sa barbe. Il était excessivement troublé et ne put que dire :

— C'est brûlé !...

— Voilà donc ton déjeuner, mon fils ? demanda l'aïeule en levant douloureusement sur lui ses yeux meurtris qui s'emplissaient d'angoisse.

— C'est fou de te nourrir ainsi, ajouta Muzard ; tu te fatigues sans repos, tu déploies une activité incessante, et tu ne fais rien pour réparer. C'est une mortification coupable de se laisser dépérir.

L'abbé Naïm répondit :

— Je connais une cinquantaine d'ouvriers qui ne mangent pas si bien tout en exerçant les métiers les plus durs, comme des terrassiers, des plâtriers. J'en connais qui se couchent le soir l'estomac vide. Il y en a que la tuberculose prend à quarante ans, par la détresse physiologique. Il y en a que la faim mine et qu'elle arrive à tuer sous des formes détournées, et vous voudriez que moi, le Pasteur, je me nourrisse de poulet rôti !

Il ne riait plus, une mélancolie sans mesure l'envahissait. Il alla ouvrir la fenêtre, car on étouffait. Cette fenêtre commandait toutes les fortifications, et l'on apercevait d'ici, par delà les petites ondulations vertes, par delà l'invisible tranchée, les roulottes disparates de la zone montées sur leurs roues, avec les courtes fenêtres à volets, la porte vitrée aux rideaux de mousseline. De Vincennes à Romainville, sa paroisse était là, frémissante de vie brutale, misérable, affamée. Il en avait pré-

sentes à l'esprit toutes les souffrances, toutes les plaintes. Elles le ravageaient encore. C'était là qu'il vivait, parcourant du matin au soir, entre les immondices, les ruelles que les voitures dessinaient par leurs files. Il allait d'une roulotte à l'autre, tellement pris par la tendresse et la pitié, qu'il oubliait de sermonner les pauvres. Mais les enfans commençaient à courir sur ses pas ; quand il avait passé, une douceur s'élevait de son sillage, et les révoltes des cœurs s'apaisaient. Maintenant, ses yeux erraient sur l'étrange cité ; il endurait en lui-même ce qu'il avait vu endurer à ses frères.

— Pardonne-nous, mon fils, dit l'aïeule encore une fois vaincue.

Mais Augustin Muzard ne se rendait pas si vite.

— Pour quatre sous de plus tu aurais eu un bon bifteck, déclarait-il.

Et il exposa son idée devant celle qu'il appelait toujours assez irrévérencieusement la mère Mathusalem, mais dont, en son for intérieur, il aimait la puissante originalité, l'admirable foi, — cette foi qui superposait sans cesse en elle l'esprit mystique au tempérament.

— Voilà, Paul devrait prendre un jeune domestique sûr, auquel il s'attacherait, et qui ne le laisserait pas sans soins des journées entières. Son apostolat en profiterait. N'est-ce pas d'ailleurs un devoir que de s'occuper de son corps, véhicule de l'âme ?

Puis il parla de Désiré Coquard dont il connaissait la sœur, — une honnête petite ouvrière, mentait-il avec arrogance. Ce garçon de dix-sept ans veillerait au moins sur l'abbé Naïm, sur ses repas, sur le bon état de sa maison.

— Vous voulez que je vive comme un prince, disait le prêtre qui résistait. Cela ne doit pas être. D'ailleurs, je n'ai pas le sou.

— Ses gages, dit la vieille Sarah, je m'en charge.

L'abbé Naïm se livrait à lui-même un combat. Le dénuement où il s'enfonçait chaque jour davantage, qui lui était si cher, où il se trouvait une âme allégée, volant aux pauvres sans entraves, ce dénuement, il faudrait y renoncer dans une certaine mesure, le jour où un serviteur entrerait dans sa maison. Cependant, bien qu'il lui en coûtât, il finit par céder au désir des deux êtres qui le chérissaient.

— Comme vous voudrez, dit-il résigné.

Il fut convenu qu'on préviendrait, par sa sœur, le jeune homme, et que l'abbé Naïm irait prendre des renseignements près de la baronne Avignon. Satisfaite, l'aïeule voulut alors que son petit-fils se mit à table, afin de pouvoir le servir : elle était encore vive, impétueuse, arracha sa cape de satin noire, apparut avec son corps ratatiné de petite fille, le buste écroulé dans les hanches, le cou fripé, la tête branlante. Elle s'empressait à couper le pain, à chercher le sel, trouvant une joie auguste à honorer par cette sollicitude celui qu'elle appelait dans sa tribu l'ange du Christ. L'abbé Naïm se défendait encore :

— Grand'mère, asseyez-vous, reposez-vous, je vous en prie !

Muzard ne put savoir lequel des deux l'emporterait ; l'heure le pressait. Il dut même accepter l'offre de la vieille dame qui exigeait qu'il usât de son auto, pour se rendre au boulevard. Dans le corridor, l'abbé Naïm qui le conduisait lui dit :

— J'aimerais aller passer une soirée avec toi dans ta chambre, là-bas, et je ne le puis pas. Je réunis le soir les petits enfans pour la prière du Rosaire ; ils chantent, et je leur raconte l'Évangile. Si tu savais, c'est d'une douceur indicible.

— Je voudrais avoir huit ans, dit Muzard, et être assis un de ces soirs-là, sur un banc de ta paroisse de planches, à t'écouter ; tes zoniers sont des veinards, mon vieux.

Il plaisantait, mais c'était pour donner le change, car il avait envie, sans savoir pourquoi, de se jeter à genoux. Il ajouta :

— Surtout, n'oublie pas de recommander chaudement ce pauvre Solème près des dames de Chastenac. Un mot de toi, et il est agréé !

— Tu me fais peur.

— Allons donc, je réponds de lui comme de moi-même.

— Oh ! toi, c'est autre chose, fit le prêtre.

Et pressant les mains de son ami, qu'il pénétrait d'un regard de tendresse :

— Toi, Augustin, tu aimeras une femme un jour ou l'autre. Je l'ai demandé pour toi afin que ta vie morale soit parfaite. Ce jour doit être proche. Alors je n'aurai ni doute ni crainte. Ton amour sera pur.

Maintenant il souriait, les yeux mi-clos, à une vision intérieure :

— Je pense, murmura-t-il presque bas, à la beauté de l'amour qui sortira d'un cœur comme le tien.

— Malheureux, tu as fait ce vœu imprudent? Mais il ne fallait pas! Je ne veux pas, moi!

Et Muzard descendit l'escalier, l'air furieux.

Dans l'auto qui l'emportait avec un roulement doux de voiture de luxe vers son bureau, il s'aperçut qu'il n'avait pas encore ouvert le journal. Dans la poche de son pardessus était pliée *la Poste* du matin. Encore distrait par les émotions qu'il venait de ressentir près de son ami, négligemment il parcourut l'article de tête sans trop savoir ce qu'il lisait. Peu à peu il comprit qu'il s'agissait du salaire des ouvrières. Bientôt ces lignes où il y avait plus de pitié que de documens exacts ou de statistique l'intéressèrent et, avant d'atteindre la fin, son regard courut à la signature : Andrée Ornans. Alors il se rappela une jeune femme de lettres, — fille ou femme, — à laquelle, deux ou trois fois, il avait payé le prix de sa copie à la caisse. Elle était brune et petite, d'allure assez effacée, pauvrement mise. A peine avait-il vu ses yeux bleus sous un grand chapeau gris...

COLETTE YVER.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

L'ALLEMAGNE

MANQUERA-T-ELLE DE MUNITIONS?

Devant une guerre de siège qui immobilise depuis tant de mois face à face des armées presque égales en nombre comme en courage, les pessimistes se sont demandé si la solution pourrait jamais résulter d'un bel assaut victorieux à la française et s'il ne faudrait pas attendre notre succès final, assuré pour tous, d'un épuisement qui, peu à peu, paralyserait l'adversaire. Le blocus économique de l'Allemagne a déjà été étudié ici par M. d'Avenel avec sa haute compétence, et nous ne reviendrions pas sur la question s'il n'y avait lieu, suivant nous, d'attacher une importance toute spéciale à un point qui peut d'abord sembler secondaire. Avant que l'Allemagne soit réduite à mourir de faim, nous croyons qu'elle manquera de munitions, faute de certaines substances indispensables à la guerre, substances pour la plupart de nature minérale, et nous ne serions pas surpris si cette disette menaçante exerçait déjà, dans un avenir assez prochain, une influence notable sur la marche des hostilités. On ne saurait, dès lors, trop attirer l'attention sur la nécessité de rendre le blocus effectif en ce qui concerne au moins ces matières premières étudiées plus loin : ce qui, pour certaines d'entre elles, semble, nous allons le voir, relativement facile. Les armées actuelles font des consommations de matériel et de munitions supérieures à toutes les prévisions et, plus d'une fois déjà, il est arrivé, soit en Belgique, soit en Serbie, soit ailleurs, que l'un ou l'autre des combattans ait dû s'arrêter essoufflé, interrompre la bataille ou même

reculer, faute d'avoir pu se ravitailler assez vite en obus ou en cartouches. Le jour où cet état de choses prendrait une tournure définitive dans un des camps, il est trop évident que la guerre serait terminée. Mais, sans aller jusque-là, dès que la gêne deviendra sérieuse pour nos ennemis, la paix ne sera pas loin d'être conclue.

Notre intention n'est pas d'examiner les difficultés qui ont pu se présenter à peu près égales des deux parts quand il s'est agi d'organiser des fabrications intensives d'armes, de machines diverses ou de munitions et, pour ne pas étendre démesurément un sujet très vaste, nous n'envisagerons pas non plus tous les élémens d'origine organique, végétale ou animale, nécessaires au renouvellement du matériel, qu'énumèrent les listes relatives à la contrebande de guerre publiées le 6 novembre 1914 et le 3 janvier 1915; nous nous bornerons aux métaux et autres substances minérales qui jouent un rôle prépondérant. Nous le ferons uniquement pour l'Allemagne et pour les deux nations qu'elle entraîne à sa suite en des liens de vasselage. La contrepartie serait inutile pour les Alliés, puisque la liberté complète des mers leur assure des conditions de vie normales. Mais, avant d'entamer un tel examen méthodique pour les diverses substances auxquelles nous venons de faire allusion, quelques remarques générales sont nécessaires, afin de montrer toute la complexité réelle du problème posé : complexité qui, nous le craignons, n'apparaîtra que trop dans notre exposé, malgré nos efforts pour rester clair. Il ne suffit pas, en effet, de comparer la consommation normale des Allemands et de leurs associés à leur production pour en conclure le déficit, ni de constater le blocus pour être certain que ce déficit deviendra irréparable dans un délai facile à calculer par une règle de trois. L'enchevêtrement des relations commerciales, financières et politiques dans le monde moderne est extrême, et il y aurait imprudence à confondre, sur ce point comme sur bien d'autres, la théorie avec la pratique, les articles du code avec leur application, les espérances avec les réalités. Avant de chercher complaisamment ce qui se passerait, si le blocus était efficace, il faut d'abord se demander s'il peut l'être et constater que, jusqu'à ces derniers temps, il ne l'a pas été. Le cercle d'investissement commence à peine à se fermer autour de l'Allemagne, et les protestations soulevées chez les neutres peuvent servir d'étalon pour

mesurer dans quelles proportions nous réussirons désormais à en obstruer les trop larges fissures. A cet égard, on ne saurait se dissimuler que c'est un choix à faire. Si l'on veut réellement arrêter la contrebande de guerre, on ne pourra y parvenir qu'en heurtant bien des intérêts privés, en ruinant des relations commerciales avec l'Allemagne qui se chiffraient par centaines de millions, en supprimant les bénéfices illicites et supplémentaires que certains intermédiaires tiraient encore récemment de la situation même. Cela, sans doute, est regrettable; mais, sauf pour quelques très rares pays étrangers auxquels la continuation des hostilités peut sembler par certains côtés avantageuse, n'est-ce pas l'intérêt général et supérieur de l'humanité, n'est-ce pas aussi l'intérêt pratique et immédiat des neutres que la guerre finisse plus tôt, et ceux qui profiteront de la paix comme nous, ne doivent-ils pas, pour atteindre ce résultat, accepter quelques sacrifices?

* * *

Le problème commercial que nous abordons se pose sous la forme d'une balance économique; il comporte une demande et une offre, des besoins et des ressources. Voyons quels sont les besoins des Austro-Allemands, que nous appellerons souvent, pour plus de brièveté, les Allemands. Nous passerons ensuite aux ressources. Dans la plupart des cas, nous sommes fort mal outillés pour évaluer avec quelque apparence de précision la consommation de guerre que peuvent faire nos adversaires en acier, cuivre, plomb, zinc, étain, nickel, manganèse, chrome, aluminium, pétrole, nitrates, etc. Nous ne savons rien sur le débit de leurs arsenaux et de leurs usines privées. De tels chiffres restent, par leur nature, éminemment mystérieux, et nous ne sommes même pas en droit d'utiliser, comme termes de comparaison, les renseignemens relatifs à ce qui se passe en France. Mais, quand nous posséderions, pour leur fabrication mensuelle d'obus et de cartouches, des états de situation précis, il faudrait encore faire intervenir deux élémens contradictoires : d'une part, l'existence, avant la guerre, d'approvisionnement que l'on épuise; et, d'autre part, la constitution momentanée de stocks importants, nécessaires pour une violente offensive future.

Puis, lorsqu'on évalue la consommation de métaux ou de

minéraux, il ne faut pas oublier, bien entendu, la continuation de la vie civile qui, depuis la guerre, se poursuit sous une forme atténuée, mais cependant avec une tendance naturelle à se réorganiser le plus possible. En Allemagne, dès le mois d'août, la métallurgie ne travaillait plus, dit-on, qu'à 40 pour 100 du taux habituel. Néanmoins, jusqu'ici, tout montre que l'existence de 68 millions d'habitans, réduits par la mobilisation à 63, a continué d'une façon presque normale, sauf la restriction capitale qui concerne les commerces d'exportation. Ces élémens civils ont donc, eux aussi, puisé dans les stocks, et cela d'autant plus que nos adversaires ont pu concevoir au début l'espoir de terminer la campagne relativement vite.

Ajoutons enfin qu'il ne faut pas s'imaginer la fabrication du matériel ou des munitions comme destinée à s'arrêter brusquement le jour où manquera telle substance que l'on estimait auparavant nécessaire. Dans un grand pays, où les industries chimiques et métallurgiques sont aussi fortement et scientifiquement organisées qu'en Allemagne, il existe bien des ressources pour suppléer à telle matière déficitaire par une autre que l'on peut se procurer. Rappelons-nous ce qui s'est passé dans la France de 1793, à une époque où la chimie ne possédait pas sa puissance actuelle : pour les matières salpêtrées récoltées un peu partout, pour le charbon de « pierre » substitué au bois comme combustible, pour le bronze des cloches employé à fondre des canons. Un alliage métallique peut à la rigueur être remplacé par un autre, un métal par son homologue. Si le cuivre fait défaut pour les douilles de cartouches, on réussira peut-être à les fabriquer en acier. Quand le pétrole s'épuisera, on substituera le benzol à l'essence, puis l'alcool au benzol. Faute de nitrates, il n'y a aucune impossibilité à organiser des usines électriques destinées, comme celles de Norvège, à extraire l'azote de l'air. Ce sera long, ce sera coûteux ; mais, lorsqu'une industrie, travaillant pour le salut même du pays, n'a plus à faire entrer en ligne de compte le prix de revient, elle est très forte. On ferait la même réflexion pour d'autres substances non minérales, telles que le caoutchouc, dont la synthèse a été théoriquement résolue. Le caoutchouc artificiel coûtait beaucoup trop cher pour être pratique. S'il faut absolument se procurer à tout prix une substance élastique, on pourra songer à ce procédé.

Les ressources en métaux ou en matières minérales, au moyen desquelles on subvient et on subviendra aux besoins de l'armée, comportent des réflexions plus longues. Parmi ces ressources, les premières à considérer sont celles que l'Allemagne possède sur son propre sol et qu'elle gardera la faculté d'extraire dans ses carrières et ses mines. Les industries minières ou métallurgiques peuvent se trouver momentanément arrêtées ou réduites par la mobilisation d'une partie de leur personnel; mais, le jour où ces industries deviennent indispensables à la vie même de la nation, on est toujours en mesure de leur restituer des ouvriers. On doit donc admettre que la production nationale se maintiendra, si on en a besoin, à son taux de paix. Il ne sera généralement pas facile de l'augmenter, du moins dans des proportions appréciables; car, la transmutation des élémens n'étant pas encore résolue, on ne peut, en fait de métaux, créer ou produire par synthèse ce qui n'existe pas. Il est toutefois des minerais, pauvres qui restaient inutilisables parce que l'extraction du métal correspondant eût entraîné des frais supérieurs au prix de vente et qui, à l'occasion, fourniront un appoint. Mais on ne saurait guère compter, pour une grosse production, sur ces minerais à basse teneur: d'abord, parce qu'en raison même de leur pauvreté, ils donnent des quantités particulièrement restreintes du métal désiré; ensuite, parce que des galeries et des chantiers de mines métalliques ne s'improvisent pas du jour au lendemain, même en employant les procédés les plus perfectionnés.

A la production courante, il faut ajouter les stocks intérieurs visibles et invisibles et les apports de l'étranger. Les stocks commerciaux comportent souvent un mois ou deux de consommation. L'État allemand qui, depuis longtemps, voulait et préparait la guerre, en a certainement accumulé de plus considérables. Cependant, s'il a gardé jusqu'au bout, comme il semble, des illusions sur l'attitude réelle de l'Angleterre, il n'a pas dû se mettre en mesure pour parer à un blocus d'une année. Nous avons mentionné les stocks invisibles. Il faut entendre par là, dans le cas de métaux comme le cuivre, le plomb, le nickel, qui peuvent être aisément refondus après usage, tous les objets disséminés chez les particuliers et que fait réapparaître au jour une hausse un peu accentuée, sans parler même des mesures législatives, auxquelles l'Allemagne a

déjà eu recours. Le gouvernement puise dans de semblables stocks quand il fait démonter, dans les localités les moins importantes, les fils électriques ou téléphoniques. Ce ne sont là, toutefois, que des réserves non renouvelables, dont l'intérêt sera d'autant plus faible que la guerre se prolongera plus longtemps. Et, en outre, il n'existe rien de semblable pour des matières qui se détruisent, ou dont les particuliers n'ont aucune raison pour posséder un stock appréciable, comme les nitrates, le chrome, le manganèse, etc.

Éphémère également sera la ressource fournie par le pillage systématiquement organisé des pays envahis. On aura beau vider les dépôts de pétrole belges là où le temps a manqué pour les incendier comme cela a été fait à Anvers, remplir des trains entiers avec toute la chaudronnerie de la Belgique, réquisitionner le cuivre des usines électriques, enlever les portes de bronze des monumens, dévaliser, après les casseroles de cuisine, les boutons de porte, ce pétrole s'usera, ce cuivre, une fois transformé en douilles de cartouches ou d'obus, reviendra s'enfouir dans les tranchées. Ce qui est beaucoup plus intéressant, parce que c'est l'équivalent d'un fleuve qui coule et non d'un réservoir qui se tarit, ce qui demande à être étudié avec insistance, c'est le ravitaillement continu par le dehors. Dans un pays à très grosses importations de matières premières comme l'Allemagne, ce ravitaillement existe, puissamment organisé, en temps de paix. Nous ne ferons certainement pas trop d'honneur à nos voisins en admettant que leur prévoyance habituelle a préparé, sur ce point comme sur les autres, une mobilisation économique d'avant-guerre. Des pays de transit habituels, tels que la Hollande ou la Suisse, où les agens allemands ont toujours été extrêmement nombreux, se sont trouvés tout désignés pour jouer, au moment voulu, le rôle d'intermédiaires. La mise en œuvre de la contrebande s'est faite savamment. On raconte que les officiers allemands, à l'École de Guerre, emploient leurs loisirs à étudier les ruses de guerre antiques pour chercher le moyen de les moderniser. Il est probable qu'ils en approfondissent aussi de plus récentes, et leur imagination inventive se révèle sans le moindre scrupule toutes les fois qu'il se présente quelque fourberie à combiner. Dans quelle proportion cette fraude s'est exercée, des chiffres le montreront bientôt. De notre côté, il a fallu, au contraire, orga-

niser progressivement un blocus très difficile, qui ne fonctionne en réalité que depuis peu.

Les pays étrangers peuvent être divisés pour notre sujet en trois groupes : les belligérans ; les producteurs et exportateurs de métaux américains ou espagnols ; les neutres européens dont le commerce est limité au transit. On s'étonnera peut-être de nous voir mentionner les belligérans. Mais, contrairement à l'idée trop simple que l'on se forme souvent, les relations n'ont pas été tranchées du premier jour entre les deux partis hostiles, et elles ne sont pas sans admettre aujourd'hui encore certaines survies. Il a fallu d'abord que chaque gouvernement défendit le commerce direct, et c'est le 27 août seulement qu'il a été légalement interdit à un Anglais de commercer avec un Allemand ; il a fallu ensuite limiter et surveiller les exportations destinées aux neutres, de telle sorte qu'elles ne parvinssent pas finalement aux ennemis. Il y a peu de temps encore, l'on voyait des négocians de Perse témoigner un désir tout particulier de s'assurer du pétrole russe, qui ne devait pas être entièrement consommé dans l'Iran, et c'est seulement le 8 novembre que la Russie a pros crit l'exportation du pétrole, le 27 décembre qu'elle a interdit la sortie du manganèse (nécessaire à la fabrication de l'acier) sinon à destination des Alliés. De même, c'est à la fin d'octobre que le Canada a prohibé l'exportation du nickel.

Aux producteurs américains ou espagnols, on ne saurait demander des mesures aussi strictes et que les belligérans eux-mêmes n'ont pas établies du premier coup. Assurément, les exportations directes des États-Unis vers l'Allemagne ont été vite annihilées. Mais le commerce indirect a subsisté, et la plus grande partie de ces exportations n'a fait que changer de route. Le marché américain reste libre, et la plupart des expéditions demeurent permises. Aussi les Alliés ont pu songer un moment à faire le vide en achetant eux-mêmes sur le marché la production totale de cuivre ou de pétrole ; mais l'énormité des chiffres en jeu, sans parler de spéculations faciles à concevoir, les a fait reculer. Quand une cargaison est ouvertement partie de New-York sous pavillon neutre à destination d'un port neutre, c'est aux belligérans à prendre des mesures pour qu'elle n'arrive pas, en fin de compte, à l'Allemagne ou à l'Autriche. Au début, quand il subsistait encore quelques navires allemands courant les mers, c'est par un moyen de ce genre qu'on les ravitaillait en

charbon. Un navire était affrété à New-York pour transporter une cargaison de houille, par exemple à destination de Ténériffe. Un agent de l'affrèteur s'installait à bord. Arrivé dans les parages des îles du Cap Vert, il invitait le capitaine à croiser sur une certaine ligne Nord-Sud, et, si celui-ci s'y prêtait, on rencontrait bientôt le croiseur à réapprovisionner.

Ce procédé n'a plus cours et d'ordinaire maintenant le navire vient aborder avec son chargement dans le port neutre prévu au départ (1). Les bâtimens anglais qui exercent le droit de visite en mer se trouvent donc en présence d'un norvégien, d'un hollandais, d'un italien, qui emportent du cuivre en Europe. S'ils les laissent passer, la contrebande de guerre arrivera un jour, comme nous allons le voir, en Allemagne. Aussi n'autorisent-ils souvent le bâtiment à poursuivre sa route que lorsque les autorités du port auquel sa cargaison est destinée ont pris l'engagement de la faire débarquer et d'empêcher sa réexpédition par terre ou par mer à destination de l'Allemagne. On conçoit les ennuis qui en résultent pour les neutres de bonne foi et leurs réclamations.

De tels reproches sont regrettables ; ils sont difficiles à éviter ; et les Allemands, de leur côté, ont soulevé les protestations des Suédois, quand ils ont prétendu retenir les cargaisons de bois destinées à l'Angleterre ou à la France. Le commerce honnête des neutres doit forcément, nous l'avons dit, souffrir de la guerre. La surveillance efficace est encore bien plus paralysée par un commerce illicite qui reste indéniable. Assurément, on arrête en route bien des cargaisons suspectes, mais il en passe trop d'autres. Des « manifestes » fictifs se fabriquent et s'achètent comme de faux passeports, et ce sont souvent les armateurs les moins honnêtes qui ont le soin de se mettre le mieux en règle. Considérons donc le blocus maritime comme seulement approximatif en raison des indulgences amenées par les protestations des neutres, et suivons maintenant, à travers l'Europe, la marchandise que nous supposons, si on veut, du

(1) Il faut cependant mentionner le cas des grands paquebots allemands et autrichiens internés dans les ports des États-Unis que l'on s'efforce depuis longtemps de faire passer, par une vente fictive, sous pavillon américain pour les employer à la pose des mines ou à la contrebande. A propos du *Dacia*, le gouvernement de la Grande-Bretagne a déclaré qu'il ne reconnaîtrait pas la vente comme valable et que le paquebot serait saisi, s'il tentait de se rendre dans un port allemand.

cuire ou du pétrole. C'est ici que se place l'intervention des neutres voisins de l'Allemagne : les États scandinaves, la Hollande, la Suisse, l'Italie et la Roumanie.

Le mot de neutralité offre, sous une apparence précise, un sens très vague et peut être entendu de bien des manières, suivant l'esprit dans lequel cette neutralité est pratiquée, depuis la complaisance touchant à la complicité jusqu'à l'hostilité ouverte. Dans le cas présent qui nous intéresse seul, une évolution très nette s'est produite en notre faveur depuis le début de la guerre, et cela pour des raisons d'ordres divers : beaucoup parce que le contraste de notre attitude chevaleresque avec les atrocités allemandes nous attirait des sympathies ; un peu aussi parce que la pression de l'Angleterre prenait une rigueur de plus en plus active.

Le premier sentiment a trouvé son expression très claire dans un article de Maximilien Harden (*Zukunft* du 19 décembre), où le polémiste allemand déclarait : « La grande majorité des neutres est maintenant contre l'Allemagne. Une grande Puissance et deux peuples belliqueux de l'Europe orientale doivent allonger et raffermir le front de nos ennemis. » D'autre part, il a été facile aux neutres de comprendre que leur intérêt était d'accord avec leurs sentiments. S'ils favorisaient le ravitaillement de l'Allemagne, ils aboutissaient à prolonger leur propre mobilisation, qui leur coûte généralement très cher sans aucun espoir de profit, et ils s'exposaient en outre à des représailles qui pouvaient aboutir à les affamer eux-mêmes.

Quand le cœur et la raison sont ainsi d'accord, les solutions devraient être faciles à trouver. Mais une très simple observation va nous suffire pour montrer qu'il y avait des mesures à prendre, qu'il reste à les compléter, et que les possibilités de ravitaillement frauduleux ont, surtout dans les premiers temps de la guerre, atteint des chiffres considérables. Bornons-nous à comparer les quantités de cuivre exportées de New-York aux divers neutres européens dans la période de septembre-octobre 1913 et dans la période correspondante de 1914. Voici ce que nous trouvons. En 1913, il avait été importé : en Italie, 3080 tonnes ; aux Pays-Bas, 585 ; en Norvège, 0 ; en Suède, 1260 ; au total, 4925. En 1914, on a atteint : 11310 en Italie, 5490 aux Pays-Bas, 3690 en Norvège ; 3013 en Suède : au total, 23503 tonnes. A la fin de décembre 1914, les importations

en Italie montaient, depuis le début de la guerre, à 16333 tonnes contre 6840 pour la période correspondante de 1913. Ce supplément, qui arrive, pour l'ensemble des pays neutres, à quintupler le chiffre de l'année précédente, n'a pas apparemment été employé tout entier à préparer la mobilisation de ces pays ni à y fabriquer des garnitures de lampes et des fils électriques. Et cette juste suspicion se trouve confirmée, quand on voit le sénateur Walsh, représentant du grand État producteur de cuivre aux États-Unis, le Montana, se plaindre qu'au même moment les Anglais aient saisi et retenu 31 navires portant 19350 tonnes de cuivre. Si le procédé employé par les autorités britanniques a été ou non justifié en droit, c'est affaire de libre discussion entre les deux gouvernemens devant un tribunal d'arbitrage. Mais, en fait, cette réclamation démontre bien toute l'étendue du commerce destiné à favoriser nos ennemis.

Plus généralement, considérons les exportations des États-Unis dans les États scandinaves et l'Italie au mois de novembre 1914. Nous trouvons : dans les États scandinaves, 63 000 000 de francs contre 7 000 000 de francs en novembre 1913; en Italie, 25 000 000 contre 15 000 000. Au total, c'est exactement le quadruple : 88 millions contre 22. Sans doute, il entre, dans ces chiffres, certaines marchandises qui, autrefois, arrivaient aux Scandinaves par l'Allemagne, tandis qu'elles leur viennent directement. Il n'est pourtant pas douteux que la grande majorité de l'excédent soit à destination de l'Allemagne.

D'autres preuves sont fournies par l'activité même qui régnait en octobre et novembre dans les ports de la mer du Nord, du Cattégat, de la Baltique, ainsi que par les annonces continuelles insérées dans les journaux suédois pour demander, par cargaisons entières avec livraison immédiate et paiement comptant, des bateaux de pyrite, ou de minerais divers.

Enfin cet état de choses fâcheux se trouve encore confirmé indirectement par le cours des changes à Londres, où se sont soldées les importantes opérations financières réalisées par les Allemands, soit pour acheter des matières premières aux États-Unis par l'intermédiaire de la Scandinavie et de la Hollande, soit pour encaisser des coupons et vendre des valeurs à New-York, toujours par la même voie. Les changes montrent très nettement que la Scandinavie a de gros paiemens à faire aux États-Unis par Londres, pour compte allemand, et que l'Alle-

magne a de grosses sommes à recevoir par la Hollande, où le produit des encaissemens a dépassé le règlement des achats.

Mais les Anglais sont particulièrement bien placés pour voir clair dans ces manœuvres, et une vieille expérience personnelle leur a appris tous les artifices auxquels peut donner lieu le commerce maritime. Ils ont donc, avec cette progression continue dans la fermeté qui les caractérise, employé peu à peu les moyens de coercition dont ils disposaient pour amener les gouvernemens des pays neutres à agir et pour décourager les armateurs ou les assureurs d'un commerce irrégulier, rendu plus hasardeux de jour en jour. Une série d'incidens fâcheux, tels que des mines posées dans la mer du Nord par des bateaux ayant pris l'apparence de paisibles pêcheurs norvégiens, ont permis de déclarer la mer du Nord tout entière zone militaire (3 novembre). Les marins ont été avertis qu'à partir d'une ligne allant de l'Islande aux Féroé et à la pointe nord des Hébrides, ils s'exposeraient à des dangers, auxquels ils n'échapperaient qu'en suivant la route régulière de la Manche, où la surveillance est facile. D'autre part, les Allemands ont contribué au même résultat par la profusion scandaleuse avec laquelle ils ont semé des mines, qui, se détachant, coulent sans cesse des navires norvégiens ou hollandais, aussi bien que des navires anglais. En même temps, les difficultés qu'ont éprouvées certains États neutres à se ravitailler eux-mêmes après avoir abusé de leurs marchandises en faveur de l'Allemagne ont amené de leur part une série de prohibitions législatives. Peu à peu, on a donc vu se resserrer les mailles du filet, très lâche au début, où les Allemands vont se trouver pris. Par l'effet de ces mesures, la plupart des neutres ont successivement passé jusqu'ici par trois étapes distinctes dont l'énumération va accuser les progrès accomplis.

Dans la première phase, qui a parfois duré plus d'un mois, aucune interdiction légale n'existait. Alors les Allemands ont eu toutes les facilités pour absorber les stocks de métaux, d'essence, etc., qu'avaient formés leurs voisins immédiats, et même pour en faire revenir d'outre-mer des provisions nouvelles. Il suffisait qu'une maison interposée de Norvège, de Suisse ou de Hollande demandât pour elle-même les marchandises en question et les réexpédiât aussitôt en Allemagne. Les flottes alliées, qui, à cette époque, exerçaient incomplètement

le droit de visite, se trouvaient en présence d'un envoi très correct qu'elles n'avaient pas le droit d'arrêter, les neutres devant conserver la faculté légitime de se ravitailler, et les surveillans des mers étaient réduits à s'étonner platoniquement de l'extension imprévue prise par certaines consommations en des pays où elles étaient restées jusqu'alors insignifiantes.

Dans une seconde période, les neutres européens ont été amenés l'un après l'autre à défendre l'exportation (ou simplement la réexportation) en Allemagne d'une série de substances, à peu près les mêmes, dont la liste s'est allongée avec le temps. La Suède avait pris un décret de ce genre dès le 22 août. Le Conseil fédéral de Suisse a promulgué une série d'arrêtés le 18 septembre, le 27 octobre, les 5 et 30 novembre. La Hollande a prohibé en octobre l'exportation du pétrole et du cuivre. La Norvège a défendu le 19 octobre l'exportation et la réexportation du pétrole et de la benzine. En Italie, la défense d'exporter le cuivre, l'étain, le chrome, le benzol, le caoutchouc, etc., date du 16 novembre. En Danemark, les limitations à l'exportation ont été édictées le 19 novembre, mais ne portent que sur les substances nécessaires à la population danoise, le gouvernement se considérant toujours comme libre de vendre aux belligérans ce qu'il lui plaît. Cependant, le 15 janvier, ce pays a pris de nouvelles mesures pour empêcher la contrebande : tous les armateurs danois doivent désormais signer une déclaration, en vertu de laquelle leurs capitaines ne transportent pas d'autres marchandises que celles consignées sur leurs papiers réguliers.

Enfin, le cercle achève de se fermer par la Roumanie, qui se trouvait dans des conditions particulièrement difficiles : d'abord comme pays producteur de pétrole et de céréales, entièrement bloqué vers l'occident par l'hostilité de la Turquie, ensuite comme autrefois inféodée à la Triplice. Commercialement, le pétrole est un élément de première importance pour les Roumains qui, depuis longtemps, rêvent de conquérir à leurs huiles une partie du marché européen. Si l'on se rappelle, en outre, que beaucoup de sociétés pétrolifères roumaines sont allemandes, tout au moins par leurs capitaux et par leur direction, on comprend les efforts qui ont dû être tentés pour que l'exportation du pétrole en Autriche restât libre. On a eu cependant le courage de l'interdire, du moins pour les benzines et les résidus destinés aux automobiles, réservant seulement la

question du pétrole lampant employé à l'éclairage. Le même problème posé pour les céréales se compliquait d'un ancien traité, par lequel la Roumanie s'était engagée à expédier des grains à l'Autriche, celle-ci la fournissant d'armes en échange. Ce traité a continué à être appliqué jusqu'à la mort du roi Charles I^{er}. Depuis le nouveau règne, les Autrichiens l'ont rompu eux-mêmes, en fournissant aux Roumains des fusils inutilisables, et le mouvement actuel, qui emporte la Roumanie vers les alliés, a rendu cette rupture irrémédiable. Mais, encore au mois de novembre, l'Allemagne recevait de Roumanie, comme de Bulgarie et d'Italie, des quantités importantes de céréales.

Cette interdiction d'exporter, qui s'est ainsi généralisée, n'a pas toujours suffi. Il a fallu arriver à une troisième phase, qui n'est pas encore complètement organisée, et remédier en outre aux inconvéniens que présente le transit. Théoriquement, ces inconvéniens ne devraient exister que pour les substances dont l'exportation est permise dans un pays, défendue dans un autre. Puisque les navires sont visités et contrôlés avant d'entrer en Italie, puisque l'Italie, comme la Suisse, a interdit l'exportation de la contrebande de guerre à destination de l'Allemagne, peu importe, ce semble, que des wagons plombés traversent l'Italie ou la Suisse, allant en Autriche ou en Allemagne. Ils ne doivent contenir que des marchandises licites. Si d'outre-mer ces expéditions sont arrivées à Gênes, c'est que les navires anglais et français n'y ont rien trouvé à redire. Si l'Italie, ayant reçu ces produits par une voie quelconque ou les ayant tirés de son propre sol, les expédie en Suisse, c'est qu'elle les considère comme admis à l'exportation par les réglemens. Mais voici, à titre d'exemple, deux des artifices auxquels il est arrivé d'avoir recours. D'Amérique ou d'Espagne, on expédiait à un commerçant de Gênes ou de Naples des bateaux chargés de marchandises prohibées. Quand, par hasard, ces bateaux étaient visités en route, on trouvait leurs papiers en règle, désignant les marchandises comme expédiées à un Italien; on était donc forcé de les laisser passer. Après quoi, lorsque le paquebot approchait de terre, il recevait un radiotélégramme lui annonçant que ledit commerçant génois ou napolitain venait de vendre sa marchandise à M. X... de Munich ou de Trieste. Une fois le navire entré au port, le contenu était considéré comme matière de transit, et, le transit étant libre, on l'expédiait par les voies

les plus sûres et les plus régulières, vers la destination allemande déclarée à la douane.

Supposons maintenant qu'un tel procédé n'ait pu être employé et que la contrebande doive partir d'Italie même; on voit alors intervenir l'armée des agens allemands, qui ont formé à Rome une véritable organisation en relation avec leur ambassade, et ceux-ci, très inventifs, imaginent quelque autre tour. L'un de ces artifices (encore pratiqué couramment, paraît-il, à la fin de novembre) était le suivant. Conformément à la loi italienne, qui défend l'exportation du cuivre en Allemagne, l'agent en question expédiait simplement son métal à Lucerne, avec certificat d'origine et déclaration d'expédition en Suisse. L'envoi de cuivre arrivait à Ponte Chiasso, la station frontière entre l'Italie et la Suisse, muni d'un état civil parfaitement correct, et les autorités douanières italiennes ne pouvaient que laisser passer une marchandise expédiée par un neutre à un neutre. Mais, dans la gare frontière, il existe une zone libre d'une vingtaine de mètres entre la douane italienne et la douane suisse. Cet intervalle était suffisant pour substituer à la déclaration d'expédition en Suisse une déclaration de transit par la Suisse en Allemagne. Quand les autorités helvétiques vérifiaient à leur tour ces papiers, elles se voyaient dans l'impossibilité d'arrêter l'envoi, couvert apparemment par la responsabilité des agens italiens, et devaient le laisser continuer par wagons plombés en Allemagne.

Ce sont là seulement des exemples entre bien d'autres des facilités auxquelles se prête le transit, du moment qu'il existe des États neutres à traverser pour arriver à un belligérant dont toutes les influences, les forces et l'argent tendent à favoriser la contrebande. Le mal est difficile, mais non impossible à guérir. Ce qu'exigent très justement les Anglais pour laisser passer une cargaison allant en Italie, c'est que l'envoi soit fait, par navire italien, à une maison connue d'Italie, qui en devient responsable et qu'aucun changement de destination ne puisse, sous aucun prétexte, avoir lieu en cours de route. C'est à peu près exactement ce qu'ont édicté les Italiens, depuis le milieu de novembre et sous de graves sanctions : la marchandise, pour laquelle on aurait manqué à ces prescriptions, devant être immédiatement saisie et vendue en Italie.

Les États scandinaves ont pris, de leur côté, des mesures

analogues et s'annoncent résolus désormais à empêcher toute contrebande. La Suède avait déjà adopté, depuis le 18 octobre, une disposition radicale, interdisant toute réexpédition à partir d'un port suédois pour les cargaisons dont la destination étrangère n'avait pas été, dès l'origine de l'expédition, déclarée et établie par des documens authentiques. Le 13 janvier, elle a complètement interdit de transporter sur son territoire du matériel ou des provisions de guerre. L'évolution qui se produit depuis quelque temps dans ces pays, trop bien disposés au début pour l'Allemagne, a permis de compléter et de coordonner ces mesures. L'entrevue de Malmö, le 18 décembre, entre les trois souverains scandinaves paraît avoir eu pour résultat de faire rentrer les pays du Nord dans des règles de loyauté conformes à leur caractère national.

En Suisse également, le gouvernement fédéral s'est assez ému de la situation pour avoir eu l'idée de monopoliser l'importation des céréales, froment, maïs, avoine et orge, afin d'exercer sur elle son contrôle.

Enfin, un fait capital vient de se produire, qui pourrait exercer une influence décisive dans le cas des substances minérales étudiées ici, cuivre, pétrole, etc. Le 29 décembre 1914, le gouvernement des États-Unis adressait à la Grande-Bretagne une longue note destinée à obtenir une amélioration dans le traitement imposé par la flotte britannique au commerce américain. La forme en était amicale, mais néanmoins assez vive pour que les Allemands se soient crus fondés à en triompher bruyamment. Il y était dit que, de tous les côtés, l'on considérait l'Angleterre comme directement responsable de la dépression qui atteignait un grand nombre d'industries américaines. « L'opinion a été émue à un tel point que le gouvernement se sent obligé de demander des informations définies, afin de prendre des mesures capables de protéger dans leurs droits les citoyens américains... Cinq mois se sont passés depuis l'ouverture des hostilités, et il n'y a aucune amélioration, quoique les armateurs se soient soumis aux différentes demandes du gouvernement britannique : par exemple, en indiquant les noms des consignataires auxquels ils expédiaient des cargaisons en pays neutres et en se procurant des certificats auprès des consuls britanniques qui sont établis aux États-Unis. » La note insistait sur le caractère de contrebande « conditionnelle » que pré-

sentent les produits alimentaires, puisqu'ils peuvent être destinés à la population civile aussi bien qu'à l'armée. En ce qui concernait la détention de navires américains, elle reconnaissait le droit de visite, mais affirmait que ce droit ne saurait être élargi au point d'entraîner des navires dans les ports d'un État belligérant sur un simple soupçon. Pour les cargaisons envoyées « à ordre » ou sans mention du nom du consignataire, il fallait, disait-elle, fournir la preuve qu'elles avaient une destination hostile, la charge de la preuve incombant aux belligérans.

En même temps, l'effet de cette note se trouvait atténué par une déclaration du président Wilson disant : « Ceux des armateurs américains qui dissimulent de la contrebande de guerre, par exemple sous le nom de coton, ont mis le gouvernement dans un grand embarras. Aussi longtemps qu'il se présentera des cas de cargaisons suspectes du même genre, les soupçons se porteront sur toutes les autres cargaisons, lesquelles, tout naturellement, seront exposées à des perquisitions. »

La question se trouvait nettement posée. Le 10 janvier, sir Edward Grey remit la réponse anglaise, où se trouvaient rappelés quelques-uns des faits très démonstratifs que nous avons énumérés plus haut, notamment la comparaison des exportations américaines et, plus particulièrement, des exportations de cuivre à destination des neutres en 1913 et 1914. « En présence de tels chiffres, ajoutait le gouvernement anglais, il est permis, à bon droit, de supposer que la presque totalité du cuivre expédié récemment dans ces pays n'était pas destinée à leur usage personnel, mais à un belligérant. » Très conciliante pour les objets d'alimentation et pour le coton, la note anglaise remarquait néanmoins que, si le gouvernement britannique accordait trop de facilités aux navires chargés de coton, ceux-ci seraient spécialement choisis pour la contrebande. Enfin, au sujet de l'embargo mis sur les exportations de caoutchouc venant des colonies anglaises, elle cherchait également un moyen de réapprovisionner les États-Unis, sans amener aussitôt d'importantes exportations de caoutchouc entre les États-Unis et l'Allemagne.

En résumé, les deux gouvernemens se sont montrés entièrement d'accord sur les principes du droit international et sur la nécessité d'empêcher la contrebande destinée à l'ennemi, tout en évitant les erreurs et donnant promptre réparation pour

les dommages causés aux propriétaires neutres de cargaisons et de navires. Le président Wilson a proposé alors une mesure qui, acceptée par le gouvernement anglais, paraît constituer ce que les mathématiciens appellent une solution élégante du problème. Dans une circulaire adressée aux exportateurs américains, en même temps qu'il les invitait à établir des connaissements et des manifestes sincères et complets, il leur a offert de faire vérifier leurs chargemens à l'embarquement par un fonctionnaire des douanes. Les États-Unis deviendraient ainsi responsables vis-à-vis de l'Angleterre qui accepterait leur garantie. Grâce à cette inspection préalable, en même temps que la fraude serait réprimée, la circulation sur les mers reprendrait presque sa liberté et sa simplicité anciennes.

Nous paraissions donc entrer dans une dernière phase, où la contrebande que l'on pourrait qualifier de légale sera réduite à son minimum. Reste seulement à se tenir en garde contre les subterfuges individuels, qui, sur les frontières terrestres de l'Allemagne ou de l'Autriche, sont appliqués chaque jour avec une audace et un cynisme analogues à ceux que les Allemands déploient dans leurs opérations militaires. Même en temps de paix et sur une frontière fortement et régulièrement surveillée, les contrebandiers réussissent à vivre de leur métier. Mais, de ce côté aussi, les mesures nécessaires ont été prises et, dans tous les cas, la contrebande individuelle doit être considérée comme un détail d'application négligeable. Qu'il arrive ou non à filtrer quelques caisses, quelques wagons, quelques bateaux de ravitaillement, l'Allemagne n'en sera pas moins, suivant l'expression de ses propres journaux, cette « forteresse assiégée, » où une famine menaçante excite déjà des haines si violentes contre l'Angleterre. Voyons maintenant quelle sera la conséquence du blocus pour les principales matières minérales. Le lecteur voudra bien excuser, vu l'actualité du sujet, des chiffres un peu arides et quelques détails techniques.

* * *

Les deux grands seigneurs du monde minéral, le charbon et le fer, par lesquels nous commencerons, ne nous arrêteront pas bien longtemps; ce n'est pas pour eux que les problèmes les plus urgens et les plus graves vont se poser. En ce qui concerne la houille, on ne voit guère comment l'Allemagne, avec ses res-

sources incomparables en combustibles minéraux, pourrait se trouver embarrassée. Les journaux ont, il est vrai, annoncé que la production des mines avait été réduite, d'abord au tiers dès le mois d'août, puis au dixième par le départ des ouvriers mobilisés. Si le fait est exact, ce qui demanderait à être vérifié, il faut l'attribuer, moins à la mobilisation qu'à l'arrêt des exportations et à la réduction de nombreuses industries nationales. N'oublions pas que la production de houille et de lignite allemande dépasse 250 millions de tonnes par an (191 000 tonnes houille et 37 000 tonnes lignite en 1913) contre environ 41 en France. La situation ne se trouverait un peu modifiée que si les Russes occupaient les mines de Silésie, par lesquelles est alimenté tout l'Est du pays. La production de la Haute-Silésie est, par an, de 37 millions de tonnes pour la partie prussienne (presque l'équivalent de toute notre production française) et de 9 millions pour la partie autrichienne. C'est une des raisons pour lesquelles l'envahissement de cette région si industrielle serait un événement d'une portée considérable. Ce jour-là, les chemins de fer allemands de la frontière russe devraient tirer leur charbon de l'Ouest et, en même temps, la production de zinc et de plomb serait privée d'un de ses facteurs essentiels.

Le premier inconvénient s'aggraverait si notre offensive nous menait en même temps dans le Bassin de Sarrebruck, sans vouloir penser à la Westphalie ou à ses prolongemens rhénans dont l'occupation, si elle se réalise, aura bien des chances pour marquer à peu près la fin de la guerre. Nous nous contentons d'indiquer ces hypothèses, encore trop aléatoires pour qu'on doive en tenir compte.

La situation n'est pas très différente pour l'Autriche-Hongrie, singulièrement plus pauvre en houille que l'Allemagne, mais ayant pourtant une grosse production de combustibles inférieurs et ravitaillée en outre par son alliée. Si l'on a raconté à diverses reprises que le charbon manquait à Vienne, ce ne peut être qu'un incident momentané ou une erreur. N'a-t-on pas lancé un moment une nouvelle pareille pour Paris?

Les besoins de fer et d'acier pour l'armement ne sont pas non plus parmi les plus inquiétans pour l'Allemagne. L'acier est cependant nécessaire aux armées pour la fabrication des canons, des obus, des blindages, pour les navires, les coupoles

des forts, les machines de toutes espèces, les rails, pontrelles, etc., destinés à la réfection des voies ferrées et à la reconstruction des ponts. Même en temps de paix, les gros clients recherchés des usines sidérurgiques sont, avec les chemins de fer, la Guerre et la Marine. A plus forte raison dans une période où les arsenaux travaillent nuit et jour au maximum de leur rendement en se faisant aider par toutes les forces de l'industrie privée. Mais il faut se représenter ce que produit, dans son plein essor, la métallurgie allemande et mettre en regard les chiffres assez faibles auxquels correspondent les munitions de guerre. Il entre relativement très peu d'acier dans les obus et les canons. L'obus vide de 77 pèse un peu plus de 3 kilos. En admettant, par exemple, 200 000 obus tirés par jour sur les deux fronts, on arrive à quelque 600 tonnes dispersées en éclats, ou, en chiffres ronds, 18 000 tonnes par mois, 216 000 tonnes par an. L'Allemagne au taux normal fabrique plus que cela d'acier en une semaine. De même un canon pèse à peu près une tonne. S'il fallait fournir le chiffre énorme de 10 000 canons, le poids d'acier utilisé ne monterait donc qu'à 10 000 tonnes : quelques heures de production. Mais, bien que si le problème, sous cette forme directe, ne se pose pas, certaines réflexions sont pourtant nécessaires.

En ce qui concerne les minerais de fer, on ne peut s'empêcher de remarquer que, sur une extraction annuelle de 20 millions de tonnes pour toute l'Allemagne, la seule Alsace-Lorraine (à laquelle il faudrait ajouter le Luxembourg) en fournit 14 millions. Les mines sont sur notre frontière, les plus éloignées à environ 60 kilomètres de Verdun. Quoiqu'elles se trouvent défendues par Metz et Thionville, il n'y a donc rien de chimérique à envisager leur reprise par nous. Le jour où elles seraient enlevées aux Allemands, il resterait seulement à ceux-ci les 6 millions de tonnes fournies par le pays de Siegen, la Silésie, la Hesse et la Bavière. L'Autriche-Hongrie, de son côté, a trois grands centres de production, en Styrie et Carinthie, en Bohême, dans le Banat, qui sont tous trois éloignés de la frontière russe, mais dont l'extraction totale ne dépasse guère 4 millions de tonnes.

Ne spéculons pas sur des conquêtes futures, puisque notre travail a précisément pour but de voir si on peut arriver au but en s'en passant. Nous devons encore observer que l'Allemagne,

en tout temps, est forcée d'importer des minerais de fer étrangers, dont la plus grande partie correspond à des qualités supérieures qui lui manquent. Elle en prend près de 3 millions de tonnes en Suède ; elle en tire aussi d'Espagne et même, en temps de paix, d'Algérie. Sauf peut-être celles qui viennent de Suède, ces importations doivent, pour la plus grande partie, lui manquer. Mais ce qui va surtout la gêner dans la fabrication des aciers spéciaux destinés au matériel de guerre, c'est le manque de ces petits métaux qui sont devenus indispensables : soit pour la production même de l'acier Martin ou Bessemer, comme le manganèse ; soit pour les aciers à blindages et à ressorts, les aciers rapides ou extra-durs, comme le nickel, le chrome, le molybdène, le tungstène, le vanadium. Ainsi que nous allons le voir, pour quelques-uns des plus utiles, les centres uniques de production dans le monde appartiennent aux Alliés, et il s'agit donc ici d'une disette qui peut devenir rapidement presque irrémédiable.

Cette remarque s'applique en premier lieu au manganèse que les métallurgistes ajoutent, sous la forme de ferro-manganèse ou de spiegel, dans la fabrication de l'acier, pour réduire l'oxyde de fer dissous dans la masse et obtenir l'épuration. On admet que la consommation moyenne par tonne d'acier est de 40 kilos. Pour les 15 millions de tonnes d'acier que l'Allemagne produit en temps normal, cela représente annuellement 150 000 tonnes de manganèse, ou 300 000 tonnes de minerais à 50 pour 100. En admettant même que la fabrication de l'acier soit tombée à moins de moitié, la production allemande de manganèse ne peut y contribuer que pour une très faible part. Les seules mines d'Allemagne, situées dans la Hesse et le Nassau, produisent à peine 80 000 tonnes de minerais très inférieurs, à 15 ou 20 pour 100 de teneur, qui peuvent tout au plus représenter 15 000 tonnes de manganèse métal. D'où viennent donc les manganèses utilisés dans les usines germaniques, comme dans le reste de l'Europe ? De deux pays principalement : de Russie (gisemens du Caucase et de Nikopol), des Indes britanniques. Aussi tous les métallurgistes se souviennent-ils de l'embarras que leur a causé, en 1906, l'arrêt des mines du Caucase, à la suite des troubles révolutionnaires. Ajoutons seulement un faible appoint du Brésil. Il a été facile de fermer à l'Allemagne les deux marchés principaux, l'un russe, l'autre

anglais, et de lui interdire ainsi tout réapprovisionnement.

Notre pouvoir est égal pour priver l'Allemagne de nickel; car ici les deux centres de production mondiaux appartiennent: l'un à l'Angleterre, dans le district de Sudbury, au Canada, qui en fournit les deux tiers, l'autre à la France, en Nouvelle-Calédonie (1). Près des 25 à 30 000 tonnes extraites annuellement dans ces deux pays, les 80 tonnes de la production norvégienne font piteuse figure, et il faudrait envisager une durée de guerre bien longue pour que les usines de Norvège pussent dépasser 3 à 400 tonnes, ou pour que les Saxons eussent le temps de reprendre les pauvres petites mines autrefois exploitées dans leur pays. Contrairement à ce qui se passe pour tous les grands métaux, les États-Unis, pour le nickel, sont importateurs et non producteurs. Aussi, dès la fin de novembre, le prix maximum admis officiellement pour le nickel avait-il déjà doublé en Allemagne: 6 francs le kilogramme contre 3,50. Or le nickel est particulièrement indispensable à l'armement des Allemands. L'enveloppe de leurs balles est en maillechort à 25 pour 100 de nickel; le métal de leurs canons est de l'acier au nickel, comme celui des bandes chargeurs dans leurs mitrailleuses; il entre du nickel dans les cuirasses de leurs navires. Les aciers spéciaux employés dans certaines pièces des automobiles, dans les arbres de machines, etc., renferment également du nickel. Et nous ne parlons pas du nickelage superficiel moins indispensable sur les armes. Dans la plupart de ces emplois, la teneur en nickel est faible, il est vrai: 1 pour 100 pour les arbres de machines, 2 pour 100 pour le métal à canons, 5 pour 100 pour les plaques de blindage. Cependant l'artillerie emploie également quelques aciers à haute teneur de 25 pour 100. Tout cela finit par constituer un tonnage que nos ennemis seront fort en peine de se procurer.

Nous sommes moins bien armés pour priver l'Allemagne de chrome. Ce métal est d'un emploi courant pour les blindages, les obus de rupture; il entre également, à l'état de fer chromé, dans la construction des appareils sidérurgiques. Ici encore les Alliés sont les gros producteurs: la France avec la Nouvelle-Calédonie; l'Angleterre avec la Rhodesia, les Indes, le Canada, la Nouvelle-Galles du Sud; la Russie avec l'Oural. Presque

(1) Le 4 décembre, on a arrêté et déclaré de bonne prise un chargement d'environ 3 000 tonnes de minéral de nickel néo-calédonien destiné à l'usine Krupp.

toute la production mondiale vient de ces pays; car, pour le chrome comme pour le nickel, les États-Unis, qui sont la grande ressource habituelle des Allemands, n'interviennent pas. Mais, dans ce cas particulier, l'Allemagne garde pour le moment un fournisseur suffisant; la Turquie d'Asie possède, en effet, d'importantes mines de chrome, beaucoup plus importantes même en réalité qu'elles ne le semblent sur les statistiques, toujours illusoires quand il s'agit de pays turcs; et leur exploitation, qui se fait souvent par carrières superficielles, peut être assez aisément augmentée. Notre liste des contrebandes de guerre, qui mentionne le ferro-chrome, semble d'ailleurs avoir omis le fer chromé.

C'est pour faire une observation analogue que nous mentionnerons le molybdène, un autre petit métal devenu indispensable dans la fabrication des aciers spéciaux, aciers à outils, aciers rapides, aciers à aimans permanens, aciers ternaires ou quaternaires destinés aux blindages ou projectiles. Le molybdène, qui est très rare, se vend au kilogramme et non plus à la tonne. Sa production est très localisée. Les usines Krupp étaient alimentées pour la plus grande partie par l'Australie, désormais fermée; mais la Norvège, qui donne peut-être un quart de la production mondiale, doit, avec la Suède, continuer à leur fournir le nécessaire.

Nous en dirons autant pour le tungstène, dont les emplois sont semblables, sous la forme d'aciers extra-durs et d'aciers à ressorts. Si l'on avait réalisé l'idée qui a couru tous les services techniques d'artillerie de faire les balles des shrapnels en tungstène, métal particulièrement lourd, pour pouvoir en diminuer le volume et, par suite, en augmenter le nombre, la disette de tungstène, aurait été grave. On a dû renoncer à cette vue théorique par l'impossibilité où l'on s'est trouvé d'obtenir le tungstène en quantités suffisantes. Commercialement, les Allemands détenaient, dans le Hanovre, un véritable monopole du tungstène et la France a dû longtemps passer par leur intermédiaire. Ils ne sont pourtant pas producteurs. Quelques-unes des principales mines sont même en territoire britannique: d'abord en Queensland, puis en Cornwall. Le Portugal, qui est allié à l'Angleterre, entre également pour environ un dixième dans la production. Mais le principal producteur, l'Argentine, qui fournit environ le sixième du total, et l'Espagne (Galice et Cordoue) peuvent continuer des exportations indirectes. Le

faible volume sous lequel se présentent des quantités importantes de tungstène facilite la contrebande.

Quelques mots également sur l'antimoine, nécessaire pour durcir les balles de plomb. La plus grande partie vient de France; mais la Hongrie fournit environ 700 tonnes et l'Italie 500 à 600 tonnes. La disette d'antimoine doit se manifester; car, dès la fin de novembre, le prix de l'antimoine avait triplé : 2 fr. 10 le kilo à Hambourg contre 0 fr. 70, en moyenne, par temps normal.

Nous passons à un grand métal dont il a été beaucoup question ces temps derniers, depuis que l'on a commencé à discuter dans la presse les possibilités d'affamer l'Allemagne : c'est le cuivre. Chacun connaît les emplois que j'appellerai civils du cuivre, surtout comme fils électriques, puis comme dômes et tubes de locomotives, comme laiton pour la décoration, le matériel d'éclairage, comme bronze, etc. Nous insisterons seulement sur ses applications dans le matériel de guerre et nous ferons, à ce sujet, un petit calcul approximatif, sans nous dissimuler que des chiffres semblables indignent généralement les spécialistes par leur imprécision forcée; mais, pour la très grande majorité des non-initiés, ils ont l'avantage de fixer l'ordre de grandeur, généralement insoupçonné par le public.

La balle du fusil allemand n'est pas en cuivre comme la nôtre et ne contient que moitié de ce métal dans le maillechort de l'enveloppe; mais sa douille est en laiton, ainsi que la petite plaque du chargeur, par laquelle cinq cartouches sont reliées ensemble. De ces deux chefs, une cartouche correspond environ à 10 grammes de métal (1). Combien un soldat allemand brûle-t-il de cartouches par jour et, sur ce nombre, combien peut-il en être récupéré par la recherche qui se fait sur les champs de bataille et que doit favoriser la longue immobilité actuelle : nous l'ignorons. Un soldat emporte une centaine de cartouches; mais cette provision, qui est parfois insuffisante pour une journée, peut, à d'autres momens, durer de longs jours. Au moment où l'ennemi s'avance, une mitrailleuse tire normalement 300 coups par minute et peut en tirer jusqu'à 600 (2).

Admettons seulement, comme moyenne générale, que l'on

(1) L'étui pèse 12 grammes, la balle en plomb 40 grammes, son enveloppe en maillechort 5 grammes.

(2) L'approvisionnement d'une section de mitrailleuses comprend 32 700 cartouches.

consomme dix cartouches par jour et par homme : cela fait, pour les 3 millions d'hommes engagés sur les deux fronts allemands, 300 tonnes de laiton, ou 200 tonnes de cuivre par jour. Il faut ajouter la consommation de cuivre pour les obus. L'obus allemand n'a pas la fusée en cuivre du nôtre ; mais il possède également une ceinture de cuivre rouge destinée à s'engager dans les rayures pour donner le mouvement de rotation au projectile et une douille de laiton qui permet de charger un canon comme un fusil avec une seule cartouche renfermant charge, bourre et obus. La ceinture du 77 pèse 300 grammes et la douille 700. La douille du 105 pèse 4 500 grammes en moyenne ; celle du 210, environ 11 kilogrammes. Nous resterons dans les mêmes limites d'approximation que précédemment en admettant, sur les deux fronts allemands, 200 000 obus par jour représentant environ 200 tonnes de cuivre (1). On recueille les douilles d'obus avec plus de facilité que les douilles de fusil, en raison de leurs dimensions et de leur accumulation sur quelques points plus restreints (2). Mais le travail de la douille amène des pertes de métal qui font, dans quelque mesure, compensation. Si la consommation journalière de cuivre pour les cartouches et les obus était bien de 400 tonnes, cela représenterait 12 000 tonnes par mois ou, en chiffres ronds, 150 000 tonnes par an. Mettons qu'il y ait exagération dans nos calculs. Mais la guerre consomme, en outre, du cuivre sous bien d'autres formes, ne fût-ce qu'en installations provisoires de fils téléphoniques. La marine en absorbe également, quoique en proportions inférieures à ce qu'on croit souvent (500 tonnes pour un dreadnought). On est donc fondé à admettre que, malgré la réduction subie par toutes les industries nationales, la consommation du pays a dû plutôt augmenter par l'effet de la guerre que diminuer. Or, l'Allemagne, en 1913, a consommé pour elle-même (non compris le cuivre réexporté après élaboration) 190 000 tonnes.

(1) Dans une période particulièrement active comme celle du 20 août au 20 septembre, les Allemands ont dû lancer plus de 5 000 obus par jour et par corps d'armée. On prévoit souvent 300 obus par canon et par jour de combat.

(2) Les Allemands établissent de grands parcs à munitions, où sont entreposés des paniers pour recueillir, soit les douilles vides, soit les munitions ennemies qui peuvent être abandonnées dans un mouvement de recul. Une prime est accordée par douille ramassée. Néanmoins, d'après des chiffres moyens, on ne doit pas recueillir plus de 10 à 15 pour 100 des douilles d'obus consommées.

Quels moyens les Allemands possèdent-ils pour se procurer cette grosse quantité de métal? Il ne faut pas compter sur les 40 000 tonnes de cuivre brut que fournissent en temps de paix les usines allemandes; car une bonne partie provient de minerais importés, qui n'arrivent plus à Rotterdam ou à Hambourg. Ce qui est extrait des mines allemandes, et spécialement du Mansfeld, ne dépasse pas 25 000 tonnes. Supposons, quoiqu'on ait annoncé le contraire, que les difficultés de main-d'œuvre n'aient pas fait restreindre cette production; l'Allemagne doit, pour le reste, puiser dans les stocks ou recourir à la contrebande. Les stocks visibles du commerce allemand, qui figurent régulièrement dans les tableaux d'Henry Merton ou de la *Metallgesellschaft* sont très faibles et tendaient à faiblir dans ces dernières années. L'Allemagne n'y figurait plus que pour 5400 tonnes au 1^{er} juillet 1913 (sur 67 000 pour l'Europe) contre 12 000 au 1^{er} janvier 1914. Au mois de septembre, l'État allemand a réquisitionné les stocks à Hambourg, en même temps que le gouvernement britannique mettait la main sur ceux de Rotterdam. Il faut ajouter les provisions qu'avaient dû rassembler avant la guerre tant le gouvernement lui-même que les grandes sociétés industrielles comme l'*Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft*, ou les vols pratiqués dans les pays envahis. Il faut surtout faire intervenir ce que nous avons appelé les stocks invisibles. Ceux-ci sont certainement considérables. Une partie des 190 000 tonnes absorbées par le pays dans ces dernières années pourrait être, à la rigueur, recouvrée, mais au prix de quelle complète désorganisation! Devant une information des journaux annonçant qu'on avait commencé à démonter des lignes téléphoniques, nous avons eu la curiosité de calculer ce que pouvaient contenir de cuivre les réseaux téléphoniques urbains et interurbains de l'Empire allemand avec les grandes transmissions de forces: nous sommes arrivé à plus de 200 000 tonnes, soit l'alimentation d'une année. Il a été beaucoup plus simple d'acheter du cuivre américain ou espagnol par l'intermédiaire des Norvégiens d'abord, puis des Italiens, et nous avons donné, à cet égard, des chiffres parlans. C'est un des points sur lesquels la surveillance porte aujourd'hui le plus sérieusement et le plus efficacement, sauf à susciter un mécontentement incontestable dans les États du Far-West, en Montana, dans l'Utah ou en Arizona. On a déjà atteint un résultat, puisque le prix maximum

pour le cuivre en barres à Hambourg atteignait, au début de janvier, 2 940 francs la tonne, soit le double du prix en France. Mais cette hausse, qui commence à peine, est surtout appelée à se précipiter dans l'avenir.

Après le cuivre, nous passerons rapidement sur deux autres grands métaux, le zinc et le plomb. Pour le zinc, les Allemands réalisent des chiffres de production considérables. Leurs usines ont donné, en 1913, 290 000 tonnes et, en défalquant les minerais importés, on trouve encore, pour le zinc extrait de leurs propres mines, plus de 150 000 tonnes. Ils ne manqueront pas de zinc, d'autant plus que les États-Unis, gros exportateurs, sont toujours prêts à en fournir. On peut seulement remarquer que la presque totalité des usines à zinc allemandes peut se trouver arrêtée d'ici peu. Car elles sont, les unes en Silésie, les autres dans la Prusse Rhénane, près des usines belges qui, suivant toutes vraisemblances, doivent être entièrement fermées.

L'Allemagne consomme 259 000 tonnes de plomb et en produit 181 000 (1913), dont 90 000 tirées de ses minerais nationaux. L'Autriche ne produit que 13 000 tonnes. L'addition de ces deux chiffres décèle un gros déficit en temps normal. Or la balle de plomb pèse environ 10 grammes. Un shrapnel allemand renferme 300 balles de plomb pesant au total 3 kil. Si nous reprenons des chiffres précédents, nous arrivons environ à 600 tonnes par jour (300 pour les cartouches, et 300 pour les obus à balles), ou 300 000 tonnes par an qui s'ajoutent presque totalement à la production normale en temps de paix (1).

L'étain sera un des premiers métaux à manquer; car il vient tout entier d'outre-mer (sauf les 6 000 tonnes du Cornwall) et, pour les deux tiers, de possessions anglaises (États Malais, Australie, etc.). N'appartiennent à des neutres que les mines des Indes néerlandaises et celles de Bolivie. Il est peu probable que la surveillance maritime anglaise laisse passer beaucoup d'étain. Or ce métal est nécessaire, ne fût-ce que pour l'étamage : par exemple dans l'intérieur des obus explosifs en acier, qui, sans cette précaution, s'attaqueraient. Il en faut également un peu pour le laiton. Les cours actuels de l'étain en Allemagne donnent lieu aux mêmes observations que ceux du cuivre.

(1) C'est peut-être en partie la raison pour laquelle les Allemands ont utilisé récemment des shrapnels nouveaux qui renferment seulement trente balles noyées dans du phosphore rouge.

Un autre métal dont l'intérêt s'est beaucoup accru dans ces dernières années, c'est l'aluminium, pour lequel les Allemands semblent avoir une prédilection toute spéciale et qui entre dans l'équipement du soldat, dans les appareils d'aviation, dans les automobiles, dans les fusées d'obus, etc. L'Allemagne, étant pauvre en houille blanche, n'a pu organiser très en grand la fabrication électrique de l'aluminium. Elle possède cependant une importante usine, en face de Rheinfelden sur le Rhin; elle peut également puiser dans les usines d'Autriche telles que Lend, ou dans celles de Suisse, telles que Neuhausen, qui est, en réalité, une usine allemande. Mais la grande difficulté sera pour elle de se procurer le minerai, la bauxite, qui vient presque totalement du midi de la France et auquel il est peu pratique de suppléer par les autres substances alumineuses existantes en Allemagne ou dans les pays voisins.

Enfin, sans vouloir traiter incidemment une question de premier ordre, nous ne pouvons cependant oublier dans cette énumération que l'or est un métal, et même un métal de première importance. Or, en dehors de l'Amérique, tous les producteurs d'or mondiaux sont du côté des Alliés et l'Amérique a moins envie de donner son or que d'en recevoir. Tandis que de l'or continue à affluer chez nous de l'Afrique australe, des Indes, du Canada, des Guyanes, de la Côte d'or africaine, etc., tandis que le précieux métal nous arrive plus sûrement encore sous la forme des créances sur l'étranger, l'Allemagne, malgré tous les subterfuges dont elle se sert pour vendre des titres ou toucher des coupons par l'intermédiaire de la Hollande, ne peut manquer d'avoir une balance de plus en plus défavorable, qui se traduit déjà par une perte de 10 pour 100 sur le change du *mark*. On aura beau employer les moyens les plus énergiques jusqu'à forcer tous ceux qui pénètrent en Allemagne à livrer leur or contre des billets, quêter l'or dans les régimens et dans les paroisses, inviter les Allemandes patriotes à échanger leurs alliances d'or contre des anneaux de fer, vendre des prolongations de congé aux soldats qui rapportent des pièces d'or de leur famille, de tels procédés sont d'une application précaire. Il a été fait grand étalage en Allemagne de ce que l'encaisse or de la *Reichsbank* avait augmenté de 738 millions depuis les hostilités pour atteindre 1 991 millions au début de décembre (1); c'est

(1) Pour pouvoir enfler sa circulation fiduciaire, la *Reichsbank* considère que

assurément un beau résultat ; mais, en admettant même, comme l'annoncent les Allemands, qu'il leur reste encore 2 milliards d'or disponibles entre les mains des particuliers, rien ne prouve qu'on arrivera à les leur faire livrer et, plus le change deviendra défavorable, plus on sera forcé d'exporter de l'or pour maintenir les cours. La guerre coûte à l'Allemagne de 40 à 50 millions par jour. Pour la continuer seulement jusqu'au début de novembre, il lui faudra augmenter sa dette de 17 milliards, dont une partie devra passer à l'étranger. L'Autriche, qui a dû dépenser 7 milliards et demi dans les six premiers mois de guerre, en aurait encore 12 et demi à fournir pour atteindre la même date. Cette question, que nous nous bornons à rappeler, fera sentir son contre-coup pour toutes les substances auxquelles est consacrée notre étude ; car la disette d'or rendra de plus en plus difficile le paiement, toujours coûteux, des complications nécessaires.

Après les métaux, nous ne continuerons pas, pour les autres substances minérales, une énumération qui deviendrait vite fastidieuse. Nous nous bornerons à en citer deux, dont la plus importante est le pétrole avec ses dérivés, l'essence, le benzol, etc. et l'autre le nitrate. Les Allemands ont des besoins considérables de carburans liquides. Il leur en faut pour leurs automobiles dont ils ont développé l'emploi sur un pied extraordinaire. Les 200 000 automobiles de guerre que l'on attribue aux Austro-Allemands doivent consommer en moyenne chacune 20 litres d'essence par jour, soit, au total, 4 000 000 de litres : 750 000 barils ou 100 000 tonnes par mois. Les sous-marins en absorbent également. Mais il en faut surtout, et de qualité tout à fait supérieure, pour les zeppelins et les avions, où la moindre déféctuosité du carburant peut entraîner des catastrophes. Ne parlons pas ici de l'éclairage. Si l'on manque de pétrole lampant, ce sera un embarras, mais non un désastre. Au besoin, on le remplacera par de l'acétylène, du gaz ou, plus simplement, par de la bougie. Il n'en reste pas moins à prévoir une très forte consommation pour les machines motrices.

Dans le cas spécial, si important, des automobiles, on a la possibilité d'utiliser trois carburans qui sont, par ordre de

les bons du Trésor et effets créés par le gouvernement impérial ont la valeur de l'or, puisqu'ils peuvent être admis légalement comme couverture de ses billets et donnent le même droit de triple émission.

mérite décroissant, l'essence, le benzol et le pétrole ordinaire. La substitution du benzol à l'essence est une ressource à laquelle les Allemands ont déjà eu recours. Le benzol commercial donne des résultats inférieurs à l'essence; il encrasse les moteurs et ne permet pas leur plein rendement. Beaucoup de mécaniciens le rejettent. Mais il offre des avantages économiques qui l'ont fait adopter souvent dès le temps de paix et sa substitution à l'essence ne nécessite pas une transformation du matériel. Or, si le benzol peut être extrait du pétrole brut et est, en pratique, souvent fourni par lui, on l'obtient également par la distillation du goudron de houille que les Allemands possèdent en abondance. Le remplacement d'un corps par l'autre est donc tout indiqué, sauf pour les aéroplanes où il ne pourrait être réalisé que grâce à des perfectionnemens chimiques dont les Allemands ne sont peut-être pas incapables.

Ajoutons seulement pour mémoire que, ces combustibles normaux venant à manquer, on aurait encore la ressource, en modifiant le matériel, d'employer l'alcool, médiocre carburant, dont on peut aisément fabriquer de très grandes quantités. La disette de pétrole ne constituera donc pas, pour nos adversaires, la paralysie immédiate et complète que l'on a parfois imaginée. Elle n'en sera pas moins une difficulté très sérieuse, surtout si elle arrête les aviateurs, qui sont devenus l'agent d'informations indispensable pour les armées. Voyons, dès lors, comment se pose le problème du ravitaillement.

Sur son propre sol, l'Allemagne ne possède que des gisemens pétrolifères insignifiants en Alsace et en Hanovre. La tentative qu'elle avait faite, par l'intermédiaire de la Turquie, pour mettre la main sur ceux du Caucase, paraît avoir définitivement échoué. L'Autriche en avait d'importans en Galicie, mais elle les a laissé prendre par les Russes. Admettons que la contrebande, très active au début, ait été définitivement arrêtée et qu'il n'arrive plus de pétrole des États-Unis ni des Indes néerlandaises. Supposons encore, comme on est en droit de le croire aujourd'hui, que la Roumanie maintienne énergiquement une interdiction d'exportation fort coûteuse pour elle. Il reste à envisager les stocks importans que les Allemands avaient constitués avant la guerre et ceux qu'ils ont pu former depuis, par la confiscation dans les pays envahis, par la mainmise sur les bateaux-citernes sortant de la Mer-Noire, par les

exportations roumaines du début. Ce qu'ont été un moment ces derniers envois, une comparaison de chiffres va le montrer. Le pétrole brut roumain était tombé de 7 francs à 4 francs les 100 kilos dans le mois d'août. L'exportation en Allemagne une fois organisée, il remonta à 5 fr. 20 fin septembre. L'attitude politique de la Roumanie, de plus en plus favorable aux Alliés, est un gros facteur en cette matière.

L'attention s'est trouvée attirée aussi sur la question des nitrates, par le fait que deux cargaisons chiliennes de 3 000 tonnes chacune, à destination de Hambourg, avaient été saisies en décembre et janvier et amenées, l'une à Swansea, l'autre à Nantes. Le nitre ou salpêtre fait immédiatement penser à la grave question des explosifs. Sans doute, la vieille poudre noire au salpêtre est une substance fort désuète. Mais l'acide nitrique n'en demeure pas moins l'élément essentiel dans la fabrication des explosifs : nitrocellulose pour les cotons colloïdaux et les fulmi-cotons, nitroglycérine pour la dynamite, nitrification de la fibrine, de la soie, du phénol pour obtenir l'acide picrique, ou trinitro-phénol, base de la mélinite, de la lyddite et autres produits analogues. Toujours il s'agit, pour réaliser l'explosion, d'oxyder rapidement une substance organique de manière à obtenir une pression considérable par l'accumulation des gaz à haute température. Le corps organique peut être varié à l'infini. L'intervention de l'élément nitrique est presque constante.

D'autre part, ce qui n'est pas négligeable, l'Allemagne utilise en temps normal des quantités considérables de nitrates comme engrais de printemps. Depuis trente ans, cette consommation a décuplé et dépasse aujourd'hui 800 000 tonnes. L'emploi de tels engrais serait particulièrement nécessaire cette année où les semailles ont dû se faire dans des conditions défectueuses (1).

Or, les nitrates minéraux viennent presque totalement du Chili, qui en fournit 2 000 000 de tonnes, correspondant à 280 000 tonnes d'azote. L'azote extrait électriquement de l'air en Norvège ne forme encore qu'un appoint insignifiant. Des deux côtés, l'approvisionnement allemand est fermé. La Norvège a annoncé qu'elle observerait une neutralité absolue et, si le Chili,

(1) De même que les Allemands ont confisqué les appareils en cuivre dans nos raffineries du Nord, ils ont pris également les stocks d'engrais artificiels à Gand.

qui est quelque peu germanophile, tentait d'oublier la sienne, les navires anglais rencontrés en mer la lui rappelleraient sans doute efficacement.

On peut toutefois, comme nous l'observions en commençant ce travail, penser à extraire l'azote de l'air, cette mine inépuisable. Bloqués par l'Angleterre en 1812, les États-Unis se sont aperçus que, par une opération naturelle de ce genre, il s'était constitué, dans les célèbres grottes du Mammoth, des provisions de salpêtre, grâce auxquelles ils ont pu résister. Pendant le siège de Paris, en 1870, une commission présidée par Berthelot reconnut qu'en cas de nécessité, le lessivage des matières salpêtrées, contenues dans la seule enceinte de Paris, pourrait en un mois fournir plusieurs centaines de tonnes. Une guerre moderne demande des quantités de nitrates hors de proportion avec celles qui pouvaient être nécessaires en ces temps déjà anciens. Mais les ressources de la chimie ont décuplé. La plus grosse difficulté pour un pays riche en énergie utilisable sous la forme de houille est le temps nécessaire à l'organisation de telles industries qu'on ne crée pas du jour au lendemain.

Il faut mentionner également, parce qu'on y a fait plus d'une allusion dans ces derniers temps, la ressource que pourrait fournir, à défaut de nitrates, cet autre oxydant, plus efficace encore et partout facile à obtenir abondamment, l'air liquide. Des cartouches d'oxygène liquide et de charbon pulvérent ont déjà été employées à la place de dynamite; mais elles ont le très grave défaut de ne pouvoir se conserver plus de quelques heures. On a préconisé depuis longtemps des obus à l'air liquide qui auraient l'avantage de ne pas échauffer le canon et la culasse. Ce n'est probablement pas encore dans la guerre présente que cette application entrera assez en pratique pour fournir un explosif courant aux Allemands.

*
*
*

Nous arrivons ainsi au terme d'une étude, dans laquelle nous nous sommes efforcé de montrer le pour et le contre, en résistant à la tentation toujours plus séduisante de plaider une thèse formelle. Notre conclusion y perdra un peu en rigueur, mais gagnera peut-être en sécurité. Cette conclusion, c'est que l'Allemagne, malgré toute sa puissance industrielle, va se trouver, sinon paralysée, du moins progressivement gênée et

ligottée par des liens de plus en plus nombreux et serrés qui la tiendront enchaînée en tous sens, comme les fils attachés par les Lilliputiens au grand corps de Gulliver. Il suffit pour cela que, malgré les pressions exercées par les neutres et malgré le désir de se les concilier, l'Angleterre et la France maintiennent efficacement un blocus indispensable au bien de l'humanité tout entière. Réduite à ces termes généraux, une telle conclusion, que nous avons tenté d'établir, sur des données précises, avec les nuances et les atténuations nécessaires dans chaque cas, pourra sembler s'être imposée de prime abord comme évidente. Un grand pays moderne, surtout avec les besoins spéciaux que développe chez lui l'état de guerre, ne peut se passer du reste du monde et, le jour où il en est séparé, il constate avec stupeur combien, malgré tout son orgueil, il en restait dépendant. D'une contrée à l'autre, on a vu s'établir pour toutes les substances naturelles un équilibre de vases communicans, en raison duquel chaque région, suivant la logique des choses, tend à produire seulement ce qu'elle est particulièrement apte à fournir, pour exporter son excédent et importer en échange ce qui lui manque. Une telle loi s'applique particulièrement pour des produits localisés dans l'écorce terrestre comme les métaux, que le travail le plus obstiné et la science la mieux armée ne peuvent extraire d'un sol, s'il ne les renferme pas d'abord. Néanmoins, si prévue qu'ait pu être la conclusion, notre étude n'en aura pas moins montré sur quels points particuliers l'ennemi est le plus sensible et doit être le plus rapidement, le plus efficacement atteint. Nous entrons, avec l'année 1915, dans une période de blocus à peu près effectif, où les résultats de cette guerre économique à peine commencée vont l'un après l'autre se manifester, et il est permis d'en déduire, outre toutes nos autres raisons d'attendre patiemment le succès, des motifs presque mathématiques d'espoir.

Dans cette forme de lutte nouvelle, le programme de notre offensive est simple, quoique nous ayons insisté sur les complexités de sa réalisation. Il consiste à encercler l'Allemagne en obstruant l'une après l'autre toutes les voies d'accès et à continuer patiemment le siège. Ne comparons pas cette idée avec celle du Blocus continental. Si le plan de Napoléon a échoué, c'est qu'il voulait empêcher l'Angleterre de vivre en lui interdisant l'accès de quelques ports européens, sans posséder

lui-même la maîtrise des mers. Enfermer un pays continental quand on possède, au contraire, les mers avec une bonne partie de ses frontières terrestres, est plus aisément réalisable. L'Allemagne le comprend fort bien ; elle sait que, si elle ne nous a pas abattus assez vite, ce blocus peut constituer pour elle un danger irrésistible, contre lequel ni ses pièces lourdes ni ses attaques en colonnes de quatre ne pourront rien. Elle le sait, puisque ses écrivains militaires l'avaient mise en garde longtemps avant la guerre contre un tel péril, et c'est pourquoi sa haine est plus forte contre l'Anglais que contre le Russe ou contre nous. Mais il ne faut pas en conclure que le succès soit déjà obtenu et se fier naïvement à ces descriptions fantaisistes où l'on nous peint une Allemagne souffrant déjà de la famine. L'heure de l'angoisse suprême n'est pas encore venue, ni pour les céréales ou la viande dont nous n'avons pas voulu nous occuper ici, ni pour les matières minérales que nous avons étudiées. Contre nos assauts, le gouvernement allemand a organisé sa défense avec la même science et suivant les mêmes principes que sur le terrain militaire.

Pour résister, il va mettre en œuvre toutes les ressources d'un étatisme qui volontiers se solidarise avec la grosse industrie et, par un échange de bons procédés, obtient de cette industrie son utile concours. Nous avons vu se créer une société des céréales de guerre, une société des métaux de guerre et, dans cette dernière, sont entrées toutes les grandes compagnies métallurgiques ou financières. La formidable machine industrielle allemande, dont les rouages ne pouvaient plus longtemps tourner à vide, adapte peu à peu ses engrenages et ses bielles au seul fonctionnement de la guerre. En groupant les capitaux et les capacités techniques, on va donner les mots d'ordre, auxquels le particulier obéira avec cette merveilleuse discipline qui fait de l'Allemand un instrument puissant lorsqu'il est en nombre et bien encadré.

Outre son intérêt passionnant pour la conclusion d'une lutte atroce, l'expérience sociale qui va être ainsi tentée ne sera pas sans présenter quelque intérêt d'un point de vue purement théorique. On va voir, mieux qu'on n'aurait pu le faire dans aucune autre circonstance, si un État moderne, tenant toutes ses forces en main et disposant de tous les pouvoirs indiscutés, peut réglementer dans ses moindres détails la vie de 68 mil-

lions d'habitans, s'il est assez fort pour fixer les prix à l'avance, limiter les achats, réquisitionner les réserves, restreindre l'éclairage, rationner le pain. Ainsi que la logique seule permettait de le prévoir, quelques difficultés pratiques ont déjà été rencontrées. Docilement les bourgeois allemands ont apporté leur or, livré leur pétrole, fourni leurs métaux. Mais, le jour où le gouvernement a édicté des prix maxima, l'inévitable danger de telles interventions n'a pas tardé à se manifester. D'une part, on n'a pu décider le peuple à économiser réellement une substance dont la disette ne lui apparaissait pas sous la seule forme qui soit tangible pour un esprit simple, par une augmentation de prix. D'autre part, les commerçans ont renoncé à employer leur outillage et leurs relations pour faire venir des matières qu'ils auraient été obligés de vendre au-dessous du prix coûtant. Ce qu'ils tenaient en réserve, ils se sont efforcés de le garder caché pour attendre des cours plus élevés. Dans un autre domaine que le nôtre, celui de l'alimentation, les minotiers ont reproché aux marchands de grains de ne plus rien leur fournir à moudre, et les consommateurs se sont plaints des minotiers qui n'apportaient plus leur farine sur le marché. Les éleveurs, auxquels on a interdit de nourrir leur bétail avec le grain de leur récolte, ont préféré abattre leurs bêtes en masse plutôt que d'être exposés un jour à les vendre à perte. Pour les métaux, on exercera sans doute un contrôle plus facile et plus direct sur des consommateurs plus localisés ; mais on n'obtiendra pourtant pas d'un commerçant qu'il entre en concurrence à New-York avec les acheteurs russes et anglais, si on lui assigne d'avance un prix de vente déterminé. Plus les prescriptions se multiplieront et deviendront rigoureuses, plus la confiance que l'on a entretenue artificiellement dans le peuple allemand s'affaiblira. Avec cette lutte instituée à coups de décrets contre ceux qu'il est trop facile d'appeler des accapareurs, on entre dans un cercle vicieux où, tôt ou tard, fatalement, on finit par étouffer.

L. DE LAUNAY.

L'ÉTERNELLE ALLEMAGNE

D'APRÈS LE LIVRE DE M. LE PRINCE DE BÜLOW

I

L'EMPIRE ET LES NATIONS

Dans son numéro du 1^{er} octobre, la *Revue* a déjà rendu justice à la traduction et à l'édition françaises que M. Maurice Herbette, chez l'éditeur Lavauzelle, nous a récemment données du livre du prince de Bülow : *la Politique allemande*. Mais des deux parties qui composent ce livre, *Politique extérieure* et *Politique intérieure*, la *Revue* n'a parlé alors que de la première, dont les circonstances faisaient et font encore la principale. Reste l'autre, à laquelle les événements de demain rendront, je crois, le plus d'importance.

Car, en cette seconde partie, M. de Bülow ne s'est pas contenté de nous faire le tableau et l'apologie de sa politique intérieure durant les neuf années (1900-1909) qu'il fut à la tête de la chancellerie impériale. Il tenait sans doute à démontrer qu'il avait eu grand'raison et plein succès dans les trois entreprises capitales de son ministère : 1^o lois douanières de 1902 pour le salut de l'agriculture ; 2^o formation du Bloc, entre Conservateurs et Libéraux, pour la lutte électorale contre le Centre et le Socialisme ; 3^o reprise, dans les Marches de l'Est, de la colonisation allemande et de la persécution contre les

Polonais. *Le Tarif douanier de 1902, la Politique du Bloc, la Lutte pour le Sol* : ces trois chapitres, entre plusieurs autres, sont un plaidoyer personnel, où l'habileté de l'auteur se donne carrière, où son talent d'exposition, sa dialectique de finesse, d'ironie, de mesure, son ton de grand seigneur et sa preste élégance lui gagnent, sinon l'adhésion, du moins l'applaudissement de tous les connaisseurs.

Mais ces chapitres n'ajoutent presque rien à ce que nous savions déjà. Pour le lecteur français, ils sont loin de valoir le lumineux exposé que faisait ici même M. André Tardieu en septembre 1909; c'est encore là qu'il nous faut chercher tous les renseignements sur ces neuf années de politique allemande, que M. de Bülow résume et apprécie plus qu'il ne les expose. M. de Bülow adressait à un public fort averti cette sorte de « Discours à la nation allemande » sur les conditions vitales de l'Empire; il pouvait se passer des explications détaillées et s'en tenir aux grands sujets : quelles sont les conditions de toute politique intérieure dans l'Allemagne unifiée? quelles nécessités inéluctables dominent la vie de l'Empire? quelles difficultés permanentes la traversent? quels obstacles y opposent « le Passé politique du Peuple allemand » (c'est le titre d'un chapitre) et « l'Esprit séparatiste dans le nouvel Empire allemand » (c'est le titre d'un autre) et « l'Intérêt de Parti en face de l'Intérêt d'État » (c'est celui d'un troisième)? quelles sont « l'Intelligence et la Sentimentalité politiques » des peuples allemands? quelles doivent être les relations entre « le Gouvernement et les Partis, » entre « l'État prussien et la Social-Démocratie? » que doit être « le vrai Remède au Socialisme? » etc.

Il est probable que, depuis Bismarck, ni l'Allemagne, ni l'Europe n'ont eu beaucoup d'hommes d'État qui fussent capables de procéder à pareil examen. M. de Bülow, mieux qu'aucun autre, était à même de motiver ses réponses sur une parfaite connaissance de l'Allemagne dans le présent et dans le passé et sur une longue expérience des nations étrangères : il avait une compréhension assez intime, en particulier, des nations latines, dont les idées en politique, étant tout juste le contraire des idées allemandes, peuvent le mieux servir à éclairer celles-ci par leur contraste même.

Né au lendemain des journées révolutionnaires de 1848-1849, dans l'Allemagne du Nord, en plein Mecklembourg féodal;

élevé dans la libérale Allemagne du Sud, puis dans les Universités du Centre et de la Suisse, M. de Bülow est arrivé à l'âge d'homme quand les victoires de 1870 faisaient succéder aux Allemagnes d'autrefois l'Allemagne nouvelle. Il a débuté dans les ministères impériaux de Berlin, où son père était le collaborateur et le confident du grand chancelier. Sa carrière de diplomate l'a promené ensuite, vingt-trois années durant (1874-1897), de Rome à Pétersbourg, à Vienne, à Paris, à Bucarest, à Pétersbourg et à Rome de nouveau, pour le ramener enfin à ce ministère des Affaires étrangères où son père était mort à la tâche. Douze années comme ministre (1897-1900) ou chancelier (1900-1909) l'ont, au plein de son âge viril et de sa force intellectuelle, mis au courant de toute la politique intérieure et extérieure de l'Empire. Son mariage avec une Italienne, après avoir complété le sens et le respect de la latinité que lui avaient donnés ses longues années de séjour dans les capitales latines, l'a ramené prendre sa retraite en un palais de Rome, le jour où la rancune de Guillaume II le libéra du pouvoir. Quatre années (1909-1913), il a vécu silencieux, en cette studieuse et digne retraite, en face du Palatin, devant les ruines de ce qui fut, durant quatre siècles, le palais des divins Empereurs, des maîtres de Rome et du monde.

Sa jeunesse s'était écoulée à l'ombre de Bismarck, dont il continue de se proclamer l'humble disciple. La vieillesse lui est venue sous les ombrages d'une villa romaine. Rome et Bismarck : à fréquenter tour à tour deux grandeurs si pareilles et si différentes, il est impossible qu'un esprit alerte n'ait pas reçu quelques grandes leçons. Le Chancelier de Fer était le meilleur des exemples pour apprendre comment on fonde les Empires. Le Palatin est peut-être le meilleur des observatoires pour embrasser du même regard les Empires du présent et ceux du passé.

C'est après quatre années de méditations sur l'Aventin (1909-1913) qu'avant de rentrer en grâce et en fonctions et de redevenir ambassadeur auprès du Quirinal, M. de Bülow a écrit son livre, non par besoin seulement de se raconter et de se faire valoir, mais bien plutôt, je pense, par le même sentiment du devoir patriotique, qui, en novembre 1908, lui faisait dire de si cruelles vérités à son Maître. Comme en 1908, il a voulu, en 1913, mettre et l'Empereur et l'Empire en garde contre les dangers qu'une politique trop personnelle faisait

courir à l'œuvre de Bismarck, à la fragile unité de l'Allemagne. Il est probable que le nouvel ambassadeur ne tient plus aux Romains de 1915 le même langage que l'ancien chancelier aux Allemands de 1913. Ses auditeurs d'aujourd'hui feront bien de relire les multiples et excellentes raisons qu'il avait, hier encore, de mettre en doute la durée de la tyrannie prussienne sur l'Allemagne et sur l'Europe. En sourdine et comme en refrain, il est une pensée qui revient à la fin de tous ses chapitres : autant M. de Bülow avait de confiance dans la force militaire de la Prusse, autant il avait de défiance dans la faiblesse politique de l'Allemagne, et tout le livre aboutit à cette conclusion pessimiste que, la monarchie des Hohenzollern ayant fait l'unité artificielle et provisoire des États allemands, leur union profonde et durable ne pourrait être obtenue que par un changement radical du tempérament germanique. Pour M. de Bülow, « l'esprit allemand » et « la monarchie prussienne » s'opposent comme deux termes antinomiques, dont la conciliation serait pourtant indispensable au salut de l'empire bismarckien : toute l'histoire germanique, depuis les lointaines origines jusqu'à l'heure présente, tout le développement interne de l'éternelle Allemagne servait d'argument à l'ancien chancelier pour démontrer à ses lecteurs la nécessité, mais aussi la quasi-impossibilité de cette entreprise.

L'*Introduction à la Politique intérieure* débute ainsi : « L'histoire de notre politique intérieure, abstraction faite de rares périodes lumineuses, est une histoire d'erreurs politiques, » et M. de Bülow ajoute un peu plus loin : « Il coulera beaucoup d'eau sous nos ponts jusqu'à ce que les faiblesses et les défauts innés de notre tempérament politique disparaissent. Le destin, qui, au su de tous, est un mentor distingué, mais coûteux, pourrait bien entreprendre de nous éduquer par le dommage que nous causeront encore les faiblesses inhérentes au caractère de notre peuple... *Espérons qu'elles ne seront pas trop cuisantes, les épreuves* qui ajouteront le talent politique aux dons nombreux et brillants que nous avons reçus de la nature... Je m'entretenais un jour à ce sujet avec un des directeurs du ministère, feu Althoff : « Ah ! que demandez-vous là ? » répondit-il avec son humour coutumière. Nous autres, Allemands, nous sommes le peuple le plus savant de la terre et, en même temps, le plus capable à la guerre. Nous avons fait merveille dans tous les arts, dans toutes

les sciences : les plus grands philosophes, les plus grands écrivains, les plus grands musiciens sont des Allemands. En ce moment, nous sommes au premier rang pour les sciences naturelles et dans tous les domaines techniques ; par-dessus le marché, nous sommes arrivés à un essor économique prodigieux ; comment pouvez-vous vous étonner que nous soyons des ânes en politique ? Il faut bien que quelque chose cloche. »

Malgré l'humour de feu Althoff, M. de Bülow n'a jamais pris son parti de l'« ânerie » en politique. Il a voulu la combattre chez son peuple et chez d'autres encore. Il était un sujet trop respectueux et, malgré sa disgrâce, un diplomate et un courtisan trop anxieux de déplaire pour dire ou seulement laisser entendre que les faiblesses du peuple se retrouvaient en très haut lieu. Mais si nous connaissions par le menu, comme son infailliable mémoire les connaît encore, les conversations et les correspondances que, durant dix années de faveur, il eut avec le Maître, je crois qu'en nombre de phrases du présent livre, nous découvririons des allusions ou des réminiscences que le Maître, lui, n'a pu manquer de saluer au passage, comme on salue involontairement les premiers obus qui passent sans encore éclater.

En octobre 1900, Guillaume II fondait à Saalbourg un musée d'antiquités romaines, dans l'un de ces petits forts romains, *castella*, dont les ruines jalonnent les ruines du *Limes romanus*, du « Seuil romain, » de ce long rempart de terre et de pieux, que les Augustes avaient tendu, entre le coude du Rhin à Mayence et le coude du Danube à Ratisbonne, pour protéger la Germanie du Sud romanisée contre les ruées de la barbarie nordique. Au-devant de ce *castellum*, scientifiquement restauré, l'empereur Guillaume avait fait dresser la statue de l'empereur Antonin, scientifiquement copiée de l'antique, mais moins scientifiquement dédicacée *A l'Empereur des Romains, T. A. Hadrianus Antoninus, l'Empereur des Germains, Guillaume II, — Imperatori Romanorum, T. A. Hadriano Antonino, Guilelmus secundus, Imperator Germanorum*. Trop heureux, sans doute, d'une occasion de télégraphier en latin, Guillaume II envoyait « à l'incomparable historien de Rome, Th. Mommsen », cette belle dépêche : *Theodoro Mommseno, antiquitatum romanarum investigatori incomparabili..., salutem dicit Guilelmus Germanorum Imperator*.

Germanorum Imperator! Empereur des Germains! Il semble que ce solécisme prussien ait fait bondir le vieil et irascible « antiquaire de Lietzelbourg. » Car, de sa bonne encre latine, Th. Mommsen, *antiquarius Lietzelburgensis*, télégraphia ses remerciemens au *Prince des Germains, Principi Germanorum*, voulant rappeler à cette Majesté, — qui d'ailleurs ne comprit pas la leçon, — que le monde n'a jamais connu qu'un Empire et qu'un Empereur, l'Empire romain, l'*Imperator romanus*. Cet Empire, à travers les siècles, a pu transporter son siège occidental de Rome à Arles, à Trèves, à Ravenne, à Aix-la-Chapelle, à Ratisbonne, à Francfort, à Paris, à Berlin. Il a pu avoir des titulaires de nation italique et syrienne, illyrienne et gauleoise, gothique et grecque, germanique et tchèque, anglaise et castillane, française et prussienne : d'Auguste à Guillaume II, la suite des Césars passe par Éliogabale, Charles-Quint et Napoléon. Mais si Guillaume II a le titre impérial dans le monde d'aujourd'hui, il n'est toujours en Allemagne que le premier des Germains, le *princeps* des Allemands.

« A Guillaume le Second, prince des Allemands, *Guilelmo secundo, principi Germanorum*, à Celui qui se croit l'*Imperator* d'une *Respublica* germanique, comme Auguste était le chef de l'État romain, ou comme Napoléon fut l'empereur de la République française, à Celui qui n'est toujours que la tête du corps germanique, le premier des rois allemands, le *Kriegsherr*, le chef de guerre des Germains, et non leur magistrat unique et suprême : » telle devrait être, je crois, la dédicace du livre de M. de Bülow. Maints développemens et plus d'un chapitre ne font que paraphraser la dépêche du vieil antiquaire de Lietzelbourg.

En 1900, quand cette dépêche fut envoyée, M. de Bülow était chancelier déjà. Mais je doute qu'il l'eût présente à l'esprit quand, en 1913, il écrivit cette *Politique allemande*. En revanche, on sent partout, derrière les axiomes juridiques ou les allusions historiques de son texte, la présence invisible, mais réelle, de réminiscences, de lectures, de citations érudites. L'auteur ne nous renvoie jamais aux sources : il est prince et se garde de pédantiser. Mais il est savant tout de même et l'on peut, de-ci, de-là, retrouver les savans auteurs d'Allemagne, d'Angleterre et de France auxquels il emprunta ce dont il fit son bien. On sait à quelles disputes des théoriciens et des commentateurs est en proie le droit constitutionnel des Allemagnes, le

Staatsrecht germanique, et quelles furieuses batailles on s'est livrées sur lui depuis des siècles, — on s'en livrait déjà au XIII^e siècle, au temps des Hohenstaufen, — entre « latinisants » et « germanisants », entre importateurs du droit romain et défenseurs du vieux droit germanique. Sans avoir fait la moindre allusion à ces querelles d'érudits, M. de Bülow sera rangé quelque jour parmi les « latinisants : » M. J. Huret (1) nous avait déjà dit l'estime où le chancelier tenait la « netteté latine » et les plus romains de nos législateurs.

Au cours de ses études universitaires et de ses loisirs diplomatiques autrefois, aux jours de sa puissance après, pour vérifier sa propre expérience enfin, M. de Bülow a connu et pratiqué les traités allemands qui racontent les origines de l'Allemagne, les conditions et les vicissitudes du pouvoir impérial à travers les siècles : une phrase de Treitschke sert d'épigraphe à tout son ouvrage, et dans cette *Histoire de l'Allemagne*, il trouve non seulement « un sens historique profond, mais aussi une signification politique très moderne. » Néanmoins, de César et Tacite à James Bryce et Fustel de Coulanges, il semble avoir médité surtout les ouvrages des étrangers. Soit dans le texte anglais, soit dans la traduction française, il a dû lire et relire le *Saint Empire romain germanique et l'Empire actuel d'Allemagne* de James Bryce, et je ne doute pas qu'il estime à sa juste valeur l'*Histoire des Institutions* de notre grand Fustel de Coulanges. Je crois même qu'ayant à expliquer à des lecteurs français telle formule concise et taillée à facettes, dans laquelle M. de Bülow a résumé la suite de plusieurs siècles ou les interminables déductions des théoriciens, on ne saurait mieux faire que mettre en regard telle page ou tel chapitre de Fustel : après les injures que lui prodiguèrent les « germanisants » de France et d'Allemagne, le chef de nos « latinisants » eût goûté quelque plaisir à retrouver, sous la plume du chancelier de Guillaume II, du seul chancelier qu'ait eu le nouvel Empire après Bismarck, des phrases qui ne sont que des comprimés de sa propre doctrine.

(1) *De Hambourg aux Marches de Pologne*, p. 483 : « Bismarck, disait M. de Bülow à M. Huret en 1906, Bismarck a toujours dit qu'il est bien plus facile de gouverner les Français libéraux et frondeurs que les Allemands traditionalistes et individualistes. Napoléon, à côté de beaucoup de mal, a fait du bien dans notre pays, en simplifiant avec sa netteté latine l'organisation compliquée qu'il y avait trouvée. »

* * *

« Dans l'histoire de l'Allemagne, dit M. de Bülow, l'union nationale est l'exception : la règle, c'est le particularisme sous les diverses formes appliquées aux circonstances; cela est vrai du présent comme du passé. » L'unité allemande a été proclamée, il y a près d'un demi-siècle, « sous le baptême de feu de Kœniggratz et de Sedan; » mais l'union allemande n'est pas encore faite et ne sera pas faite de longtemps encore, si l'on entend par union nationale le groupement volontaire de la nation consciente en un État unifié : « En 1871, par la fondation de l'Empire, dit M. de Bülow, nous avons conquis une existence d'État nationale. Notre développement politique a pris par là une voie nouvelle et sûre; mais il n'est pas encore arrivé à son terme : la tâche, assurément commencée, mais non pas achevée, doit être l'unité de notre vie intellectuelle et politique. »

M. de Bülow dit ailleurs : « La tendance propre à l'humanité de se coaliser en syndicats, corporations et communautés, cette inclination naturelle atteint en politique la forme la plus haute dans le groupement de la nation en un État. Là où cette forme suprême est réalisée en connaissance de cause, les formes inférieures perdent de plus en plus leur importance, l'ensemble de la nation se subordonne les groupemens de moindre dimension, et cette subordination se fait, non par la violence et tout d'un coup, mais au fur et à mesure que s'étend la conscience nationale... Les peuples à esprit politique vigoureux vont au-devant de cette évolution : l'Allemand s'est souvent mis en garde contre elle. »

Dans le présent comme dans le passé, l'Allemand en est toujours resté, il désire toujours en rester aux formes inférieures : c'est aux fédérations de voisinage ou de sympathies, aux communautés laïques ou religieuses, aux corporations de métiers ou de classes, aux syndicats d'études ou de conquêtes, aux associations locales ou personnelles, bref aux *Vereine* de goûts, d'intérêts, de sentimens, qu'aujourd'hui comme hier vont toutes ses préférences. Nous pouvons suivre les peuplades germaniques à travers dix-neuf siècles d'histoire : nous les voyons toujours former sur la terre allemande des groupemens particularistes, dont les cadres et les dimensions varient, dont les buts particuliers et les relations réciproques peuvent tendre, mais n'at-

teignent jamais à « cette forme suprême » où, en pleine liberté de choix, en pleine connaissance de cause, le groupement d'État se subordonne tous les autres, « non par la violence et tout d'un coup, » mais par le vœu et le règne d'une conscience nationale.

« Ce n'est pas mauvais vouloir, ajoute M. de Bülow, ni manque de sens patriotique; mais, de par son tempérament, l'Allemand se sent plus à son aise, lié aux petites associations, que rangé dans la vaste union nationale. » Voilà, je crois, l'une de ces phrases qui eussent fait la joie de Fustel de Coulanges : quel commentaire il eût donné à chaque mot de cette formule, en opposant le lien personnel, donc fragile et éphémère, des associations germaniques à l'union instinctive, donc permanente et infrangible, des nations latines ou latinisées, la *res publica* de celles-ci à « l'hommage » de celles-là!

« Le principe fondamental de tout le droit public à Rome, dit Fustel, était la souveraineté absolue de l'État, de la « chose publique, » *res publica*. L'État, la *res publica*, n'était pas chez les Romains une conception vague, un idéal de la raison; c'était un être réel et vivant qui, bien que composé de tous les citoyens, existait par soi-même et au-dessus d'eux. Les Romains comprenaient l'État comme un être constant et éternel, au sein duquel les générations d'individus venaient passer l'une après l'autre. Aussi cette *res publica* était-elle à leurs yeux un pouvoir supérieur, une autorité maîtresse, à laquelle les individus devaient une obéissance sans limite... La République ou l'État était une sorte de monarque insaisissable, invisible, omnipotent toutefois et absolu. Tout était sous la surveillance de l'État, même la religion, même la vie privée; tout lui était subordonné, même la morale (1). »

A Rome, l'établissement de l'Empire et la souveraineté absolue de l'Empereur ne furent que l'incarnation de la *res publica* dans un être visible, tangible, auquel l'État déléguait viagèrement tous ses pouvoirs, au lieu de les déléguer, comme autrefois, à plusieurs magistrats annuels. L'*Imperator* fut désormais l'État fait homme, ou plutôt l'État fait dieu, puisque les autels de la déesse Rome et le culte des divins Empereurs furent établis en chaque province pour semer et entretenir la

(1) Fustel de Coulanges, *Histoire des Institutions*, I, p. 147.

religion, le fanatisme même de la *res publica* dans les cœurs de tous les *cives romani*, — et tous les hommes libres de l'Empire avaient désormais ce rang.

Sans distinction de races ni de langues maternelles, tous étaient les citoyens de la nation impériale, les participans égaux, bénéficiaires et serviteurs tout ensemble, de la communauté romaine. L'égalité devant une loi écrite, l'égalité sous le devoir civique et sous le commandement de l'État, tel était le caractère essentiel de l'Empire romain : tout homme y était l'égal de son prochain, l'homme libre de l'homme libre et l'esclave de l'esclave, et les peuples aussitôt annexés devenaient les frères et cousins du peuple romain, *fratres consanguineique populi romani*.

Les Allemands ont beau nous présenter leur empire actuel comme l'héritier du Saint-Empire d'autrefois et ce Saint-Empire lui-même comme le continuateur du vieil Empire romain : jamais pour eux État et nation, Empire et *res publica* n'ont été termes synonymes. A leur gré, deux, trois et dix nations ennemies, les unes asservies, les autres dominantes, peuvent composer un seul État et, dans le même Empire, quinze ou vingt *res publicæ* indépendantes peuvent conserver leur droit particulier et leurs intérêts rivaux sans les concilier sous l'arbitrage d'une loi unique, mais en les juxtaposant et les superposant sous la médiation d'une diplomatie interne.

Le *Bundesrath*, cette Chambre haute du nouvel Empire allemand, n'est pas un Sénat, une Chambre des Pairs comme telle assemblée des républiques ou des monarchies voisines : ce n'est toujours, comme la Diète de l'ancien Empire, qu'un Congrès permanent de diplomatie nationale, où les États participans du *Bund*, de « l'Alliance » impériale, maintiennent au jour le jour l'unité qu'a établie un traité en règle et qu'a souscrite, bon gré mal gré, chacun des contractans. En guerre, Guillaume II donne le même nom de *Kamaraden* à ses combattans d'Allemagne, d'Autriche et de Turquie. En paix, c'est le même nom de *Bundgenossen* (alliés) qu'il donnait à ses confédérés du dedans et à ses partenaires de la Triplice. Il n'y a jamais eu de nation allemande. L'Empire d'aujourd'hui, comme celui d'autrefois, n'est toujours qu'une coalition de peuplades, les unes germaniques, les autres étrangères, une Sainte Alliance imposée par la force aux répugnances des Allemands et aux

révoltes des Polonais, Danois, Alsaciens, Lorrains et autres « confédérés. »

Les théoriciens du droit germanique ont découvert mille raisons humaines et divines d'en admirer l'essence. De siècle en siècle, catholiques et protestans ont rivalisé de mépris pour le droit païen de Rome, de dévotion pour le droit chrétien de l'ancienne et de la nouvelle Germanie : « Il était dans l'essence du droit germanique, — dit le plus catholique d'entre eux en son apologie du Saint-Empire (1), — d'accorder le plus d'indépendance possible aux diverses classes sociales. Elle étaient libres de diriger et d'administrer librement leurs intérêts privés. Une hiérarchie organique s'élevait de bas en haut. Le père de famille gouvernait sa maison en toute liberté. La réunion des familles formait la commune. Les communes s'organisaient en districts, en cantons, en pays et, dans cette échelle d'associations qui remontait jusqu'à la royauté elle-même, chaque degré ne fournissait au degré suivant que la part de service réclamé par l'intérêt général (2). »

Pour maintenir cette « hiérarchie organique, » le vieux Dieu allemand fut toujours invoqué comme la source de tout droit et de toute puissance; l'échelle des associations germaniques est une échelle de Jacob, qui pèse sur la terre et monte jusqu'au ciel : « Toute autorité publique, dit le même théoricien, était considérée comme un pouvoir d'emprunt conféré par Dieu sous la forme d'une charge. Le Roi la recevait de Dieu. Il la transmettait aux membres d'Empire. De ceux-ci, elle passait à leurs hommes-liges et descendait ainsi jusqu'aux plus humbles de ceux qui avaient un droit, une part quelconque au gouvernement. Tout seigneur devait service à un autre seigneur plus grand que lui; tout subordonné, à son tour, pouvait être seigneur d'un moindre que lui. L'ensemble de la vie sociale reposait sur ces deux principes : *commander et servir*. »

Commander et servir; être toujours le serviteur ou le

(1) Voir là-dessus le chapitre de Joan Janssen, *l'Allemagne et la Réforme*, I, p. 408 : « Dès l'apparition des Allemands dans l'histoire, nous voyons en eux une race différente des autres : ils ne forment pas une nation, mais des peuplades distinctes qu'aucun lien politique ne rattache les unes aux autres et qui ont entre elles les rapports les plus divers; les unes sont alliées, d'autres se combattent, d'autres enfin vivent dans un isolement complet, » etc.

(2) J. Janssen, *l'Allemagne et la Réforme*, I, p. 410-411.

maître d'autrui ; mieux encore, être tout à la fois serviteur et maître, *homme* d'un chef et seigneur d'un *vassal* ; ne pas être uni au prochain, à l'égal, par ces lois naturelles que le Latin pense trouver en sa conscience et qu'il voudrait formuler et, de siècle en siècle, mieux dégager en ses lois écrites ; mais imposer et subir les ordres oraux de la force ou les liens personnels de l'autorité ; se conformer aux obligations de la coutume ; ne pas croire que le droit puisse sortir de la libre conviction de la communauté, ni que la société puisse reposer sur la libre obéissance des citoyens aux chefs librement élus ; « supposer, avant tout, un ordre de choses supérieur et surnaturel, » dans lequel chacun des hommes a sa place hiérarchique et son rôle prédestiné, avec un droit spécial qui correspond à la mission spéciale de chacun ici-bas ; proclamer que « l'égalité des droits ne consiste nullement à ce que tous soient autorisés à faire ce qui est permis à quelques-uns, mais à ce que chacun soit protégé conformément à sa situation, à son état : » telle est, disent les théoriciens, la loi germanique, parce qu'elle « envisage le droit comme découlant de Dieu même, et non pas seulement comme une règle établie par les hommes pour leur propre avantage (1). »

Quel contraste entre ces deux conceptions des sociétés humaines ! D'un côté, l'autorité plénière de l'État romain, pouvant aller jusqu'à l'oppression des individus et à la tyrannie des âmes ; de l'autre, la sujétion hiérarchique des hommes de Germanie, pouvant aller jusqu'à l'asservissement des corps et à la servilité des caractères. Là, le devoir national d'obéissance et de dévouement à l'État ; ici, le devoir féodal de service et de fidélité au chef. Là, une libre et égalitaire fraternité ; ici, un obligatoire et militaire enrôlement. Toute la différence entre la « civilisation » latine et la *Kultur* germanique se ramène, en fin de compte, à cette opposition fondamentale.

On en peut constater le prolongement ou les effets, non seulement dans la vie politique des deux groupes, — l'un oscillant toujours du coup d'État à la révolution populaire, l'autre sautant toujours de l'anarchie au militarisme ; l'un remontant toujours du désordre à la règle, l'autre retombant toujours de la discipline à la confusion, — mais encore dans toute leur vie

(1) Voir là-dessus le chapitre de Janssen, auquel j'emprunte ces différentes citations : *l'Allemagne et la Réforme*, I, p. 419-437.

morale et intellectuelle, et jusque dans les productions de leur pensée, de leur travail et de leurs arts.

Le Latin produit ses grands et petits chefs-d'œuvre par l'incarnation de la conscience nationale en des génies individuels; le Germain ne présente le plus souvent au monde que des orchestres d'érudits, de travailleurs ou d'artistes sous le bâton d'un chef. Porte-parole de sa nation, l'artiste ou l'artisan latin ne peut produire qu'au sein d'un État vivant et conscient; nos plus belles périodes d'art, de littérature et d'industrie ont toujours coïncidé avec nos plus clairs réveils de conscience nationale. Pour le Germain, c'est tout justement le contraire : « Nos périodes politiques les plus faibles, dit M. de Bülow, les temps de la plus évidente décadence de l'État allemand nous ont donné précisément la plus belle floraison de notre vie intellectuelle; les classiques du Moyen Âge, comme ceux des temps modernes, ont créé la littérature allemande au milieu des ruines de notre vie politique. »

Ainsi, pour faire œuvre d'art, œuvre humaine, œuvre universelle, il semble que le Latin ait besoin de se sentir plus latin, si l'on peut dire, et que le Germain ait besoin d'être dépouillé ou diminué de son germanisme, de vivre sous la férule ou l'influence de l'étranger. En ses temps de *Kultur* triomphante, le Germain n'est qu'un homme de guerre et de science, un barbare armé par l'industrie du savant. L'ombre française fait naître en Allemagne les Goethe et les Schiller. Le soleil impérial n'y fait grandir que les Krupp, auxquels l'université de Bonn décerne ses titres de docteur *honoris causa*.

Sous le soleil impérial, en dépit de l'éducation la plus latine, l'Allemand le plus cultivé du *xx*^e siècle n'est toujours qu'un Germain. Pour M. de Bülow, État et nationalité ou, comme il dit lui-même, « domaine politique et possession nationale » ne sont pas termes synonymes : « Il faut distinguer entre le territoire sur lequel s'étend la domination politique d'un peuple et le territoire possédé par ses nationaux. S'il y avait moyen de s'arranger sur notre terre de telle sorte que les nationalités puissent se séparer les unes des autres d'une façon aussi nette que les États, on allégerait l'histoire de son problème le plus difficile. Mais les frontières des États ne séparent pas les nationalités. » Ce qui fait l'État, au gré de ce Germain, ce n'est pas le territoire héréditaire, possédé par une nation de citoyens; ce

n'est pas la réunion des individus dévoués à cet « être réel et vivant, éternel et constant » qu'est la nation et pour lequel chaque génération doit travailler et, s'il en est besoin, se sacrifier sans se plaindre : l'État, c'est le domaine conquis par la force, l'agrégat maintenu par la force, l'enclos et le troupeau sur lequel s'exercent la tyrannie et l'exploitation d'un peuple sous le bon plaisir d'un homme. « Dans la lutte des nationalités, dit M. de Bülow, une nation est marteau ou enclume, victorieuse ou vaincue ; il n'y a pas de troisième solution. » Ce que l'on appelle État prussien et Empire allemand, ce ne sont donc pas des communautés égalitaires et fraternelles de citoyens : ce ne sont toujours qu'organisations tyranniques, échelles de victorieux et de vaincus, de seigneurs, d'hommes libres, de captifs, de serfs et d'esclaves, sous la botte d'un chef de guerre et de ses guerriers, de par la volonté du vieux Dieu germanique.

Le maintien des provinces polonaises dans l'État prussien et de la nation polonaise dans l'Empire allemand semble à M. de Bülow un des devoirs cardinaux de toute politique allemande. Il croit néanmoins rendre pleine justice à la nationalité polonaise : « Bien que les Polonais aient perdu toute indépendance politique et se soient montrés incapables, pendant des siècles, de créer un puissant État, il faut que nous ayons du respect et, précisément parce que nous avons une haute idée de notre propre nationalité, il faut que nous ayons de la sympathie pour l'attachement que le Polonais montre à ses souvenirs nationaux. Mais tout notre respect pour la nationalité polonaise ne nous empêchera pas de veiller au maintien et au renforcement du régime allemand dans les territoires qui furent autrefois polonais : c'est le devoir allemand, le droit allemand de l'État prussien de veiller à la protection, au maintien et au renforcement du régime allemand à côté des Polonais. »

Une cervelle latine est incapable d'inventer ni même d'accepter pareille définition de l'État, de l'ordre, du devoir, du droit. A tous les disciples de Rome, les droits et les devoirs semblent universels, humains, et non pas français, allemands ou polonais. Nous croyons qu'en tout pays, les droits et les devoirs de l'homme et du citoyen sont les mêmes, fondés sur l'égalité des charges et des individus. Mais l'Allemand, après dix-neuf siècles de *Kultur*, conserve son intime pensée qu'il

existe un droit allemand, un devoir allemand, sous le joug desquels les hommes « d'à côté » ont le devoir de se ranger et n'ont que le droit de vivre, en mettant leur bonheur et leur vertu dans l'obéissance aux ordres du Germain, interprète de Dieu : « Sous l'administration prussienne, dit M. de Bülow, la situation des Polonais s'est considérablement améliorée... D'autre part, nos concitoyens de Pologne ont vaillamment combattu sous les drapeaux prussiens dans les guerres de 1866 et 1870. » Partant, tout est pour le mieux dans la meilleure des Allemagnes et des Polognes : de quoi se plaignent les « concitoyens » polonais ?

M. de Bülow nous donne une définition encore plus précise de cette « organisation allemande » que les intellectuels d'outre-Rhin offrent non seulement à la Pologne, mais à la Scandinavie, à la Belgique, à la Hollande, à la Suisse, à la France, à l'humanité tout entière, comme le terme de l'évolution humaine : c'est « l'offensive de l'État prussien pour sauver, conserver et, si possible, fortifier le régime allemand » dans l'Est, dans l'Europe, dans l'univers.

Tous les manifestes des XCIII Intellectuels, toutes les conférences des Ostwald et autres chimistes ou alchimistes de Germanie ne vaudront jamais cette dernière phrase de M. de Bülow pour bien faire comprendre aux générations futures ce qui se débat dans la guerre d'aujourd'hui entre l'Empire de *Kultur* et les nations civilisées, entre l'Allemagne régimentaire et les hommes libres « d'à côté, » entre l'État prussien, organe de l'oppression germanique, et l'Europe liguée pour la défense du droit national et international, tel que l'entendent le reste de l'humanité blanche et ses disciples de l'humanité jaune.



La guerre présente n'est que la réponse des peuples conscients, des États nationaux à cette « offensive prussienne pour l'extension du régime allemand. » Ce n'est pas seulement le plus formidable choc d'armées, que le monde ait jamais vu. C'est une rencontre d'idées politiques et morales telle que l'histoire n'en avait pas connu depuis les invasions des Barbares, ou même depuis Marathon et les Thermopyles : M. Asquith eut grand'raison de dire que l'héroïsme des Belges prendra place désormais dans les fastes de l'humanité reconnaissante au

même rang que l'héroïsme des Athéniens et des Spartiates. Tout comme les Belges d'aujourd'hui, les libres citoyens de la Grèce d'alors ne faisaient que repousser « l'extension d'un régime » qui croyait représenter le dernier mot de la science, de l'organisation, de la *Kultur*. L'Asie savante et philosophe de Memphis, de Sidon, de Ninive et de Babylone, l'Asie théocratique, enrégimentée dans les innombrables bataillons du Persan, était, en face de la Grèce artiste et politique, — civile, — le plus formidable arsenal de peuples et de ressources militaires. Alors comme aujourd'hui, la Science barbare rencontrait, sur un champ de massacre, les défenseurs de la Cité : la Science, indispensable moyen de vivre, souverain instrument de combat dans toutes les luttes pour la vie, source inépuisable de forces et de richesses ; la Cité, mère de la justice et de la loi, des arts et du bonheur, de la morale et des « humanités, » comme dirent nos aïeux de la Renaissance, le jour où, sortant du Moyen Age germanique, ils retrouvèrent dans les livres le souvenir et le contact de la Cité grecque.

Entre Européens et Germains d'aujourd'hui, c'est la même rencontre qu'entre Hellènes et Asiatiques du v^e siècle avant notre ère. Pour les hommes du xxv^e ou du xxx^e siècle futur, l'histoire se partagera sans doute en quatre grandes périodes : Temps primitifs jusqu'à Marathon ; Temps anciens, de Léonidas à l'invasion des Barbares ; Temps modernes, des Barbares à Albert I^{er} ; Temps nouveaux depuis la fuite du Roi des Rois germaniques. Nous sommes à l'un de ces carrefours de l'histoire où se rencontrent et se coupent les routes venues du plus lointain passé.

C'est que tous les peuples conscients de l'Europe nous arrivent de la Cité grecque par l'intermédiaire de la *res publica* romaine, devenue la double *res publica* chrétienne d'Occident et d'Orient. Tous ont partagé les vicissitudes ou reçu les leçons de ce double Empire romain, que l'invasion du christianisme dissocia en Cité de César et Cité de Dieu et que l'invasion des Barbares disloqua en nos États nationaux. Tous ont la même conception gréco-romaine du droit et de la loi pour avoir longuement vécu sous l'obéissance ou l'obédience romaines, soit dans les anciennes provinces de la Rome occidentale, soit dans les terres ou l'Église de la Rome byzantine. Tous ont hérité de Rome la même notion et comme le même sens, et le

même instinct de l'État. En face des Germains, peuplades d'enrôlement, tous ces romanisés sont des peuples d'État, et c'est là ce qui fait l'unité profonde de la coalition européenne contre le *Kriegsherr* allemand et ses vassaux germaniques. Russes, Anglais, Français, Belges et Serbes ne vivent pas sous le même régime politique : pourtant, les monarchies anglaise, belge et serbe, la république française et le tsarisme russe sont de même essence, sortis du même tronc gréco-romain.

Aristote définissait l'homme un « animal politique, » c'est à-dire un être qui n'atteint son plein épanouissement et sa fin que dans une communauté urbaine et policée, dans cette *polis*, cette ville-cité des Grecs qui fut la première ébauche de la *res publica* des Romains et qui resta toujours la première cellule de tout État romanisé. Les peuples d'État sont encore aujourd'hui des peuples de cité. C'est vers la *polis* grecque qu'ils se tournent encore comme vers la source de toute leur civilisation et vers l'un des modèles de toute leur politique. La définition d'Aristote reste toujours valable à leurs yeux : le sauvage, bête fauve, vit dans ses bois, sa grotte ou son désert, en troupes ou en solitaire ; le rustre, bête inculte, ne vit que dans ses champs ; l'esclave, bête dégénérée, vit dans les palais ou les domaines de son maître, en troupeau comme les autres bêtes domestiques ; mais l'homme vit dans sa *polis*.

M. de Bülow nous dit en son *Introduction* : « A côté d'une riche abondance de grandes qualités et de précieux avantages, accordés au peuple allemand, le don politique lui a été refusé. Nous ne sommes pas un peuple politique. Ce n'est pas que nous ayons jamais manqué de pénétration d'esprit pour saisir l'enchaînement des forces religieuses, morales, sociales et économiques qui déterminent la politique. Cette science, nous l'avons toujours possédée, proportionnellement à l'état des connaissances du temps, et même au delà. Mais le grand art de passer de la compréhension directement à l'application, ou même le talent plus grand de faire ce qu'il faut, en obéissant à un sûr instinct créateur et sans réfléchir longtemps ni se creuser la tête, voilà ce qui nous a fait défaut et ce qui nous fait encore défaut maintes fois... En politique, nous vivons dans une évidente disparité entre savoir et pouvoir, par défaut de sens politique. »

Qu'est-ce donc que ce sens politique, dont le défaut a toujours fait l'infériorité des peuplades allemandes, quand on les

compare, non pas seulement aux grandes nations, aux peuples supérieurs de l'Angleterre et de l'Amérique, mais aux Continentaux les moins enviables, « Tchèques, Slovènes, Magyars, Polonais, Français, Italiens même, » comme dit M. de Bülow, en une énumération dédaigneuse ?

« Le sens politique, répond M. de Bülow, est le sens des généralités. Les peuples bien doués, agissant tantôt et plutôt par instinct, au bon moment et sous la pression d'une situation critique, placent les intérêts de la nation avant les tendances et les *desiderata* des particuliers. Or, il est dans le tempérament allemand d'exercer son énergie surtout dans le particulier, de placer l'intérêt général après l'intérêt plus restreint et plus directement saisissable, de le lui subordonner même. C'est là ce que vise Goëthe dans sa cruelle phrase, souvent citée, que l'Allemand est capable dans le détail et piteux dans l'ensemble. »

L'intérêt local, l'intérêt privé, l'intérêt individuel prenant le pas devant l'intérêt commun, public, général : ce phénomène, qui, dans les États nationaux, dénote une crise ou une décadence, est et a toujours été la règle dans les communautés allemandes. Rome ne voulait tenir compte des individus que dans la mesure où ils servaient l'État. L'Allemagne ne tolère l'État que dans la mesure où il sert les individus. Rome interdisait toute coalition des particuliers contre le peuple souverain : la « conjuration » des citoyens était à ses yeux le premier des crimes de lèse-majesté ; elle cloua au pilori de l'histoire et abattit comme un fauve ce conjuré de Catilina ; elle persécuta et jeta aux bêtes ces coalisés de chrétiens. Le serment d'homme à homme, la coalition assermentée, la conjuration d'intérêts ou d'ambitions fut le seul lien de la société germanique au Moyen Age et reste encore la plus chère habitude de l'Allemagne actuelle.

L'Allemand se ligue pour satisfaire ses goûts et ses besoins, servir ses préférences ou ses idées. Il éprouve même le besoin d'être toujours ligué dans le plus grand nombre possible d'associations, de *Vereine*. C'est la race du *Verein* et même du *Verein* pour le *Verein*, comme d'autres sont les races du *speech* pour le *speech* ou de l'art pour l'art. Mais toute association allemande, dit M. de Bülow, est plus ou moins séparatiste ; tout *Verein* dirige son activité instinctive ou consciente contre la souveraineté et les intérêts du public : « Même quand une association poursuit un but élevé de nature économique ou politique, ses membres et,

notamment, ses chefs ne tardent pas à voir en elle le point d'appui d'un Archimède pour soulever hors de ses gonds tout le monde politique. »

Et M. de Bülow de citer encore la boutade d'un spirituel député (à lire M. de Bülow, on découvre que le parlementaire allemand est le plus spirituel du monde entier) : « Le défunt député de Kardorff me disait peu de temps avant sa mort : « Voyez quels fanatiques d'associations nous sommes ! En France, l' *Alliance française* a réuni des millions pour fonder à l'étranger des écoles françaises ; mais elle n'a jamais songé à prescrire au gouvernement les lignes directrices de sa politique. Notre *Ligue pangermaniste* a beaucoup fait pour stimuler le sentiment national ; mais elle se considère comme la plus haute juridiction dans les questions de politique étrangère. Notre *Ligue navale* a fait de grandes choses pour populariser l'idée d'une flotte ; mais elle n'a pas toujours résisté à la tentation de tracer les voies de la politique navale au gouvernement et au Reichstag... Nous nous imprégnons si fort de l'idée de notre association que nous ne voyons plus rien en dehors d'elle... Plus un but est spécial, plus vite se fonde un club allemand, et pour longtemps. Plus les fins à atteindre sont générales, plus les Allemands mettent de temps à s'unir, et plus ils sont disposés à renoncer, et rapidement, et pour des motifs insignifiants, à la communauté péniblement constituée. »

Tels sont les Allemands après quinze et vingt siècles de *Kultur* politique, c'est-à-dire de laborieux efforts pour essayer de modeler leur sauvagerie primitive sur la civilisation gréco-romaine. Depuis quinze cents ans, depuis deux mille ans qu'ils essaient de se cultiver, ils se sont mis à l'école politique des peuples étrangers, de l'Angleterre, de la France, de l'Italie, de Rome et de la Grèce, pour suppléer par l'étude et la science au défaut congénital de la race : « Nous n'avons jamais manqué, dit M. de Bülow, de reconnaître nos singulières infirmités politiques ; nous pouvons être fiers actuellement de notre floraison de sciences politiques ; pendant que j'exerçais mes fonctions, je me suis vivement intéressé au développement de cet enseignement. Mais il faudra longtemps avant que nous sentions les effets de cette érudition sur la pratique politique : il coulera beaucoup d'eau sous nos ponts jusqu'à ce que les faiblesses et les défauts innés de notre tempérament politique disparaissent par ce pro-

cédé. » Qui nous expliquera ce miracle? Pourquoi ni de longs siècles de souffrances, ni l'exemple des peuples civilisés, ni les efforts des Germains eux-mêmes et leur désir de se modifier, ni les méthodiques assauts de cette érudition omnipotente, qui croyait renverser tous les obstacles devant elle, pourquoi rien n'a-t-il encore triomphé de ce tempérament germanique? Serait-ce que, façonné durant des millénaires par certaines conditions d'habitat et de vie, le Germain soit resté comme une cire malléable sous la pression toujours maintenue et l'empreinte toujours pareille d'une nature et d'un entourage qui, jusqu'au second tiers de notre XIX^e siècle, n'a presque pas changé?

Parmi ces conditions naturelles, il en est une au moins, — et la plus importante, semble-t-il, — qui n'a jamais échappé à l'œil des géographes, ni même au premier regard des voyageurs. M^{me} de Staël, au début du XIX^e siècle, ouvrait son livre *De l'Allemagne* par cette phrase : « L'Allemagne est une forêt. » C'est ce qu'Ératosthène et Strabon, César et Tacite disaient déjà de la Germanie d'il y a deux mille ans. Plus puissante que leur effort *kultural*, il semble que leur terre forestière ait toujours conservé les Germains tels qu'ils étaient au premier jour où les Grecs et les Romains les connurent, tels qu'ils étaient encore cinq et six cents ans plus tard, au temps de Clovis et de Théodoric, lorsque la grande invasion jeta nombre de leurs peuplades sur les terres de la *res publica*, dans l'unanimité de l'Empire et de la paix romaine. *Unanimitas imperii, pax romana* : l'unanimité, la paix! Deux biens que Gaulois avant César, Germains et Slaves avant le dernier siècle, les blancs de la forêt septentrionale n'avaient jamais connus, pas plus que les nègres de la forêt tropicale ne les connaissaient hier encore, car les dissensions et les guerres quotidiennes étaient l'état naturel de ces demi-nomades aussi bien que des vrais nomades de la steppe ou du désert : on dit encore tueries de nègres et querelles d'Allemands.

De César à Clovis, les trouées des voies romaines, la plantation du vignoble sur les pentes et l'assèchement des bas-fonds pour la culture intensive des céréales avaient policé la forêt gauloise : la Gaule était entrée dans la paix unanime de l'Empire romain ; le Gaulois était devenu un citoyen de la *res publica*. Mais la Germanie : c'est au XIX^e siècle seulement que les che-

mins de fer, les canaux, la culture intensive de la pomme de terre et de la betterave transformèrent l'Allemagne prussienne comme les chemins de pierre, les ponts, la vigne et le blé avaient transformé la Gaule romaine. Après quarante ans d'un immense travail de force et de science, le sol germanique est aujourd'hui conquis sur l'arbre et le marais; l'homme germanique commence à se libérer de la vieille emprise forestière; nos petits-fils connaîtront sans doute des Germains *civic style*. Mais jusqu'à nous, c'est la forêt marécageuse qui continua de régner sur la Germanie : pour être jadis resté en dehors du « Seuil romain, » le Germain continua durant des siècles de rester ce que César et Tacite l'avaient connu.

C'était toujours l'homme des bois et des marais, vivant dans sa clairière ou sur son ilot, de sa chasse, de sa pêche, de sa cueillette, de ses maigres cultures, de ses troupeaux de cochons forestiers. Toujours en garde ou en lutte contre les fauves et les brigands du voisinage, il n'avait pour toute organisation politique et sociale que le groupement local par famille, par clan, par peuplade, suivant l'étendue de sa clairière ou de ses terres émergées. Sur chaque groupe, un roi patriarcal, distributeur des communaux de pâture et de culture, distributeur aussi des coutumes de justice et de paix, réunissait en sa personne tous les pouvoirs, mais ne les exerçait que dans la mesure de sa force ou de son influence personnelles, dans le rayon de sa popularité ou de son poing.

Une clairière ou un ilot, *gau*; un roi, *könig*; la juridiction de celui-ci dépendant de l'étendue de ceux-là et s'arrêtant aux fourrés ou aux marécages du pourtour; un ou plusieurs groupes de familles et de huttes dans le *gau*; une ou plusieurs assemblées intermittentes de chefs de familles autour du roi; les terres du *gau* appartenant héréditairement, non pas à tels individus, mais à telle famille, tel clan ou tel peuple, aussi longtemps que les possesseurs avaient la force de les défendre contre les reprises de la forêt ou du marais et contre les invasions de leurs hôtes; le roi exerçant et léguant à sa race sa précaire autorité aussi longtemps que lui et les siens étaient capables de la défendre contre la révolte ou la désaffection de leur peuple; une indiscernable confusion des droits, des devoirs, des intérêts, des biens; un fourré de *res publica* et de *res privata*; un tumulte de fantaisies individuelles, d'anarchie popu-

laire et de prétentions royales : tel était en paix ce régime de la forêt, que l'on a voulu décorer, que les « germanisans, » décorent toujours du nom de « libertés germaniques, » en l'opposant à la discipline rigide et permanente, à la « tyrannie » de l'État romain.

Encore ce régime de paix était-il traversé et bouleversé par l'organisation et par les conséquences de la guerre, laquelle était au moins annuelle soit à l'intérieur du *gau* entre hommes libres ou factions, soit entre *gaus* ou fédérations de *gaus*, de clairière à clairière, d'ilot à ilot, de région à région, sans compter les lointaines croisiers de brigandage et de conquête. Gaulois et Germains d'autrefois, Éthiopiens et Soudanais d'aujourd'hui, ces gens des bois ne vivent que dans la haine et la défiance du voisin. Les guerres personnelles, familiales et civiles ne sont interrompues entre eux que par la guerre de voisinage ou, de loin en loin, par quelque coalition pour la guerre étrangère. Une « éternelle discorde » les met aux prises dans la forêt, *æternum discordant*. Une éternelle envie de nuire ou de profiter les jette sur les champs du dehors. Ils ont toujours soif de meurtre réciproque, *in mutuam cædem inhiant* (1); leur grande joie est la *Schadenfreude* (plaisir de nuisance) *undique se barbaræ nationes vicissim lacerant et excidunt*.

Pour cette guerre perpétuelle, les blancs de l'ancienne Germanie, comme hier les nègres de Guinée, se groupaient autour d'un « chef de guerre, » d'un *Kriegsherr*, auquel ils vouaient par serment leurs services, leur vie, dont ils devenaient les « fidèles » et dont ils restaient les « hommes » aussi longtemps que ce chef était assez brave et assez puissant pour leur assurer protection et bénéfices. Il se pouvait que le roi et le chef, le *König* et le *Kriegsherr*, fussent une seule et même personne; il arrivait le plus souvent que, le roi étant choisi pour l'illustration et l'influence de sa race, le chef était élu pour sa bravoure, ses ressources et ses capacités personnelles, *reges ex nobilitate, duces ex virtute*, dit Tacite : « Noblesse des rois, valeur des chefs. » Il fallait dans le *gau* faire une place pour le chef à côté du roi et, pour les fidèles, une place au-dessus des hommes libres. D'où nouvelle source de statuts personnels, de rivalités et de privilèges, — de libertés.

(1) Voir le chapitre de Fustel, *Histoire des Institutions*, II, p. 306.

La guerre achevée, les vaincus, hommes ou *gaus*, gens et biens, devenaient la chose, le « bénéfice » des vainqueurs. D'où l'entrée, dans le *gau* vainqueur, d'esclaves, de captifs, d'hommes sans liberté, auxquels il fallait faire une place au-dessous des hommes libres, sur une échelle de servitude qui allait de la chaîne temporaire à l'esclavage définitif : roi dans son *gau*, un Germain pouvait être esclave dans un autre ; un chef de fidèles devenait un serf des vainqueurs, tout en conservant sa propre meute de vassaux. Et de même pour les biens : autant d'individus, autant de propriétés et de « bénéfices ; » autant de statuts personnels, autant de droits individuels, de contraintes, de libertés. Aucune règle générale ni permanente. Pour chaque espèce, une définition provisoire, un contrat oral, une promesse ou un serment toujours révocables. Pour l'ensemble, le seul règne de la force et de la fantaisie, de la « liberté, » tempérée soit par le caprice des guerriers, soit par l'absolutisme éphémère du roi ou du *Kriegsherr*, — bref le « droit du poing, » le *Faustrecht*, le seul droit que les Germains aient jamais cru le maître du monde.

Celles des peuplades germaniques, qui dépecèrent l'Empire d'Occident, s'installèrent avec ces habitudes de vie dans l'unanimité et la paix romaines, sur les terres du droit écrit et de l'État souverain. Elles voulurent concilier leurs coutumes et leurs instincts avec les exigences de cette *res publica*, dont leur conversion au christianisme leur faisait admirer la majesté, la beauté et goûter, après tant de siècles de vie sauvage, la douceur. Ces conquérans de l'Empire voulurent devenir romains comme leurs nouveaux sujets, tout en restant germaniques comme leurs ancêtres, devenir des peuples d'État tout en restant des animaux de forêt. Ils n'y réussirent pas du premier coup, ni eux, ni leurs fils ou petits-fils, ni même les arrière-petits-fils de leurs arrière-petits-enfans. Aux nations germano-latines dont l'invasion des Barbares avait couvert les provinces romaines, il fallut plus de quatorze siècles (406-1815) pour découvrir une solution approchée au problème des relations entre l'individu et l'État, entre la souveraineté de celui-ci et la liberté de celui-là.

Sous le nom de féodalité, ce furent les libertés germaniques, les associations locales, les combinaisons individuelles, le régime du serment personnel, de « l'hommage, » qui d'abord

l'emportèrent, durant les huit ou dix siècles du Moyen Age. Par une revanche du droit romain, de la loi écrite et de ses légistes, ce fut ensuite la souveraineté de l'État qui reparut, personnifiée en des monarchies absolues, jusqu'au jour où se dressa, triomphante résurrection de l'*Imperator romanus*, le divin César corse dont la France jacobine érigea, ou peu s'en faut, les statues sur ses autels. Puis, le dieu jeté bas, les nations germano-latines de l'Occident empruntèrent à la plus germanisée d'entre elles, à l'Angleterre, cette conciliation expérimentale et quotidienne de la souveraineté nationale et de la liberté individuelle, qui s'appelle le régime parlementaire.

Depuis un siècle, les unes après les autres, toutes les nations germano-latines, qui vivent sur les terres de l'ancien Empire d'Occident, ont adopté cette solution, et toutes les nations slavogrecques, issues de la *res publica* ou de l'Église byzantines, ont suivi ou commencent à suivre cet exemple; les unes et les autres s'efforcent de plier à ce régime anglais leurs traditions et leurs préférences, — en attendant peut-être qu'entre le socialisme d'État et la rébellion anarchiste, qu'il entraînerait tout aussitôt, recommence la lutte de la *res publica* romaine et des « libertés » germaniques... Mais, en dehors du Seuil romain, dans les forêts d'outre-Rhin où n'avait pénétré ni la route, ni la vigne, ni la paix de Rome, restait l'homme des bois. Il conservait jusqu'à nous son humeur première et ses coutumes. C'est en vain qu'il était entré dans la communion de l'Église et même dans la dignité d'Empereur d'Occident, en vain que, depuis onze siècles, il revendiquait pour ses chefs de guerre le titre impérial et se posait en continuateur de Charlemagne, d'Auguste et des Romains : il continuait de mettre sa vanité et son devoir héréditaire à transmettre aux générations les pensées et les mœurs des aïeux; la *Germanie* de Tacite, fidèle portrait de la sauvagerie forestière, était le miroir politique où les Allemands d'hier encore se complaisaient à se retrouver.



« Certainement, notre peuple aussi, dit M. de Bülow, est capable à un haut degré de mouvemens nationaux d'ordre général, puissans et raisonnés. La conscience nationale, la passion nationale et l'abnégation nationale ne nous ont, Dieu merci, jamais complètement fait défaut. Mais en opposition

avec celles des peuples plus heureusement doués en matière politique, les manifestations allemandes d'union nationale sont plus occasionnelles que durables. Nous sommes entrés dans l'histoire comme un peuple divisé en peuplades se disputant entre elles. L'Empire du Moyen Âge n'a pas été fondé par la libre union des peuplades, mais par la victoire de l'une d'elles, et les autres ne reconnurent qu'à contre-cœur la domination de la plus forte. De nos jours, l'union dans le nouvel Empire fut aussi obtenue, non par un accord pacifique, mais par des batailles entre Allemands. De même que l'ancien Empire avait été fondé par une peuplade supérieure en force, de même le nouveau fut créé par le plus fort des États, la Prusse... Dans une forme moderne, mais sur l'ancien mode, le peuple allemand a achevé encore une fois l'œuvre qu'il avait jadis accomplie, puis détruite par sa propre faute. Il nous a fallu un millier d'années pour créer, détruire et recréer ce qui, pour d'autres peuples, était déjà, depuis des siècles, le fondement de leur évolution : une vie nationale. »

On ne saurait résumer plus exactement, en formules plus brèves et plus philosophiques, toute la vie intérieure des Allemagnes depuis le jour où Charlemagne les mit en contact intime avec la *res publica* romaine jusqu'au jour où Bismarck essaya d'établir, sous l'empire du Hohenzollern, une nouvelle forme de *res publica* germanique. « Dans une forme moderne, mais sur l'ancien mode, » Bismarck et le Hohenzollern ne firent que tenter à nouveau ce que, durant onze siècles, d'autres chefs de peuplades allemandes avaient essayé et ce que le monde avait vu crouler aussitôt que la force, créatrice violente de cette œuvre, n'avait plus été de taille à l'imposer aux peuples germaniques et au monde. Le sol des Allemagnes a d'étranges pouvoirs de résistance et de révolte : à la même époque, avec la même puissance, par les mêmes moyens, un souverain n'arrive pas à dresser là-bas l'édifice politique dont il assure ailleurs l'achèvement et la durée; mieux encore, il n'arrive à faire produire à cette terre que le contraire des institutions qu'il en avait souhaitées. Disciple des légistes de Bologne, admirateur et fauteur de droit romain, Frédéric II de Hohenstaufen achève au delà des Alpes cette royauté absolue des Deux-Siciles qui, durant six siècles après lui, pourra changer de dynasties, mais non pas de constitution : en Allemagne, c'est sa même

politique qui commence la ruine de l'ancien Empire, créé par Charlemagne quatre siècles auparavant (800-1250), et l'anarchie de la Confédération germanique, domptée par Bismarck six siècles après (1250-1870).

De Charlemagne à Bismarck, des Carolingiens aux Hohenzollern, l'éternelle Allemagne n'a vécu que pour tisser, défaire et tisser à nouveau cette toile de Pénélope que, tour à tour, chacun des prétendants à l'Empire la forçait d'achever, mais qu'elle se hâtait de défaire, sitôt le prétendant ruiné ou disparu. Avec les mêmes ambitions, par les mêmes moyens, pour les mêmes résultats, on vit tour à tour les chefs des Francs (800-919), des Saxons (919-1024), des Franconiens (1024-1125), des Souabes (1125-1250), des Autrichiens (1493-1806) et des Prussiens essayer, « dans une forme nouvelle, mais sur l'ancien mode, » de relever l'œuvre caduque, et Bismarck recommencer ce que n'avaient réussi ni Charlemagne, ni Barberousse, ni Charles-Quint, et Guillaume II de Hohenzollern revivre le rêve et la catastrophe qu'avait vécus Frédéric II de Hohenstaufen.

C'est que, du fond de ses forêts et de ses libertés, le Germain eut toujours des heures d'admiration et de convoitise pour le bel édifice, l'ordre souverain, le chaud abri de la *res publica* romaine. *Kennt du das Land...* ? L'Italie pour le Germain n'était pas seulement le pays de la vigne et de l'oranger; c'était encore la terre du droit écrit et de l'État souverain. Car il ne faut pas croire que l'homme des bois ne se complaise jamais qu'en sa rude vie de pluie et de neige, en sa lutte quotidienne contre les éléments, les voisins et les fauves : ce n'est que dans les fables que le loup dédaigne toujours le bonheur du chien. Chefs et peuples, l'éternelle Allemagne fut presque toujours attirée ou poussée vers la vie des « animaux politiques; » pour les chefs, comme pour la foule, la *res publica* prospère, tranquille, confortable, égalitaire, autoritaire, majestueuse avait à certaines heures d'invincibles attraits.

Le chef de guerre, harcelé par les exigences de ses fidèles, et le roi, contrarié par la turbulente anarchie de son *gau*, voyaient dans l'*Imperator* le modèle du souverain obéi et du général heureux; les fidèles voyaient dans les offices impériaux le modèle des « bénéfices » stables et abondants; les peuples voyaient dans le citoyen l'homme assuré du présent et du lendemain. Tous avaient leurs raisons de souhaiter le règne de ce

maître exigeant, mais unique et sans caprices qu'est l'État civil, — le plus raisonnable, le plus régulier, le plus équitable des maîtres, sinon le plus accommodant, ni le moins coûteux. La *res publica* supprimait quelque liberté, mais assurait l'égalité dans l'exercice des droits. Il était donc des heures, — c'étaient les plus nombreuses, — il était surtout des conditions, — c'étaient les privilégiées, — où le plein exercice de sa liberté pouvait sembler au loup germanique le premier des besoins et des bonheurs. Mais il était des heures aussi où la grande majorité eût préféré la paix égalitaire et l'assurance d'une liberté restreinte aux risques quotidiens de ruine, de captivité et d'esclavage, que faisaient peser sur la forêt tout entière les guerres civiles et extérieures, conséquences des trop complètes libertés.

« Trop souvent, dit M. de Bülow, l'union nationale nous fut imposée par le malheur. » Presque toujours, en effet, c'est pour échapper aux douloureuses conséquences de l'anarchie ou de l'invasion que les peuples allemands se sont mis en quête d'une souveraineté nationale, qui les sauvât d'eux-mêmes et du voisin. Le dernier bâtisseur d'empire allemand, Bismarck, est né sous le joug napoléonien. C'est l'attaque des légions romaines qui fit sortir de la forêt les deux premiers Bismarck, Arminius et Marbod. Marbod surtout fut le premier exemplaire du « libérateur » germanique, essayant de copier la *res publica* latine pour donner aux Germains une cohésion nationale contre l'étranger.

Marbod le Souabe, — on disait alors le Suève, — essayait, dès les premières années de l'ère chrétienne, de policer la Germanie, en lui inculquant ces habitudes urbaines et ces mœurs politiques qu'il avait appris à admirer durant sa fréquentation de Rome et des Romains. Sur les bords de la Moldau, en forêt, Marbod avait bâti, pour sa royauté et pour son peuple, la première capitale allemande autour d'un palais en planches, derrière un rempart de terre, de pierres et de troncs. Quand il eut recruté une garde soldée et une armée permanente et quand, en de perpétuels exercices, il les eut exercées et disciplinées à la mode romaine, *perpetuis exercitiis exercitu paene ad Romanæ disciplinæ formam redacto*, ce Barbare de naissance, mais non de connaissances, *natione magis quam ratione barbarus*, ne voulut plus se contenter d'un principat anarchique, accidentel, éphé-

rière, dépendant du seul caprice des sujets, *tumultuarium, fortitum, mobilem et ex voluntate parentium constantem principatum*, dit excellemment l'auteur latin Velleius Paterculus, en une ligne qui est la définition la plus complète de l'autorité germanique. Marbod voulut acquérir un commandement stable et une royauté efficace, *certum imperium vimque regiam*.

Une royauté efficace sur son *gau*, un commandement stable sur tous les *gaus* de la forêt : telle fut toujours la double ambition des « libérateurs » germaniques. Durant les deux mille ans qui séparent Marbod de Bismarck, une vingtaine ont travaillé, une dizaine ont réussi à dresser sur le tumulte des libertés germaniques ce commandement stable d'un *Kriegsherr* national et cette royauté efficace d'un *König* héréditaire. Quelques-uns ont eu la chance de voir leur œuvre durer autant qu'eux-mêmes. La plupart l'ont vue crouler de leur vivant. Aucun n'a jamais pu la fonder pour plus de quatre ou cinq générations. Aujourd'hui le troisième empereur Hohenzollern ruine ce que Bismarck avait élevé. Jadis il avait suffi de trois ou quatre Carolingiens, puis de trois Ottons, puis de trois Hohenstaufen pour consommer la ruine toute pareille de l'éternel édifice, toujours rêvé, toujours entrepris, parfois achevé, toujours renversé.

Éphémère commandement des Allemandes ! M. de Bülow, dès 1913, semblait prévoir la ruine de l'œuvre bismarckienne. Il redoutait la révolte de « l'esprit allemand » contre la « monarchie prussienne. » Il disait que le particularisme allemand « déteste cette monarchie de l'aigle qui plonge une aile dans le Niémen et l'autre dans le Rhin. » Il ne croyait pas que l'Allemagne sût voir longtemps encore « dans la Prusse, l'État de l'ordre, le cœur et le noyau de l'Empire, l'État sans lequel il n'y aurait pas d'Empire, avec lequel l'Empire restera debout, avec lequel il tombera... » Ainsi parle en 1913 l'ancien chancelier de Guillaume II. C'est la parole d'Otto de Frisingen, l'oncle et l'historien du grand Barberousse, disant : « L'Empire tombera, frappé par sa propre épée, » au temps où le monde du *xii^e* siècle saluait dans les Hohenstaufen les restaurateurs de la gloire germanique et les dominateurs de la chrétienté.

VICTOR BÉHARD.

LA GUERRE VUE D'UNE AMBULANCE

III⁽¹⁾

27 octobre.

Nous avons reçu cette nuit trois blessés de Dixmude, qui ont quitté le train sanitaire à Juvisy. La guerre change encore d'aspect. Plus meurtrière que jamais, elle offre, du moins, l'avantage de reparaitre au grand jour. On se tue dans les champs, le long des rivières et des canaux, sur les bords de la mer; on se tue aussi dans les villes et les villages, pris, repris, saccagés, détruits de fond en comble. J'allais dire que cela nous change de la guerre de tranchées; mais, au fait, celle-ci n'en continue pas moins sur tout le reste de l'immense front.

Voici un marin de Cherbourg (et cela met bien en évidence le déracinement de toutes choses), voici un marin de Cherbourg, qui, avant de se battre près de Dixmude, se trouvait à Gand et, quelques jours plus tôt, à Reims. Il fut versé dans l'armée de terre au milieu d'août, librement, d'ailleurs, et en volontaire, comme tout son bataillon. Il a été blessé il y a trois jours, le 24, à deux heures, d'une balle qui lui a brisé l'os du bras. Le choc le fit tomber dans un ruisseau, heureusement peu profond, où il resta d'abord quelques heures. Les projectiles y pleuvaient dru. Il s'appliqua, malgré la blessure, à détacher son sac. Ce fut long et douloureux; mais il y parvint, et il s'en

(1) Voyez la *Revue* des 15 octobre et 1^{er} novembre 1914.

servit aussitôt comme de bouclier pour la tête. Paré ainsi du côté des balles, il ne tarda pas à courir d'autres risques. Les Allemands mirent le feu à un réservoir de pétrole, et le dangereux liquide commença de couler dans le ruisseau. Notre ami craint bien que plusieurs blessés qui gisaient non loin de lui, et parmi eux son capitaine, n'aient été brûlés. Pour lui, malgré une hémorragie qui l'avait exténué, il put remonter sur la berge, mais ce fut pour se voir tout à côté des lignes allemandes, qui avaient progressé. Il se traina quelques centaines de mètres, trouva l'aide d'un camarade et atteignit enfin l'ambulance française. Un automobile le conduisit à Fumes, où il fut mis dans un train sanitaire qui se dirigeait vers Orléans. Au bout de deux jours d'un trajet épuisant, sa faiblesse lui valut de pouvoir descendre à Juvisy. Nous le guérirons.

Je lui demande s'il a vu les bateaux anglais qui ont pris part à la bataille. Il a seulement entendu les détonations de leur artillerie, et il confirme qu'elle fait des ravages énormes dans les rangs serrés des ennemis. Un autre de nos trois blessés, qui est allé, lui aussi, à Dixmude en partant de Reims, mais par Paris et Dunkerque, les a nettement aperçus en montant le long du rivage et de l'endroit même où il combattait. Le journal d'aujourd'hui nous apprend qu'il s'y trouve aussi de nos sous-marins. Maintenant, c'est complet; les engins de mort partent à la fois du sol, des airs et des flots; et il en est d'autres qui cheminent sous terre pour faire exploser tranchées, villes, casernes, forêts, tout ce qui porte des vies humaines. La science est maîtresse du monde!

30 octobre.

Nous avons reçu près de cinquante blessés ces trois derniers jours. Aucun d'eux ne m'a fait plus de pitié qu'un pauvre réserviste à qui une balle a traversé le front de droite à gauche, coupant le nerf optique et fermant à jamais les yeux. Il ne connaît pas encore l'étendue de son malheur: « Pourvu que je revoie clair après les pansements! » répète-t-il sans cesse; et personne jusqu'ici n'a eu le courage de briser son reste d'espoir, moi pas plus que les autres.

Deux autres blessés d'avant-hier avaient été aveuglés par le plâtre d'une muraille le long de laquelle ils s'abritaient et qu'un obus avait dispersée. Aujourd'hui déjà ils recommencent à voir.

Mais inutile de nous leurrer : l'épreuve de l'autre est définitive; il restera toujours dans la nuit. Lorsqu'il le saura, mon Dieu, inspirez-moi les paroles de résignation. Pour consoler, je me sers plus des regards que des mots. Comment faire avec qui ne voit plus?

2 novembre.

En voilà un autre qui est arrivé aujourd'hui à deux heures, et que l'on me signale comme fort exposé à une subite aggravation. Extérieurement, il n'y paraît pas; et nous pouvons causer. « J'étais, me raconte-t-il, à l'hôpital militaire d'Arras depuis le 4 octobre, blessé au bras, et la jambe cassée. Les derniers temps, on nous bombardait tous les jours; un médecin, une sœur, une infirmière ont reçu des éclats d'obus; l'hôpital civil a eu une vingtaine de tués. Jeudi soir, il a tout de même fallu évacuer. J'ai été, moi, avec d'autres, dans une carriole; on est secoué, là dedans. Nous arrivons dans une ferme vide, où il n'y avait rien à boire ni à manger; on y reste deux jours, couchés sur la paille. On a ensuite pris le train, jusqu'à l'endroit où votre auto nous a ramassés. — C'était à Aubervilliers. Comment vont vos blessures? — Mon bras est guéri. Ma jambe allait beaucoup mieux; les voyages me l'ont démolie. Maintenant, c'est bien; on me l'a arrangée. »

Je profite de cette remarque pour l'encourager, insistant sur la science et le dévouement de nos médecins, de nos infirmières. Mais lui, pour le moment, ne voit qu'une chose, la fin du cauchemar : « Sûrement qu'on est bien ici; on n'y entend plus le canon. » Il n'a fait que se battre dans les deux premiers mois; et, depuis, à l'hôpital, il entendait sans cesse la bataille. La Bassée, centre d'une lutte si furieuse, est à quatre kilomètres d'Arras; et sur Arras même les obus pleuvent à jets continus : « Il y en a un qui a fait tomber la cloison de verre à côté de moi, dans la salle de pansements; j'en ai bien eu toute une brouette sur mon lit. » J'interroge les médecins. Sa jambe, qui allait guérir, demande à être amputée. Et son voisin, qui a traversé les mêmes infortunes, va probablement perdre un bras qui était sauvé. Quand nous lisons, dans les journaux, que les Allemands tirent sur les ambulances, voilà ce que cela veut dire, — sans compter ceux qui reçoivent de nouvelles blessures ou qui sont tués net.

Si la foi ne venait pas, sur tant de misères, jeter ses lueurs adoucissantes, et soulever le voile d'un au-delà meilleur, je ne sais pas comment le cœur, à moins de se durcir, y pourrait résister. Mais grâce à elle, si nous ne sommes pas, et il ne le faudrait point, exemptés de souffrir, du moins ne souffrons-nous pas, du moins ne pleurons-nous pas, comme ceux qui n'ont pas d'espérance.

Dix heures du soir. — La force du sens religieux, je l'ai constatée une fois de plus ce soir en allant revoir un soldat breton qui devait communier dimanche et qu'on m'a dit fort épuisé par suite d'hémorragies. A ma demande de nouvelles : « Cela ne va pas, répondit-il avec calme, et je sens que je vais mourir. » J'interroge la *nurse* ; elle ne croit pas au péril immédiat.

J'essaie donc de le rassurer : « Non, répond-il, toujours aussi tranquille, je sais bien, moi, que je vais mourir. — Et quand cela serait, vous êtes un chrétien ! — Je n'ai pas peur de la mort. » Je lui propose alors de recevoir tout de suite les sacrements de Pénitence et d'Eucharistie, qu'il avait acceptés pour dimanche prochain. « Pour qu'aucune grâce ne vous manque, nous ajouterons, entre les deux, l'Extrême-Onction, et ensuite je vous laisserai en compagnie de Notre-Seigneur. — Oui, je serai bien content. »

Son action de grâces achevée, il demanda aux infirmières de lire trois lettres que venait d'écrire sa famille. Si complaisantes que fussent nos Américaines et si versées dans la connaissance de notre langue, elles n'étaient pas accoutumées au genre d'écriture qu'il leur mit sous les yeux. Je m'offris à les remplacer et je lus de mon mieux les lettres des sœurs et celle de l'oncle. Si la grammaire n'y trouvait guère son compte, elles valaient, en noblesse de cœur, en élévation, en foi, en simplicité, les plus belles qu'on ait publiées.

Il était dix heures quand je laissai mon malade, un peu assoupi déjà, l'esprit et le cœur tout remplis de son Dieu et de sa famille, rêvant de sa place à l'église et de sa place au foyer. « A demain matin, lui avais-je dit quelques minutes plus tôt. — Je ne sais pas si j'y serai, » m'avait-il répondu. Et moi, enhardi par sa foi sereine, j'avais ajouté en souriant : « Après tout, si vous vous réveillez auprès du bon Dieu, le mal ne sera pas grand. On y est aussi bien qu'ici. » Et il m'avait répondu par un « oui » que je ne oublierai pas. S'il vient à mourir, mon bon

paysan breton, sans doute je prierai pour lui selon ma promesse; mais surtout je le prierai pour moi et pour ceux que j'aime.

En le quittant, je suis venu m'agenouiller à la galerie supérieure de notre chapelle. C'était bien là, dans le grand silence du milieu de la nuit, qu'il convenait d'achever cette fête des Morts. Mon père, ma sœur, mes grands-parens, mes amis, ceux que j'ai assistés dans leur agonie, notamment ces deux derniers mois; ceux qui sont morts pour leur patrie, en cette guerre et dans les autres guerres : tous je les recommandais à l'indulgence infinie du Christ, du Juge et du Sauveur caché au tabernacle et dont une petite lampe, lumière symbolique parmi les ténèbres, signalait discrètement la divine présence. En face de moi, contre les grandes fenêtres de la rue, le vent agitait des branches d'arbres, et les feuilles automnales, distinctes parce que moins touffues, frappaient aux vitres de la chapelle comme un essaim d'âmes suppliantes.

3 novembre.

Un petit rayon de soleil a traversé l'atmosphère brumeuse de ces jours. Au milieu de l'après-midi nous est arrivé un superbe envoi : « De la part de la Ville de Paris les dernières fleurs de Bagatelle. » Et dans une grande corbeille d'osier deux vieux jardiniers apportaient seize magnifiques bouquets de roses, de roses fraîchement cueillies, rayonnantes de grâce et d'éclat, de ces roses d'automne que notre vieux poète avait raison de dire plus fines, plus délicates, « plus exquises. » Par une charmante idée de M. L. C..., notre directeur du personnel d'infirmiers, il n'a été procédé au partage des bouquets par salles qu'après que les deux jardiniers eurent promené dans toutes le panier complet :

Chacun en a sa part, et tous l'ont tout entier.

5 novembre.

Le grand réconfort est toujours de s'entretenir avec les blessés. Il faut qu'ils soient bien bas pour se plaindre et perdre leur belle humeur; encore y en a-t-il qui gardent jusqu'au bout leur entrain de soldats, leur sérénité de chrétiens.

Hier matin, c'était un adjudant dont une balle avait traversé le palais et les joues, qui m'accueillait avec plus de joie encore que les autres, et qui, malgré la difficulté de s'exprimer, arri-

vait à me faire comprendre qu'il était prêtre, qu'il avait même célébré la messe deux jours avant d'être blessé. Et, joyeusement, il me tirait de son livret militaire un *celebret* de l'évêché de Moulins, où je lisais qu'il est vicaire à Saint-Pierre de M... Il ne peut pas communier encore, — à peine s'il parvient à boire, — mais il marche et est déjà venu à la messe ce matin. Espérons que bientôt il me servira d'auxiliaire.

Cet après-midi, j'entends l'histoire d'un réserviste du Finistère, arrivé depuis deux jours. Elle ne manque pas de tragique dans sa simplicité :

« Ma compagnie a quitté ses tranchées pour faire une attaque jeudi dernier, 29 octobre, à neuf heures du soir. Elle a dû se retirer, brisée par les mitrailleuses. Je suis resté là avec une jambe cassée et l'autre traversée d'une balle, plus une balle dans le dos. — Resté seul ? — Non ; l'on était deux ; l'autre, je crois, il est mort. J'ai passé la nuit sur place, à trois ou quatre mètres d'une tranchée vide. Le lendemain, ma compagnie revient, et je me crois sauvé. Elle échoue encore ; la moitié des camarades sont blessés ou tués ; les Allemands prennent le reste. A cause des balles et des obus, je m'étais trainé dans la tranchée vide. C'était le vendredi matin ; j'y suis resté jusqu'à dimanche soir sans rien à boire ni à manger, et je ne pouvais pas me remuer, vu l'état de ma jambe.

« C'était entre les deux lignes de feu, à environ 50 mètres de la ligne allemande et à 200 mètres de la ligne française. Ma tranchée était plus haute du côté allemand, moins haute du côté français, ce qui fait que le dimanche, on m'a aperçu. Un sergent est venu vers quatre heures : « Qu'est-ce que vous faites là ? qu'il me dit. — J'attends la mort, » que je réponds. Je ne pensais qu'à ça. Je n'avais pu faire aucun pansement ni rien ; tellement que j'avais saigné, la tranchée était pleine de sang. Le sergent est reparti et m'a envoyé chercher par deux soldats du génie, vers huit heures du soir. On a ensuite prévenu l'infirmerie de Fontenoy, qui m'a fait prendre avec un brancard. J'y ai passé deux jours à l'hôpital. Et puis le train m'a mené à Aubervilliers. »

6 novembre.

Cinq zouaves nous sont arrivés ce matin : deux ont les jambes et un le bras cassés ; le quatrième a le poumon traversé d'une balle ; le cinquième, l'épaule traversée d'une balle explosive,

avec un trou gros comme le poing. Et ils sont blessés depuis trois jours. A peine sortis de la voiture, et encore étendus sur le brancard dans notre vestibule, c'était à qui raconterait avec le plus d'entrain et de gaieté le beau combat où « ils ont eu ça, » la reprise de la Ferme de Metz, lundi 2, sur le coup de minuit. Ils rient encore de la peur qu'ils ont faite aux Boches : « Dès qu'ils voient des zouaves, ils jettent leurs fusils en criant : « Kamarades... ! » J'ai eu le bonheur d'en embrocher un... A trois, nous en avons pris une trentaine... Un qui se rend, il y en a dix qui suivent. »

En allant les revoir cet après-midi, j'en trouve un dans une chambre où il ne risque pas de perdre son entrain. Trois Anglais y chantent joyeusement, aux applaudissemens d'un Tunisien et de quatre Français. Un de ceux-ci et un Anglais s'occupent, en riant, à tricoter. C'est l'infirmière qui le leur a enseigné. Voilà une bonne distraction, et que je préfère aux cartes, aux dames, aux *puzzles* ou patiences. Elle n'est pas encore assez répandue ; il n'y a guère à s'y livrer, jusqu'ici, qu'une vingtaine de blessés, presque tous Anglais.

Contrairement à ce qu'on pensait d'eux en France avant de les avoir vus de près, les Anglais se font remarquer par leur animation. Peut-être à cause des maux que nous subissons de plus près, nous ne pouvons guère, et c'est trop naturel, aller plus loin que la résignation et le courage voulu. Ils vont, eux, jusqu'à la gaité. Quel est ce jeune officier qui se promène en riant, un képi d'emprunt crânement campé sur l'oreille ? Un lieutenant anglais. Quels sont ces soldats qui, dans le corridor, jouent à sauter sur leurs béquilles ou à courir sur leur jambe de bois ? Des Anglais encore. Et ceux-là qui chantent avec force gestes, qui rient tout haut et cherchent à faire rire les autres ? Des Anglais toujours, à moins que ce ne soient, par hasard, des Tunisiens ou des nègres. Des Français, sûrement non. La Bruyère disait mélancoliquement qu'il faut rire avant d'être heureux, sous peine de mourir sans avoir ri : nous connaissons de nouveau le bonheur, et de nouveau nous rirons ; maintenant, non.

Quand je demande de leurs nouvelles aux Anglais, il faut qu'ils soient moribonds pour ne pas me répondre que ça va « joliment bien, » ou même « splendidement : » *getting on nicely ; getting on splendidly*. Dialogue d'hier, avec un amputé : « Comment êtes-vous ce matin ? — Je vais splendidement. —

Vous avez des nouvelles de chez vous? — Une lettre de ma mère. — Sait-elle qu'on vous a coupé la jambe? — Oui. Elle remercie Dieu, comme moi, de ce que, blessé si grièvement, j'aie gardé la vie sauve. »

10 novembre.

Cérémonie émouvante, aujourd'hui, à cinq heures.

Si accoutumé que je sois maintenant aux beaux exemples de foi et de courage, j'avais remarqué entre tous un de nos malades pour la vivacité de ses sentimens religieux et pour son calme dans les pires souffrances.

Qu'il se fût conduit parfaitement sur le champ de bataille, je n'en doutais pas; mais j'ignorais que ce fût au point de se faire distinguer parmi tant d'autres héros. Il a mérité qu'on lui décernât la médaille militaire, et un lieutenant de tirailleurs, délégué par le ministre de la Guerre, est venu tout à l'heure la lui apporter. Maréchal des logis au 5^e régiment d'artillerie de campagne, Louis Schoeny (je puis bien donner son nom, car nous n'espérons pas qu'il survive, et cette crainte trop justifiée rend encore plus impressionnante la cérémonie de ce jour), Louis Schoeny reçut, à Braisne, deux blessures très graves, dont l'une lui emporta un côté de la face et l'autre lui fractura le crâne. Il n'en eut pas moins l'énergie surhumaine de rester à son poste, moitié aveuglé par le sang, et de continuer à servir sa pièce, jusqu'à ce qu'un éclat d'obus, l'atteignant au ventre, le renversât près de l'affût.

La médaille lui a été remise par un autre vaillant, le lieutenant-colonel D..., du 53^e d'artillerie, en traitement lui-même à notre ambulance pour blessures au pied et à l'épaule. Il s'est conformé, autant que les circonstances le permettaient, au cérémonial habituel. Des trompettes n'ont pu ouvrir ni fermer le ban, mais le salut militaire en a tenu lieu; et c'était une belle assistance que celle des camarades regardant de leur lit, et de dix officiers venus des salles voisines avec leur bras en écharpe ou le pied sur une béquille. Eux tous, et avec eux les infirmiers, les infirmières, ont senti des larmes leur monter aux yeux quand, après les paroles réglementaires: « De par le Président de la République et en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous vous décernons la médaille militaire, » le blessé a demandé qu'on le soulevât pour baiser le glorieux insigne, et le recevoir avec plus de respect. En l'épinglant sur cette poitrine

haletante au milieu des bandages, la main elle-même du colonel vacillait un peu.

12 novembre.

... A défaut de l'avenir, c'est le passé, presque aussi obscur jusqu'ici, qui commence un peu à se révéler. Depuis la seconde semaine de septembre, ça va ; mais le mois d'août a dû être terrible et nous y avons fait de rudes écoles. Pour autant que l'on puisse faire fond sur un récit tout fragmentaire, les souvenirs d'un de nos blessés, sous-lieutenant de réserve, me donneraient à croire que nous avons montré quelque inexpérience. Je les rapporte pour ce qu'ils valent, garant de leur seule sincérité :

« J'ai reçu le baptême du feu le 20 août sur les bords du canal de Saverne. La 25^e division d'infanterie était partie pour prendre Sarrebourg. La ville était fortifiée de ces gros obusiers fixés sur ciment, dont les projectiles font des trous à y enterrer deux ou trois chevaux. Mais nous n'en savions rien. Depuis Épinal, nous avançons remplis d'entrain, sans rencontrer d'obstacles. Les régimens qui nous avaient précédés avaient vu quelques Allemands ; nous, pas un. Le 20 août, ce fut différent, et je m'en souviendrai. Mon bataillon eut à tenir tout le jour, sur la cote 330, au milieu des obus. On n'essayait même pas de se retrancher ni de se cacher des avions ; aujourd'hui, l'on serait plus prudent. Certaines compagnies furent décimées à plusieurs reprises. Je vois encore mon capitaine faisant baisser le crucifix à deux ou trois hommes qui allaient mourir. Le soir, vers six heures, il fallut battre en retraite, malgré le secours de notre artillerie lourde. Comme nous venions de repasser le canal de Saverne, le général de division arrive avec son état-major. Il ordonne demi-tour. Toute la division attaque à nouveau. Nos canons et nos mitrailleuses ouvrent le feu ; quatre régimens s'élancent. Nous descendons une première pente et en remontons une seconde, sous une pluie d'obus et de balles. Quelques fantassins reculent ; nous continuons, nous, d'avancer. Arrivés à portée d'assaut, l'on nous fait tirer à notre tour, et le feu des Allemands diminue d'intensité. Ils avaient fait entendre, pour nous tromper, nos propres sonneries de : « Cessez le feu ! » Mais nous étions prévenus et distinguions bien la différence du son. Ils s'arrêtèrent de tirer, et nous après. Quand nous n'entendîmes plus rien, nous grimpâmes la côte jusqu'à la cime, et ralliâmes ce

qui restait du groupe, une centaine d'hommes. La nuit était venue; nous nous demandions où était l'ennemi. Des cris se firent entendre, sans que nous pussions d'abord discerner s'ils venaient de Français ou d'Allemands. Suivit un peu de silence, puis le son du fifre, puis un chœur lent et grave; et, dans la nuit complètement noire, cela ne manquait pas de beauté. Bientôt, à une cinquantaine de mètres, des feux s'allumèrent comme spontanément; ils avaient dû les préparer pour nous découvrir et nous tirer dessus. Le commandant nous défendit d'en approcher.

« Nous n'étions plus qu'à 470 mètres de Sarrebourg; mais elle était trop bien défendue pour qu'il nous fût possible d'y entrer, et nous descendîmes, avant le milieu de la nuit, vers notre point de départ, sur les bords du canal, ramassant, tout au long du chemin, des blessés de nos quatre régimens. Des brancardiers leur donnaient les premiers soins. J'en ai emporté un sur mes épaules. Nous arrivâmes au canal exténués. Après un peu de sommeil, nous reprîmes la marche en arrière, qui continua quatre ou cinq jours. Elle se fit en bon ordre, mais quand même tristement, à travers des villages vides, et notre cœur se serra en repassant la frontière où gisaient les poteaux arrachés peu avant avec tant d'enthousiasme. Mais, dès le 24, nous nous étions ressaisis, et, une fois arrêtés sur la ligne de la Mortagne, nous sûmes tenir l'ennemi en respect. Nous n'en bougeâmes plus jusqu'au 10 septembre, où l'on nous rappela dans l'Oise. Des réservistes nous remplacèrent et tinrent bon, eux aussi; les Allemands n'ont plus avancé. Je crois même qu'à leur tour, et cette fois pour de bon, ils ont dû reculer. Nous avons appris notre leçon. »

14 novembre.

Voici un beau progrès. Nous avons reçu ce matin à cinq heures un soldat de Vic-sur-Aisne, qui avait été blessé hier matin vers huit heures : moins d'une journée entre le moment où l'on est frappé et celui où commencent les soins, c'est, à moins d'atteinte extraordinaire, la certitude de la guérison. Trois autres sont venus en même temps, qui n'étaient tombés que de l'avant-veille. S'il en était toujours ainsi !

Notre blessé de Vic a trente-cinq ans : la territoriale commence à donner; presque tous nos hommes sont mariés, on le

voit à leur alliance. Celui-ci montre, comme les autres, un moral parfait; mais quand même, dit-il, ça le chiffonne d'avoir fait la guerre, et la guerre pour de bon, sans avoir vu d'ennemis : « Vous n'en avez vraiment guère vu? demandé-je. — Pas un seul, je vous dis, monsieur l'aumônier. Ou plutôt si, j'en ai vu, mais des prisonniers, près de Besançon, où je suis venu de Lyon le 6 août et resté au dépôt jusqu'au 13 octobre. Les civils, d'ailleurs, en ont vu autant que moi. Mais depuis le 13 octobre, où j'arrivai à Vic-sur-Aisne et où je pris place dans les tranchées, je n'en ai pas aperçu un. Il ne faisait pas bon lever la tête pour chercher où ils étaient. Hier, au petit jour, on nous a fait mettre baïonnette au canon et avancer, en rampant, dans un champ de betteraves. Nous n'étions pas là depuis deux heures que je recevais un éclat d'obus à la hanche droite et un autre un peu plus haut. Mais toujours pas vu d'Allemands. C'est une drôle de guerre. »

15 novembre.

Je crois bien n'avoir rien dit encore de nos blessés noirs. Nous en avons cependant un grand nombre, surtout depuis quelques semaines. Ce sont bien les vaillans soldats que l'on dit partout et les ennemis féroces des Allemands. Chacun d'eux en a, comme ils disent, « zigouillé » en moyenne cinq ou six; et la terreur qu'ils inspirent à l'ennemi est des plus justifiées : « Allemands, y a pas bon. » Mais, à part cette haine et aussi l'endurance au mal, qu'ils ont tous en commun, ils présentent, suivant l'origine, le pays, la race, la tribu, des différences très marquées. Les noirs qui nous viennent de l'Afrique du Nord sont des civilisés presque autant que leurs compatriotes Berbères ou Arabes. De l'Afrique occidentale et du Congo français il en arrive, au contraire, à côté d'assez cultivés, quelques-uns de fort primitifs.

Nous recevions un soir, à la fin d'octobre, un Guinéen de Konakri, qui parlait le français très convenablement, et même un peu l'anglais. Blessé à la tête seulement, il put être envoyé à la salle de bains, où le docteur me permit d'entrer. Le bain est de rigueur pour tous les arrivans à qui leur blessure ne l'interdit pas et l'on peut croire qu'après des semaines, des mois passés sans se déshabiller, ils en apprécient à sa valeur le bienfait. C'est même, presque toujours, l'occasion de montrer,

me dit l'actif et dévoué baigneur en chef, leur esprit de camaraderie : « Si les copains pouvaient avoir ça ! » Notre Africain en jouit d'une façon attendrissante : « Y a bon ! y a bon ! » répète-t-il en s'étirant dans l'eau tiède ; et, lorsqu'on lui dit de s'asseoir ou de tendre les bras pour le savonnage, il s'y prête avec le sourire. La mousse blanche sur la peau de bronze fait ressortir ses muscles puissans et les harmonieuses proportions de son grand corps. Le docteur en est dans l'admiration. Comme il n'y a pas d'autres blessés qui attendent, on ne se presse pas. Le beau nègre se trouve bien de l'opération. Plein d'entrain, il nous montre ce qu'il sait d'anglais, puis il raconte en français ses prouesses : « Allemands y a pas bon. Zigouillé deux ; zigouillé quatre. » En même temps, ses longs bras dessinent hors de l'eau un geste expressif d'embrochage à la baïonnette.

Le moins cultivé de nos nègres au début de son séjour (car depuis...), ce fut certainement le Soudanais Mouça Sénoco, du village de Chibougo, dans le Bambarra. Son entrée fut sensationnelle. Atteint d'une fracture du tibia, il ne put être admis au grand bain le soir de son arrivée et fut, non sans résistance, lavé sur son lit. Il trouva, du reste, le moyen de s'offrir une compensation : quand on l'eut bien débarbouillé, il prit une tasse sur sa table, la remplit dans la cuvette, et avant qu'on eût compris son dessein, en avala le contenu d'un seul trait. C'avait déjà été une affaire que de le déshabiller, mais, quand on voulut le panser, il poussa des cris de fauve ; l'infirmière fut sérieusement mordue à la main. Il devait nous prendre pour des Boches. Nous eûmes toutes les peines du monde à l'empêcher de défaire son bandage. Jamais il ne voulut s'étendre dans son lit ; il y passa plusieurs jours, le dos contre le traversin et les oreillers ou contre la chaise d'à côté, tête basse et ses longs bras noirs étendus jusqu'aux pieds.

Conduit, le lendemain matin, à la salle d'opération pour le drainage de sa plaie, il regarda avec curiosité le tube à éther et se le mit de lui-même au bout du nez ; on n'eut qu'à l'y maintenir. Tant qu'il fut endormi, tout alla bien ; mais le réveil fut terrible. Envers et contre tous, il cherchait à se lever. Furieux de l'opposition qui lui était faite, il saisit la chaise et la lança au milieu de la salle. On dut éloigner de lui sa table : tout ce qui s'y trouvait eût passé par la fenêtre.

L'heure des repas venue, il ne mangea que très peu et avec

une défiance manifeste. Mais il réclama opiniâtrément : « Cham-pagne! Thé! » les seuls mots qu'il connût, avec trois ou quatre termes grossiers que les colons feraient bien de garder pour eux. Il entra, à toute résistance, en des colères folles.

En vue de l'appivoiser, on amena près de lui un autre Sou-danais. Il voulut le mordre. Pensant que c'était peut-être un représentant de tribu ennemie, on essaya d'une seconde expérience et on le transporta dans une salle où se trouvait un nègre modèle, le bon et grave Maciga, de Boubou Keita, aux environs de Bafoulabé. Ce fut pour notre petit sauvage le commencement du salut. Maciga, qui était, du reste, caporal, sut lui imposer, lui faire entendre peu à peu raison, et, la douce fermeté des *nurses* y aidant, l'amener en quelques jours à une réelle docilité.

Les progrès, depuis lors, ont été rapides, et il n'y a pas maintenant de plus gentil malade que Mouça. Bien loin de vouloir vous mordre quand vous l'approchez, il est le premier à vous dire bonjour et à demander : « Ça va? » Il reste couché à la façon européenne, et c'est même un charmant tableau que forme sa tranquille figure noire entre les draps blancs et la chéchia rouge. Depuis qu'il va mieux, il siffote la charge, il mange des bonbons, il regarde des images, il palabre avec Maciga, il apprend à faire du tricot.

Mouça reçoit des visites. Je ne parle pas de l'intérêt qu'il éveille chez tous ceux qui entrent dans sa salle pour remplir une fonction ou pour voir d'autres blessés; non, Mouça reçoit des visites personnelles d'amis, de compatriotes. Pour être sincère, mettons le singulier : Mouça reçoit la visite de Baba Konaté, nègre instruit et bien élevé, l'air d'un vrai gentleman, actuellement domestique aux Missions protestantes du boulevard Arago. Baba Konaté arrive toujours chez nous muni de tabac, de pommes, de pastilles, de châtaignes bouillies; et cela le rend plus cher encore à nos blessés nègres. Originaire de Grand-Bassam, il peut s'entendre avec tous en parlant bambarra, qui est la langue la plus répandue de l'Afrique occidentale française, avec le wolof toutefois. C'est lui, du reste, qui me l'a dit; car je suis bien, moi aussi, avec Baba Konaté, grâce à un excellent infirmier qui l'a découvert et m'a présenté à lui. Et par Baba Konaté, je suis devenu l'ami de Mouça Sénoco, de Maciga Kata, sans parler d'Akodou Toudé,

d'Ona Couami, de Kodé Kamara... Mais je n'aime pas à me vanter.

16 novembre.

Hier soir nous fut annoncé un grand convoi d'Anglais. Il en arrivait quatre cents à la gare du Nord, dont une quarantaine pour nous. Tous nos autos y allèrent, et l'on en mobilisa plusieurs autres. En fait, nous ne reçûmes que huit blessés, frappés la veille auprès de Dixmude, et tous remplis d'entrain. Comme nous, du reste, nos Alliés déployaient à défendre l'Yser, c'est-à-dire la route de Calais, un courage fantastique. Il nous en coûte, à tous, chaque jour et depuis des semaines, un nombre de tués et de blessés qui aurait suffi jadis à illustrer une bataille. Anglais, Belges, Français, loin d'en être abattus, se réjouissent de ce que les Allemands perdent encore bien plus de monde et ne passent pas. Or, cette vaillance n'est pas de l'exaltation ; elle subsiste après la bataille. Ce matin, un Irlandais de ce nouveau groupe demande à se confesser. Quand je le revois l'après-midi : « Père, j'ai perdu ma jambe, » me dit-il du ton le plus normal. On a dû, en effet, l'amputer sans retard. Un peu saisi malgré moi, je le regarde tendrement et je lui dis quelques bonnes paroles. Tout de suite, il me répond : « J'accepte la volonté de Dieu. » Et son visage ne trahit aucune émotion ; seulement un peu plus pâle, à cause du sang perdu.

18 novembre.

Louis Schoeny, l'artilleur qui avait reçu la médaille, il y a juste huit jours, jouit maintenant, au ciel, de récompenses plus hautes et plus durables. Il s'est éteint cette nuit, aussi brave devant la mort lente de l'hôpital que sous le feu des ennemis.

Dans cette maison où le tragique lui-même, devenu état normal, cesse d'éveiller l'attention, tous s'intéressaient à Schoeny en particulier, et sa mort est un deuil public. Ce sont les faits de ce genre qui peu à peu créent entre nous, malgré notre grand nombre, une sorte d'âme commune et plus d'intimité. Quelques-uns disent, pensant à ce qu'a souffert Schoeny depuis son entrée : « Mieux eût valu pour lui, puisqu'il devait en arriver là, mourir tout de suite sur le champ de bataille. » J'essaie de répondre que d'avoir accru pour jamais sa valeur, son mérite moral, ce n'est pas perte de temps pour une âme

immortelle. Mes compagnons s'en rendraient compte comme moi, s'ils occupaient mon « service, » et peut-être ils en profiteraient mieux. Je vis dans une atmosphère d'héroïsme et de foi.

L'héroïsme, il éclate partout. Jamais l'humanité n'en aura déployé autant. Épouses, mères, fiancées, qui acceptent de voir leurs aimés sur le champ de bataille et qui, s'il en était besoin, les y enverraient; soldats et chefs, qui exposent sans compter leur vie; ceux qui ramassent les blessés sous les balles, et celles qui les soignent dans les hôpitaux; ceux qui ont tout perdu et qui s'y résignent; ceux qui se dépouillent pour les secourir... Au-dessus de ces milliers d'exemples, comme pour les concentrer en un fait unique : la Belgique ! c'est-à-dire une nation entière sacrifiant tout à sa dignité, au devoir, à l'honneur, et, alors qu'elle pouvait d'un mot échapper au désastre, acceptant, plutôt que de forfaire, la ruine, la faim, l'incendie, les assassinats; chassée de chez elle avec son roi, avec son armée; ne possédant plus qu'une parcelle de son territoire, et sur cette parcelle continuant de résister; agonisante, en apparence, et pourtant sereine, aussi sûre de finalement vaincre qu'elle est sûre de son droit; toujours la main sur son épée, et en même temps ses yeux levés au ciel pour voir venir la justice de Dieu. Devant les sublimes leçons d'un pareil spectacle, il y a des momens où l'on croit comprendre pourquoi fut permise la guerre, le monde peut-être n'ayant jamais souffert d'autant de maux, mais jamais non plus ne s'étant élevé à pareil niveau de grandeur morale. En voyant, avant-hier, notre pays entier célébrer avec tout son cœur la fête du roi des Belges et louer par toutes ses voix, du journal à la chaire chrétienne, Albert I^{er} avec son peuple, je me réjouissais du bien que produisent la contemplation et l'amour de si beaux exemples. C'était bien que, dimanche, à Notre-Dame de Paris, devant notre cardinal, devant la sœur du roi Albert, devant une foule immense qui applaudissait malgré la sainteté du lieu, un éloquent prédicateur terminât ainsi son sermon : « A toute la race belge, honneur et bénédiction dans les siècles des siècles ! »

Aussi j'avouerai bien avoir apprécié comme une vraie faveur de me trouver hier sur le passage de M^{me} la duchesse de Vendôme, lorsqu'elle parcourait nos salles de blessés; et j'ai reçu ses encouragemens comme s'ils étaient venus du peuple qu'elle est si digne de personnifier. Les visites, même princières,

se font ici sans solennité; et je n'ai connu que fortuitement celles de la reine Amélie et du prince de Monaco, comme plus tard celles de la princesse Marie et du prince Georges de Grèce. J'aurais aimé apercevoir la première, qui réunit, — talents et malheurs, vertu et rang, — toutes les majestés. Je me serais réjoui de renouveler au second mes hommages personnels. On ne peut le connaître sans s'attacher à lui, pour l'activité qu'il consacre au progrès de l'esprit humain et pour son dévouement à la France. Il la servit en s'engageant sous nos drapeaux dans la guerre de 1870, donnant là, du reste, un exemple que ne manque pas de suivre aujourd'hui son fils et son héritier. Mais, si j'avais eu à choisir entre ces rencontres, j'aurais opté pour celle que m'a ménagée un hasard tout providentiel; j'aurais opté, en fait de personnes augustes, pour celle qui est née « princesse de Belgique. »

24 novembre.

Les décorations ne sont pas rares dans notre asile de braves, et je tomberais dans la monotonie si je les citais toutes. J'ai mentionné, il y a quinze jours, la collation d'une médaille militaire. Nous avons un sergent arabe, à physionomie délicate et grave, qui l'a gagnée à la ferme de Soupir, par un acte de dévouement dont voici le libellé officiel :

« Aïtammer Achour Benamor, sergent au 3^e régiment de tirailleurs indigènes : au combat du 6 novembre, son lieutenant étant tombé mortellement atteint, dans une zone balayée par le feu d'une mitrailleuse ennemie, a, par deux fois, franchi cette zone; a réussi à ramener le corps de son officier, tout en étant blessé grièvement au genou. »

La blessure, due à une balle explosive, est une des pires qu'on ait eues à soigner ici. Achour Benamor mettra longtemps à s'en guérir; on le devine à sa photographie, cependant tirée après plus de six semaines de soins. Volontiers, en face d'elle, nous reproduirions le portrait de son jeune lieutenant, qu'il conserve fidèlement entre les feuillets de son livret et qu'il regarde souvent avec émotion. Entre cette noble figure d'Africain et celui qui le frappa d'une balle interdite par les lois de la guerre, quel est le plus avancé en « culture » véritable?

Un de nos officiers, le lieutenant André B..., vient d'être nommé chevalier de la Légion d'honneur pour le motif suivant :

« Commandant la compagnie de tête d'une colonne d'assaut, le 27 octobre, a entraîné ses hommes sous un feu meurtrier avec la plus grande bravoure. Tombé frappé de deux blessures, continuait à exciter ses hommes par ses paroles ardentes et par ses gestes. » Son capitaine, qui lui transmet la nouvelle, y ajoute d'affectueuses félicitations et ce vœu délicat : « Ce sera, je pense, un baume sur votre cruelle blessure. »

La croix a été remise, avec la formule ordinaire, par un autre blessé, un commandant décoré lui-même de 1870, du Tonkin et de la Tunisie. « Tant d'autres l'ont mieux méritée, » murmurait le jeune lieutenant, rouge d'émotion. Ce qui acheva de le troubler, fut que le commandant, l'ayant embrassé, ajouta que « l'accolade de ces dames allait confirmer la sienne. » Après une jolie minute d'embarras, la femme d'un autre officier, soigné dans cette salle, prit l'initiative du mouvement, et la cérémonie s'acheva avec autant de grâce que de dignité. Les infirmières étaient juste d'âge à avoir leur premier fils à l'armée. Elles avaient apporté un bouquet splendide et les autres blessés offraient la croix même. De crainte qu'on ne l'eût pas à temps, l'infirmier, comte de la S..., un commandant en retraite, avait préparé la sienne, qu'il avait gagnée jadis en Afrique.

Dans la même salle que notre nouveau chevalier, et très lié avec lui, se trouve un jeune lieutenant de réserve, que j'ai eu grande joie d'accueillir ici, L. de T..., un des écrivains qui ont le mieux parlé des choses d'Amérique et qui, sans la guerre, serait actuellement à San Francisco (pauvre Exposition!). Pour avoir étudié des sujets semblables, nous nous étions quelquefois écrit; voilà une rare occasion de faire connaissance. Je m'en félicite sans scrupule, car sa blessure, pour douloureuse qu'elle soit, ne l'empêchera de reprendre ni l'épée ni la plume. Et puis, les officiers n'aiment pas qu'on les plaigne. Il y a des soldats, même très barbus et chefs de famille, qu'on peut dorloter comme de grands enfans; un officier, lui, si on l'entretient de ses blessures, ne demande qu'à changer de sujet. Il peut lui arriver, quoique assez rarement, de perdre l'entrain et le sourire, mais ce ne sera jamais à l'heure cruelle du pansement. La douleur moyenne le trouve toujours calme; quand elle se fait trop vive et qu'il ne peut se taire, alors il plaisante.

C'est une fierté, vraiment, que de serrer la main à de tels hommes. Depuis trois mois que je les fréquente, je n'en ai vu

que d'admirables : et les officiers de carrière, et les officiers de réserve, professeurs, médecins, hommes d'affaires, commerçans ou agriculteurs, élite de chaque profession ; et les petits jeunes qui n'avaient pas achevé leur école militaire, et les anciens, qui avaient démissionné pour motifs divers, mais ont repris du service dès l'appel aux armes. Ils attendent, tous, avec impatience, le moment de reprendre leur commandement, et, à la lettre, le temps leur dure, l'inquiétude les tient de leurs compagnies ou de leurs bataillons, on peut dire, et très justement, de leur famille guerrière. Ce n'est pas qu'ils aiment brutalement les coups pour les coups ; mais ils ont pleine conscience de la cause qu'ils servent et elle les brûle d'enthousiasme. Ils savent qu'ils ne se battent point seulement pour la sauvegarde légitime d'intérêts matériels, mais pour l'indépendance de leur propre pays et de l'Europe entière, pour garder à leurs fils et au genre humain une forme supérieure de vie, pour briser la domination d'une bande d'assassins, d'incendiaires et de pillards, qui croient leurs crimes excusables parce qu'ils les commettent sans remords, et qui, bien plus, éprouvent un horrible orgueil de ce que personne avant eux n'avait perpétré de si grands forfaits, ni avec tant de science. Reims, Louvain, Senlis, Arras, Ypres, la Belgique, autant de noms qui suffisent à leur gloire honteuse, mais entretiennent heureusement chez les nôtres, et surtout chez nos officiers, la conscience claire, l'enthousiasme sacré, d'une mission justicière et réparatrice.

26 novembre.

J'ai pu accompagner aujourd'hui l'une de nos voitures d'ambulances à la gare d'évacuation d'Aubervilliers-la Courneuve, d'où nous parviennent maintenant la plupart de nos blessés. Nous arrivons à deux heures. Personne ne sait quand pourra venir un train sanitaire, ni même si l'on en verra avant le milieu de la nuit. Je me résigne à attendre, s'il le faut, jusqu'à dix heures du soir.

Je n'aperçois, d'abord, qu'une immense gare de marchandises en apparence vide et presque morte : quelques trains au repos, des baraquemens fermés, des soldats de tous uniformes errant çà et là, ou de planton devant une barrière que nul ne songe à ouvrir.

Que faire, toute une demi-journée, en ce désert banal et froid ?

Les deux chauffeurs américains, mes compagnons de route (ou plutôt je crois que l'un est chauffeur, l'autre brancardier), m'ont indiqué comme refuge un compartiment de seconde classe qui est affecté au personnel de notre ambulance, et, ce qui importe davantage, ils m'ont promis de ne pas repartir sans moi. Ils m'ont présenté, de plus, au chef de gare militarisé, ou mieux au militaire chef-de-garisé, qui m'a fait l'éloge de notre ambulance et m'a donné toute latitude : « Vous êtes ici chez vous. » Charmant accueil sans doute. Mais comment en user ?

Si je pouvais trouver l'infirmier qui est venu, de cette gare, nous faire visite la semaine dernière, je serais sauvé; seulement, j'ignore même son nom. Je sais qu'il est prêtre; mais prêtre-soldat n'est plus une caractéristique suffisante et j'ai ici, paraît-il, sous l'uniforme, trois ou quatre confrères. Enfin, je me débrouille et, de quai en quai, de salle en salle, de factionnaire en dame de la Croix-Rouge, de religieuse en militaire, j'arrive au guide espéré.

Nous nous promenons partout ensemble et j'admire l'accueil que chacun lui fait. En dépit de la capote et du pantalon rouge, en dépit de sa fière moustache et de son bonnet de police, civils et soldats lui donnent du *Monsieur l'abbé* plus sympathiquement, je le présume, que ses paroissiens d'Indre-et-Loire. C'est le vrai aumônier de la gare; et, quand arrive le train de blessés, ses deux fonctions de prêtre et d'infirmier en chef se confondent ou plutôt se complètent admirablement. Tandis que nous faisons les cent pas dans la cour, un soldat s'approche et lui remet un petit flacon : « Les saintes huiles pour l'Extrême-Onction, m'explique-t-il. Quand je m'absente, je les confie tous jours à un autre prêtre. » Bientôt il me laissera, pour donner le salut et un petit sermon dans l'église de la Courneuve à la place du curé absent.

Les installations qu'il me montre avant de s'en aller sont des plus sommaires, mais de grande utilité. Deux cantines s'occupent du ravitaillement des trains, distribuent aux blessés la nourriture et parfois les vêtemens dont ils ont besoin : l'une, la plus ancienne, est dirigée par la Société de secours aux blessés avec le concours des Sœurs de saint Vincent de Paul; l'autre, appelée Cantine de la Presse, est dirigée par M^{me} Berthoulat. Une ambulance de la Croix-Rouge, où se dévouent des femmes de haute distinction, se tient prête, également, pour tous

les soins et secours nécessaires. Mais ce ne sont là, — sans du tout rabaisser leur valeur, — que des auxiliaires et des complémens de l'ambulance militaire proprement dite. Elle occupe en entier le vaste hall des marchandises. Tous les blessés et tous les malades y sont amenés de chaque train sanitaire; les uns, pour être évacués sur les hôpitaux de Paris ou de la banlieue; les autres, pour attendre la formation d'un nouveau train qui, après être passé à la gare régulatrice du Bourget, prendra la destination des hôpitaux fixes répartis dans toutes les provinces.

Ceux que les majors désignent pour être évacués partent le plus tôt possible, en une ou deux heures au plus; c'est parmi eux que se recrutent nos chers hôtes. Depuis deux jours, on en accorde jusqu'à deux cents à la région de Paris; précédemment, l'on n'en donnait que très peu et tout le monde a entendu les plaintes des infirmières de bonne volonté qui se consumaient d'impatience en leurs hôpitaux vides.

En attendant quelques heures, parfois un jour et même deux, le train qui les conduira plus loin, les autres reçoivent sur place les soins que réclame leur état. Cent cinquante lits leur sont destinés, ou plutôt, — car ils ne se déshabilleront pas, — cent cinquante « couchages. » L'extrémité de ce grand dortoir est réservée aux contagieux; couvertures et paillasses y sont chaque jour passées à l'étuve. A l'autre bout, une petite cantine et un vague bureau avec une table et des chaises autour d'un petit poêle en fonte. Là se tiennent, aux heures de repos, les infirmières de garde. Aidées par des équipes d'infirmiers militaires, ce sont elles qui feront les pansemens sous la direction des majors. Elles ont, me disent-elles aussi, fort à se louer des boys-scouts du IX^e arrondissement, toujours à leur service quand elles les appellent.

A leur tête se trouve la femme d'un industriel de la Courneuve, M^{me} G... Non contente de nourrir pendant la guerre les femmes et les enfans des employés de son mari, elle garde à sa charge les frais de l'ambulance. Mais son grand mérite a été de l'organiser. Tout marche aujourd'hui si bien qu'il n'y a plus d'inconvéniens à rappeler un passé dont personne, d'ailleurs, ne semble responsable. Dans les commencemens, c'était on ne peut plus simple : il n'existait rien. On regardait dans les wagons, et l'on descendait les soldats qui ne pouvaient plus attendre ou

qui étaient morts. Le 19 septembre, sans que lui-même ni personne d'autre en fût averti, le chef de gare vit débarquer la foule énorme de 3 700 blessés. Il envoya quérir M^{me} G... Elle accourut avec quelques femmes, apportant ce qu'elle avait de coton et de linge sous la main, de quoi en panser vingt ou trente. Le hall, à peine éclairé, était encore encombré de colis, de malles et de futailles. La courageuse femme se dit qu'il fallait que cela changeât. Son initiative, appréciée et secondée par les autorités compétentes, amena l'organisation qui, je l'espère, fonctionnera tout à l'heure sous mes yeux.

« Tout à l'heure, » je ne sais trop quand ce pourra être. Il est seulement quatre heures lorsque mon guide m'abandonne. Avec l'intention de me reposer et de prendre des notes, je monte dans le compartiment réservé à notre ambulance. Quelques-uns de nos hommes y sont installés déjà (nous avons à cette gare des voitures en permanence pour profiter de toutes les occasions). Je retrouve avec plaisir celui de mes compagnons de route qui avait bien voulu, pour me céder sa place, s'asseoir sur le marchepied. La conversation s'engage, et bientôt je m'aperçois que j'ai affaire, sous une apparence un peu dégagée, à de parfaits gentlemen. On s'entretient, naturellement, de la guerre, de ses causes, de ses conséquences; et voilà qu'interviennent des considérations sur César, sur Napoléon, sur les conflits sociaux et économiques d'aujourd'hui, où je ne suis pas peu surpris de rencontrer tantôt des vues générales, tantôt des connaissances précises, qui prouvent, les unes comme les autres, une très solide formation d'esprit. Mon compagnon, surtout, un bon géant de six pieds et demi, fait preuve, sans nulle recherche, d'une vive intelligence et d'une belle culture. Nous causons de Boston, de ses études à Harvard, de mes conférences à Lowell Institute, du plaisir que j'ai eu à rencontrer son maître William James, M. Elliot, l'ancien président de l'Université; M. Lowell, qui la dirige maintenant avec tant d'éclat. Nous devenons tout à fait amis; et, au retour, sa sollicitude pour me garantir du froid ira, malgré moi, jusqu'au dépouillement. Je l'avais pris pour un *bachelor*, tant il a l'air jeune; mais il est père de famille, et dans les affaires. Ce double lien n'a pu le retenir; la guerre déclarée, il a fallu qu'il traversât l'Atlantique pour prendre sa part, n'importe comment, des grandes choses qui allaient se passer. Et ce n'en est pas la moins bonne manière que de pour-

voir au soin des blessés. Il travaille volontiers aux convois des gares; mais sa joie d'âme est bien plus grande, quand vient son tour de faire le transport entre le champ de bataille et les hôpitaux rapprochés du front. Le péril ajoute son charme à celui du service rendu. Ces jours derniers encore, vingt braves jeunes hommes comme celui-ci sont arrivés d'outre-mer pour entrer dans notre ambulance. On comprend qu'avec cela, nous puissions avoir jusqu'à quatre-vingt-trois voitures, dont quinze à Neuilly et soixante-huit sur le front (1). J'aime cette façon américaine de pratiquer la neutralité; elle prouve la sincérité de ce qu'on dit là-bas : « Nous sommes tellement neutres que peu nous importe de savoir la nation qui battra l'Allemagne. »

2 décembre.

Un soldat m'a bien étonné en me disant que, dans la tranchée, on commençait à faire du feu : « Mais la fumée, objecté-je ? — Oh ! elle n'est pas très forte. On prend des précautions. Un peu de paille et de petit bois; ensuite de grosses bûches. » J'ai oublié de le lui demander; mais, évidemment, la position de cette tranchée doit être fort particulière ou assez éloignée de l'ennemi. Dans toutes les autres dont j'entends parler, on souffre du froid. On en souffre aussi, et même davantage, en dehors des tranchées. J'ai trouvé tout à l'heure pour la première fois un patient qui avait un pied gelé. « Que voulez-vous ? me dit-il, il faut, quand on est de faction, passer des heures la nuit sans remuer. Impossible même de piétiner; la moindre agitation vous ferait tirer dessus. Je suis resté comme cela les pieds dans la neige. Il n'y en a qu'un de gelé, mais je souffre autant de l'autre, qui ne se réchauffe pas; on le tient dans la ouate. Pour celui qui est gelé, les doigts sont comme morts. »

Je m'étonne qu'on n'ait pas l'idée de procurer à nos soldats quelques paires de sabots, ou des galoches assez grandes pour qu'ils puissent les mettre sans quitter leurs souliers. Tout au moins en devrait-on donner à ceux qui passent ainsi la nuit immobiles dehors.

3 décembre.

Je tiens à mon idée au sujet des galoches. Je l'ai soumise

(1) Au milieu de janvier, nos voitures atteignent le chiffre de cent trois.

aujourd'hui à un de nos officiers, et même à un général qui venait voir son fils blessé. Il paraît qu'elle n'est pas si neuve que je le croyais et qu'on en a parlé plus d'une fois dans les sphères compétentes. D'en parler ne suffit peut-être pas.

Et la voilà, cet après-midi, qui reçoit une confirmation plus probante que je ne le souhaiterais. Trente soldats anglais nous arrivent de ce rude et perpétuel champ de bataille qu'est la région comprise entre Ypres et La Bassée. Quelques-uns sont des malades et nous les faisons conduire aux hôpitaux appropriés. Parmi les autres, que nous gardons tous, trois ou quatre sont blessés, mais le plus grand nombre ont les pieds gelés. Si de modestes sabots peuvent épargner à ces braves d'inutiles souffrances et nous garder plus de combattans, ne dédaignons pas les sabots.

Dans un journal de ce matin, je trouve avec émotion, à la liste des médailles militaires, ce nom et ces motifs : « Schoeny, maréchal des logis au 5^e d'artillerie de campagne. A fait preuve d'un sang-froid tout à fait extraordinaire à l'attaque de nuit du 31 octobre ; horriblement blessé sur plusieurs parties du corps, a montré un courage inouï en ne faisant entendre aucune plainte et a répondu au commandant de groupe qui lui annonçait qu'il le proposerait pour la médaille militaire : « Je n'ai rien fait pour cela. » Nous avons parlé de ce héros. Le curé de sa paroisse m'écrivait, justement hier, pour me remercier des notes que j'avais transmises sur lui à sa famille et il me disait qu'il n'avait jamais connu de meilleur chrétien.

11 décembre.

Cette fois, j'ai réussi, et mes galoches vont entrer dans le domaine de l'application ; oh ! en petit d'abord ; mais qui sait si l'exemple ?... J'en parlais avant-hier à la comtesse de C... et à deux de ses amies, en leur montrant notre ambulance. Elle a été si émue qu'elle m'a déjà écrit pour me demander ce qu'elle pourrait faire contre le péril des pieds gelés. Je l'ai invitée à se mettre en rapport avec l'œuvre des vêtemens chauds pour les combattans, dont je connais beaucoup les directeurs et les directrices.

L'un de ces directeurs, justement, m'a envoyé, hier même, une visite bien intéressante, celle d'un publiciste roumain, M. D..., qui désirait voir l'ambulance. Je pouvais avoir confiance en lui. Il venait pour s'instruire, il venait voir comment l'on devra secourir chez lui les victimes de la guerre prochaine.

Ses questions l'auraient fait deviner, s'il n'en était lui-même convenu dès que nous fûmes en confiance. Je ne trahis pas de secrets en le disant dans ces notes ; il est probable que l'événement, quand elles paraîtront, aura commencé de se produire. Les signes, du reste, en sont assez visibles dans le langage des hommes d'État, dans les armemens, dans les manifestations de plus en plus vibrantes du sentiment public. Aux quatre millions de Roumains qu'opprime l'insolence magyare, le premier rayon de soleil qui fondra la neige des Karpathes annoncera l'approche, si longtemps attendue, des frères libérateurs... Et en même temps, osons l'espérer, en même temps se lèveront la Grèce et l'Italie. D'Athènes et de Rome, comme de Paris, de Londres, de Bruxelles et de Pétrograd ; du Parthénon et du Capitole, comme du Kremlin, de Westminster, de Sainte-Gudule et de Notre-Dame, de tous les grands sommets de l'humaine civilisation, un cri unanime s'élèvera contre la menace germanique, et, cette fois, malgré les armes effroyables qu'ils ont tirées des progrès de la science, les Barbares auront la stupeur d'apprendre que le droit est aussi une force.

13 décembre.

Mon adjudant-vicaire étant là pour me rassurer, j'ai assisté, hier soir, à une conférence illustrée sur « les Champs de bataille de la Marne. » M. Gervais Courtellemont, qui l'a donnée à la salle Gaveau, fut témoin des combats qui se livrèrent la seconde semaine de septembre, aux environs de Meaux et qui commencèrent notre délivrance. Il a pu, après la victoire, parcourir les champs de bataille et, grâce aux projections en couleur qu'il a prises lui-même, nous y emmener avec lui.

Jusqu'au document « Quatre mois de Guerre, » publié le 5 décembre dans le *Bulletin des Armées*, nous n'avions pas compris grand'chose à l'heureux ensemble de succès qui gardera le nom de victoire de la Marne ; il nous suffisait de savoir qu'il avait sauvé Paris de l'investissement et retourné en notre faveur les chances de la guerre. En contact avec des blessés qui y avaient pris part, j'avais, de plus, connu maints détails que la presse n'avait pas donnés. Mais ces détails restaient sans lien et ils se présentaient sous l'angle fatalement étroit qui est celui du combattant individuel. D'un autre côté, le résumé officiel du *Bulletin* restait trop concis pour donner la sensation

de la réalité. Le conférencier d'hier a, pour une grande part, comblé ces deux lacunes.

Si, à cause de certains secrets difficiles à pénétrer ou à révéler, il n'a pu donner un récit complet ni tout à fait tenir le langage de l'histoire, du moins, sa géographie n'a-t-elle rien laissé à regretter et nous a-t-il montré les tableaux les plus véridiques du théâtre des combats ; ou plutôt, avec la puissance que revêt la photographie en couleur sous les mains d'un habile artiste, c'est ce théâtre même qu'il a fait passer sous nos yeux. Et nous avons vu en réalité les plaines où l'on s'est battu, les collines que l'on a enlevées, les tranchées d'où tirait l'ennemi, les trous des obus, les villages incendiés, les clochers abattus, les tombes surtout, les tombes innombrables où dorment nos soldats, juste à la place de leur trépas glorieux.

Sous leur tertre de fleurs pieusement entretenues et que domine la croix avec le drapeau de la France, elles ne constituent pas seulement le plus poétique et le plus émouvant des vestiges de la lutte, elles en sont aussi le plus instructif : dispersées et étroites, où elle fut moins intense ; larges et rapprochées, où elle sévit avec le plus de rage. Si vous voulez savoir jusqu'où s'avança la menace allemande, à quels endroits précis la France, d'un geste héroïque, se redressa contre l'envahisseur et lui cria : « On ne passe plus ! » cherchez-les un par un, les monticules sacrés, et contemplez leur ligne dernière en ses sinuosités. Vous la verrez, à sa pointe extrême, entre Meaux et Dammartin, s'approcher à un jour et demi de la capitale. Là combattait, le 5 septembre, une division de l'armée de Paris. A 5 heures du soir, sous une grêle de balles, une compagnie lancée à l'assaut approche de la crête où les Allemands se tiennent retranchés. Le capitaine est déjà tué, avec un des deux lieutenans ; l'autre ordonne : « Couchez-vous et feu à volonté ! » Mais lui, malgré les objurgations, reste debout, défiant la mitraille. Une balle l'atteint en plein front. Tous ses hommes succombent après lui ; il n'en survit qu'un, blessé, pour servir de témoin. On a creusé leur tombe sur l'emplacement où ils moururent. A cet autel, où la patrie commença de voir son sacrifice agréé du ciel, il fallait des victimes de choix : le lieutenant qui commandait cette poignée de braves avait nom Charles Péguy : Péguy, le héraut de Jeanne d'Arc, l'un des poètes

qui ont le mieux parlé d'espérance chrétienne, et celui qui, prophétiquement, a écrit ces vers :

Heureux ceux qui sont morts pour la terre charnelle,
Mais pourvu que ce fût dans une juste guerre.
Heureux ceux qui sont morts pour quatre coins de terre,
Heureux ceux qui sont morts d'une mort solennelle.

Heureux ceux qui sont morts dans les grandes batailles,
Couchés dessus le sol à la face de Dieu...

Heureux ceux qui sont morts pour leur âtre et leur feu
Et les pauvres honneurs des maisons paternelles...

Heureux ceux qui sont morts, car ils sont retournés
Dans la première argile et la première terre.
Heureux ceux qui sont morts dans une juste guerre.
Heureux les épis mûrs et les blés moissonnés.

23 décembre.

Musique et décorations, nos préparatifs de Noël marchent moins mal que je ne l'aurais cru. Je ne puis m'empêcher, toutefois, de les interrompre un instant pour noter une entrée trop originale : celle d'un zouave d'Alger et de son chien « Fend-l'Air, » qui s'appela un moment « Tue-Boches. » Leur histoire a été racontée dans les journaux avec addition de quelques détails peu exacts. Elle est assez jolie pour se suffire à elle-même. Je vais la donner telle que je l'ai apprise du zouave ce matin. Si elle présente des lacunes, c'est que je n'ai pas voulu le laisser parler trop. Il est encore bien faible.

C'est le 12 décembre qu'il fut blessé, à Rocquelincourt, près d'Arras, dans une tranchée, ou plus exactement dans un boyau, de première ligne. Les boyaux sont les couloirs qui relient les tranchées entre elles. Une bombe éclata près de lui, tua ses voisins et le couvrit de terre, le déplacement d'air ayant fait crouler les madriers qui soutenaient la paroi. Grièvement blessé, aux trois quarts enfoui, sans autre voisinage que celui des camarades morts, il se sentait aller au découragement, lorsque son chien, qui ne l'avait pas quitté de toute la guerre, arriva près de lui, s'empressa comme il put, se répandit en gémissemens pleins de tendresse : « Il n'est pas vrai qu'il m'ait déterré, mais il me remonta le moral. Je commençai à me dégager les bras, la tête, le reste du corps ; ce que voyant, lui-

même se mit à gratter de son mieux tout autour de moi, et ensuite à me caresser, à lécher mes plaies. J'avais le bas de la jambe droite arraché, la gauche atteinte au mollet, un éclat de bombe dans la fesse, deux doigts de coupés, le bras gauche brûlé. Je me trainai en saignant jusqu'à la tranchée, où j'attendis une heure les brancardiers. Ils me menèrent au poste de secours de Rocquelin-court où l'on enleva mon pied avec sa chaussure; il ne tenait plus que par un nerf. De là je fus emporté sur un brancard à Anzin, puis en voiture à un autre poste de secours, où l'on me recoupa encore, puis à l'ambulance de Houvin-Hauvigneul, où je restai cinq à six jours. Un train sanitaire m'emmena ensuite à Aubervilliers, d'où je suis venu ici. Mon chien avait assisté au premier pansement. Une heure après mon départ, il s'échappa et vint me retrouver à Anzin. On me le laissa à l'ambulance et dans le train sanitaire. »

A la gare d'Aubervilliers, il fallut se séparer. Voyant combien était grave l'état du pauvre zouave, le major ordonna de l'évacuer chez nous : « Mon chien avec moi ? » demanda le blessé, et il conta leur histoire. Tout attendri qu'il fût, le major ne pouvait prendre sur lui d'envoyer un chien à l'hôpital militaire. « Mais que va-t-il devenir ? Et où le retrouver plus tard ? » La directrice de la cantine promit de le garder et d'en prendre soin. « Merci, madame. Seulement, tenez-le bien, sans quoi il se crèverait plutôt que de ne pas suivre l'auto de l'ambulance. » Ce ne fut pas sans peine, en effet, qu'après les adieux des deux amis, on put garder celui qui restait. Plus d'une infirmière en versa des larmes.

Un témoin raconte : « Solidement attaché dans le fourgon de la cantine, comblé de friandises auxquelles il ne touchait point, et d'attentions qui le laissaient insensible, il resta là deux jours. Ayant oublié de demander son nom, on l'appelait ingénieusement Tue-Boches... « Mon petit Tue-Boches ! Gentil Tue-Boches, mange ta soupe. Ton maître va bien ! Tu vas le revoir ! Voilà du sucre... » Mais Tue-Boches restait muet, refusant tout, triste à mourir... Toute la cantine en était angoissée ! On n'y put tenir : « Viens, Tue-Boches, dit la directrice ; nous allons essayer de te rendre à ton ami. » Et on alla à l'Ambulance américaine et on raconta le sauvetage du zouave ; et le chien, dûment bichonné et passé à l'antisepsie la plus raffinée, fut admis à l'hôpital où il retrouva son maître et son appétit. Il a

retrouvé aussi son vrai nom, qui est Fend-l'Air. Admiré de tous, resplendissant et heureux, Fend-l'Air ne quitte pas plus d'une minute par jour le chevet de son rescapé. Tous les deux vont à merveille. Dans quelque temps, ils rejoindront le front pour être ensemble, avec le même cœur qu'auparavant, de vaillans Tue-Boches. »

Ces derniers traits, pour être tout à fait exacts, demandent quelques petites retouches. Il est bien vrai que Fend-l'Air est admiré de tous et soigné comme le chien d'un roi, mais non pas qu'il soit complètement heureux ni qu'il passe tout son temps auprès de son maître. Il n'est pas vrai, non plus, que celui-ci soit déjà guéri, ni qu'avec un pied amputé il soit question pour lui de repartir au front. Fend-l'Air a bien le sentiment de tout cela; et, dans la courte visite qu'il est admis à faire chaque matin, il sait parfaitement, après un tendre et discret bonjour, se tenir très sage en bas du lit, les yeux fixés sur son malade.

27 décembre.

Notre fête de Noël s'est, à tous points de vue, passée admirablement, et j'aurais voulu en noter plus tôt l'impression. Mais, le soir de la fête, je tombais de sommeil; et hier nous avons reçu quinze blessés grièvement atteints.

Compatir aux souffrances de ces nouveaux venus n'a pas exigé de nous, même en ce lendemain de fête, un grand retournement. Il n'avait été que trop facile de garder à nos réjouissances un ton grave et mélancolique. Elles auront eu leur charme, pourtant; et je crois que dans plus d'une âme elles laisseront de beaux souvenirs. Lorsque plus tard, au bord des lacs d'Écosse ou d'Irlande, sur la lande bretonne, aux montagnes d'Auvergne, dans les déserts d'Afrique, nos hôtes penseront à la guerre géante où ils faillirent être tués, une douce apparition traversera, dans leur mémoire, cette phase terrible de leur existence, et ce sera, — comme en un rêve de lumière, d'harmonie et de fleurs, — la Noël célébrée à l'ambulance américaine.

Les préparatifs déjà offrirent leur intérêt. Tandis que les *nurses* suspendaient au plafond de belles touffes de gui ou attachaient aux espagnolettes de gros bouquets de houx liés d'un ruban rouge, nos soldats les moins invalides se plaisaient à leur tendre la verdure ou à tenir l'échelle, et les plus malades

suivaient de leur lit les opérations; tous regardaient les tables se couvrir de fleurs et de jolis bibelots, les lampes électriques se draper de soieries multicolores. Chaque fenêtre même, dans chaque corridor, recevait sa part de branches vertes, et l'on ne saura jamais la longueur totale de nos corridors ni le nombre exact de nos fenêtres. Partout se dressaient les drapeaux des nations alliées et celui des États-Unis; il s'en clouait de grands au-dessus des portes et le long des murs; il s'en piquait de petits jusque dans les boîtes de remèdes et dans le bouchon des litres d'eau stérilisée.

Un dernier effort après le pansement du matin, et tout était en ordre, le 24 décembre à l'heure du déjeuner. Ce ne fut pourtant qu'à trois heures de l'après-midi que commença, dans la grande lingerie, la cérémonie de l'arbre de Noël. Un sapin resplendissant de petites lumières occupait, comme de juste, le centre de la pièce, et à côté se tenait un majestueux père Noël à barbe chenue dans son costume traditionnel de pourpre et d'hermine. Tous nos blessés capables de marcher, la moitié peut-être, passèrent devant lui et reçurent à leur tour un présent de ses mains. La plupart d'entre nous assistaient à ce défilé; et d'abord il nous plut, il nous égaya même, par le contentement que donnaient les cadeaux, mais peu à peu nous nous sentîmes envahis d'autres sentimens, à voir cette longue théorie de mutilés, et je demeurais presque seul, ayant voulu serrer toutes les mains, quand le deux-centième passa à son tour en sautillant sur ses béquilles.

Ceux qui restaient dans leurs lits offraient réellement, quoique plus malades, un spectacle moins triste, n'étalant pas leur infirmité. Le père Noël se garda de les oublier: il passa dans chaque salle, il s'arrêta auprès de chaque lit, accompagné d'un chœur d'infirmières qui ne cessaient de chanter de beaux hymnes, cantiques français, *Christmas carols* de l'Angleterre et de l'Amérique. J'aimais surtout le *Come, ye faithful*, adapté mot à mot et note pour note, comme s'y prête bien l'anglais, à notre magnifique prose d'*Adeste Fideles*. Vers les quatre heures, un concert fut donné, partie dans une grande salle, partie dans l'angle de deux corridors, afin d'arriver au plus de monde possible. Une cantatrice de talent y fit entendre un morceau touchant de *la Vivandière*, un autre de *Carmen*, et *la Marseillaise*.

Puis tout rentra dans le silence et l'ordre. A six heures,

comme à l'ordinaire, les dîners s'achevaient et bientôt les lumières s'estompaient en veilleuses. Ce n'était pas le jour de se fatiguer, si l'on voulait venir à la messe de minuit.

Si on voulait y venir? Je ne crois pas, en vérité, qu'un seul y ait manqué, de ceux qui en obtinrent la permission, et elle ne fut refusée qu'aux malades pour qui c'eût été réelle imprudence. Avec eux y assista, presque au complet, le personnel de tous les services, depuis l'officier du jour, exprès revenu de Paris, jusqu'aux femmes de ménage, pourtant obligées de travailler le matin dès six heures. Il n'y avait, parmi les infirmiers et les infirmières, d'autres absences que celles qu'imposait le soin des alités. Dans la chapelle, dans les galeries, il ne restait pas une seule place vide. Je ne dis point que tous étaient venus dans une même pensée de religion; beaucoup n'appartenaient pas au catholicisme, et quelques-uns peut-être n'avaient pas la foi. Mais tous observèrent un recueillement parfait, et, s'il faut en croire ce qui fut répété de tous côtés le lendemain, personne n'en sortit sans un sentiment de profonde émotion.

La chapelle était tout ornée de guirlandes et de branchages. De sobres luminaires éclairaient, sur l'autel, un fond de plantes grasses qu'animaient aussi quelques lilas blancs et des boules de neige. Un palmier magnifique encadrait de ses rameaux le tabernacle et le crucifix même. Plus haut encore, sur le mur du fond, un faisceau de drapeaux, les alliés et l'américain, mettait sous la protection céleste notre œuvre d'ambulance.

Mais la vraie parure de notre chapelle, c'était la présence des nombreux blessés. Le pittoresque varié des costumes et la différence des races n'étaient pas, chez eux, ce qui frappait le plus, mais leurs blessures mêmes, que racontaient, en trop clair langage, les bandeaux qui ceignaient leur tête ou couvraient leurs mains, les écharpes qui soutenaient leurs bras, les béquilles où ils s'appuyaient, les fauteuils mêmes dans lesquels quelques-uns s'étaient fait amener. C'était, autour du Christ, réellement présent sur l'autel, une scène comme en admira la Galilée d'il y a dix-neuf siècles. Et, au moment de la Communion, quand, par mes mains tremblantes, il s'avança vers nombre d'entre eux, la voix mélodieuse ne se trompait pas, qui, au fond de la chapelle, chantait divinement :

Le ciel a visité la terre...

Tous nos soli, tous nos chœurs, tout l'accompagnement, vinrent de l'ambulance même. A nos infirmiers à nos infirmières, qui avaient soigné les souffrances du corps, il appartenait aussi d'émouvoir les âmes et d'en exprimer les hauts sentiments. Tant à la messe de minuit qu'à celle du matin et au salut de l'après-midi, eux et elles seuls chantèrent. Il n'y eut d'exception que pour la femme d'un de nos blessés les plus grièvement atteints. Elle représentait toutes celles qui de loin, en ce jour habituel de joie, veillaient par la pensée au chevet de ceux qu'elles aiment et qu'elles souffrent de ne pouvoir soigner, de ne pas même revoir.

Mais des grands souvenirs de notre Noël, celui qui me restera comme le plus grand de tous, c'est d'avoir, le matin, porté la joie et les forces de la Communion, sur leur lit de souffrance, à environ quarante blessés, dont plusieurs, sans le savoir, en danger de mort. Dieu ne se fût-il jamais servi de moi pour rien d'autre, je le remercierais de m'avoir créé et de m'avoir fait prêtre.

28 décembre.

Un de ceux qui ont reçu la sainte Communion dans leur lit, l'Irlandais N..., qui souffre ici le martyre depuis trois mois et dont la blessure ne laisse pas d'espoir, témoignait un peu de joie, ce matin, en me montrant les jolis cadeaux que lui a envoyés la Reine comme, du reste, à chacun des blessés anglais. Les soldats du front en ont reçu d'un peu différents.

Notre malade me fait prendre sur son étagère une boîte de métal dorée dont le couvercle porte au milieu le portrait de la Reine entouré d'inscriptions : au-dessus, *Imperium britannicum*; au-dessous, *Christmas 1914*; à gauche, *France*; à droite, *Russie*; aux quatre angles, *Belgique, Serbie, Monténégro, Japon*. J'ouvre la jolie boîte et j'y trouve une pipe, un paquet de cigarettes, un paquet de tabac. A côté de ces présents substantiels, une charmante petite carte apporte « les meilleurs vœux de la princesse Marie et des amis du pays pour un heureux Noël et une nouvelle année qui soit victorieuse. » Une autre carte présente les deux portraits des souverains avec ces lignes au verso, en fac-similé de l'écriture du Roi : « Nos meilleurs vœux pour Noël 1914. Puissiez-vous être bientôt rendu à la santé! — George. »

Tous ces gracieux détails donnent à l'envoi royal un caractère personnel et intime qui n'est sûrement pas ce dont les pauvres blessés sont le moins touchés. En France, non plus, ni les blessés, ni les combattans n'ont été oubliés. Du peuple entier, des enfans eux-mêmes, leur sont arrivés d'innombrables témoignages d'affection et de reconnaissance. Et les autres pays auront, sans doute, fait de même. Il n'y a peut-être jamais eu, dans l'histoire, de Noël aussi douloureux que celui de 1914 ; il n'y en a peut-être jamais eu d'aussi beau. Une fois de plus l'étoile de Bethléem aura jeté son doux éclat parmi la nuit sombre, et du Dieu fait Homme on aura pu dire que sa lumière luit dans les ténèbres.

29 décembre.

On a conduit au cimetière trois de nos pauvres soldats ; et il y en a trois sur le point de mourir. Nous étions moins éprouvés depuis quelques semaines. A l'année 1914 près de nous quitter il fallait un cortège digne d'elle, un cortège de mourans et de morts. Elle aura même eu le temps qui lui convenait, d'ouragan et de pluie glacée ; il n'y manque que le sang. Mais non, le sang n'y manque pas ! Il se mêle à la boue dans les plaines de Flandre et de Pologne, à la neige sur les pentes des Vosges, des Karpathes et des monts Caucase ; on en voit les traces rouges dans les champs, sur la place des villages en ruine, dans les rues des villes bombardées, dans l'eau des fleuves qu'on se dispute, sur les épaves que rejette la mer. O l'effroyable année !

Mais, quand même, l'année admirable, et « l'année sublime (1) ! » l'année des dévouemens, des réconciliations et des héroïsmes. Dieu connaît le bien qui est sorti de tant de souffrances, le bien plus grand qui en sortira ; c'est pour cela qu'il les a permises et qu'il n'a pas arrêté dans leur déchaînement les volontés criminelles, mais libres, qui en sont responsables. Nous aussi, un jour, nous le connaissons, ce bien si chèrement payé. Nous n'en jouirons pas seulement, comme déjà nos morts bien-aimés, dans le monde invisible où chaque personne récolte en fruits de joie ou de peine ce qu'elle a semé de mérites ou de fautes ; nous en jouirons dès ce monde même,

(1) Suivant le mot, qui restera, de M. Étienne Lamy dans son discours à la séance publique annuelle de l'Académie française.

où la justice divine, que les incrédules adorent comme nous sous un autre nom, finit toujours par distribuer aux peuples, suivant leur conduite, la prospérité ou la déchéance, la gloire ou le déshonneur.

Puisse l'année qui commencera demain produire au jour sans trop de retard les dons précieux que nous en espérons! Puisse-t-elle bientôt nous apporter la paix, non une paix lourde et menaçante, comme celle qui depuis longtemps recélait en elle-même cette guerre, mais une paix sincère et durable, garantie fortement par l'entente des meilleures nations et des plus nombreuses, une paix où l'humanité, guérie de ses erreurs par une dure expérience, n'ait plus d'autre souci que de remédier aux maux soufferts et de respecter les droits de chacun!

Et quelle joie de penser qu'en cet avenir prochain et réparateur, notre patrie sera l'une des plus favorisées! Avec ses limites du passé, elle en retrouvera l'honneur et l'indépendance. Non seulement ses ennemis ne pourront plus lui nuire, mais, habitués qu'ils sont au culte des forts, ils la respecteront à cause de sa victoire. Ses amis la traiteront, comme ils l'ont déjà, en reine de grâce et de vaillance. Les fils qui lui seront rendus, après un demi-siècle de captivité, lui feront, à sa frontière nouvelle, un rempart de tendresse et de dévouement. Et quant à ceux qui ne l'ont pas quittée, mais qui l'afiligèrent trop souvent de leurs divisions, ils se seront reconnus, à l'heure du danger, pour membres de la même famille; après avoir versé leur sang pour le même héritage, pour le même idéal, ils ne voudront point, en se déchirant de nouveau, compromettre le fruit de tant de sacrifices, déconcerter leurs alliés fidèles, éveiller chez l'ennemi vaincu des espoirs de revanche.

FÉLIX KLEIN,

Aumônier de l'Ambulance américaine.

QUELQUES RÉFLEXIONS

SUR LA

SCIENCE ALLEMANDE

I

Jadis, nous avons tenté de décrire le cachet qui, aux théories physiques des Anglais, imprime un caractère si particulier et si saillant; nous voulons aujourd'hui nous efforcer, d'une manière semblable, à découvrir les marques propres aux doctrines de Mathématique ou de Physique fabriquées en Allemagne.

Un tel essai se doit bien garder de prétendre à des conclusions rigoureuses. Prise en son essence, considérée sous sa forme parfaite, la Science doit être absolument impersonnelle; puisque aucune découverte n'y porterait la signature de son auteur, rien non plus ne permettrait de dire en quel pays cette découverte a vu le jour.

Mais cette forme parfaite de la Science ne saurait être obtenue, sinon par un très exact départ des méthodes diverses qui concourent à la découverte de la vérité; des multiples facultés que la raison humaine met en œuvre lorsqu'elle veut savoir plus et savoir mieux, chacune devrait jouer son rôle, sans en rien omettre, sans l'excéder d'aucune façon.

Ce parfait équilibre entre les multiples organes de la raison ne se rencontre en aucun homme. En chacun de nous, telle faculté est plus puissante et telle autre plus faible; à la conquête de la vérité, celle-ci ne contribuera pas autant qu'il le faudrait

et celle-là prendra plus que sa part; la science produite par ce travail mal partagé ne présentera pas les harmonieuses proportions de son idéal exemplaire; au défaut de développement de certaines parties correspondra la croissance excessive de certaines autres; c'est à ces difformités seules qu'on pourra reconnaître la tournure d'esprit de l'auteur.

Ce sont elles aussi qui, fréquemment, permettront de nommer le peuple qui a produit telle doctrine.

Du type idéal du corps humain, le corps de chacun des hommes s'écarte par les proportions exagérées de tel organe, par l'amoindrissement de tel autre; ces sortes de monstruosités atténuées qui nous distinguent les uns des autres sont aussi celles qui caractérisent physiquement les diverses nations; tel excès ou tel arrêt de développement est particulièrement fréquent chez tel ou tel peuple.

Ce qu'on dit du corps se peut répéter de l'esprit; dire qu'un peuple a son esprit particulier, c'est dire que très fréquemment, dans la raison de ceux qui forment ce peuple, telle faculté est développée plus qu'il ne conviendrait, que telle autre faculté n'a point toute son ampleur et toute sa force.

De là se tirent aussitôt deux conclusions.

En premier lieu, les jugemens qui portent sur la forme intellectuelle d'un peuple pourront être fréquemment vérifiés; ils ne seront jamais universels. Tous les Anglais n'ont pas le type anglais; à plus forte raison, les théories conçues par des Anglais ne présenteront pas toutes les caractères de la science anglaise; il s'en rencontrera qu'on pourrait aussi bien prendre pour œuvres françaises ou allemandes; en revanche, il se trouvera en France des intelligences qui pensent à la mode anglaise.

En second lieu, si le caractère national d'un auteur se perçoit dans les doctrines qu'il a créées ou développées, c'est que ce caractère a modelé ce par quoi ces doctrines s'écartent de leur type parfait; c'est par ses défauts, et par ses défauts seuls, que la Science, s'éloignant de son idéal, devient la science de tel ou tel peuple. On peut donc s'attendre à ce que les marques du génie propre à chaque nation soient particulièrement saillantes dans les œuvres de second ordre, produites par des penseurs médiocres; bien souvent, les grands maîtres possèdent une raison où toutes les facultés sont si harmonieusement proportionnées que leurs doctrines très parfaites sont exemptes de

tout caractère individuel comme de tout caractère national; on ne trouve aucune trace de l'esprit anglais dans l'œuvre de Newton, aucune de l'esprit allemand dans l'œuvre de Gauss ou dans celle de Helmholtz; en de telles œuvres, on ne devine plus le génie de tel ou tel peuple, mais seulement le génie de l'humanité.

II

« Les principes se sentent, les propositions se concluent, » a dit Pascal, qu'il faut toujours citer lorsqu'on prétend parler de la méthode scientifique. En toute science qui a revêtu la forme qu'on nomme rationnelle, la forme que, mieux encore, on appellerait mathématique, il faut, en effet, distinguer deux tactiques, celle qui conquiert les principes, celle qui parvient aux conclusions.

La méthode qui, des principes, aboutit aux conclusions, c'est la méthode déductive suivie avec la plus rigoureuse exactitude.

La méthode qui conduit à formuler les principes est beaucoup plus complexe et difficile à définir.

Sagit-il d'une science purement mathématique? L'expérience commune est la matière d'où l'induction tire les axiomes; de ces propositions universelles, la déduction fera sortir toutes les vérités qu'elles renferment. Or le choix des axiomes est une opération d'extrême délicatesse. Il faut qu'ils suffisent à justifier toutes les propositions de la science qu'on en veut extraire; il ne faut pas que la chaîne des raisonnemens voie, tout à coup, sa continuité brisée et sa rigueur compromise parce qu'un principe nécessaire à son progrès serait demeuré inclus dans les données de l'expérience et n'aurait pas encore été formulé d'une manière explicite. Il faut également que les principes ne soient pas surabondans, qu'on ne donne pas pour axiome un simple corollaire d'autres axiomes. Qu'on suive, des *Éléments* d'Euclide aux œuvres de M. Hilbert, l'histoire des axiomes de la Géométrie; on verra combien le choix des principes d'une science mathématique est besogne minutieuse et compliquée.

Plus complexe encore est le choix des hypothèses sur lesquelles reposera tout l'édifice d'une doctrine appartenant à la science expérimentale, d'une théorie de Mécanique ou de Physique.

Ici, la matière qui doit fournir les principes, ce n'est plus l'expérience commune, celle que tout homme pratique spontanément dès qu'il est sorti de l'enfance; c'est l'expérience scientifique. Aux sciences mathématiques, l'expérience commune fournit des données autonomes, rigoureuses, définitives. Les données de l'expérience scientifique ne sont qu'approchées; le perfectionnement continu des instrumens les retouche et modifie sans cesse, tandis que le hasard heureux des découvertes, chaque jour, de quelque fait nouveau en vient grossir le trésor; enfin, bien loin d'être autonomes, d'être intelligibles immédiatement et par elles-mêmes, les propositions qui formulent le résultat d'une expérience de Physique ou de Chimie ne prennent de sens que si les théories admises en fournissent la traduction.

De cet inextricable lacs où s'enchevêtrent les données d'une sensation secondée par des instrumens de plus en plus compliqués avec les interprétations fournies par des théories variables et sujettes à caution, parfois par la théorie même qu'il se propose de modifier, le physicien doit extraire ses principes; il doit, à l'inspection de ce mélange confus, deviner les propositions générales dont la déduction fera sortir des conclusions conformes aux faits.

Pour accomplir une telle œuvre, il ne trouverait dans la méthode déductive qu'une auxiliaire trop rigide et trop peu pénétrante; il lui faut un moyen plus souple et plus délié; plus encore que le mathématicien, le physicien, pour choisir ses axiomes, aura besoin d'une faculté distincte de l'esprit géométrique; il lui faudra faire appel à l'esprit de finesse.

III

L'esprit de finesse et l'esprit géométrique ne marchent pas à la même allure.

Le progrès de l'esprit géométrique obéit à des règles inflexibles qui lui sont imposées par ailleurs. Chacune des propositions qu'il déroule les unes à la suite des autres a sa place marquée d'avance par une loi nécessaire. Se soustraire, si peu que ce soit, à cette loi, passer d'un jugement à un autre en sautant quelque intermédiaire requis par la méthode déductive, c'est, pour cet esprit, perdre sa force, qui est toute faite de

rigueur. Le mot : enchaînement vient aux lèvres aussitôt qu'on veut définir l'ordre dans lequel se succèdent ses syllogismes ; à ses raisonnemens, en effet, la chaîne qui les relie ne laisse aucune liberté.

Si l'esprit géométrique doit à la rigueur de sa démarche toute la force de ses déductions, la pénétration de l'esprit de finesse tient tout entière à la souplesse prime-sautière avec laquelle il se meut. Aucun précepte immuable ne détermine le chemin que suivront ses libres tentatives. Tantôt on le voit, d'un bond audacieux, franchir l'abîme qui sépare deux propositions. Tantôt il se glisse et s'insinue entre les objections multiples qui défendent l'abord d'une vérité. Non qu'il procède sans ordre ; mais l'ordre qu'il suit, il se le prescrit à lui-même ; il le modifie sans cesse au gré des circonstances et des occasions, en sorte qu'aucune définition précise n'en saurait fixer les sinuosités et les sauts imprévus.

La démarche de l'esprit géométrique évoque l'idée d'une armée qui défile pour une revue ; les régimens divers sont alignés avec une impeccable régularité ; chaque homme tient exactement le rang que lui attribue une consigne sévère ; il s'y sent maintenu par une discipline de fer.

Le progrès de l'esprit de finesse rappelle plutôt celui de tirailleurs lancés à l'assaut d'une position difficile ; tantôt il a la soudaineté d'un bond, tantôt il se glisse en rampant parmi les obstacles qui hérissent la pente ; là aussi, chaque soldat obéit à un ordre ; mais de cet ordre, rien n'est explicitement formulé, si ce n'est le but à conquérir ; la libre interprétation qu'en donne chacun des assaillans doit, de la façon qui lui paraît la plus favorable, faire tendre les mouvemens divers à la fin prescrite.

Cette comparaison entre l'allure de l'esprit de finesse et l'allure de l'esprit géométrique ne nous laisse-t-elle pas déjà deviner le caractère propre de la science allemande, celui qui la distinguera, en particulier, de la science française ? La science sera sans doute, chez le plus grand nombre des Français qui la cultivent, marquée par un usage excessif de l'esprit de finesse ; non content du rôle qui lui est dévolu, impatient des pesantes lenteurs de l'esprit géométrique, l'esprit de finesse empiètera, parfois, sur les attributions de ce dernier. Sans doute aussi devons-nous nous attendre à voir la science allemande man-

quer souvent d'esprit de finesse, et concéder à l'esprit géométrique ce qui n'est point, pour lui, possession légitime.

Jetons les yeux sur quelques-unes des œuvres qui ont fait le renom de la science allemande, et voyons si la prédominance de l'esprit géométrique sur l'esprit de finesse ne s'y laisse point aisément reconnaître.

IV

L'esprit géométrique pourrait mieux encore s'appeler esprit algébrique. Il n'est pas de science, en effet, où la méthode déductive ait plus de part que cette vaste généralisation de l'Arithmétique à laquelle on a donné le nom d'Algèbre ou d'Analyse. Les axiomes sur lesquels elle repose consistent en un très petit nombre de propositions fort simples touchant les nombres entiers et leur addition. L'esprit de finesse n'a point eu grand effort à faire pour les dégager de l'expérience la plus vulgaire. De ces axiomes, c'est par la suite de syllogismes la plus rigoureuse qui se puisse concevoir que se tirent les innombrables vérités dont est faite la science algébrique.

La faculté de suivre sans défaillance, au cours de raisonnemens longs et compliqués, les règles les plus minutieuses de la Logique n'est pas, cependant, la seule qui entre en jeu pour construire l'Algèbre; une autre faculté prend, à cette œuvre, une part essentielle; c'est celle par laquelle le mathématicien, mis en présence d'une expression algébrique très complexe, aperçoit aisément les diverses transformations, permises par les règles du calcul, qu'il lui peut faire subir et, par là, parvient aux formules qu'il voulait découvrir; cette faculté, très analogue à celle du joueur d'échecs qui prépare un coup savant, n'est point puissance de raisonner, mais aptitude à combiner.

Parmi les mathématiciens allemands, il en est, sans doute, qui ont possédé à un haut degré cette aptitude à combiner les opérations du calcul algébrique; mais ce n'est pas par là que les analystes d'outre-Rhin ont excellé; on trouverait plus aisément en France, et surtout en Angleterre, les grands maîtres de cet art; tels un Hermite, un Cayley, un Sylvester. C'est par sa puissance à déduire avec la plus extrême rigueur, à suivre, sans la moindre défaillance, les chaînes de raisonnemens les plus longues et les plus compliquées, que l'Algèbre allemande a

marqué sa supériorité; c'est par cette puissance qu'un Weierstrass, un Kronecker, un Georg Cantor ont montré la force de leur esprit géométrique.

Par cette absolue soumission de leur esprit géométrique aux règles de la Logique déductive, les mathématiciens allemands ont fort utilement contribué à la perfection de l'Analyse. Trop volontiers, les algébristes qui, avant eux, avaient brillé chez d'autres peuples s'étaient, plus que de juste, fiés aux intuitions de l'esprit de finesse; aussi leur était-il souvent arrivé de formuler comme démontrées des vérités qui n'étaient que devinées; parfois même des propositions avaient été, à la hâte, données comme exactes, alors qu'elles ne l'étaient pas; la Science germanique a grandement contribué à débarrasser le champ de l'Algèbre de tout parallogisme.

N'en citons qu'un exemple entre mille. Par une intuition trop prompte et trop sommaire, l'esprit de finesse avait cru reconnaître que toute fonction continue admet une dérivée; pressant plus que de juste l'esprit géométrique, il avait fait accepter à celui-ci d'apparentes démonstrations de cette proposition; en formant des fonctions continues qui n'ont jamais de dérivées, Weierstrass a montré combien, au cours d'une déduction algébrique, pouvait être dangereux l'abandon momentané de la rigueur.

L'extrême rigueur de l'esprit géométrique a donc, pour les progrès de l'Algèbre, de très grands avantages; elle présente aussi de très graves inconvénients. Soucieuse à l'excès d'éviter ou de résoudre des objections qui ne sont que vécilles, elle embarrasse la Science de discussions oiseuses et fastidieuses. Elle étouffe l'esprit d'invention; en effet, avant de forger la chaîne, aux maillons éprouvés, qui doit, aux principes, rattacher une vérité nouvelle, il faut bien, tout d'abord, avoir aperçu cette vérité; cette intuition qui, en toute découverte mathématique, précède la démonstration, elle est apanage de l'esprit de finesse; l'esprit géométrique ne la connaît point et, au nom de la rigueur, il lui dénie volontiers le droit de s'exercer. Inquiets des dangers que fait courir, à la puissance d'inventer, l'usage trop exclusif de l'esprit géométrique, certains géomètres, tel M. Félix Klein, se sont rencontrés, même en Allemagne, pour revendiquer, dans le domaine de la méthode algébrique, la place des intuitions propres à l'esprit de finesse.

V

L'Algèbre assujettit la raison à cette discipline de fer que sont les lois du syllogisme et les règles du calcul ; nulle science n'est donc mieux adaptée à l'esprit allemand, fier de sa rigueur géométrique, mais dépourvu de finesse. Aussi l'Allemand s'est-il efforcé de donner à toute science une forme qui, le plus possible, rappelât celle de l'Algèbre. Par exemple, entre ses mains, la Géométrie s'est trouvée réduite à n'être qu'une branche de l'Analyse.

Déjà, par l'invention de la Géométrie analytique, Descartes avait ramené l'étude des figures tracées dans l'espace à la discussion des équations algébriques. A chaque point de l'espace, il nous avait appris à faire correspondre trois nombres, les *coordonnées* de ce point ; pour que le point se trouve sur une certaine surface, il faut et il suffit que ses trois coordonnées vérifient une certaine équation ; tout renseignement sur les propriétés algébriques de l'équation est, tout aussitôt, un renseignement sur les propriétés géométriques de la surface, et inversement ; celui donc qui est plus apte à combiner les formules qu'à considérer les assemblages de lignes et de surfaces, va se trouver grand géomètre par cela seul qu'il est algébriste habile.

Toutefois, même après l'œuvre de Descartes, la réduction de la Géométrie à l'Algèbre n'était pas absolue. Pour attribuer trois coordonnées à un point de l'espace, il fallait encore faire appel à quelques propositions géométriques, aux théorèmes les plus élémentaires sur les droites et sur les plans parallèles ; si simples que fussent ces propositions, elles impliquaient adhésion à tous les axiomes dont Euclide, au début des *Éléments*, réclame l'acceptation ; or pour certains, dont l'esprit géométrique souffre du moindre défaut de rigueur, cette adhésion aux axiomes d'Euclide est sujet de scandale.

Les axiomes qu'une science de raisonnement demande qu'on lui concède ne doivent pas seulement s'accorder entre eux sans l'ombre d'une contradiction ; ils doivent encore être aussi peu nombreux que possible ; partant, ils doivent être indépendans les uns des autres ; si l'un d'entre eux, en effet, se pouvait démontrer à l'aide des autres, il devrait être rayé du nombre des axiomes et rejeté parmi les théorèmes.

Or, les axiomes d'Euclide sont-ils vraiment indépendans les uns des autres? C'est une question qui a, de bonne heure, inquiété les géomètres. Parmi ces axiomes, il en est un, celui sur lequel repose la théorie des droites parallèles, où beaucoup ont cru reconnaître un simple corollaire des autres demandes formulées par le géomètre grec; aussi a-t-on vu foisonner les tentatives de démonstration du postulatum d'Euclide; mais toujours, en chacune de ces tentatives, une critique un peu perspicace a découvert un cercle vicieux.

Plus ingénieusement, la question fut prise d'un autre biais par Gauss, par Bolyai, par Lobatchewski. Ces mathématiciens s'attachèrent à dérouler la suite des propositions qu'on peut établir en admettant tous les axiomes formulés par Euclide, sauf le postulat de la théorie des parallèles; si, pensaient-ils, il est permis de poursuivre à l'infini la série des conséquences de ces axiomes-là, sans supposer la vérité du litigieux postulat et sans jamais, cependant, achopper à une contradiction, c'est donc que l'adoption de ces principes ne requiert pas, d'une manière nécessaire, la vérité de celui qui porte la théorie des parallèles. Henri Poincaré a montré tout le bien fondé de cette pensée conçue par Gauss, par Bolyai et par Lobatchewski; il a fait voir que si la Géométrie non-euclidienne construite par ces mathématiciens pouvait jamais aboutir à deux propositions contradictoires entre elles, c'est que la Géométrie euclidienne, elle aussi, fournirait deux théorèmes incompatibles.

Reconnaître si tous les axiomes d'Euclide sont vraiment indépendans les uns des autres, c'est une question qui ressortissait à l'esprit géométrique; et avec Gauss, Bolyai, Lobatchewski, avec leurs successeurs, l'esprit géométrique l'a pleinement résolue. Mais décider si le postulatum d'Euclide est véritable, c'est une question à laquelle l'esprit géométrique, abandonné à lui-même, ne saurait donner de réponse; il lui faut, ici, le secours de l'esprit de finesse.

La vérité de la Géométrie ne consiste pas simplement dans l'indépendance absolue des axiomes les uns à l'égard des autres, dans la rigueur impeccable avec laquelle les théorèmes se déduisent des axiomes; elle consiste aussi et surtout dans l'accord entre les propositions qui forment cette chaîne logique et les connaissances données à notre raison, touchant l'espace et les figures qu'on y peut tracer, par cette longue expérience

qu'on appelle le sens commun; il appartient à l'esprit géométrique de vérifier l'exactitude de la déduction par laquelle toutes ces propositions se tirent les unes des autres; mais il n'a aucun moyen de reconnaître si elles sont ou non conformes à ce que nous savons, avant toute Géométrie, sur les figures planes ou solides; cette dernière besogne, c'est à l'esprit de finesse qu'elle est à tâche.

Or une des premières vérités, antérieures à toute Géométrie, que nous puissions formuler au sujet de l'espace, c'est que celui-ci a trois dimensions. Quand l'esprit de finesse analyse cette proposition pour saisir ce qu'entend exactement celui qui la formule, découvre-t-il qu'elle ait ce sens : A chaque point de l'espace correspondent trois nombres qui sont ses coordonnées? Point du tout. Ce qu'il trouve, c'est qu'en attribuant trois dimensions à l'espace, l'homme qui n'est pas mathématicien prétend dire ceci : Tout corps a longueur, largeur et hauteur. Et s'il presse cette affirmation, l'esprit de finesse reconnaît qu'elle équivaut à cette autre : 'Tout corps peut être exactement contenu dans une boîte, de grandeur bien déterminée, dont la figure est celle que le géomètre nommera parallépipède rectangle. L'esprit de géométrie vient alors pour démontrer que les propositions relatives au parallépipède rectangle, jugées véritables par l'esprit de finesse, impliquent le célèbre postulatum d'Euclide.

En fouillant dans le trésor de vérités relatives aux grandeurs et aux figures qu'amassa l'expérience la plus vulgaire, l'esprit de finesse rencontre encore ces propositions : On peut, par le dessin, représenter une figure plane, par la sculpture une figure solide, et l'image peut ressembler parfaitement au modèle, bien qu'elle ait une autre grandeur que lui. C'est une vérité dont ne doutaient aucunement, aux temps paléolithiques, les chasseurs de rennes des bords de la Vézère. Or que des figures puissent être semblables sans être égales, cela suppose, l'esprit géométrique le démontre, l'exactitude du postulatum d'Euclide.

Reconnaître ainsi la très large part qui revient à l'esprit de finesse dans le contrôle des axiomes de la Géométrie, cela ne saurait être du goût de la science allemande; celle-ci fera bon marché de l'accord entre les propositions de la Géométrie et les connaissances tirées du sens commun, puisque cet accord ne

saurait être constaté par l'esprit géométrique ; la vérité de la Géométrie, elle la fera consister exclusivement dans la rigueur du raisonnement déductif par lequel les théorèmes dérivent des axiomes ; et, pour ne pas être exposée à compromettre cette rigueur en empruntant quelque renseignement à l'expérience sensible, elle réduira la Géométrie à n'être absolument qu'un problème d'Algèbre.

Pour elle, un point, ce sera, *par définition*, l'ensemble de trois nombres ; qu'en un tel ensemble, les valeurs des trois nombres varient d'une manière continue, et l'on dira que le point engendre un espace ; la distance de deux points, ce sera, *par définition*, une certaine expression algébrique où figurent les trois nombres d'un premier ensemble et les trois nombres d'un second ensemble ; sans doute, cette expression algébrique ne sera pas prise absolument au hasard ; on la choisira de telle manière que quelques-unes de ses propriétés algébriques s'expriment par des phrases analogues à celles qui énoncent certaines propriétés géométriques attribuées par le sens commun à la distance de deux points ; mais ces propriétés, on veillera à ce qu'elles soient aussi peu nombreuses que possible, de peur que l'esprit de finesse n'y trouve prétexte à pénétrer dans le domaine de la science qu'on veut construire ; alors on développera des calculs algébriques qu'on appellera Géométrie.

Peut-être les connaissances intuitives que la raison nous fournit touchant les figures planes et les corps trouveraient-elles encore moyen de s'insinuer entre les mailles du filet déductif que tisse cette Algèbre. Contre cette intuition redoutée, une nouvelle précaution sera prise. Elle ne connaît point d'espace qui n'ait deux ou trois dimensions ; énoncer des propositions où il serait parlé d'un espace à plus de trois dimensions, ce serait prononcer des mots qui n'ont, pour elle, aucun sens. Ce sont précisément de telles propositions qu'on aura constamment soin de formuler. Ce qu'on nommera point, ce n'est pas, comme nous l'avons supposé, un ensemble de trois nombres, mais un ensemble de n nombres ; on ne fixera pas la valeur du nombre entier que représente la lettre n ; cette valeur pourra être supérieure à trois, elle pourra être aussi grande qu'on voudra ; cet ensemble de n nombres, c'est dira-t-on, un point dans un espace à n dimensions.

Ainsi s'y est pris le génie si puissamment géométrique de Bernhard Riemann pour écrire un chapitre de profonde Algèbre auquel il a donné ce titre : *Sur les hypothèses qui servent de fondemens à la Géométrie (Ueber die Hypothesen welche der Geometrie zu Grunde liegen)*.

Nous avons dit avec quel soin minutieux la connaissance intuitive des lignes et des surfaces avait été tenue à l'écart de la composition de cette doctrine. Est-il étonnant que les corollaires auxquels cette Algèbre aboutit, et qu'elle énonce avec des mots empruntés à la Géométrie, heurtent de front les propositions que la connaissance intuitive de l'espace regarde comme les plus certaines? Qu'elle affirme, par exemple, la rencontre à distance finie de deux droites quelconques d'un même plan, qu'elle nie l'existence même des parallèles?

La doctrine de Riemann est une *Algèbre rigoureuse*, car tous les théorèmes qu'elle formule sont très exactement déduits des postulats qu'elle énonce; elle satisfait donc l'esprit géométrique. Elle n'est pas une *Géométrie vraie*, car, en posant ses postulats, elle ne s'est pas souciée que leurs corollaires s'accordassent en tout point avec les jugemens, tirés de l'expérience, qui composent notre connaissance intuitive de l'espace; aussi révolte-t-elle le sens commun.

VI

Le Mémoire de Riemann sur les fondemens de la Géométrie est une des œuvres les plus justement célèbres de la science allemande; il nous paraît un remarquable exemple du procédé par lequel l'esprit géométrique des Allemands transforme toute doctrine en une sorte d'Algèbre.

Aux deux méthodes à l'aide desquelles progresse toute science de raisonnement, cet esprit fait des parts extrêmement inégales; il développe avec autant d'ampleur que de minutie la déduction par laquelle les corollaires se tirent des principes; il supprime ou réduit à la plus mince place l'ensemble d'inductions, de divinations par lesquelles l'esprit de finesse a su, des données de l'expérience, dégager les principes.

Les hypothèses sur lesquelles repose une théorie quelconque de Mécanique ou de Physique mathématique sont fruits dont la maturité a été longuement préparée; données de l'observation

commune, résultats de l'expérience scientifique que secondent des instrumens, théories anciennes maintenant oubliées ou rejetées, systèmes métaphysiques, croyances religieuses même y ont contribué; leurs actions se sont croisées, leurs influences se sont mêlées d'une manière si complexe qu'il faut une grande finesse d'esprit, soutenue par une connaissance approfondie de l'histoire, pour démêler les directions essentielles de la voie qui a conduit la raison humaine à la claire aperception d'un principe de Physique.

Or, parcourons quelques-unes des leçons, d'une si savante Algèbre, où Gustav Kirchhoff a exposé les diverses doctrines de la Physique mathématique. De cette élaboration, longue et compliquée, qui a précédé l'adoption des principes, nous ne trouvons aucune trace; chaque hypothèse est présentée *ex abrupto*, sous l'aspect très abstrait et très général qu'elle a pris après bien des évolutions et des transformations, sans qu'aucun mot nous en fasse soupçonner l'indispensable préparation. Un Français qui avait été, à Berlin, l'auditeur de Kirchhoff me répétait naguère la formule par laquelle le professeur allemand avait accoutumé de présenter chaque principe nouveau : « Nous pouvons et nous voulons poser... *Wir können und wollen setzen...* » Pourvu qu'aucune contradiction n'interdise au logicien pur la supposition que nous allons faire, nous l'imposons comme un décret de notre libre arbitre. Cet acte de volonté, ce choix du bon plaisir se substitue, pour ainsi dire, purement et simplement, à toute l'œuvre qu'au cours des âges, a dû parfaire l'esprit de finesse; il ne laisse plus rien subsister dans la science, sinon ce qui se soumet à la rude discipline de l'esprit géométrique; une théorie de Physique n'est plus, à partir de postulats librement formulés, qu'une suite de déductions algébriques.

Kirchhoff n'est pas seul à traiter de la sorte la Mécanique et la Physique; ceux qui ont suivi ses leçons imitent sa méthode; se peut-il imaginer, par exemple, algébrisme plus absolu que celui dont s'inspire Heinrich Hertz lorsqu'il prétend construire la Mécanique? La disposition, à un instant donné, des divers corps dont se compose le système étudié est connu lorsqu'on connaît les valeurs prises par un certain nombre n de grandeurs; de peur que l'intuition expérimentale ne vienne à nous suggérer quelque propriété de ce système mécanique, perdons

bien vite de vue, oublions les corps qui le forment, dépis-tons l'intuition, et ne considérons plus qu'un point dont les coordonnées, dans un espace à n dimensions, seront précisément ces n valeurs. Ce point, qui n'est lui-même qu'une expression algébrique, qu'un mot à consonance géométrique pris pour désigner un ensemble de n nombres, convenons qu'il change, d'un instant à l'autre, de telle sorte qu'une certaine grandeur, représentée par une formule algébrique, soit minimum. De cette convention, si parfaitement algébrique de nature, si pleinement arbitraire d'aspect, déduisons, avec une parfaite rigueur, les conséquences que le calcul en peut tirer, et nous dirons que nous exposons la Mécanique.

Sans doute, le postulat formulé par Hertz n'est point aussi arbitraire qu'il le paraît. Il a été disposé de telle manière que son énoncé algébrique résumât et condensât tout ce que, de Jean Buridan à Galilée et à Descartes, de ceux-ci à Lagrange et à Gauss, les intuitions, les expériences, les discussions avaient découvert aux mécaniciens touchant la loi de l'inertie, touchant les liaisons par lesquelles les corps se gênent les uns les autres dans leurs mouvemens. Mais de toute cette élaboration préalable, Heinrich Hertz, dans l'exposé si absolument précis et rigoureux qu'il nous donne de la Mécanique, ne conserve plus le moindre souvenir; il en fait complète et systématique abstraction, afin que le principe fondamental de la science prenne la forme impérieuse d'un décret porté par un algébriste librement autoritaire : *Sic volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas*.

Une telle manière de procéder peut d'ailleurs, dans certains cas, produire de très heureuses conséquences.

A force de démêler avec patience l'écheveau complexe des opérations qui ont lentement produit une hypothèse de Physique, l'esprit de finesse s'abuse parfois sur le rôle qu'il a joué; il en vient à s'imaginer qu'il a fait œuvre d'esprit géométrique; la suite des considérations, aux transitions délicatement ménagées, par lesquelles il a, peu à peu, préparé l'esprit à recevoir une proposition, il la prend à tort pour une démonstration catégorique de cette proposition. Dans cette piperie, notre Physique française a trop souvent et trop longtemps donné. Il importe de mettre la raison en garde contre cette méprise; de ne pas lui laisser croire qu'un principe de Physique est démontré par cela seul qu'on l'a rendu séduisant; il est bon de lui rappeler

que, du point de vue de la Logique déductive, les hypothèses de Physique se montrent sous l'aspect de propositions qu'aucun raisonnement n'impose; que le savant les formule comme bon lui semble, conduit seulement par l'espoir d'en tirer des corollaires conformes aux données de l'expérience; qu'il les propose à notre acceptation parce que la condensation d'une multitude de lois expérimentales en un petit nombre de postulats théoriques lui semble, selon le mot d'Ernst Mach, une heureuse économie de la pensée. A cette besogne, le pur algèbrisme des théories allemandes est merveilleusement apte.

Mais qu'est-ce à dire? Simplement qu'un exposé de la Physique où l'esprit de finesse avait exagéré sa puissance est corrigé par un autre exposé d'où l'esprit de finesse a été chassé avec trop de brutalité; en d'autres termes, qu'un excès trouve souvent son remède dans l'excès contraire; chacun d'eux n'en est pas moins un excès. La belladone et la digitale neutralisent les effets l'une de l'autre; ce sont, cependant, deux plantes empoisonnées.

VII

A poser les hypothèses d'une théorie de Mécanique ou de Physique sans aucun souci des considérations par lesquelles l'esprit de finesse leur pourrait préparer notre adhésion, on risque de donner dans un grand travers; on s'expose à produire des doctrines qui choquent les enseignemens universellement reçus du sens commun.

La science allemande fait bon marché des exigences du sens commun; il ne lui déplaît pas de les heurter de front; la doctrine géométrique de Bernhard Riemann nous a déjà permis de le reconnaître. A la base des systèmes qu'elle construit avec un appareil si minutieusement agencé, la pensée germanique, parfois, semble prendre un malin plaisir à poser quelque affirmation qui, pour l'esprit de finesse, soit occasion de scandale, dût même cette affirmation contredire aux principes les plus assurés de la Logique. Au nombre des axiomes, mettre une proposition formellement contradictoire, puis, d'un tel principe, par une suite de syllogismes très concluans, tirer tout un ensemble de corollaires, quel délicieux exercice pour un esprit géométrique qui fait fi de l'esprit de finesse et du bon sens!

Cette gageure, il s'est trouvé de bonne heure, en Allemagne, des hommes pour la tenir.

Avant que le xv^e siècle eût atteint le milieu de sa course, le premier penseur original qu'ait compté la raison allemande, Nicolas de Cues, écrivait son traité : *De docta ignorantia*. Pour servir de base à l'édifice philosophique qu'il allait élever, le « Cardinal allemand » posait cette affirmation, dont le caractère contradictoire saute aux yeux : En tout ordre de choses, le maximum est identique au minimum. Puis, sur cette assise, la méthode déductive lui permettait de construire toute une Métaphysique.

Le xix^e siècle a vu se produire, en Allemagne, une tentative non moins étrange que celle de Nicolas de Cues. Hegel a fait reposer tout son système philosophique sur l'affirmation de l'identité des contraires ; et le grand succès que connut l'Hégélianisme dans les universités d'outre-Rhin marque à quel point l'esprit géométrique des Allemands, bien loin d'être choqué par ce défi au sens commun, prenait plaisir à ce tour de force de la méthode purement déductive.

Un être dont la nature consiste à se sentir dominé par une discipline de fer trouve son bonheur à obéir, sans discuter l'ordre auquel il obéit ; plus cet ordre est étrange, révoltant même, plus l'obéissance est, pour lui, joyeuse ; ainsi s'explique l'allègre soumission avec laquelle l'esprit géométrique d'un Nicolas de Cues ou d'un Hegel déroule les conséquences d'un principe absurde. Les métaphysiciens, d'ailleurs, n'ont pas été seuls, en Allemagne, à donner l'exemple de cette soumission intellectuelle qui nous déconcerte. On a vu des mathématiciens dévider des Géométries complètes où quelqu'un des axiomes les moins discutables qu'Euclide ait formulés se trouvait remplacé par sa contradictoire ; et les auteurs de ces déductions semblaient y prendre un plaisir d'autant plus vif que les conclusions en étaient plus inconcevables, plus saugrenues au jugement du bon vieux sens commun.

C'est cependant d'une Géométrie conforme à ce bon vieux sens commun qu'usent ces mathématiciens toutes les fois qu'il leur arrive, dans la pratique de chaque jour, de mesurer quelque corps ou de tracer quelque figure.

Semblable inconséquence n'est point rare là où l'esprit géométrique prétend se passer du concours de l'esprit de finesse. Isolé du sens commun, l'esprit géométrique peut bien raisonner

et déduire sans fin ; mais il est incapable de diriger l'action et d'assurer la vie ; c'est le sens commun qui règne en maître dans le domaine des faits ; entre ce sens commun et la science discursive, c'est l'esprit de finesse qui établit une perpétuelle circulation de vérités, qui extrait du sens commun les principes d'où la science déduira ses conclusions, qui reprend parmi ces conclusions tout ce qui peut accroître et perfectionner le sens commun.

La science allemande ne connaît pas ce continuel échange. Soumise à la discipline rigoureuse de la méthode purement déductive, la théorie poursuit sa marche régulière sans aucun souci du sens commun. Le sens commun, d'autre part, continue de diriger l'action, sans que la théorie en vienne, d'aucune façon, aiguïser la forme primitive et grossière.

Cette absence de toute compénétration entre la science et la vie, ne la met-il pas dans une évidence toute crue, ce philosophe idéaliste ? Dans sa chaire d'Université, il dénie toute réalité au monde extérieur, parce que son esprit géométrique n'a pas rencontré cette réalité au bout d'un syllogisme concluant. Une heure après, à la brasserie, il trouve une satisfaction pleinement assurée dans ces pesantes réalités que sont sa choucroute, sa bière et sa pipe.

Chez les Allemands, purs géomètres privés d'esprit de finesse, la vie ne guide point la science, la science n'éclaire pas la vie. Aussi, dans sa magnifique étude sur *L'Allemagne et la guerre*, M. Émile Boutroux pouvait-il écrire :

« Leur science, affaire de spécialistes et d'érudits, n'a pu pénétrer leur âme et influencer sur leur caractère... A part, certes, de notables exceptions, considérez à la brasserie, dans les relations de la vie ordinaire, dans ses divertissements, ce savant professeur, qui excelle à découvrir et à rassembler tous les matériaux d'une étude et à en faire sortir, par des opérations mécaniques, et sans le moindre appel au jugement et au bon sens vulgaire, des solutions appuyées toutes sur des textes et sur des raisonnemens. Quelle disproportion, souvent, entre sa science et son degré d'éducation ! Quelle vulgarité de goûts, de sentimens, de langage, quelle brutalité de procédés chez cet homme, dont l'autorité est inviolable dans sa spécialité !... Le savant et l'homme, chez l'Allemand, ne sont que trop souvent étrangers l'un à l'autre. »

Il en est de la science allemande comme du savant allemand. L'absence d'esprit de finesse y laisse béer un abîme entre le développement des idées et l'observation des faits; les idées se déduisent les unes des autres, fières de contredire au sens commun auquel elles n'ont rien emprunté; le sens commun manipule les réalités et constate les faits par ses propres moyens, sans souci d'une théorie qui l'ignore ou le choque; tel est le spectacle que, bien souvent, nous présente aujourd'hui la Physique d'outre-Rhin.

VIII

De cette incohérente dualité, les théories allemandes des phénomènes électriques nous fourniront des exemples.

Il est, en Physique mathématique, une doctrine particulièrement difficile et compliquée; c'est la théorie de l'électricité et du magnétisme. Le génie des Poisson et des Ampère en avait mis les principes dans une clarté toute française; l'œuvre de ces grands hommes avait, avant le milieu du *xix^e* siècle, servi de guide aux travaux que les plus illustres physiciens allemands, les Gauss, les Wilhelm Weber, les Franz Neumann, avaient accomplis pour la compléter; tous ces efforts, inspirés par l'esprit de finesse en même temps que disciplinés par l'esprit géométrique, avaient édifié l'une des doctrines de Physique les plus puissantes et les plus harmonieuses qu'on eût jamais admirées. Depuis quelques années, cette doctrine s'est vue bouleverser de fond en comble par l'esprit exclusivement géométrique des Allemands.

Le point de départ de ce bouleversement ne réside pas en Allemagne; il le faut chercher en Écosse.

Le physicien écossais James Clerk Maxwell était comme hanté par deux intuitions.

En premier lieu, les corps isolans, ceux que Faraday a nommé *diélectriques*, doivent jouer, à l'égard des phénomènes électriques, un rôle comparable à celui que jouent les corps conducteurs; il y a lieu de constituer, pour les corps diélectriques, une Électrodynamique analogue à celle qu'Ampère, W. Weber, F. Neumann ont constituée pour les corps conducteurs.

En second lieu, les actions électriques doivent se propager,

au sein d'un corps diélectrique, de la même façon que la lumière se propage au sein d'un corps transparent ; et pour une même substance, la vitesse de l'électricité et la vitesse de la lumière doivent avoir la même valeur.

Maxwell chercha donc à étendre aux corps diélectriques les équations de la théorie mathématique de l'électricité, et à mettre ces équations sous une forme telle que l'identité entre la propagation de l'électricité et la propagation de la lumière s'y reconnût avec évidence. Mais les lois les mieux établies de l'Électrostatique et de l'Électrodynamique ne se prêtaient point à la transformation rêvée par le physicien écossais. Tantôt par une voie, tantôt par une autre, celui-ci s'acharna, tant que dura sa vie, à réduire ces équations rebelles, à leur arracher les propositions qu'il avait entrevues et qu'avec un merveilleux génie, il devinait toutes proches de la vérité ; cependant, aucune de ses déductions n'était viable ; s'il obtenait enfin les équations souhaitées, c'était, à chaque tentative nouvelle, au prix de paralogismes flagrants, voire de lourdes fautes de calcul.

Ce n'était certes point une œuvre allemande que l'œuvre de Maxwell ; pour saisir les vérités que lui révélait sa pénétrante intuition, l'esprit de finesse le plus prime-sautier et le plus audacieux qu'on eût vu depuis Fresnel y imposait silence aux réclamations les mieux justifiées de l'esprit géométrique. L'esprit géométrique avait, à son tour, le droit et le devoir de faire entendre sa voix. Maxwell était parvenu jusqu'à ses découvertes par un sentier coupé de précipices infranchissables à toute raison soucieuse des règles de la Logique et de l'Algèbre ; il appartenait à l'esprit géométrique de tracer une route aisée par où l'on pût, sans manquer en rien à la rigueur, s'élever jusqu'aux mêmes vérités.

Cette œuvre indispensable fut menée à bien par un Allemand, mais par un Allemand dont le génie paraît exempt des défauts de l'esprit germanique. Hermann von Helmholtz montra comment, sans rien abandonner des vérités éprouvées que l'Électrodynamique avait depuis longtemps conquises, sans heurter d'aucune façon les règles de la Logique et de l'Algèbre, on pouvait cependant atteindre au but que le physicien écossais s'était proposé ; il suffisait, pour cela, de ne pas imposer à la propagation des actions électriques une vitesse rigoureuse-

ment égale à celle que Maxwell lui assignait; cette vitesse-là était seulement très voisine de celle-ci.

L'esprit de finesse et l'esprit de géométrie trouvaient également leur compte dans la belle théorie de Helmholtz; sans rien renier de l'Électrodynamique construite par Ampère, par Poisson, par W. Weber, par F. Neumann, elle l'enrichissait de tout ce que les vues de Maxwell contenaient de vrai et de fécond. Cette théorie, si satisfaisante pour toute raison harmonieusement constituée, était proposée par un Allemand, et cet Allemand, qu'illustraient des découvertes faites dans les domaines les plus divers, jouissait, dans son pays, d'un grand et légitime renom. Elle ne trouva cependant, en Allemagne, aucune faveur. Les élèves mêmes de Helmholtz n'en firent point de cas. C'est l'un d'eux, Heinrich Hertz, qui donna à la pensée de Maxwell la forme où se complut, dès lors, la science allemande, car l'esprit géométrique en avait rigoureusement expulsé l'esprit de finesse.

Des objections aussi nombreuses que graves barraient la route aux méthodes diverses par lesquelles Maxwell avait tenté de justifier les équations qu'il souhaitait d'obtenir. Pour se débarrasser d'un seul coup de toutes ces objections, un moyen s'offrait, simple jusqu'à la brutalité; ce moyen, c'était de ne plus voir, dans les équations de Maxwell, des objets de démonstration, de n'en plus faire les termes d'une théorie à laquelle les lois communément reçues de l'Électrodynamique dussent servir de principes; c'était de les poser d'emblée, à titre de postulats dont l'Algèbre n'aurait plus qu'à dévider les conséquences. Ainsi fit Hertz. « La théorie de Maxwell, proclama-t-il, ce sont les équations mêmes de Maxwell. » A cette façon d'agir, l'esprit de géométrie des Allemands prit un goût singulier; pour déduire, en effet, les corollaires d'équations dont l'origine n'est plus mise en question, il n'est nul besoin de recourir à l'esprit de finesse; le calcul algébrique suffit.

Qu'à cette manière de procéder, le sens commun ne trouve pas son compte, cela va de soi. Les équations de Maxwell, en effet, ne heurtent pas seulement les enseignemens que donne une Physique savante et compliquée; elles contredisent, et d'une manière immédiate, des vérités accessibles à tous. Pour qui regarde ces équations comme universellement et rigoureusement vraies, la simple existence d'un aimant permanent est

inconcevable. Hertz l'a très explicitement reconnu, et aussi Ludwig Boltzmann; ni l'un ni l'autre, cependant, n'y a vu un motif suffisant pour refuser le titre d'axiomes aux équations de Maxwell. Or ce n'est pas seulement dans les laboratoires de Physique qu'on trouve des aimans permanens, des pierres d'aimant, des aiguilles, des barreaux, des fers à cheval en acier aimanté; sur le pont de tout navire, l'habitacle de la boussole en contient; on en rencontre même parmi les jouets d'enfans; le sens commun est assurément dans son droit quand il interdit à l'esprit de géométrie d'en nier l'existence.

Des aimans permanens, il s'en trouve aussi dans les instrumens dont usent les physiciens qui, sur le conseil de Hertz, reçoivent les équations de Maxwell comme des ordres, qui soumettent leur raison à ces équations sans examiner les titres d'une telle autorité. A l'aide d'instrumens pourvus d'aimans permanens, ces physiciens exécutent nombre d'expériences; les résultats de ces expériences sont invoqués par eux lorsque, à quelque cas concret, ils prétendent appliquer les corollaires des équations de Maxwell; ces résultats leur disent alors quelle valeur il convient d'attribuer à la résistance électrique ou au coefficient d'aimantation. Comment donc peuvent-ils faire usage d'aimans permanens au moment même qu'ils invoquent une doctrine dont les axiomes réputent absurde l'existence d'un semblable corps?

Une telle inconséquence suit naturellement le défaut d'esprit de finesse. Réduit à ses propres forces, l'esprit géométrique ne saurait jamais appliquer ses déductions aux données de l'expérience. Entre les abstractions que le théoricien considère dans ses raisonnemens et les corps concrets que l'observateur manipule au laboratoire, c'est l'esprit de finesse seul qui saisit une analogie et qui établit une correspondance; le lien entre la Physique théorique et la Physique expérimentale se sent; il ne se conclut pas.

Si une théorie a été composée suivant les lois d'une saine méthode, si l'esprit de géométrie et l'esprit de finesse y ont joué chacun son rôle légitime, la liaison entre les équations qu'analyse l'esprit de géométrie et les faits que constate le sens commun sera aisée et solide; elle résultera des opérations mêmes par lesquelles l'esprit de finesse a, des enseignemens de l'expérience, tiré les hypothèses qui portent la théorie. Mais si

les fondemens de la théorie n'ont pas été, par l'esprit de finesse, extraits des entrailles de la réalité, si ce sont postulats algébriques que l'esprit de géométrie a posés d'une manière arbitraire, entre les conséquences de la théorie et les résultats de l'expérience il n'y aura plus de contact naturel; les déductions, d'une part, les observations, d'autre part, se développeront dans deux domaines séparés; si, de l'un à l'autre, on établit quelque passage, ce sera d'une manière artificielle; la légitimité de ces transitions ne se pourra plus justifier, dès là qu'on a privé de toute justification les principes mêmes de la théorie. Ainsi verra-t-on appliquer les corollaires d'une déduction à des objets que les axiomes mêmes de cette déduction déclaraient inexistans.

IX

L'étude de divers effets électriques a conduit à supposer, puis, semble-t-il, à constater, au sein des gaz, l'existence de très petits corps électrisés, animés d'un mouvement rapide, qui ont reçu le nom d'*électrons*. En déplaçant vivement dans l'espace la charge électrique qu'il porte, un électron agit à la manière d'un courant électrique lancé dans un corps conducteur; l'étude de ces courans est un nouveau chapitre de l'Électrodynamique; ce chapitre, il s'agit de l'écrire.

Pour composer l'Électrodynamique de l'électron, on eût pu et dû, semble-t-il, imiter la méthode prudente par laquelle Ampère, W. Weber, Franz Neumann avaient composé l'Électrodynamique du corps conducteur; mais cette méthode requerrait des expériences délicates, des intuitions pénétrantes, des discussions ardues dont les travaux de W. Weber, de Bernhard Riemann, de Clausius donnaient un premier aperçu; elle réclamait beaucoup d'ingéniosité et beaucoup de temps. L'Algèbrisme trouva moyen de procéder avec moins de peine et plus de hâte. L'intensité des courans précédemment connus figurait dans les équations de Maxwell; qu'on y ajoutât purement et simplement l'intensité du *courant de convection* dû au mouvement des électrons, sans changer d'autre manière la forme des équations, et l'on tiendrait le postulat fondamental de la nouvelle Électrodynamique. Aussitôt qu'un physicien hollandais, M. Lorentz, eut proposé cette hypothèse, les savans allemands se mirent, avec

une ardeur extrême, à en déduire la Physique des électrons.

Cette Physique reposait ainsi tout entière sur une simple généralisation des équations de Maxwell. C'était bâtir sur une poutre qu'on savait vermoulue, et donc rendre caduc tout le monument. Portant en elles-mêmes une contradiction formelle avec la simple existence des aimans, les équations de Maxwell n'avaient pas été guéries de ce vice lorsqu'on y avait introduit le courant de convection. L'Électrodynamique nouvelle se présentait, de prime abord, comme l'ensemble des corollaires d'un postulat inadmissible.

Cette théorie, viciée dans les hypothèses mêmes qui la portent, n'hésita pas, cependant, à se poser en critique et en réformatrice des doctrines regardées jusqu'alors comme les plus solides. La Mécanique rationnelle, cette sœur aînée des théories physiques, que toutes les doctrines plus jeunes avaient, jusqu'alors, prise pour guide, dont elles s'étaient même efforcées, bien souvent, de tirer tous leurs principes; la Mécanique rationnelle, disons-nous, se vit, par la nouvelle venue, ébranlée jusque dans ses fondemens; au nom de la Physique des électrons, on proposa de renoncer au principe d'inertie, de transformer entièrement la notion de masse; il le fallait pour que la doctrine nouvelle ne fût pas contredite par les faits. Pas un instant, on ne s'est demandé si cette contradiction, au lieu d'exiger le bouleversement de la Mécanique, ne signalait pas l'inexactitude des hypothèses sur lesquelles repose la théorie électronique et ne marquait pas la nécessité de les remplacer ou de les modifier. Ces hypothèses, l'esprit géométrique les avait posées à titre de postulats; il en déroulait les conséquences avec une imperturbable assurance, triomphant des ruines mêmes qu'amoncelait, parmi les doctrines anciennement établies, le passage de la théorie conquérante. Guidé, cependant, par l'expérience du passé, instruit par l'histoire des grands progrès scientifiques, l'esprit de finesse, en cette marche dévastatrice, soupçonnait une mauvaise marque de vérité.

D'ailleurs, par cette inconséquence à laquelle se voit si souvent condamnée une raison dépourvue de finesse, les tenants de la Physique électronique ne se faisaient pas faute d'user, dans la pratique, et lorsqu'ils ne déroulaient pas les conséquences de leur doctrine préférée, des théories mêmes que cette doctrine condamnait; leurs déductions exigeaient qu'on rejetât

la Mécanique rationnelle ; mais, sans scrupule, ils faisaient appel aux théorèmes de la Mécanique rationnelle pour interpréter les indications des instrumens dont ils empruntaient les renseignements.

X

La Physique nouvelle ne s'est pas contentée d'entrer en conflit avec les autres théories physiques, et en particulier avec la Mécanique rationnelle ; la contradiction avec le sens commun ne l'a pas fait reculer.

Une délicate expérience d'Optique, exécutée par M. Michelson, se trouve en désaccord avec la Physique électronique, comme elle l'est, d'ailleurs, avec la plupart des théories optiques proposées jusqu'à ce jour. Dans cette expérience, du moins si elle se trouve dûment confirmée et correctement interprétée, l'esprit de finesse nous conseille de voir la preuve qu'aucune Optique n'est, jusqu'ici, irréprochable, et la nécessité d'apporter à chacune d'elles au moins certaines retouches. L'esprit géométrique des physiciens allemands a été d'autre avis ; il a trouvé moyen de mettre d'accord les équations de la théorie électronique et le résultat de l'expérience faite par M. Michelson ; pour y parvenir, il lui a suffi de bouleverser les notions que le sens commun nous fournit touchant l'espace et le temps.

Les deux notions d'espace et de temps semblent, à tous les hommes, indépendantes l'une de l'autre. La nouvelle Physique les unit entre elles par un lien indissoluble. Le postulat qui noue ce lien et qui, vraiment, est une définition algébrique du temps, a reçu le nom de *principe de relativité* ; ce principe de relativité, d'ailleurs, est si pleinement une création de l'esprit géométrique qu'on ne saurait, en langage ordinaire et sans recours aux formules algébriques, en donner un énoncé correct.

Du moins peut-on montrer, en citant une des conséquences du principe de relativité, à quel point la liaison qu'il établit entre la notion d'espace et la notion de temps heurte les affirmations les plus formelles du sens commun.

Entre la grandeur du chemin parcouru par un corps mobile et le temps que dure ce parcours, notre raison n'établit aucun rapport nécessaire ; quelque long que soit un chemin, nous pouvons imaginer qu'il soit décrit en un temps aussi petit que

nous voudrions; si grande que soit une vitesse, nous pouvons toujours concevoir une vitesse plus grande. Sans doute, cette vitesse plus grande pourrait être, en fait, irréalisable; il se pourrait qu'aucun moyen physique n'existât actuellement, qui fût capable de lancer un corps avec une vitesse supérieure à une limite donnée; mais cette impossibilité, borne imposée au pouvoir de l'ingénieur, n'aurait rien d'une absurdité infranchissable à la pensée du théoricien.

Il n'en est plus de même si l'on admet le principe de relativité tel que l'ont conçu un Einstein, un Minkowski, un Laue; un corps ne saurait se mouvoir plus vite que la lumière ne se propage dans le vide; et cette impossibilité n'est pas une impossibilité physique, celle qu'entraîne, pour un effet, l'absence de tout moyen apte à le produire; c'est une impossibilité logique; pour un tenant du principe de relativité, parler d'une vitesse qui surpasse celle de la lumière, c'est prononcer des mots qui sont dénués de sens, c'est contredire à la définition même du temps.

Que le principe de relativité déconcerte toutes les intuitions du sens commun, ce n'est pas, bien au contraire, pour exciter contre lui la méfiance des physiciens allemands. Le recevoir, c'est, par le fait même, renverser toutes les doctrines où il était parlé de l'espace, du temps, du mouvement, toutes les théories de la Mécanique et de la Physique; une telle dévastation n'a rien qui puisse déplaire à la pensée germanique; sur le terrain qu'elle aura déblayé des doctrines anciennes, l'esprit géométrique des Allemands s'en donnera à cœur joie de reconstruire toute une Physique dont le principe de relativité sera le fondement. Si cette Physique nouvelle, dédaigneuse du sens commun, heurte tout ce que l'observation et l'expérience avaient permis de construire dans le domaine de la Mécanique céleste et terrestre, la méthode purement déductive n'en sera que plus fière de l'inflexible rigueur avec laquelle elle aura suivi jusqu'au bout les conséquences ruineuses de son postulat.

Décrivant « l'ordre de la géométrie, » Pascal disait : « Il ne définit pas tout et ne prouve pas tout; mais il ne suppose que des choses claires et constantes par la lumière naturelle, et c'est pourquoi il est parfaitement véritable, la nature le soutenant, à défaut du discours. Cet ordre, le plus parfait entre les hommes, consiste non pas à tout définir et à tout démontrer, ni aussi à ne rien définir ou à ne rien démontrer, mais à se tenir

dans ce milieu de ne point définir les choses claires et entendues de tous les hommes, et prouver toutes les autres. Contre cet ordre pèchent également ceux qui entreprennent de tout définir et de tout prouver, et ceux qui négligent de le faire dans les choses qui ne sont pas évidentes d'elles-mêmes.

« C'est ce que la Géométrie enseigne parfaitement. Elle ne définit aucune de ces choses, espace, temps, mouvement, nombre, égalité, ni les semblables qui sont en grand nombre.

« On trouvera peut-être étrange que la Géométrie ne puisse définir aucune des choses qu'elle a pour principaux objets; car elle ne peut définir ni le mouvement, ni le nombre, ni l'espace; et cependant ces trois choses sont celles qu'elle considère particulièrement... Mais on n'en sera pas surpris, si l'on remarque que cette admirable science ne s'attachant qu'aux choses les plus simples, cette même qualité qui les rend dignes d'être ses objets les rend incapables d'être définies; de sorte que le manque de définition est plutôt une perfection qu'un défaut, parce qu'il ne vient pas de leur obscurité, mais au contraire de leur extrême évidence, qui est telle qu'encore qu'elle n'ait pas la conviction des démonstrations, elle en a toute la certitude. »

L'esprit exclusivement géométrique ne veut pas concéder à l'esprit de finesse le pouvoir de tirer du sens commun, où elles étaient contenues, certaines connaissances douées de cette extrême évidence qui n'a pas la conviction des démonstrations, mais qui en a toute la certitude. Il ne connaît d'autre évidence et d'autre certitude que celle des définitions et des démonstrations, en sorte qu'il en vient à rêver d'une science où toutes les propositions auraient été démontrées. Et comme il est contradictoire de tout définir et de tout démontrer, du moins veut-il réduire au plus petit nombre possible les notions non définies et les jugemens non démontrés; les seules idées qu'il consente à recevoir sans définition, ce sont les idées de nombre entier, d'égalité, d'inégalité, d'addition entre nombres entiers; les seules propositions qu'il veuille bien accueillir sans en exiger la démonstration, ce sont les axiomes de l'Arithmétique. Lorsque, à partir de ces quelques notions et de ces quelques principes, il a développé l'ample doctrine de l'Algèbre, il entend bien ramener toute science à n'être qu'un chapitre de cette Algèbre. Les idées d'espace, de temps, de mouvement nous

sont présentées par la connaissance commune comme des idées simples, irréductibles, qu'on ne saurait reconstruire à l'aide d'opérations portant sur des nombres entiers, qui sont donc essentiellement incapables d'une définition algébrique. Qu'à cela ne tienne ! L'esprit géométrique se refuse à considérer cet espace, ce temps, ce mouvement que conçoivent clairement tous les hommes et dont ils peuvent discourir entre eux sans cesser jamais de s'entendre. Par des opérations portant sur des expressions algébriques, c'est-à-dire, en dernière analyse, sur des nombres entiers, il se fabrique son espace à lui, son temps à lui, son mouvement à lui ; cet espace, ce temps, ce mouvement, il les soumet à des postulats qui sont des égalités algébriques arbitrairement disposées ; et lorsque, de ces définitions et de ces postulats, il a, selon les règles du calcul, rigoureusement déduit une longue suite de théorèmes, il dit qu'il a produit une Géométrie, une Mécanique, une Physique, alors qu'il a seulement développé des chapitres d'Algèbre ; ainsi s'est faite la Géométrie de Riemann ; ainsi s'est faite la Physique de la relativité ; ainsi la science allemande progresse, fière de sa rigidité algébrique, regardant avec mépris le bon sens que tous les hommes ont reçu en partage.

XI

De cette science allemande, nous n'avons encore considéré que la Géométrie, la Mécanique, la Physique ; c'en sont les parties où l'emploi des Mathématiques est incessant, celles donc qui, le plus aisément, se laissent revêtir de la forme algébrique. Mais les caractères que nous avons reconnus en examinant ces divers chapitres de la science allemande, l'observateur quelque peu attentif les retrouve, croyons-nous, s'il en considère les autres chapitres.

Nul n'ignore, par exemple, le développement extraordinaire qu'a pris, en Allemagne, l'étude de la Chimie. Or l'essor de la Chimie germanique date du jour où la notation atomique est issue des notions de type chimique et de valence, notions qu'avaient enfantées les travaux des J.-B. Dumas, des Laurent, des Gerhardt, des Williamson, des Würtz. Cette notation, en effet, permet, à l'aide de règles fournies par la partie de l'Algèbre qu'on nomme *Analysis situs*, de prévoir, d'énumérer, de

classer les réactions, les synthèses, les isoméries des composés du carbone. Aussi est-ce l'étude des composés du carbone, la Chimie organique, désormais sujette à l'emprise de l'esprit géométrique, qui a produit, dans les laboratoires allemands, des surgeons innombrables et d'une extraordinaire vigueur. Dans les nombreux chapitres qui composent la Chimie minérale, au contraire, les opérations mathématiques de la notation atomique sont d'un usage très restreint; l'esprit de finesse est encore l'instrument qui démêle la complexité des réactions et qui classe les composés; aussi ces chapitres de la Chimie n'ont-ils pas reçu, de la science allemande, un tribut comparable à celui que leur a payé la science française.

Nous ne voudrions pas nous aventurer dans le domaine de la critique et de l'histoire; *ne sutor ultra crepidam*; il semble, cependant, à nos yeux de profane, qu'on y trouverait occasion de faire des remarques semblables à celles qui précèdent.

Au gré de la science française, les études historiques ressuscitaient essentiellement à l'esprit de finesse. L'ingéniosité et la vive imagination qui sont propres aux Français les portaient trop souvent, peut-être, aux conclusions aventureuses et aux synthèses de fantaisie. En prônant la minutieuse recherche des sources, le patient contrôle des textes, en réclamant la production de documens solides à l'appui de la moindre affirmation, l'esprit géométrique des Allemands est venu, très heureusement, refréner les imprudences d'un esprit de finesse trop prime-sautier. Mais il ne s'est pas contenté de rappeler à celui-ci que son pouvoir deviendrait bien fragile s'il n'était ses intuitions à l'aide de preuves assurées; il a voulu l'exclure entièrement d'études où, jusque-là, il avait régné en maître. On a donc vu se développer cette érudition allemande dont la méthode, réglée comme un instrument d'horlogerie, prétendait nous mener, des textes aux conclusions, par des voies infail-
libles, « sans le moindre appel au jugement et au bon sens vulgaire. » Par la rigueur de ses procédés, par l'allure systématique de ses opérations, voire par la forme, inintelligible aux profanes, de son langage et des signes qu'elle se plaisait souvent à employer, cette érudition s'efforçait visiblement de copier l'allure de l'Analyse mathématique.

Or les études qui requièrent le sens critique sont précisément celles où la méthode absolue et rigide de l'Algèbre se

trouve, au plus haut point, déplacée. C'est surtout de l'examen d'un texte historique qu'on peut dire avec Pascal : « Les principes sont dans l'usage commun et devant les yeux de tout le monde. On n'a que faire de tourner la tête ni de se faire violence. Il n'est question que d'avoir bonne vue, mais il faut l'avoir bonne; car les principes sont si déliés et en si grand nombre, qu'il est presque impossible qu'il n'en échappe. Or l'omission d'un seul principe mène à l'erreur. Ainsi il faut avoir la vue bien nette pour voir tous les principes, et ensuite l'esprit juste pour ne pas raisonner faussement sur des principes connus. »

Pour garder la vue bien nette de ces nombreux principes qui « sont dans l'usage commun et devant les yeux de tout le monde, » est-il raisonnable de placer entre l'œil du bon sens et les documens qu'on lui demande de lire, les mailles inextricables et serrées de la méthode germanique?

XII

A ces quelques réflexions, faut-il donner une conclusion? Elle découle si naturellement, semble-t-il, de ce qui précède, que nous éprouvons quelque pudeur à la formuler; aussi le ferons-nous avec une extrême brièveté.

La science française, la science allemande s'écartent toutes deux de la science idéale et parfaite, mais elles s'en écartent en deux sens opposés; l'une possède à l'excès ce dont l'autre est maigrement pourvue; ici, l'esprit géométrique réduit l'esprit de finesse jusqu'à l'étouffer; là l'esprit de finesse se passe trop volontiers de l'esprit géométrique.

Pour que la science humaine, donc, se développe en sa plénitude et subsiste dans un harmonieux équilibre, il est bon qu'on voie la science française et la science allemande fleurir à côté l'une de l'autre, sans chercher à se supplanter l'une l'autre; chacune d'elles doit comprendre qu'elle trouve en l'autre son complément indispensable.

Toujours, donc, les Français trouveront profit à méditer les œuvres des savans allemands; ils y rencontreront soit la preuve solide de vérités qu'ils avaient découvertes et formulées avant d'en être bien assurés, soit la réfutation d'erreurs qu'une imprudente intuition leur avait fait recevoir.

Toujours, il sera utile aux Allemands d'étudier les écrits des inventeurs français; ils y trouveront, pour ainsi dire, les énoncés des problèmes que leur patiente analyse se doit appliquer à résoudre; ils y entendront les protestations du bon sens contre les excès de leur esprit géométrique.

Que la science allemande soit, au XIX^e siècle, sortie de l'œuvre des grands penseurs français, nul, je pense n'oserait le contester de l'autre côté du Rhin; et nul, de ce côté-ci, ne songe à méconnaître les apports dont, plus tard, cette science allemande a enrichi nos Mathématiques, notre Physique, notre Chimie, notre Histoire.

Ces deux sciences, donc, doivent garder entre elles d'harmonieux rapports; il n'en résulte pas qu'il les faille placer au même rang. L'intuition découvre les vérités; la démonstration vient après, qui les assure. L'esprit géométrique donne corps à l'édifice que l'esprit de finesse a, tout d'abord, conçu; entre ces deux esprits, il y a une hiérarchie analogue à celle qui ordonne le maçon à l'égard de l'architecte; le maçon ne fait œuvre utile que s'il conforme son travail au plan de l'architecte; l'esprit géométrique ne poursuit pas de déductions fécondes, s'il ne les dirige vers le but que l'esprit de finesse a discerné.

D'un autre côté, à la partie de la Science que construit la méthode déductive, l'esprit géométrique peut bien assurer une rigueur sans reproche; mais la rigueur de la Science n'en est pas la vérité; seul, l'esprit de finesse juge si les principes de la déduction sont recevables, si les conséquences de la démonstration sont conformes à la réalité; pour que la Science soit vraie, il ne suffit pas qu'elle soit rigoureuse, il faut qu'elle parte du bon sens pour aboutir au bon sens.

L'esprit géométrique qui l'inspire confère à la science allemande la force d'une discipline parfaite; mais cette méthode étroitement disciplinée ne saurait aboutir qu'à des résultats désastreux si elle continuait de se mettre aux ordres d'un impérialisme algébrique arbitraire et insensé; la consigne à laquelle elle obéit, elle la doit recevoir, si elle veut faire œuvre utile et belle, de celle qui est, dans le monde, la principale dépositaire du bon sens, de la science française : *Scientia germanica ancilla scientiæ gallicæ*.

PIERRE DUHEM.

POÉSIES

LE POÈME D'AUTOMNE

Octobre, roi des mois et prince des féeries,
Vient répandre en tous lieux à flots ses pierreries...

Il descend sur la terre en trainant après lui,
Comme un pourpoint royal qui fascine et reluit,
Son manteau chamarré de mille feuilles mortes
Et paré de dessins des plus étranges sortes.
Il chemine sans bruit sur l'herbe des sentiers,
Dérobe digitale et fougère aux halliers,
Trace sur le gazon maint bizarre méandre
A l'aide du colchique et de fleurs mauve tendre.
Il frappe les rameaux de sa baguette d'or
Et fait de la Nature un éclatant décor.

Sa présence partout se devine et s'impose :
Sur la grève il se mêle au coquillage rose ;
Colore l'arbousier et le chêne marin ;
Jette au ruisseau la sorbe, et diapre le terrain.
Parmi les rochers gris où le vent se balance
Il se pose un instant, puis, épris de silence,
Vole aux coteaux boisés, hante monts et guérets,
Va sonner l'hallali dans les hautes forêts
Où la biche aux aguets surveille sa venue.
On le voit tout à coup au bout de l'avenue,

Auprès de la chaumière, au faite de l'ormeau
Qui sur le vieux manoir incline son rameau,
Au bord du guier jaseur dardant sa flore insigne.
Et voici que dans mon village il me fait signe.

De grands brouillards furtifs s'étendent sur les prés,
Lorsque l'aube apparaît dans les matins pourprés.
Ils couvrent l'horizon d'ivoire transparente;
Leur blanche hermine au fer argenté s'apparente,
Dans la plaine indistincte où les noirs peupliers
Dressent leurs fûts, tels des mâts géans, par milliers;
Ils exhalent dans l'air leur arôme de brume,
Et puis, s'effilochant, roulant leur souple écume,
Leurs houppes d'ouate ambrée autour des frondaisons
S'égrènent tout à coup, comme de faibles sons...

Et le ciel d'azur pâle apparaît. Sa nuance
Au bleu pastel ancien des La Tour se fiance.

L'heure est songeuse et grave et les bruits se sont tus.
Le peuple des oiseaux ne chante presque plus.
Les vaches dans les champs dispersent leurs sonnailles.
Devant les chais ouverts reposent des futailles,
Et l'on entend grincer le cadre d'un pressoir.
Là-bas, sur l'humus gras fouillé par le fossoir,
Un paysan s'avance, et jette, à la volée,
Le blé traçant dans l'air sa trajectoire ailée.
Au verger solitaire on a gaulé la noix.
Soir et matin, on voit flamber des feux de bois
Et danser leurs lueurs aux murs des métairies,
Dans un parfum de poire et de pomme mûries.
Au sommet d'un coteau, profilés sur le ciel,
Dix forts mulets couplés labourent; blonds de miel,
Les sillons remués fument dans la lumière.
Un troupeau de moutons pâture la bruyère.
Brusque, un coup de fusil déchire le lointain.
La voix des chiens courans dit qu'un lièvre est atteint

Dans le vallon. Peureux, un vanneau caché crie.
Des flaques d'un chemin de l'azur irradie.

Les roses de l'Automne animent mon jardin
D'une grâce languide et dont l'éclat éteint
Est bercé doucement par leur tige fragile.
Le gai ruisseau, fluant dans sa gaine d'argile,
Semble fuir d'un élan moins vif et moins pressé,
Comme s'il regrettait l'Été trop tôt passé.
Sur le dernier œillet une abeille sonore
S'est posée. Et, tout près, dans le clair sycamore,
Mélancolique, doux, solitaire, un pinson
Gazouille ses adieux à la belle saison.
Une à une voici se détacher les feuilles,
Que la main de l'Automne une à une recueille,
Et place lentement sur les ailes de l'air,
Pour les livrer au sol, otages de l'Hiver.
L'une après l'autre, ici et là, les feuilles tombent :
Feuilles blanches ainsi qu'un duvet de colombes;
Feuilles jaunes; feuilles de cire et de carmin;
Feuilles blondes; feuilles d'un vert incarnadin;
Couleur de rouille ocreuse, ou couleur de poussière;
Sombres comme la nuit; brunes comme la terre;
Feuilles rouges autant que des caillots de sang,
Qui recouvrent l'humus, tapis éblouissant...
On les vit, en avril, crevant leurs bourgeons, tendre,
A l'appel du Printemps, une verdure tendre
Comme l'aile qu'entr'ouvre un papillon qui sort,
Fier, de sa chrysalide et qui prend son essor.
Et maintenant, voici qu'ayant vécu leur vie,
La Nature soudain à la mort les convie...
Mais leur frère existence est moins frère pourtant
Que nos plus hauts désirs, nos plus tendres instans

Feuille qui tombe, espoir qui meurt, jour qui défaille!
Octobre a visité le ravin qui tressaille.
Sans trêve, jour et nuit, il va par les sentiers,
Ça et là, rôde au sein des bas-fonds forestiers.

Rien ne peut entraver son œuvre sourde et sûre.
 Il se rue à l'assaut de la futaie obscure,
 Enguirlande le hêtre, escalade les cieux,
 Chevauche les troupeaux des nuages joyeux.
 Il tend contre le mur la vigne vierge rouge,
 Dont la liane souple au moindre zéphyr bouge.
 Il jette, en le fendant, le corset épineux
 De la châtaigne bistre aux flancs des monts brumeux.

Octobre est là, les bras chargés de glands, de baies,
 Et des mûres qu'on voit dans l'épaisseur des haies.
 Il porte dans sa bouche un brin de serpolet
 Et suspend à son thyrses un raisin violet.
 Octobre est là, si beau qu'on ne peut de sa face
 Soutenir la splendeur que nulle autre n'efface;
 Si sublime, si riche et divers à la fois,
 Que devant lui, la Muse, hélas ! presque sans voix,
 Désespère à jamais de trouver des vocables
 Dignes d'en célébrer les instans adorables,
 Ce règne mordoré, ces lointains opalins,
 Ce feuillage où le feu sertit le gris des lins.
 Qui dira les reflets des glèbes retournées
 D'après les tons des cieux, les heures des journées ?
 Les ondes parcourant la mer verte des prés ?
 Les instables trajets des nuages moirés ?
 Au milieu du réseau tout dénudé des branches,
 Les espaces ouvrant leurs découpures blanches ?
 Comment décrire et peindre en mots assez choisis,
 En termes, à la fois fluides et précis,
 Ces teintes de topaze et ces écharpes bleues
 Sur de molles vapeurs flottant durant des lieues ?
 Les émaux délicats et les rais nuancés,
 Les gammes, les accords sur les champs dispersés ?
 Ces bordures de cuivre au long d'une rivière ?
 Les mille pâmoisons, les jeux de la lumière,
 Cette beauté trop belle et ces émois trop vifs,
 Et ces troublans parfums sur les derniers massifs ?

O sublime splendeur des choses finissantes,
 Volupté si profonde éparse dans les sentes,

O Nature émouvante et, si près de la mort,
Te faisant plus magique et radieuse encor,
Vêtant pour le trépas ta plus brillante étoile,
Te parant pour la fin, t'ornant comme une idole,
Te portant en triomphe avant d'agoniser :
Ton suprême regard m'émeut comme un baiser.

Ah ! laisse-moi jouir de ton apothéose
Au seuil des longs frimas et de l'hiver morose ;
Mettre à profit ton règne une dernière fois ;
Suivre tes pas furtifs dans l'épaisseur des bois ;
Accueillir tes rayons ; absorber ta lumière ;
Emporter dans mes yeux sa dorure plénière
Pour me réchauffer l'âme à son beau souvenir,
Lorsque le ciel se voile et le froid va venir...
Laisse-moi m'attacher à chaque fleur qui tombe
Dans l'instant qu'elle va se perdre dans la tombe.
Fais-moi goûter, Nature, en toute piété,
Ta multiple, éphémère et riche majesté...
Que mon cœur soit l'écrin où le passé fleurisse
Dans ses matins couleur d'iris et de narcisse ;
Ses ciels où l'alouette en chantant voletait ;
Ses midis de soleil, où le blé miroitait ;
Ses soirs de vers luisans et ses nuits étoilées ;
Ses senteurs par la plaine, à l'aurore, exhalées ;
Rayons, gaités, reflets, murmures et chansons ;
Doux loisirs sur la mousse ; oasis des frondaisons ;
Heures de flânerie aux paisibles clairières,
Thyrses de lilas blancs et de roses trémières
O Printemps qui narguait la nuit de l'avenir,
O délices des jours, voici qu'il faut finir...
Sur la nef du départ où se jouait la brise,
Vos jeunes fronts, chargés de lys et de cytise,
De crocus et d'arum, se levaient, orgueilleux,
Dans un défi superbe à l'Olympe et ses Dieux.
Vous ignoriez alors votre courte durée,
Et que la mort, déjà, vous guettait, fils de Rhée,
Dans la brièveté de vos faibles instans,
Avec Octobre, but que vous fixa le Temps.

Adieu l'oiseau qui chante, adieu les douces roses.
Adieu toutes les fleurs qu'avril avait écloses.
Adieu le tiède éther que le gel va ternir.
Chaque feuille qui tombe évoque un souvenir.
C'est Octobre! Je pense à vous, ô ma chérie
Je mêle mon amour à cette griserie
De parfums, de couleurs et de suavité :
Dais magnifique offert à votre royauté!...
Il me souvient du jour où je vous ai connue.
Votre robe traînait sur la mousse menue;
Des feuilles d'or pleuvaient sur vos cheveux dorés;
Le décor de l'Automne en vos yeux adorés
Se reflétait ainsi qu'en un miroir limpide.
Octobre vous tendait sa guirlande splendide.
Vous étiez toute rose en l'Automne emouvant,
Et votre joie était un miracle vivant.
Votre fraîcheur charmait les brindilles flétries.
L'Automne, sur vos pas semant ses pierreries,
M'était plus cher alors que le plus fier Printemps;
Et la précarité de ses jours éclatans,
Tout cet effeuillement navrant de la Nature,
Me semblait aussi beau qu'un lever d'aube pure.
L'espoir me dérobait le deuil du bois désert.
Mon cœur était sans crainte en pensant à l'Hiver.

Et puis, c'est en ce mois que vous êtes partie.
Votre amour a duré moins qu'une fleur blottie
Aux replis d'un ravin par l'Automne guetté...
Un sourire, un caprice, et vous m'avez quitté...
Votre grâce, au tournant du chemin solitaire,
Ne fut plus qu'un distant et décevant mystère.
Qu'Octobre allait porter, avec l'âme des fleurs,
Au gouffre de l'oubli, sans pitié pour mes pleurs.
Ah! que vous étiez belle et grande, mon amie!
Vous étiez la ferveur, l'ardeur et l'eurythmie;
L'éternelle, sublime et fraîche illusion;
La foi reconfortant l'âme de son rayon.
La forme du baiser s'arquait sur votre bouche.
Comme Mab animant l'objet que sa main touche,

Vos doigts, pressant mes doigts, faisaient jusqu'à mon cœur,
Tel un ruisseau vivant, refluer leur chaleur.
Les fruits où vous mordiez, vous les jetiez dans l'herbe.
Vous portiez dans vos bras des fleurs à pleine gerbe.
Vous cueilliez des jasmins et les lanciez dans l'eau.
L'Automne de ses ors vous faisait un halo.
Vous étiez belle ainsi qu'une nymphe de Grèce.
Sous vos pas l'on voyait éclore la tendresse
En rejets merveilleux dont vous vous couronniez.
Et le bonheur naissait où se posaient vos pieds.

O chère, vous m'avez escorté dans la vie,
L'espace d'un accord, puis vous êtes partie...

Et j'erre maintenant dans les lieux désolés
Où résonnaient vos chants et vos rires ailés.
Voici le taillis d'aulne où l'amour en silence
Vous jeta sur mon cœur, tremblante. Voici l'anse
Où nous nous abritions au bosquet de bouleaux.
Le fleuve, à nos baisers, ralentissant ses flots,
Jaloux, nous semblait-il, de nos longues étreintes,
S'attardait sur la rive à chercher les empreintes
De vos pas imprimés sur le sable soyeux,
Afin de les baigner de mille pleurs pieux...

Mais tout cela n'est plus qu'un passé. Mon amie,
Que faites-vous depuis que vous êtes partie?
Je ne sais, désormais, hélas! plus rien de vous.
Qu'êtes-vous devenue? En quels sites plus doux
Votre grâce, adorable et superbe, vit-elle?
Les échos d'alentour, que souvent j'interpelle,
Indifférens et sourds, gardant votre secret
Opposent à ma voix un silence discret...
Je ne sais rien de vous, mon Dieu!... Les feuilles tombent.
Les fleurs de mon jardin pâlissent et succombent.
La vie au sein des champs paisiblement s'endort
Dans les bras que lui tend Octobre aux tiares d'or...
...Voici l'Automne... Il pleut de la mélancolie.
Qu'êtes-vous devenue, ô ma Jeunesse enfuie

L'ACCUEIL

Qui que tu sois : marchand ; pèlerin ; fier guerrier
 Que grandit la victoire et pare le laurier ;
 Artiste épris du rêve et des belles images ;
 Philosophe marchant sur la trace des Sages ;
 Poète qu'Apollon inspire ; paysan ;
 Vieillard pour qui la vie est un fardeau pesant ;
 Adolescent heureux de posséder la vie ;
 Femme que l'abandon ou l'amour ont suivie :
 Qui que tu sois, arrête au seuil de ma maison
 Ta marche fatiguée. Entre ! C'est la saison
 Où l'on aime au foyer dont la flamme pétille
 Présenter ses doigts gourds, cependant que scintille,
 Ça et là, sur le mur quelque rouge reflet
 Et que le vent secoue en passant le volet...

Entre ! Tu trouveras sur la table l'amphore
 Qu'un vin rose muscat joyeusement colore,
 Et dans l'assiette creuse où fume un lait bouillant
 La châtaigne et le pain de froment pur baignant.

Assieds-toi. Ne crains point les crocs aigus du dogue
 Qui se ramasse et gronde, ou qui, revêche et rogue,
 Évite la caresse, et, le poil hérissé,
 Ne quitte pas des yeux le passant harassé.
 Tout en te reposant, fais-moi tes confidences :
 Gains poursuivis ; jeux où se plaît la Providence ;
 Grands désirs que la Gloire a sans cesse comblés.
 Beaux rêves d'art en beaux chefs-d'œuvre modelés ;
 Graves enseignemens puisés à la sagesse ;
 Poèmes que dicta la Muse enchanteresse ;
 Labeur tenace et dur de la glèbe ou du champ ;
 Désir triste et craintif du trépas approchant ;
 Jeune espoir éclairant de son aube la route ;
 Amante qu'un amour partagé charme toute,
 Ou saignant à jamais de l'affreux abandon...

Ainsi j'écouterai ton récit, bref ou long,
Sans mêler à tes mots de bonheur ou de haine
L'écho de mon passé d'allégresse ou de peine,
Pour ne pas amoindrir, le comparant au tien,
Ton passé triste ou gai, dont ne subsiste rien, —
— Sur la grève du Temps insignifiante écume, —
Qu'un souvenir, voilé de joie ou d'amertume,
Mais qui, dans le présent, te reste cher encor,
Parce qu'il fut ta vie avant d'être la Mort.

LORSQUE LA NUIT DESCEND

Lorsque tombe le soir lentement sur la terre,
Alors j'entends la voix du silence gémir
Dans les cyprès bordant les champs pleins de mystère,
Comme un faon orphelin que la nuit fait frémir.

Le sol laisse échapper des parfums d'ombre tiède.
La détente un moment envahit les pensers.
Et le long bruit de mer sortant de la pinède
Évoque un flot obscur où les morts sont bercés.

O morts, mes morts chéris, qui reposez dans l'ombre,
Jamais je ne vous sens plus rapprochés de moi
Qu'à l'heure où le soleil descend, décline et sombre
Derrière les coteaux qui rougissent d'émoi.

Car, tout au doux rappel de ses chères tendresses,
Mon cœur, que la ténèbre enveloppe, n'est plus
Distract aux bruits du jour, et goûte l'allégresse
De revivre à loisir les instans révolus.

Et comparant son sort à votre paix immense,
Imaginant les maux qu'il doit encor souffrir,
Il vous envie, épris de votre grand silence,
O morts, d'avoir enfin mérité de mourir.

LE PASSÉ

La brume étend partout sa gaze diaphane.
De confuses rumeurs s'élèvent çà et là.
La Nature, assoupie et fragile, se fane
Sur les bords des sentiers d'où l'Amour s'envola.

Les bouleaux élancés mettent leur tache claire
Parmi les châtaigniers, dans l'air silencieux.
Sous ses dentelles d'eau l'heure est crépusculaire,
Et l'aube, sans lueur, n'anime pas les cieux.

L'âme est comme un parterre où la mélancolie
Promène ses langueurs et son rêve attristé,
Au milieu des rameaux qu'abandonne la vie
Et d'une amère et froide odeur d'humidité.

Et tous les souvenirs des jours enfuis, près d'elle,
Ainsi que les oiseaux de l'arrière-saison
Sur le seuil d'un logis, viennent battre de l'aile
Et pleurer sans retour sur leur défleuraizon.

PIERRE DE BOUCHAUD.

REVUE LITTÉRAIRE

L'INFLUENCE FRANÇAISE EN ALLEMAGNE (1)

En 1772, il y avait à Göttingue un petit groupe de jeunes gens un peu fous, émus de poésie et qui s'abandonnaient à leur imagination résolument. C'étaient Voss, Bürger, Hölty, les frères Stolberg, Leisewitz, Miller et quelques autres, plus ou moins célèbres depuis lors. Vers la fin de l'été, un soir, comme le clair de lune était particulièrement beau, ils partirent pour une promenade, au cours de laquelle il leur serait donné de communier avec l'admirable nature. Ils gagnèrent la campagne, burent du lait dans la cabane d'un paysan, puis arrivèrent à un endroit où les chênes faisaient une sorte de bosquet charmant. Ils couronnèrent de feuillage leurs chapeaux. Et ensuite, ces grands garçons, déraisonnables sans barguigner, dansèrent une ronde. Ils prirent à témoin de leur amitié la lune indifférente et les innocentes étoiles et fondèrent un cercle de camarades qui, en souvenir de cette heure enchantée, porterait le nom du Bosquet. L'année suivante, le 2 juillet, les membres du Bosquet se réunirent chez l'un d'eux, pour célébrer l'un des plus ennuyeux poètes d'Allemagne, — mais ils l'adoraient, — l'auteur de *la Messiade*, Frédéric-Gottlieb Klopstock. Aujourd'hui, nous avons beaucoup de peine, je crois, à nous figurer ce vif enthousiasme qu'on eut pour ce Klopstock. Un passage de *Werther* m'a toujours étonné, même déçu. Les deux amans sont à la fenêtre. Au loin, le tonnerre gronde ; les champs, mouillés de pluie, exhalent des parfums enivrants. Accoudée,

(1) L. Reynaud, *Histoire générale de l'influence française en Allemagne* (Hachette). Du même auteur, *Les origines de l'influence française en Allemagne*, tome I^{er} ; le tome II est en préparation (Champion).

la jeune fille regarde le ciel, et bientôt regarde le bien-aimé; ses yeux sont pleins de larmes. Elle pose sa main sur la main de Werther, en disant... On s'attend qu'elle dise quelque chose de tendre et de pâmé... Elle dit : « Klopstock ! » Une Lolotte de chez nous aurait trouvé mieux, il me semble. Mais enfin, Klopstock était alors le poète préféré de toutes les âmes sentimentales. Et les jeunes gens du Bosquet, précurseurs de ce mouvement romantique appelé *Sturm und Drang*, — autant dire, si je ne me trompe, Orage et Désir, bref Passion, — avaient choisi Klopstock pour leur maître, ou mieux leur prophète. Ils se réunirent donc, le 2 juillet 1773, dans la chambre de Hahn, leur ami. S'ils ne firent pas leurs agapes dehors et à même la sainte nature, c'est qu'il pleuvait ce jour-là. Une longue table était tout ornée de fleurs. Et, à la place d'honneur, il y avait un grand fauteuil, enguirlandé de giroflées et de roses : le fauteuil de ce Klopstock. Seulement, Klopstock n'étant pas là, on assit, pour ainsi parler, sur son fauteuil son œuvre, la pile de ses œuvres complètes. On commença par des chants triomphaux; l'on mangea; l'on vida, en l'honneur du poète, maints verres de vin du Rhin : ce fut, pour Hahn, l'occasion de déclamer à très haute voix une ode de Klopstock, le *Vin du Rhin*. D'autres odes, sur la liberté, eurent un succès magnifique : et l'on gardait son chapeau sur la tête, en signe de désinvolture. Quelqu'un, Bürger probablement, cita le nom de Wieland. Aussitôt tout le monde se leva et cria : « Mort à Wieland, corrupteur des mœurs allemandes ! » et : « Mort à Voltaire ! » Voltaire, c'était, pour cette jeunesse allemande, le vivant symbole de la France et de sa littérature ; et, Wieland, ils ne lui pardonnaient pas d'être, dans leur pays, le poète qui avait le plus parfaitement subi, ou reçu, l'influence française. Car ils cédaient à une violente velléité nationaliste : et c'est toute la signification de leur repas. Wieland était, à leurs yeux, le traître. Sous le fauteuil où siégeait l'œuvre complète de Klopstock, ils avaient jeté, après l'avoir mise en lambeaux, l'*Idris* de Wieland. Puis, quand le punch flamba, l'on y alluma les pipes, au moyen de feuillets arrachés à l'*Idris*. Un poète au cœur fatigué, qui ne fumait pas, dut racheter sa nonchalance en piétinant ce qui restait du volume. Et parmi les relens de la mangeaille, la fumée du tabac, les vapeurs de l'alcool, on jura d'en finir avec l'hégémonie française, avec la débauche de Lutèce, avec l'impiété des philosophes parisiens : on rendrait à la vieille Allemagne son pur esprit, sa pure littérature et sa chasteté légendaire. On écrivit à Klopstock, pour lui demander sa bénédiction, qu'il donna très volontiers, car il était l'obligeance même.

Cette révolte ne manquait pas d'entrain ; et l'on peut dire qu'elle eut des conséquences, si elle marque le début de l'autonomie intellectuelle que l'Allemagne chercha désormais. Dans les années qui ont suivi notre défaite de Rossbach, il est certain que le prestige de la France diminua dans les pays voisins. Et Frédéric II, à qui l'Allemagne dut son orgueil en ce temps-là, ne goûtait, lui, que notre littérature et nos arts : les événemens tournent à leur manière capricieuse et autrement que ne le devinaient, ou ne le souhaitaient, leurs auteurs principaux. Mais une révolte est l'indice d'une servitude. L'influence française, que ces jeunes gens de Göttingue voulaient secouer, on l'a niée ou bien on l'a réduite à peu de chose, même en France : ces jeunes gens la sentaient forte, la sentaient lourde et efficace. Plus ils mettent d'énergie à la dénoncer comme une détestable oppression, mieux ils avouent qu'elle leur a pesé. D'ailleurs, c'est vite fait, de boire à la santé du libre génie allemand : c'est plus difficile de le manifester par des poèmes ; et, quand ces écrivains, prompts à trinquer, en furent à publier leurs écrits nouveaux, on put voir qu'ils étaient encore les élèves, parfois dissipés, de nos poètes.

La question de l'influence française en Allemagne, passionnément controversée depuis longtemps, et mal posée presque toujours, et faussée à l'envi par des historiens illustres, des critiques notoires, a tenté l'un de nos érudits les plus attentifs, M. Reynaud, qui vient de lui consacrer un volume de plus de cinq cents pages, in-octavo ; et ce n'est, dit-il, qu'un « tableau largement brossé : » non, non, mais le travail d'un peintre méticuleux !... Son *Histoire générale de l'influence française en Allemagne*, M. Reynaud la vit d'abord, assure-t-il, comme une espèce d'introduction à une étude beaucoup moins rapide et succincte. Mais, une introduction de cinq cents pages, cela dépasse les limites habituelles d'un avant-propos : et il consentit alors que, somme toute, il avait écrit une histoire. Néanmoins, il continue ses recherches. Sur les *Origines de l'influence française en Allemagne*, de 850 à 1150, il a donné un premier tome, énorme ; et il prépare le second : le deuxième, qui sait ?... Il y a là un peu d'excès, à mon avis. La patience de l'auteur, si méritoire, demande au lecteur une assiduité remarquable. L'auteur avoue qu'il n'ose pas s'adresser aux « gens du monde ; » il ne prétend qu'aux « gens cultivés. » C'est déjà très joli ! Mais son livre, son résumé, n'est pas d'une lecture aisée et perpétuellement agréable. Peut-être aurait-il mieux valu résumer davantage encore, ne point accumuler les petits faits qui tendent tous à une même conclusion, dégager plus nettement les épisodes caractéris-

tiques, et enfin marcher d'une allure un peu plus gaillarde. Nous piétinons quelquefois, auprès de notre guide. Après avoir piétiné, nous ne savons plus où il nous mène. Et cet inconvénient l'oblige à des redites, qui ne sont amusantes pour personne. J'insiste : les érudits ont tort de ne pas veiller à notre plaisir. Cette négligence, à l'endroit de notre plaisir, n'est pas fort ancienne chez nous. Et d'où vient-elle ? D'Allemagne ! L'influence allemande chez nous, c'est ici qu'on peut la surprendre. Mauvaise influence, et contre laquelle nous nous révolterons un de ces jours, après la revanche de Rossbach et de Sedan. Les érudits possèdent la vérité. Ils l'ont découverte ; et ils nous la refusent : c'est nous la refuser que nous l'offrir d'une façon mal engageante. Sommes-nous frivoles par trop ? Ils ne le sont point assez. Il leur est venu, — d'Allemagne, hélas ! — une manie d'austérité, à laquelle je ne trouve ni utilité ni grâce. Pourquoi ne se contentent-ils pas d'être sérieux ? Cela suffirait. Sérieux ; aimables cependant. Ne nous aiment-ils pas ? Ils nous dédaignent ; non sans orgueil, ils s'enferment dans leur solitude. Et ils demeurent ésotériques ; nous demeurons ignorans. Une science plus gentille rendrait service à nous, et même à eux. Peut-être n'est-il rien qui vaille la peine d'être dit et qu'on ne puisse dire, presque gaiement, à presque tout le monde.

Cependant, gardons-nous de méconnaître l'effort considérable de M. Reynaud. Les résultats auxquels il aboutit laborieusement sont une acquisition véritable ; on a, en le lisant, la certitude heureuse de recevoir, non pas une opinion : de la réalité, rare présent. Que de recherches il lui a fallu mener à bien ! Cette influence que notre pays a exercée en Allemagne n'est pas seulement de qualité littéraire, mais philosophique, artistique et morale. Elle se révèle de la façon la plus variée, souvent la plus imprévue, dans les objets où d'avance on l'aurait le moins soupçonnée. Elle s'infiltré par des chemins cachés et confus. Puis, une idée qui passe les frontières ne voyage pas sans des péripéties nombreuses ; elle se modifie, prend les costumes et la mode des pays qu'elle traverse : et ne va-t-elle pas, sous de multiples déguisemens, nous échapper ? Tâche immense et délicate, celle que M. Reynaud ne craignit pas d'assumer : examiner dans le détail deux littératures, la française et l'allemande, deux histoires, la nôtre et l'histoire des Germains, l'histoire politique et militaire, l'histoire des institutions et l'histoire morale de deux nations qui sont en rapports de guerre et de commerce depuis plus d'un millier d'années. Pour augmenter encore la difficulté de l'entreprise, il y avait le prodigieux entassement des livres, dissertations et mémoires qui ont encombré

le problème, qui ne l'ont pas éclairé, qui l'ont obscurci. Je reproche à nos érudits la lenteur embarrassée de leur dialectique : c'est qu'ils ne bougent pas commodément parmi la quantité des matériaux, quelquefois en décombres, apportés par leurs devanciers. Il y a là du mauvais et du bon. Ce n'est pas dans un chantier parfait que le savant moderne travaille, mais dans les démolitions d'une bâtisse qu'on appelle la science, bâtisse de Babel, toujours à recommencer. Chaque ouvrier la recommence ; et il emploie les pierres que d'autres ont taillées : il les taille à son tour, corrigeant les fautes d'un imbécile ou d'un maladroit. Et il n'en finit pas. Quant au problème de l'influence française en Allemagne, comme il n'en est pas de plus divers et de plus embrouillé, peut-être aussi n'en est-il pas qui ait également souffert d'une malfaçon, tantôt involontaire et tantôt pareille à un industriel sabotage. Ces jeunes gens de Gœttingue, si ardens à réagir contre l'influence française, ont donné, dans leur pays, le signal d'une activité qui, depuis lors, n'a pas eu de cesse. Les poètes et les écrivains de toute sorte firent de leur mieux, et avec succès ou non, pour être originaux ; les érudits se chargèrent de démontrer qu'au surplus cette influence française n'existait pas et, en quelque sorte, n'avait point existé.

L'on se trompe, chez nous, sur la science allemande, quand on se la figure impassible, détachée de tous intérêts autres que la seule et intangible vérité. Ce n'est pas en Allemagne, c'est en France, au Collège de France, et en 1870, pendant la guerre, qu'un savant prononça ces mémorables paroles : « Je professe absolument et sans réserve cette doctrine, que la science n'a d'autre objet que la vérité, et la vérité pour elle-même, sans aucun souci des conséquences que cette vérité pourrait avoir dans la pratique. Celui qui, par un motif patriotique, religieux et même moral, se permet dans les faits qu'il étudie, dans les conclusions qu'il tire, la plus petite dissimulation, l'altération la plus légère, n'est pas digne d'avoir sa place dans le grand laboratoire où la probité est un titre d'admission plus indispensable que l'habileté. » Le grand Gaston Paris formulait ainsi l'évangile de la science française, évangile contre lequel les savans d'outre-Rhin ne se privèrent pas de pécher avec un zèle continu. La France était enclose dans le « cercle de fer » des armées allemandes, lorsque Gaston Paris refusait si noblement de soumettre la science à des argumens patriotiques : et le sujet de son cours était *la Chanson de Roland et la Nationalité française* ; d'un bout à l'autre de ses leçons, pas une fois il ne broncha. Mais eux, les savans d'outre-Rhin, c'est après la défaite d'Iéna, puis après la victoire de Sedan qu'ils vouèrent une érudition

passionnée à l'initiative commune de requinquer, puis d'exalter l'orgueil national. Je ne dis pas qu'il n'y ait là aucune beauté; mais tromperie, incontestablement. Les érudits allemands, — sauf toutes les exceptions honorables qu'on voudra, — se sont embauchés dans les troupes irrégulières du pangermanisme. Pour peu qu'on le sache, et c'est l'évidence même, on n'aura guère été surpris du manifeste dit des « Intellectuels allemands, » où tant de contre-vérités impudentes compromettent la signature de professeurs et de philologues notoires.

Schlegel a composé son *Cours de littérature dramatique* pour démontrer que, sur les ruines de la civilisation gréco-latine, les Germains christianisés, sublimes inventeurs, ont édifié la civilisation nouvelle. Gervinus a composé son *Histoire de la littérature nationale* « pour signifier à ses compatriotes qu'ayant derrière eux déjà l'apogée de leur production littéraire, ils eussent à se tourner vers l'action. » Mommsen, dans son *Histoire romaine*, « prêchait la restauration de l'Empire. » Ranke, Sybel et Treitschke « préparaient les voies à la Prusse. » Eh bien! qu'ils préparent les voies à la Prusse, qu'ils prêchent la restauration de l'Empire, encouragent leurs compatriotes à l'action, vantent le génie créateur des Germains, c'est leur idée : qui la leur reprocherait? Seulement, leur idée, ils l'ont dissimulée ou déguisée sous les dehors de l'histoire : et, leur astuce, la voilà. Où l'astuce devient le plus sournoise, c'est dans l'érudition proprement dite. On sait qu'un historien, si intègre qu'on le suppose, cache toujours un orateur : on se méfie. On ne se méfie pas d'un philologue, d'un mythologue. Philologues et mythologues allemands profitèrent de la créance qu'on leur accordait; ils en abusèrent et, sous couleur de science impartiale, ils tirèrent à eux, à la Germanie, ce qui n'appartenait point à eux, ni à la Germanie. En fin de compte, ils élaborèrent cette illusion : « à savoir (dit M. Reynaud) que, dans n'importe quel ordre de faits, il convenait d'abord de définir le rôle de l'Allemagne, les événemens les plus importants de la civilisation ne pouvant avoir leur origine que dans un effort spontané du monde germanique. » Les Germains étaient « le sel de la terre. » A toute mythologie étrangère, ces malins trouvaient une racine dans le sol tudesque; les coutumes ou les légendes, les thèmes lyriques ou épiques de l'Espagne, de la France ou de l'Irlande, ils les rattachaient à des origines allemandes. Leurs *Nibelungen* étaient la source de la poésie universelle, tandis que ces *Nibelungen* dépendent très étroitement de nos épopées féodales et tandis que l'auteur des *Nibelungen* avait la tête farcie de notre littérature médiévale. L'architecture gothique, l'art français par

excellence, passa pour une invention des Germains, et à tel titre que, sous le règne de Frédéric-Guillaume IV, la cathédrale de Cologne étant restée inachevée, les « Intellectuels allemands » se cotisèrent et, de leurs deniers, payèrent les architectes et maçons qui munirent des suprêmes clochetons et flèches un chef-d'œuvre si allemand. Ce chef-d'œuvre n'était, sauf la vaine surcharge des fioritures, que la mauvaise copie de nos cathédrales. On ne l'ignorait qu'à demi ; et l'on aima cette imposture qui flattait la fatuité nationale. L'enquête ne serait pas longue pour dénicher, dans la moindre thèse d'un *privat-docent*, les traces de la volonté pangermaniste. Mais oui ! et tels de ces gens qui vous ont l'air de ne chercher que des étymologies, tranquille besogne, sont de faux linguistes : leur intention secrète et la récompense dont l'espoir les anime est d'enlever à la fécondité romane maints rejetons qu'ils offriront au géniteur allemand.

Tout cela, tout ce formidable travail, attifé de pédantisme et fortifié d'un appareil imposant de commentaires et de discussions critiques, c'est la science allemande, annexe de la politique allemande. Ces érudits ne sont pas les simples servans de la vérité, mais plutôt les auxiliaires d'une vérité allemande à la fabrication de laquelle ils ont collaboré puissamment, et en tapinois, et avec des mines benoîtes, comme ces autres auxiliaires du pangermanisme, les informateurs ou espions. Les uns et les autres nous ont dupés.

Si l'on veut voir jusqu'où alla cette duperie, laissons nos romantiques s'attendrir sur la sensibilité allemande : ce sont des poètes. Mais voici deux historiens, Renan et Michelet : ils applaudissent à la victoire de Sadowa, comme au triomphe excellent de la moralité allemande. Et Renan, qui passe pour connaître fort bien le moyen âge, accorde facilement que notre civilisation médiévale provient, en majeure partie, d'Allemagne. Certains phénomènes se sont pourtant manifestés plus tôt et plus complètement chez nous que chez le voisin : Renan déclare, dit M. Reynaud, que « mainte idée germanique avait rencontré chez nous un terrain plus favorable pour germer et s'épanouir que dans sa patrie première. » Cependant, on ne l'aperçoit pas en Allemagne premièrement, cette idée qui a germé, qui s'est épanouie en France. Non ; et, tout simplement, on suppose qu'elle était d'abord là-bas. Pourquoi ? C'est un hommage rendu à la bonne Allemagne. On aime l'Allemagne. Un peu plus tard, quand on cessa de l'aimer, on lui continua une déférence de qualité scientifique. M. Reynaud ne cite, parmi nos historiens, que Duruy comme ayant résisté à l'engouement germanique de son époque. Duruy, dans son

Histoire des Romains, écrivait : « Le livre de Tacite est l'évangile historique de nos voisins et ils en ont fait sortir quantité d'admirables choses pour l'honneur de leur race. Avec une imprudente générosité, nos savans les ont longtemps soutenus dans leurs prétentions à ne voir d'autres facteurs de la civilisation moderne que le germanisme, *das Germanentum*, comme si le reste des nations étaient demeurées inactives et silencieuses devant la révélation nouvelle descendue du Sinaï germanique... » Il ajoutait : « La vérité est que, durant quatre siècles, cette race de proie fut le fléau du monde ; et Grégoire de Tours répond à Tacite quand il montre les instincts malfaisans et grossiers de ces hommes sans respect pour la parole jurée, sans pitié pour le vaincu, sans foi envers la femme, l'enfant et le faible... » On dirait ces lignes écrites d'hier, il me semble ; Duruy ne s'était pas trompé sur la race de proie. Les collègues de Duruy avaient été et, après lui, malgré son avertissement, furent encore menés en erreur par cette érudition d'outre-Rhin que j'appellerais volontiers, selon le mot de M. Léon Daudet, un subtil travail d'Avant-guerre.

Favorisée par notre singulière complaisance, la critique allemande arriva le mieux du monde à ses fins : elle réalisa et, par tous les moyens, elle vivifia cette doctrine mensongère d'une Allemagne qui a civilisé l'Europe, que les autres pays ont empêchée d'accomplir toute sa mission et qui, en dépit de toutes résistances, l'accomplira. Or, ne hasardons point de prophéties ; mais jugeons le passé. M. Reynaud, les érudits d'Avant-guerre ne lui imposent pas. Il a repris toute la question comme si personne ne l'avait résolue encore d'une manière ou d'une autre. Avec bonne foi, sans négliger rien, sans ménager ni son temps, ni sa peine, sans préoccupation d'aucune sorte et animé du seul désir de savoir, il a étudié une à une toutes les pièces du procès. Voici sa réponse : depuis l'origine des deux pays voisins jusqu'à nos jours, et plus ou moins heureusement selon les siècles, l'influence française, toujours active, a civilisé l'Allemagne ; tout ce qu'a de civilisation l'Allemagne, l'Allemagne le doit à la France, et la fameuse *Kultur* que vantent les Germains sans modestie est un cadeau de nous, un cadeau qui d'ailleurs n'a point embelli chez eux. Pour aboutir à cette conclusion, si exactement opposée à celle que constituait le patient orgueil de nos émules, tandis que nos savans ne déjouaient pas la ruse, il a fallu, — on excusera cette métaphore de guerre, — gagner, de tranchée en tranchée, les positions indispensables à une conquête de vérité : positions d'où l'ennemi nous avait délogés et qu'aussi nous avions abandonnées trop aisément. Et je reprochais à

M. Reynaud la lenteur de ses manœuvres offensives ; certes, il ne va pas vite : mais pouvait-il se lancer plus hardiment sur un terrain miné, parmi les embûches et parmi la préparation formidable de l'imposture ? Il chemine avec une sage précaution ; quand une fois on a compris sa tactique et les nécessités de sa méthode, on l'accompagne volontiers.

Les cinq cents pages in-octavo de son *Histoire générale*, comment les résumerai-je, si déjà elles ne sont qu'un résumé ? Je ne souhaite que de retracer les grandes lignes de l'ouvrage. Eh bien ! dès le commencement de l'Europe, le Germain barbare est, pour la pensée, le tributaire du Celte : pour la pensée, et dans l'action même. Le Celte lui enseigne le labourage, la construction des villages et des villes, le combat, la poésie qui chante les héros, l'art qui orne la rude existence. La Gaule chrétienne évangélise la Germanie ; elle importe en Germanie le secret de la vie policée, l'organisation de l'État. Nos religieux, Clunisiens, Cisterciens et Prémontrés, vont en Germanie défricher le sol, former des artisans et des artistes, ouvrir les âmes à de belles croyances. Au ^{xii}^e siècle, la France rayonne de prospérité : c'est une des époques les plus magnifiques de la France, une de celles où ont le mieux flori ses arts, sa poésie et sa gaieté ; c'est alors que naît la « douce » France, bien souriante, et qui invente, dans la richesse, le goût. Puis elle invente son aménité, une grâce nouvelle du cœur et de l'esprit, la courtoisie. On a comparé à Racine le poète Chrétien de Troyes : c'est lui faire beaucoup d'honneur, et plus que de raison. Mais, dans les poèmes de Chrétien, la politesse du récit, la finesse des sentimens et une élégance exquise témoignent en effet de la perfection délicate qui fut, en ce temps, naturelle et habituelle dans la société française. Le vocabulaire de l'amour n'a jamais été plus attentif, plus discret ; et l'amour n'a jamais été plus sincère à la fois et plus respectueux ; et les femmes n'ont jamais été environnées de plus d'égards, et plus ingénieux. La France porta en Allemagne sa trouvaille, la courtoisie : dangereux voyage, pour un si fragile chef-d'œuvre ! Les femmes allemandes ne s'attendaient pas à une telle aubaine ; et, les Allemands, il leur fallut renoncer à ces fortes réunions d'hommes, où l'on buvait, où l'on chantait sans vergogne ; il leur fallut, pour suivre la mode française, apprendre les règles de la causerie. Or, les critiques d'outre-Rhin réclament pour leurs ancêtres l'invention de la « *Frauenverehrung*, » — c'est le respect qu'on doit aux dames ; — pas du tout ! et les Français ne réussirent pas sans peine à dresser aux jolies manières ces barbares, d'ailleurs zélés. Le

plus difficile fut de leur faire admettre que, non, ce n'est point aux femmes à commencer le dialogue de l'amour : ils préféreraient qu'on vint à eux, avec de la complaisance toute prête. Et puis, le mysticisme de l'amour les importunait, comme aussi l'attirail compliqué des épreuves et des délais, tant de cérémonie ! Les premiers *Minnesinger*, là-dessus, montrent de la mauvaise humeur et laissent deviner la maladresse de leurs chevaliers galans, des rustres fort déconcertés. Un peu plus tard, Wolfram d'Eschenbach, Gottfried de Strasbourg, Hartmann d'Aue, Walther de la Vogelweide sont de charmans poètes et au courant de toute gentillesse : mais poètes courtois, c'est à la France qu'ils ont emprunté la maxime de courtoisie, principe d'élégance et de morale, discipline des passions et loi de renoncement. Tout de même, leurs bévues trahissent quelquefois leur bonne volonté. Wolfram d'Eschenbach n'évite pas les fautes d'une sensualité qu'il contient assez mal ; Hartmann d'Aue ne s'accoutume point à ce que les femmes aimées ou désirées ne fassent pas toutes les avances ; il refuse de « mettre l'honneur au-dessus de la vie » et ses chevaliers ne risquent pas inutilement, pour le seul plaisir de l'abnégation, l'aventure de la mort. Les successeurs de ces poètes sont franchement d'une autre sorte. Neidhart, lui, remplace les nobles dames par des Gotons ; Steimar débite des ordures. Les seigneurs n'ont plus pour modèles Arthur de Bretagne et ses compagnons ; mais ils épiloguent touchant le prix du blé, les vendanges, et retournent aux maritornes. Qu'est-il arrivé ? L'influence française en Allemagne décline ; aussitôt la vulgarité allemande triomphe. Mais alors, l'Allemagne organise ses libertés communales, sa bourgeoisie ; c'est encore à la France qu'elle demande des recettes. Puis, sous le règne de Louis XIV, la France élabore et conduit au plus merveilleux achèvement le système de ses idées. L'Allemagne adopte ce système intégralement : « conception de la vie politique, institutions civiles et militaires, attitude envers la religion, philosophie, usages mondains, rôle social de la femme, littérature, les arts, les métiers, tout est français, en Allemagne, jusqu'à la langue elle-même. » Schlosser écrit : « Nous avions tant de respect pour la langue et les usages de l'étranger que n'importe quel barbier français portait en Allemagne le titre de marquis et que, tandis que le docteur allemand marchait de pair avec le cocher, le maître de français était reçu à la Cour et frayait avec les altesses. » On proposait à Frédéric II, comme bibliothécaire, le célèbre Winckelmann, qui désirait, en fait d'émolumens, deux mille thalers ; et le Roi : « Pour un Allemand, mille thalers, c'est bien assez ! » Il engagea un très obscur bénédictin fran-

çais et lui donna, sans marchander, les deux mille thalers qu'il refusait à Winckelmann. A la table du prince de Zell, un soir, tous les convives étaient français; et quelqu'un dit: « Monseigneur, c'est assez plaisant, il n'y a ici que vous d'étranger! » Tard dans le XVIII^e siècle dure, en Allemagne, la domination spirituelle de notre pays: et Frédéric II le prouve. Quand on s'en aperçut, on se fâcha. Déjà Leibnitz, qui écrivait en français la *Monadologie*, réprimande ses contemporains comme ceci: « Nous avons érigé la France en parangon de tous les agrémens; nos jeunes gens, voire nos jeunes princes, ont méconnu en conséquence leur propre pays et admiré par contre toutes les choses de France. Ils ont discrédité leur patrie auprès des étrangers et aidé eux-mêmes à ce discrédit: leur inexpérience a pris, pour les mœurs et pour la langue allemande, une répugnance qui leur reste même quand ils ont acquis de l'âge et de la raison. » Et ces étudiants de Göttingue, qui se révoltent comme je l'ai raconté, sont des patriotes éperdus. Ils refusent de tolérer plus longtemps le servage intellectuel que la suprématie française leur a imposé. Mais, dans leur révolte même, ils sont les disciples de nos révoltés. Et que feront-ils? Rien.

Les deux époques les plus brillantes de la civilisation, de l'autre côté du Rhin, sont (dit M. Reynaud) celles où l'Allemagne « a été le plus étroitement dépendante de nos mœurs et de nos idées; » et « la loi de son développement ne lui est pas intérieure: c'est la loi de la civilisation française qui devint celle de l'Allemagne. »

Mais, dira-t-on, l'Allemagne a ses poètes, ses philosophes; elle a son originalité. Oui! Et, quand on prouve que, depuis les origines, l'influence française a éduqué l'Allemagne, on n'entend pas que l'Allemagne soit inféconde et nulle: seulement, c'est un fait que l'intervention de notre pays l'a fertilisée. Elle a ses poètes; et même, elle a sa poésie. Cela n'empêche pas que ses plus grands poètes ont reconnu leur dette envers la France; et Goethe s'écriait: « Comment aurais-je pu haïr les Français, un peuple auquel je dois une si grande partie de ma formation intellectuelle? » Puis, elle a ses philosophes; et il ne s'agit pas de nier la secousse que la philosophie a reçue d'Emmanuel Kant: à mon avis, on exagère la valeur de l'emprunt qu'a fait à Rousseau l'auteur des *Critiques*. Il n'en est pas moins vrai que la spéculation métaphysique a préludé en France, que l'admirable scolastique (si étrangement méconnue) passa de chez nous en Allemagne, que Leibnitz dépend de notre Descartes et que toute la philosophie allemande a été suscitée par l'œuvre de nos philosophes

Et, enfin, oui, l'Allemagne a son originalité. Mais, précisément, — et, si je me trompe, la faute n'en doit pas être imputée à M. Reynaud, que j'abandonne ici ; d'ailleurs, ne nous effrayons pas des mots : leur insolence s'atténue à la réflexion, — comme l'originalité française est une civilisation, l'originalité allemande est une barbarie. A chaque fois que l'Allemagne a voulu s'émanciper, à chaque fois qu'elle a pu le faire, elle a déchaîné des instincts, et non pas ordonné des pensées. A Francfort-sur-le-Mein, le jeune Goethe eut sous les yeux des exemples français. Il avait, chez son père, la compagnie d'un Français distingué, lieutenant de Soubise, le comte de Thorenc. Il assistait avec enchantement aux spectacles de la troupe française : « Les chefs d'œuvre du théâtre français, a-t-il écrit, seront toujours des chefs-d'œuvre ; c'est à eux que je dois mon inspiration dramatique. » Parlant à Eckermann de Voltaire et de nos écrivains, il disait : « Il ne ressort pas assez nettement de ma biographie quelle influence ces hommes ont exercée sur ma jeunesse. » Puis quand, à l'instigation du *Sturm und Drang*, il prétendit se dégager de nos écoles, il tomba dans l'extravagance, et voilà tout. Il délirait, ne fût-ce que pour éberluer ses amis. A l'auberge d'Elberfeld, il danse autour de la table si étrangement que ses amis sont, plus qu'éberlués, inquiets. A Darmstadt, souhaitant de montrer aux bonnes gens un poète et sa désinvolture, il se baigne tout nu, content d'ébaubir le monde. Et il a recours à mille absurdités, pour affirmer sa *Genialität*. Il avait la tête solide et put résister à ce surmenage de déraison ; mais, auprès de lui, un garçon plus débile, le malheureux Lenz finit dans la démence. Le jeune Goethe n'est-il pas un peu nietzschéen, déjà ? et les promoteurs du *Sturm und Drang* ne sont-ils pas des nietzschéens, par avance ? et, l'Allemagne, toutes ses crises de hardiesse indépendante n'ont-elles pas ce même caractère de désordre ? Le *Kraftmensch* qu'en ses jours délurés tout patriote allemand tâche d'être, c'est un sauvage vaniteux qui se débride. La sagesse de Goethe lui vint, non de ses origines germaniques, mais de son éducation française. La Germanie, semblablement, c'est la France qui l'a pourvue des seules règles qui, par momens, lui ont donné bon air ; elle ne s'est jamais échappée de nos disciplines que pour se livrer à ses velléités fantasques ou folles. La Germanie a besoin d'être, du dehors, civilisée, ou maîtrisée.

ANDRÉ BEAUNIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le proverbe qui dit qu'il ne faut pas changer de chevaux au milieu du gué a toujours paru d'une grande sagesse, mais cette sagesse n'est celle, ni du gouvernement austro-hongrois, ni même, quoique à un moindre degré, du gouvernement allemand. Ce dernier, qui avait déjà mis de côté le comte de Moltke, vient encore de changer de ministre de la Guerre. Pourquoi le général de Falkenhayn a-t-il été remplacé par le général Wild von Hohenborn? On ne nous le dit pas, et le fait n'a peut-être pas une grande importance. Mais ce qui se passe en Autriche-Hongrie mérite plus d'attention. Là, c'est tout un branle-bas. Le ministre commun des Affaires étrangères donne sa démission et un nouveau titulaire le remplace. Le président du Conseil autrichien disparaît à son tour et est remplacé par le ministre des Finances, gouverneur de l'Herzégovine et de la Bosnie. L'archiduc héritier se rend à Berlin et au quartier général pour causer avec le chancelier impérial et avec l'Empereur lui-même. Le baron Burian, nouveau ministre des Affaires étrangères, va lui aussi à Berlin voir son collègue allemand, M. de Jagow, et le chancelier de Bethmann-Hollweg. Les journaux s'ingénient pour découvrir les motifs de tous ces mouvemens et ne peuvent faire que des hypothèses. Nous n'avons pas la prétention de faire autre chose.

Le comte Berchtold a succédé au comte d'Éhrenthal en janvier 1912 : il a donc passé deux ans au pouvoir, et rarement deux années ont été, nous ne disons pas mieux, mais plus remplies que celles-là. On assure que le comte Berchtold n'avait accepté que par dévouement à l'Empereur, et sur la demande expresse de celui-ci, la lourde charge qui lui a été confiée : si le fait est vrai, il montre que le comte Berchtold se jugeait exactement lui-même. Il n'était pas l'homme de la situation. Sa volonté était trop vacillante et trop faible pour dominer les événemens qui ont surgi ; aussi n'est-ce jamais lui qui

a été le vrai ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie ; la direction est venue tantôt de Berlin et tantôt de Pest. Le comte Berchtold est allé à la guerre sans avoir bien compris où on le menait : il n'en a pas moins une lourde responsabilité dans les torrens de sang qui coulent aujourd'hui. Nul assurément ne regrettera sa retraite, mais il reste à savoir quelle en est la signification et dans quelle direction nouvelle l'Autriche-Hongrie va s'engager, ou être engagée. La personne de son successeur, le baron Burian, ne donne pas, à ce point de vue, une indication très précise. Le baron Burian est un diplomate de carrière qui passe pour spécialiste dans les questions balkaniques : il a pu les étudier dans différens postes et a été ministre des Finances et gouverneur de l'Herzégovine et de la Bosnie, fonctions qui ont toujours été réunies sur une même tête. Il est certainement mieux préparé à sa tâche que ne l'était le comte Berchtold, et on s'accorde à reconnaître son mérite ; mais il semble bien que ce n'est pas pour tous ces motifs que le choix de l'Empereur s'est porté sur lui. Le baron Burian a été nommé ministre surtout parce qu'il est Hongrois. Le comte Berchtold l'était aussi, mais il semble qu'il y ait des degrés dans cette qualité et que son successeur la possède à une puissance supérieure. En effet, le baron Burian n'est pas un Hongrois comme tous les autres, il est encore l'homme de confiance et un peu l'*alter ego* de M. Tisza. Et tous les regards se tournent aujourd'hui du côté de M. Tisza. On connaît cet homme politique, très entier dans ses idées, bien qu'il en change quelquefois, doué d'une volonté très forte, entreprenant, hardi, et dont la dictature déborde la Hongrie pour s'étendre sur l'Autriche. Si on recherche à qui, dans la monarchie dualiste, revient la principale responsabilité de la guerre, on reconnaîtra sans peine que c'est à la Hongrie de M. Tisza. Elle a voulu, elle veut toujours mal de mort à la Serbie, qui représente à ses yeux la révolte du monde slave contre la domination magyare en Transleithanie : c'est à Pest encore plus qu'à Vienne que la guerre a été déclenchée par une main résolue. Mais les événemens qui se sont succédé depuis ont trahi les espérances du début. L'enthousiasme qui a accueilli la déclaration de guerre n'a pas tardé à faire place à d'autres sentimens. On avait cru qu'une expédition en Serbie y serait une simple promenade militaire, qu'il n'y aurait nulle part de résistance sérieuse, et que le petit pays serait en quelques jours écrasé par le grand. Les déceptions sont venues vite. La Serbie a manifesté un héroïsme imprévu et, à l'heure même où sa situation paraissait le

plus désespérée, elle a remporté sur l'armée autrichienne une victoire écrasante. Ce n'est d'ailleurs pas seulement en Serbie que l'armée autrichienne a éprouvé des revers ; elle n'a guère été plus heureuse en Galicie. Déjà l'armée russe occupe les défilés des Carpathes, prête, dès la fonte des neiges, à entrer en Hongrie et à marcher sur Pest. Sur les autres champs de bataille les armées en présence se sont tenues mutuellement en respect et, si on aperçoit déjà de quel côté le fléchissement final doit avoir lieu, il ne s'est pas encore produit. Il n'en est pas ainsi en Galicie. Le territoire allemand n'a pas été envahi ; le territoire autrichien l'a été, et le mal paraît très grave. Que faire pour le réparer ?

A dire vrai, nous n'en savons rien, et nous ne croyons pas que l'Autriche-Hongrie puisse échapper tout à fait aux conséquences de ses fautes ; elle les expiera cruellement. Mais le comte Tisza a un tempérament de lutteur, et il veut lutter. Nous le verrons à l'œuvre. Il estimait que le comte Berchtold, dont le tempérament est très différent du sien, lui donnerait dans ce combat pour la vie un appui insuffisant : voilà pourquoi le comte Berchtold est tombé de la scène. Le baron Burian y fera-t-il meilleure figure ? Y sera-t-il plus heureux ? Son premier acte a été d'adresser à M. de Bethmann-Hollweg un télégramme sans fierté, auquel le chancelier allemand a répondu avec une condescendance protectrice. « Je prie Votre Excellence, a dit le ministre autrichien, de me prêter dans l'exercice de mes fonctions, pleines de responsabilité, le même appui vigoureux qu'elle a prêté à mes prédécesseurs pour le maintien des rapports intimes et empreints de confiance avec le gouvernement impérial allemand. » A quoi le chancelier a bien voulu répondre : « Votre Excellence peut être assurée de ma plus confiante collaboration et de mon appui sans réserve pour l'accomplissement des tâches, etc. » Voilà qui est bien ; mais si l'appui et la collaboration de l'Allemagne ne sont pas plus utiles au baron Burian qu'ils ne l'ont été au comte Berchtold, nous plaignons le nouveau ministre. L'Autriche-Hongrie ferait sans doute mieux d'attendre son salut d'elle-même que d'un allié dont la toute-puissance est déjà irrémédiablement brisée.

Il semble qu'elle en ait eu parfois l'intuition fugitive ; mais les velléités dont on a cru apercevoir quelques vagues symptômes n'ont pas encore pris corps. Le prendront-elles jamais, ou plutôt le prendront-elles avant qu'il n'en soit plus temps ? Pendant qu'on réfléchit, qu'on délibère, qu'on tâtonne à Vienne et à Pest, les événements marchent. Nous avons parlé, il y a quinze jours, des mani-

festations très significatives de la Roumanie. Le gouvernement s'y est tenu jusqu'ici, au moins en paroles, dans une correcte réserve, mais notoirement il arme et se prépare. C'est un gouvernement d'opinion, et l'opinion, en Roumanie, développe de jour en jour son action avec une intensité plus grande. Comment le gouvernement y résisterait-il? Qu'il soit d'ailleurs d'accord avec l'opinion sur le fond des choses, nul n'en doute : la réserve que nous avons constatée chez lui ne s'applique qu'au choix des moyens les plus efficaces et du moment le plus favorable. S'il laissait passer ce moment quand il sera venu, s'il n'agissait pas quand il faudra agir, le pays ne le lui pardonnerait pas. L'occasion qui s'offre en ce moment à la Roumanie de conquérir un territoire habité par 4 millions de Roumains ne se présentera probablement plus avant plusieurs siècles : aussi se montre-t-elle résolue à en profiter. Nous avons parlé de la mission roumaine qui est venue récemment à Paris pour nous faire part de cette résolution dans les termes les plus formels. Elle la cachait si peu que l'univers entier en a eu connaissance. L'écho de ces conversations, de ces toasts, de ces discours, a été entendu à Vienne, et il est à croire que les changemens politiques dont nous venons de parler en ont été influencés dans une large mesure. MM. Diamandy, Cantacuzène et Conztañtinesco ne mettaient pas en doute qu'un accord était déjà établi entre le gouvernement italien et le leur en vue d'une action commune quand l'heure du destin viendrait à sonner, et cette heure, ils la fixaient à une échéance précise et prochaine. Toutefois, la mission roumaine n'a pas eu jusqu'ici une contre-partie italienne. Après les paroles retentissantes que M. Salandra a prononcées il y a quelques semaines, rien de plus n'est venu de Rome, ce qui ne veut pas dire qu'on n'y parle pas, ni qu'on n'y agit pas ; seulement, tout y est enveloppé de mystère, et nous ne pouvons prévoir l'attitude et la conduite probables de l'Italie qu'en songeant à ses intérêts, qui sont les mêmes que ceux de la Roumanie et ne sont pas moins évidens. Mais peut-être y a-t-il plusieurs manières de les servir, et le gouvernement italien n'a-t-il pas encore choisi celle qui lui paraîtra décidément la meilleure. N'importe : ni à Vienne, ni à Pest, ni à Berlin, on ne peut désormais se faire illusion sur ce qui s'élabore à Bucarest et à Rome, et la diplomatie austro-allemande prépare, de son côté, un immense effort pour dissiper ou détourner un danger de plus en plus inquiétant. Le but qu'elle se propose est double : d'abord et avant tout retenir, si c'est encore possible, la Roumanie et l'Italie dans la neutralité qu'elles ont observée jusqu'ici et

pourvoir d'une manière plus active à la défense du territoire austro-hongrois.

Retenir l'Italie et la Roumanie dans la neutralité, qui n'en voit l'intérêt pour l'Allemagne et encore plus pour l'Autriche? Cette dernière, en effet, est directement visée; l'Allemagne ne l'est qu'indirectement et à travers son alliée. La Roumanie et l'Italie peuvent dire à l'Allemagne qu'elles ne lui veulent aucun mal. Elles n'ont rien à lui prendre, elles ne poursuivent pas sa ruine, elles n'ont affaire qu'à l'Autriche dont elles convoitent certains territoires. Si l'Autriche les leur cédait de bonne grâce, elles lui tendraient aussitôt la main et seraient avec elle les meilleures amies du monde. Mais l'Autriche peut-elle le faire? Qui le croira? On a bien dit que le prince de Bülów avait fait des promesses à l'Italie. Mais lesquelles? Quelles qu'elles soient, elles sont certainement insuffisantes. Les ambitions principales de l'Italie ne sont pas sur le Trentin; elles sont sur Trieste, sur l'Istrie, sur la Dalmatie, en un mot, sur la côte de la mer Adriatique. Et l'Italie a parfaitement raison de tourner les yeux de ce côté, car là est son avenir, ou du moins une partie notable de cet avenir. Elle renoncerait à sa fortune, si elle laissait échapper l'occasion providentielle que la fortune lui donne de réaliser les projets qui, depuis si longtemps, hantent son imagination et occupent sa pensée. Mais voit-on l'Autriche, pour avoir la paix avec l'Italie, se dessaisir bénévolement de provinces qui sont parmi les bijoux les plus précieux de sa couronne? La voit-on accepter une semblable humiliation? La voit-on renoncer à l'amiable à ce que la guerre la plus désastreuse pourrait lui coûter? Ce sont là des propositions, des insinuations qu'on ne peut pas faire à un grand pays qui a de l'honneur. Entre ce que l'Italie désire, ou plutôt veut et poursuit, et ce que le prince de Bülów a pu lui faire entrevoir comme concession possible, la distance est si grande qu'aucun pont ne saurait la combler. Et si de l'Italie, nous reportons nos regards sur la Roumanie, la situation n'est-elle pas la même? On a dit que, pour désarmer les Roumains, l'Autriche pourrait proclamer, ou plutôt promettre l'autonomie de la Transylvanie: mais ce n'est pas l'autonomie de la Transylvanie que veulent les Roumains, c'est la Transylvanie elle-même, et ils pousseraient bien loin la naïveté, s'ils croyaient que l'autonomie, à supposer qu'ils s'en contentassent pour la Transylvanie, survivrait à une guerre où l'Autriche serait victorieuse. Toutes les promesses d'aujourd'hui deviendraient alors des chiffons de papier que le vainqueur déchirerait sans scrupule. La Roumanie trouvera plus de sûreté

ailleurs. Elle a une armée excellente, instruite, bien outillée, composée de 500 000 hommes, sinon de davantage : elle ne saurait disposer d'un argument plus solide dans le conflit politique où elle se trouve déjà engagée par ses déclarations.

On le sent si bien à Berlin et à Vienne qu'on semble avoir renoncé aux promesses pour mettre en œuvre d'autres moyens d'action, c'est-à-dire la menace. Mais comme on craint que la menace d'avoir affaire à l'armée autrichienne ne fasse pas suffisamment peur, on montre à sa place l'épouvantail d'une armée allemande : humiliation nouvelle à laquelle l'Autriche consent. Les Italiens pourraient avoir l'idée de marcher sur le Trentin : on y découvre depuis quelques jours de nombreux officiers allemands, et il est à croire qu'on en découvre aussi du côté de l'Istrie. Qu'y a-t-il derrière cette façade ? Peu de chose sans doute. L'Allemagne n'a pas trop de toutes ses forces pour faire front contre les Russes et contre nous : elle aurait tort d'en distraire une partie de quelque importance pour les porter ailleurs. Le bruit court néanmoins que des troupes autrichiennes seraient envoyées dans les Flandres pour guerroyer contre nous, et qu'elles seraient remplacées à Trente, à Trieste, au Nord et au Sud des Carpathes par des troupes allemandes. Cesserait une manière de dire aux Italiens et aux Roumains : — Prenez garde et regardez bien à quoi vous vous exposez. Vous croyez que vous n'aurez affaire qu'aux Autrichiens ; cela explique votre audace et votre confiance ; mais vous aurez affaire à nous, Allemands ; vous connaissez notre force, elle doit vous faire trembler ! — On saura bientôt si les Roumains et les Italiens tremblent en effet devant la force allemande. S'ils le font, s'ils hésitent, s'ils s'abstiennent, s'ils laissent passer l'occasion qui ne revient pas, ils le regretteront longtemps. Dans le cas contraire, tout favorisera leur succès. Il y a quelques chances à courir, à la vérité, dans une politique d'intervention et d'action ; mais qui ne hasarde rien n'a rien. Ne rien hasarder, ou du moins ne le faire qu'au dernier moment, et pour l'effort le plus infime possible, est une politique qui a réussi quelquefois ; on comprend que les esprits ingénieux et subtils s'y complaisent ; mais elle est dangereuse et fertile en déceptions. La Roumanie et l'Italie abandonneraient-elles le certain pour l'incertain ?

On s'explique davantage l'inquiétude qui s'est répandue en Hongrie à la suite des revers de l'Autriche en Galicie. L'armée autrichienne n'est plus une couverture suffisante pour la Hongrie qui croyait pouvoir envahir si facilement la Serbie et qui se voit menacée elle-même d'invasion. Des préoccupations nouvelles se sont emparées

d'elle, préoccupations qui ont été à de certains momens assez vives et qui doivent l'être encore, car rien n'est survenu pour les calmer. Est-ce pour ce motif que M. Tisza s'est rendu, il y a quelques semaines, auprès de l'empereur d'Allemagne? Son langage pourrait le faire croire. Nous avons déjà parlé du discours assez singulier dans lequel il a fait entrevoir la possibilité pour la Hongrie de se séparer de l'Autriche, de rappeler son armée et de pourvoir elle-même à ses propres affaires. Cela aussi était une menace. La Hongrie, insuffisamment protégée, employait tous les moyens pour faire sentir qu'elle devait l'être davantage. Le langage de M. Tisza a sans doute été compris. Depuis, en effet, il a multiplié les affirmations les plus loyalistes au sujet de l'accord entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, et on vient de voir que le baron Burian, son délégué au ministère des Affaires étrangères, a abondé dans le même sens avec beaucoup d'énergie. Toutefois, ce ne sont là que des mots, et, en politique, les mots ne sont pas toujours d'accord avec les actes. La chose est vraie surtout de la politique austro-hongroise, et nous en avons eu des preuves récentes. Jamais le gouvernement autrichien n'a mieux parlé de ses intentions pacifiques qu'au moment où il préparait, d'accord avec l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, l'odieux ultimatum qu'il allait adresser à la Serbie. Il voulait endormir l'Europe dans une sécurité trompeuse à la veille même du jour où il aller pousser un cri de guerre.

L'Allemagne sait mieux que personne ce qu'elle doit croire des protestations de l'Autriche : mais, en même temps que celle-ci les prodigue, il semble bien qu'elle émette aussi des exigences et qu'elle cherche à les imposer. C'est à cet ordre d'idées que se rattache, dit-on, le voyage de l'archiduc Charles-François-Joseph à Berlin et au quartier général. Qu'advient-il de tout cela? Qui pourrait le dire? mais on le saura bientôt. Depuis quelques jours, une nouvelle expédition est en projet contre la vaillante Serbie. On compte que ses forces épuisées ne lui permettront pas de faire un nouvel effort pour repousser l'envahisseur, d'autant plus que, cette fois encore, l'Allemand se substituerait ou se joindrait à l'Autrichien et que le véritable envahisseur ce serait lui. Ce projet s'exécutera-t-il? Quelque grandes que soient ses ressources, l'Allemagne ne suffit pas à tout et, si elle étend encore son champ d'action, le moment viendra où son immense effort sera enfin rompu. Mais quelque chose se prépare et nous devons nous y attendre. Tout le mouvement, toute l'agitation dont nous sommes les témoins un peu étonnés, ces changemens de

ministres et de généraux, ces voyages multipliés donnent, au total, une impression de désordre et de malaise. Si les choses allaient bien chez nos ennemis, si la confiance régnait, si la Hongrie n'avait rien à redouter pour elle-même et effectivement ne redoutait rien, ce spectacle ne nous serait pas donné. Que penserait-on, qu'en dirait-on si nous changions fiévreusement nos ministres de la Guerre et des Affaires étrangères, sans parler de notre président du Conseil, car l'Autriche a aussi changé le sien ? Ce qu'on ne manquerait pas de dire de nous, il nous est permis de le penser des autres et d'y voir déjà un symptôme du dénouement où nous allons.

Nous y allons lentement, à la vérité, au milieu des difficultés et des obstacles, mais notre marche est sûre, et notre confiance est si forte que nous n'hésitons pas à reconnaître les accidents qu'il nous arrive d'éprouver. Comment pourrions-nous n'en avoir aucun dans une guerre qui s'étend sur un front de quatre ou cinq cents kilomètres et qui dure depuis six mois ? Ce serait miracle si nous n'y rencontrions que des succès. Nous avons eu un échec à Vrégný, dans les environs de Soissons : après un combat de plusieurs jours, nous avons abandonné quelques canons, rendus au préalable inutilisables, et de la rive droite de l'Aisne nous nous sommes repliés sur la rive gauche. La crue subite de ce cours d'eau, qui rendait précaires les communications entre ses deux rives, a été la raison principale de ce mouvement : il aurait été par trop imprudent de laisser une partie de nos troupes combattre avec une rivière débordée derrière elles, sans que nous pussions leur porter secours. Déjà l'inondation avait emporté plusieurs des ponts que nous avions jetés sur la rivière : il n'y avait pas d'autre parti à prendre que celui que nous avons exécuté. Que cette obligation ait été fâcheuse, nous ne cherchons pas à le nier, mais bien plus fâcheuses encore ont été pour les Allemands les défaites que nous leur avons infligées dans les nombreux combats où nous avons repoussé leurs furieux assauts contre notre extrême gauche. Nous n'avons cependant jamais parlé à ce propos d'une grande bataille que nous aurions gagnée et qu'ils auraient perdue : nous avons trop le sens de la mesure pour employer des expressions aussi disproportionnées. La bataille de la Marne seule a été une grande bataille : aussi a-t-elle eu une immense influence sur le reste de la campagne qu'elle a en quelque sorte conditionnée. Y a-t-il eu, en sens inverse, quoi que ce soit de comparable à Soissons ? L'ennemi a-t-il passé l'Aisne derrière nous ? Nous a-t-il poursuivis ? La situation militaire a-t-elle été modifiée dans son

ensemble ? Il n'y a eu rien de pareil. Nous avions conquis une position les jours précédents, nous l'avons perdue dans des circonstances exceptionnelles qui ne nous ont pas permis de prolonger plus longtemps notre effort à travers un pays submergé ; c'est à peine si l'affaire dépasse en importance celles qui se produisent quotidiennement ici et là et où la fortune favorise tantôt nous, tantôt nos ennemis. Ceux-ci n'en ont pas moins fait grand tapage de leur victoire : ils n'ont pas hésité à la comparer à celle de Saint-Privat qui a été, en 1870, si désastreuse pour nous. A Soissons, où donc est le désastre ? Nous ne voyons qu'un échec local, partiel, qui n'a pas eu de suites. Mais si nous avons le sens de la mesure et des justes proportions, les Allemands ont la manie du grossissement : tout ce qui leur arrive leur apparaît colossal. Cette fois cependant ils ont eu un autre but, en faisant sonner leur succès, que de se complaire dans le bruit qu'ils en faisaient. Ne pouvant pas en tirer un parti militaire, ils ont essayé d'en tirer un parti politique. Ils ont annoncé à l'étranger que la bataille de Soissons était pour la France le commencement de la débâcle. Bien imprudente serait la Roumanie qui ferait cause commune avec elle ! Bien folle serait l'Italie qui commettrait une pareille erreur ! Nous doutons que ces objurgations aient fait un grand effet à Bucarest et à Rome ; et, même en admettant qu'il y ait eu surprise le premier jour, ce jour a été sans lendemain, comme la victoire allemande elle-même. En réalité, rien n'est changé dans la situation respective des deux armées : la guerre ne sera pas près de finir aussi longtemps que l'une d'elles n'obtiendra pas de plus importants succès. Mais nous espérons bien que le moment approche où des coups plus décisifs seront portés.

En attendant, l'Allemagne se contente de victoires aériennes où elle tue quelques femmes, quelques vieillards, quelques enfants, au petit bonheur : les bombes tombent où elles peuvent du haut des aéroplanes ou des zeppelins, et ce ne sont pas elles non plus qui changeront le sort de la guerre. Les Allemands ayant à se venger des Anglais, l'ont fait à leur manière. Les Anglais avaient réussi un coup admirable en envoyant une escadrille d'avions bombarder Cuxhaven à l'embouchure de l'Elbe dans la mer du Nord. Il s'agissait là d'une forteresse couvrant un établissement militaire ; rien n'était donc plus légitime que le but que l'Angleterre s'était proposé et qu'elle a brillamment atteint. Et ce n'est qu'un commencement : l'Angleterre fera sans doute encore mieux, c'est-à-dire ira encore plus loin une autre fois.

On l'a bien senti ou pressenti en Allemagne ; l'émotion y a été très vive ; une revanche a paru indispensable. En conséquence, une escadrille de zeppelins, ou peut-être de simples aéroplanes, — on ne sait pas au juste, il faisait nuit, personne n'a rien vu, — s'est rendue sur les côtes d'Angleterre et a laissé tomber des bombes sur les villes ouvertes d'Yarmouth et de King's Lynn, après quoi, elle a pénétré dans les terres et a renouvelé le même exploit sur le château royal de Sandringham. Le Roi et la Reine y étaient quelques heures auparavant : les Allemands le savaient-ils ? on l'ignore, mais ils connaissaient certainement le caractère du château qu'ils avaient pris pour cible : ils ne feront croire à personne qu'ils l'aient confondu avec un établissement militaire. Au surplus, ils ne s'en embarrassent guère et les règles les plus usuelles du droit des gens ne sont pas pour les arrêter. Ils ont tué quatre malheureux dont une femme de soixante-douze ans et un enfant qui dormait dans son lit. Il y a eu, en plus, une dizaine de blessés. En présence de pareils actes d'inhumanité, on se demande : à quoi bon ? Quel effet les Allemands cherchent-ils à produire par des actes semblables ? Les aéroplanes et les dirigeables ont rendu, comme éclaireurs, de précieux services pendant cette campagne, mais, comme lanceurs de bombes, ils ont fait complètement banqueroute. On avait annoncé de leur part des choses formidables, on n'en a vu que de pitoyables, et cette dernière expédition germanique n'est pas de nature à modifier ce jugement. Réflexion faite, il est à croire que les Allemands, en inquiétant les Anglais sur leur propre territoire, espèrent les empêcher d'envoyer des armées sur le continent ; mais pour atteindre ce résultat, il faudrait inquiéter les Anglais bien davantage. Quand Napoléon organisait la flotte de Boulogne, on a éprouvé quelque appréhension en Angleterre et si aujourd'hui l'empereur Guillaume avait une flotte assez puissante pour être maître de la mer du Nord ou du Pas de Calais, ne fût-ce que pour quelques heures, le même sentiment se réveillerait sans doute ; mais aussi longtemps que l'Empereur ne disposera que d'un jouet malfaisant, tout au plus capable de faire une demi-douzaine de victimes, les Anglais auraient tort de prendre au tragique ce qui ne mérite même pas d'être pris au sérieux. La barbarie des Allemands fait horreur, elle peut provoquer de la colère mêlée de mépris : mais qui pourrait s'en alarmer ?

Ont-ils senti que, pour se faire craindre, ils devaient employer d'autres instrumens ? Peut-être, car, quelques jours après leurs zeppelins, ils ont envoyé une véritable escadre en Angleterre.

Enfin ! ont dû penser les Anglais. Depuis qu'ils avaient détruit la dernière escadre ennemie près des îles Falkland, il semblait qu'aucun navire de guerre allemand n'osât se risquer sur la surface des mers. Pourtant, le 24 janvier au matin, une escadre de patrouille anglaise commandée par l'amiral David Beatty aperçut quatre croiseurs de bataille allemands, plusieurs croiseurs légers et quelques contre-torpilleurs qui se dirigeaient vers la côte anglaise. Aussitôt la chasse commença. Les croiseurs allemands, surpris par une force qu'ils estimèrent tout de suite supérieure, s'enfuirent à toute vitesse, mais ils furent poursuivis et ne purent pas échapper au combat. Les croiseurs britanniques étaient le *Lion*, le *Tiger*, le *Princess Royal*, le *New Zealand* et l'*Indomitable*; les croiseurs allemands le *Derfflinger*, le *Seidlitz*, le *Moltke* et le *Blücher*. Ce dernier fut coulé, les autres plus ou moins gravement endommagés : ils auraient eu sans doute le même sort que le *Blücher* si, arrivé dans la région rendue dangereuse par les mines sous-marines, l'amiral Beatty n'avait pas dû abandonner la poursuite. Quoi qu'il en soit, voilà un combat correct, où des soldats luttent contre des soldats et où les choses se passent conformément aux lois de la guerre. L'Angleterre en éprouve une légitime fierté. Il est à désirer que d'autres se produisent, surtout s'ils doivent finir de même; mais les Allemands s'y exposeront-ils de nouveau ? Ils préféreront sans doute monter sur des zeppelins et venir, en pleine nuit, jeter des bombes sur des non-combattans inoffensifs.

Sur terre, la situation militaire n'est pas, nous l'avons dit, sensiblement modifiée en Europe, mais, en Asie, nos alliés russes ont eu de nouveaux succès dans la région du Caucase, et l'armée turque qui leur a été opposée, sous le commandement d'officiers allemands, semble bien près d'être anéantie. Le même sort attend sans doute celle qui a été préparée contre l'Égypte, si on l'y envoie en effet. Les Allemands ne s'attendent sans doute pas à ce qu'elle remporte des victoires, mais leur politique consiste à imposer à leurs adversaires des diversions qui les obligent à envoyer et à maintenir une partie de leurs forces loin du front principal. N'ont-ils pas dirigé un détachement de troupes turques sur Tauris, pour inquiéter les Russes en Perse et les obliger à faire face aussi de ce côté ? Mais l'expédition de Tauris est, elle aussi, sans lendemain, et l'armée turque, disséminée comme elle l'est sur plusieurs points quelquefois très éloignés les uns des autres, peut occuper l'ennemi ici et là, sans réussir à l'inquiéter. Il semble bien que l'expédition projetée sur l'Égypte n'ait pas d'autre objet. En tout cas, l'Égypte est prête à se défendre et si

les échos du canon réveillent un jour prochain les quarante et un siècles endormis au haut des Pyramides, ce ne sera pas pour leur faire contempler des batailles aussi formidables que celles d'autrefois.

Mais quelle guerre ! Elle est partout, et les Allemauds s'ingénient pour l'étendre encore, afin de diviser nos forces toujours davantage. Cela ne les sauvera pas, et ils commencent à s'en douter. Le ton de leurs journaux est bien changé. La colère et la rage se donnent toujours carrière, mais la confiance diminue. On peut en juger par la lecture des articles de M. Maximilien Harden dans le *Zukunft*. M. Harden est l'enfant terrible de la presse allemande, qui dit tout ce qu'il pense au jour le jour sans se préoccuper des suites. Il était fier, et arrogant, et menaçant au commencement de la guerre. Le cynisme germanique s'étalait le long de ses colonnes avec une particulière impudence. M. Harden sonnait éperdument la fanfare des conquêtes prochaines qu'il étendait jusqu'à Calais et de là jusqu'en Angleterre : il n'y avait plus qu'un fossé à franchir, un bond à faire. Il écrit maintenant : « Battez-nous, plongez-nous dans la mer, dans le Rhin ; affamez-nous jusqu'à ce que nous nous soumettions. Nous mourrons honorablement, nous mourrons debout, les mains propres. Nous ne savons pas si nous vaincrons, mais nous savons que nous ne périrons pas d'une manière indigne. »

M. Harden en est-il bien sûr ? L'Allemagne ne mourra pas d'une manière indigne en ce sens que son armée se bat bravement ; mais combien d'indignités n'a-t-elle pas accumulées ! Le sang qu'elle verse avec courage sur les champs de bataille ne la sauvera pas de la honte de tant de victimes innocentes qu'elle a sacrifiées à la monstrueuse idée qu'elle s'est faite de la guerre et qui, à travers l'histoire, ne cesseront pas de crier contre elle justice et pitié !

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

n
e
6-
n-
on
nt
la
7.
ut
ait
Le
ti-
es
en
re.
na
us
es.
ne

no
ais
rse
nte
use
ne